

LEXIQUE JURIDICO-JUDICIAIRE FRANÇAIS-ARABE

DESTINÉ AU MONDE DE LA PRESSE ET DES MÉDIAS

LEXIQUE JURIDICO-JUDICIAIRE FRANÇAIS-ARABE

DESTINE AU MONDE DE LA PRESSE ET DES MEDIAS

**Lexique édité dans le cadre du Programme d'Appui au
Secteur de la Justice en Algérie.**

Auteur : **Mohammed BENBOUZA**, Expert Juriste.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne.
Son contenu relève de la seule responsabilité de son auteur, et ne reflète pas
nécessairement les opinions de l'Union européenne.

Tous Droits Réservés

Le mot du Directeur

Le présent lexique à l'usage du monde de la presse et des médias, élaboré par un juriste bilingue, fait suite à celui conçu à l'attention des experts judiciaires, collaborateurs occasionnels de la justice, dans le but de leur rendre compréhensible la terminologie de l'expertise judiciaire dans les différents domaines.

Ce nouvel ouvrage est encore plus ambitieux, en ce sens que, par le truchement des femmes et des hommes auxquels il s'adresse, il ambitionne d'atteindre les «bénéficiaires finaux» des prestations qu'ils fournissent, autrement dit le grand public. De ce fait, il pourrait constituer un support pédagogique non négligeable pour la promotion et le développement de la culture juridico-judiciaire au sein de la société.

La compréhension du langage judiciaire et du discours juridique par un large public, autre que les professionnels du droit, est essentielle et déterminante dans le processus du rapprochement synergique de la justice de son public. L'idée de la justice symbolisée souvent par cette balance que l'on voit sur les bureaux des praticiens du droit, n'est pas aussi simple que cela. L'enchevêtrement des procédures, les délais de rigueur, certains comportements... font gagner ou perdre une affaire, en la forme sans même s'enquérir du fond du litige. C'est la loi qui le veut, vous dira le juriste de manière solennelle. Mais le commun des mortels ne l'entend pas de cette oreille. En fait, la mauvaise compréhension de la justice par les profanes est souvent due au fait que les mécanismes judiciaires et les notions juridiques ne sont pas compréhensibles à leurs yeux.

كلمة المدير

أعدّ المعجم الحالي خصيصاً للاستخدام في مجال الصحافة ووسائل الإعلام، وقد صاغه حقوقي ثنائي اللغة، ويأتي بعد المعجم المُعدّ لعناية الخبراء القضائيين، باعتبارهم متعاونين عرضيين مع العدالة، وذلك بهدف جعلهم يستوعبون مصطلحات الخبرة القضائية في مختلف الميادين.

وهذا العمل الجديد هو أكثر طموحاً، بمعنى أنه، من خلال النساء والرجال الذين يتوجه إليهم، يهدف إلى الوصول إلى «المستفيدين النهائيين» من الخدمات التي يقدمونها، أي إلى الجمهور العريض. وبذلك، يمكن أن يشكل دعامة بيداغوجية لا يستهان بها في مجال ترقية وتطوير الثقافة القانونية والقضائية داخل المجتمع.

إن فهم اللغة القضائية والخطاب القانوني من قبل الجمهور العريض، بصرف النظر عن محترفي القانون، أمر أساسي وفعال في مسار التقارب المتأزر بين العدالة وجمهورها. إن فكرة العدالة التي عادة ما يُرمز إليها بذلك الميزان الذي نراه في مكاتب ممارسي الحقوق، ليست بهذه البساطة. فتشابه الإجراءات، والمواعيد القطعية، وبعض السلوكيات... تكسب أو تخسر قضية، في الشكل قبل النظر في موضوعها. سيخبرك الحقوقي بنبرة من الجدّية بأن القانون هو الذي أراد ذلك، ولكن عامة الناس لا يفهمون الأمر بهذه الكيفية. والواقع، غالباً ما يرجع سوء فهم الأشخاص العاديين للعدالة إلى حقيقة هي أن الآليات القضائية والمفاهيم القانونية غير مفهومة في نظرهم.

Dans le préambule du lexique des experts, il a été dit que «derrière les mots se cachent souvent des droits, des procédures, des obligations et de multiples stratégies». En effet, dans le monde judiciaire, les mots véhiculent des contenus juridiques. C'est pourquoi, l'usage de chaque mot doit correspondre au but qui lui est assigné.

Un lexique d'une centaine de pages ne saurait embrasser l'ensemble des concepts en usage dans le monde judiciaire. Aussi, l'auteur a-t-il opté, à juste raison, pour ceux dont l'usage est récurrent et d'usage. On remarque, en effet, que, hormis les mots souvent répétés dans les prétoires, qui sont définis succinctement, les autres concepts sont traités avec plus de détails, et parfois intégrés dans leur contexte thématique pour en faciliter la compréhension.

La conception du lexique dans les deux langues (arabe et français) en usage dans les milieux qu'il cible permettrait d'en faire un emploi plus profitable.

Espérons que le but assigné à ce document soit atteint dans toute sa dimension.

Le Directeur du Programme

لقد قيل في توطئة معجم الخبراء: «إن خلف الكلمات غالباً ما تختفي حقوق وإجراءات والتزامات واستراتيجيات متعدّدة». والواقع، في العالم القضائي، تحمل الكلمات مضامين قانونية. لذلك، يجب أن يتوافق استخدام كل كلمة مع الغرض المخصّص لها.

والحال أنه لا يمكن أن يغطي معجم مكون من حوالي مائة صفحة جميع المفاهيم المستخدمة في المجال القضائي. لذلك اختار المؤلف تلك التي يكون استخدامها متكرراً وشائعاً. وسلاحظ أنه باستثناء التعريف بإيجاز للكلمات المتكررة في الفضاء القضائي، فإن المفاهيم الأخرى قد عُولجت بمزيد من التفصيل، وأحياناً بإدراجها في إطارها الموضوعي لتسهيل استيعابها.

إن تصميم المعجم باللغتين (العربية والفرنسية) المستخدمتين في البيئات التي يستهدفها قد يجعل استعماله أكثر نفعاً.

نأمل أن يتحقق الهدف المتوخى من هذه الوثيقة في كل أبعاده.

مدير البرنامج

Index

Index des concepts expliqués

Le mot du Directeur	4
Abandon de famille	20
Abrogation / Annulation	20
Absent / Disparu	21
Absolution / Excuses légales / Circonstances atténuantes	22
Abstention	24
Abstention délictuelle (non-assistance à personne en danger)	25
Abus d’autorité	25
Abus de biens sociaux	26
Abus de confiance	26
Abus de droit	26
Accession	26
Accessoire / Principal	27
Accusé	27
Acquittement	28
Acte	28
Acte administratif	28
Acte authentique	28
Acte de commerce	29
Acte extrajudiciaire	29
Acte judiciaire	29
Acte juridictionnel	29
Acte juridique	30
Acte sous seing privé	30

Actes d'administration	30
Actes de disposition	31
Action en justice	31
Action publique / Action civile	31
Amnistie / Grâce	32
Appel	33
Appelant	34
Arrêt	34
Arrêt de principe	34
Attendus	35
Autorité de la chose jugée	35
Auxiliaires de justice	36
Avocat	37
Avocat général	37
Barreau (Organisation nationale des avocats)	37
Base légale	38
Bâtonnier des avocats	38
Cassation	39
Caution / cautionnement	40
Chèque (aspect pénal)	40
Chirographaire (créancier chirographaire)	43
Citation à comparaître	44
Citation directe	45
Classement sans suite	45
Commissions rogatoires	46
Comparution immédiate (art.339 bis et suivant du CPP)	48

Conseiller	49
Conseiller instructeur	49
Conseiller rapporteur	49
Constat / Constatation	50
Contrat aléatoire	50
Contravention	51
Cour (Cour de justice, Cour d'appel)	51
Crime	51
Débats	51
Décision de justice	52
Défendeur	53
Délibéré	53
Délit	54
Délits de presse	54
Demandeur	74
Déni de justice (Abstention du magistrat de juger)	74
Déontologie	74
Détention provisoire	74
Dispositif	79
Doctrine	79
Donation	80
Droit réel	82
Effet suspensif	82
Emprisonnement /Réclusion (la différence ?)	82
Enfant (loi n° 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant)	83
Equitable (droit à un procès équitable)	92

Erreur judiciaire / détention provisoire injustifiée	95
Etablissements pénitentiaires	101
Etat des personnes	104
Exception d'inconstitutionnalité	105
Exécutoire (titre exécutoire)	109
Expert judiciaire	109
Extradition	109
Formule exécutoire	116
Garde à vue	117
Greffe (décret n° 08-409 du 24/12/2008)	121
Grief	122
Hiérarchie des normes	123
Honoraires	124
Huis clos	124
Impartialité	124
In limine litis (Expression d'origine latine)	125
Inculpé	125
Infra petita / Ultra petita(Expressions d'origine latine)	125
Infraction	125
Interdiction judiciaire	129
Intimé	131
Juge	131
Juge d'instruction	132
Juge de l'application des peines	132
Jugement	133
Jurés	137

Juridiction	137
Jurisprudence	138
Justiciable	139
Kafala (recueil légal d'un mineur)	139
Législatif (adjectif)	141
Libération conditionnelle	141
Litispendance	147
Magistrats (rapports entre magistrats)	147
Magistrature	148
Maître	149
Médiation	149
Mineur délinquant, enfant délinquant (délinquance juvénile)	155
Ministère public	167
Mis en cause	171
Mise en cause	171
Motifs, motivation	171
Non-lieu	171
Ordre public	172
Partie civile	172
Perquisition	172
Plaidoirie de la défense	173
Plaidoirie de la partie civile	173
Plumitif	173
Premier président de la Cour suprême	173
Prévenu	173
Principes généraux du droit	174

Procès criminel	174
Récidive	186
Réhabilitation des condamnés	187
Relaxe	188
Requête introductive d’instance	188
Robe d’audience ou robe professionnelle	188
Salle d’audience	188
Saisine des juridictions	190
Sursis à exécuter la peine	199
Sursis à statuer	200
Traducteur-Interprète officiel	201
Visas	202

Abandon de famille

L'abandon de famille est un délit pénal institué dans le but de protéger le foyer familial. Il est prévu et puni par le code pénal (arts. 330,331) Il est caractérisé par l'un des faits suivants :

1°) le père ou la mère de famille qui abandonne, sans motif grave, pendant plus de deux (2) mois, la résidence familiale et se soustrait à toutes ses obligations d'ordre moral ou d'ordre matériel résultant de la puissance paternelle ou de la tutelle légale ;

2°) le mari qui, sans motif grave, abandonne volontairement, pendant plus de deux (2), sa femme, la sachant enceinte ;

3°) le père ou la mère qui compromet gravement, par de mauvais traitements, par des exemples pernicieux d'ivrognerie habituelle ou d'inconduite notaire, par un défaut de soins ou par un manque de direction nécessaire, soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs en enfants ou d'un ou plusieurs de ces derniers ;

4°) l'abstention volontaire, pour toute personne et pendant plus de deux (2) mois, de verser la pension alimentaire au conjoint, aux ascendants ou aux descendants, au mépris d'une décision de justice le condamnant à cela.

Pour la sauvegarde de l'entente familiale, la poursuite dans le premier et le deuxième cas n'est exercée que sur plainte de l'époux abandonné, et son pardon y met fin. Il en est de même du quatrième cas où le pardon de la victime, après paiement des sommes exigibles, met également fin à la poursuite pénale.

Abrogation / Annulation

L'abrogation est l'anéantissement, pour l'avenir, d'une mesure législative (loi) ou règlementaire (décret, arrêté).

L'abrogation est expresse, lorsqu'elle est explicitement énoncée dans un texte nouveau. Elle est tacite ou implicite, lorsque le texte nouveau contient des dispositions incompatibles avec les dispositions antérieures.

A la différence de l'annulation qui consiste en la disparition, généralement rétroactive d'un acte, prononcée par le juge, à la demande d'un tiers ayant un intérêt, l'abrogation d'un

ترك الأسرة، إهمال عائلي

ترك الأسرة أو الإهمال العائلي جنة تقرّرت بهدف حماية البيت العائلي. وهذه الجنة منصوص ومعاقب عليها بموجب قانون العقوبات (المادتان 330، 331)، وتُرتكب بأحد الأفعال الآتية:

1) أحد الوالدين الذي يترك مقرّ أسرته لمدّة تتجاوز شهرين (2) ويتخلّى عن كافة التزاماته الأدبية أو المالية المترتبة على السلطة الأبوية أو الوصاية القانونية (الولاية حسب تعبير قانون الأسرة)، وذلك بغير سبب جدّي؛

2) الزّوج الذي يتخلّى عمدا ولمدّة تتجاوز شهرين (2) عن زوجته مع علمه بأنها حامل، وذلك لغير سبب جدّي؛

3) أحد الوالدين الذي يُعرّض صحة أولاده أو واحد أو أكثر منهم أو يُعرّض أمنهم أو خلقهم لخطر جسيم بأن يسيء معاملتهم أو يكون مثلاً سيئاً لهم للاعتياد على السكر أو سوء السلوك، أو بأن يهمل رعايتهم، أو لا يقوم بالإشراف الضروري عليهم؛

4) الامتناع عمدا لكل شخص لمدّة تتجاوز شهرين (2) عن أداء قيمة النفقة المقرّرة عليه إلى زوجته أو أصوله أو فروعه، وذلك رغم صدور حكم ضده بالإلزامه بدفع تلك النفقة.

ومن أجل حماية الوئام العائلي، لا تُتخذ إجراءات المتابعة في الحالتين الأولى والثانية إلا بناء على شكوى الزوج المتروك، ويضع صفح الضحية حدّا للمتابعة الجزائية. كذلك هو الأمر بالنسبة للحالة الرابعة حيث يضع صفح الضحية، بعد دفع المبالغ المستحقة، حدّا للمتابعة الجزائية.

إلغاء / إبطال

الإلغاء هو إنهاء صلاحية تدبير تشريعي (قانون) أو تنظيمي (مرسوم، قرار) بالنسبة للمستقبل.

يكون الإلغاء صريحا عندما يُعلن عنه بكيفية واضحة في النص الجديد، ويكون ضمنيا عندما يتضمّن النص الجديد أحكاما (قواعد) تتعارض مع الأحكام السابقة.

على عكس الإبطال الذي ينهي العمل القانوني (عقد، مثلا) بأثر رجعي، وعادة ما ينطق به القاضي بطلب من ذي مصلحة،

texte n'a pas d'effet rétroactif, c'est-à-dire qu'elle n'aura pas d'impact sur les situations créées sous l'empire de l'ancien texte qui continue à les régir, s'agissant de la garantie de la sécurité juridique.

Il faut noter, toutefois, qu'en matière de sanction pénale, c'est la peine la plus douce qui est appliquée au condamné, qu'elle émane de la disposition nouvelle ou de la disposition ancienne.

L'annulation anéantit donc l'acte et ses effets, de sorte que l'acte qu'elle vise est considéré comme n'ayant jamais existé (annulation d'un acte de vente, par exemple). Souvent, lorsque les conditions de la formation de l'acte n'ont pas été respectées, l'annulation est prononcée par le juge à la demande de la partie intéressée. Cependant, dans certains cas précis, les effets produits par l'acte annulé demeurent intangibles. Il en est ainsi du cas prévu par l'article 34 du code de la famille qui prévoit que le mariage contracté avec l'une des femmes prohibées (par exemple, un mariage avec une sœur par allaitement) est déclaré nul même après sa consommation. Toutefois, les enfants issus de ce mariage gardent leur filiation.

Absent / Disparu

Dans le langage courant, l'absent est celui qui n'est pas là où l'on s'attendait à le trouver. Dans le langage juridique, l'absent est, selon l'article 110 du code de la famille, celui qui est empêché durant une année par des raisons de force majeure de rentrer à son domicile ou de reprendre la gestion de ses affaires par lui-même ou par l'intermédiaire d'un mandataire et dont l'absence cause des dommages à autrui.

L’absent est assimilé au disparu qui est la personne absente dont on ignore où elle se trouve et si elle est en vie ou décédée.

A la différence du disparu qui cesse de paraître depuis une circonstance connue (par exemple : naufrage, conflit armé...), et dont on n’a pas retrouvé le corps, aucun événement ne laisse présumer le décès de l'absent.

L’absence et la disparition sont constatées par jugement.

Le régime juridique applicable à l'absent et au disparu est défini par les articles 109 à 115 du code de la famille.

فإن الإلغاء يكون بدون أثر رجعي، بحيث لا ينصرف إلى الأوضاع التي نشأت في ظل النص القديم، والتي تبقى خاضعة له ضمانا للأمن القانوني.

غير أنه ينبغي التوضيح بأنه في مجال العقاب الجزائي، فإن العقوبة الأقل شدّة هي التي تطبق على المذنب، سواء كانت مقرّرة في القانون الجديد أو في القانون القديم.

فالإبطال إذن ينهي العمل القانوني والآثار التي ترتّبت عنه، بحيث يصبح كأنه لم يكن (إبطال عقد بيع، مثلا). وإبطال العمل القانوني (عقد أو قرار إداري أحادي الجانب) الذي يحدث عادة عند عدم احترام شروط تكوينه. ومع ذلك، في بعض الحالات المعيّنة تبقى بعض الآثار الناجمة عن العمل المبطل قائمة، ذلك هو الأمر بالنسبة للحالة المنصوص عليها في المادة 34 من قانون الأسرة الذي يقرّر أنّ كل زواج بإحدى المحرمات (مثلا: الزواج بالأخت من الرضاعة) يُفسخ ولو بعد الدّخول، غير أنّ ثبوت نسب الأطفال المولودين من الزواج المفسوخ يبقى قائما.

غائب / مفقود

في الحديث العادي، الغائب هو الشخص الذي لا يوجد في المكان الذي يُنتظر أن يكون فيه. في اللغة القانونية، الغائب، حسب المادة 110 من قانون الأسرة، هو الذي منعه ظروف قاهرة من الرجوع إلى محلّ إقامته أو إدارة شؤونه بنفسه أو بواسطة مُوكّل عنه مدّة سنة وتسبّب غيابه في ضرر للغير.

يعتبر الغائب في حكم المفقود. والمفقود هو الشّخص الغائب الذي لا يُعرف مكانه وما إن كان حيّا أو ميّتا.

على عكس المفقود الذي لم يظهر منذ ظرف معروف (مثل غرق سفينة، نزاع مسلّح...) والذي لم يُعثر على جثته، لا يوجد حدث مُعيّن يوحي بوفاة الغائب.

يُثبت الغياب والفقد (أو الفقدان) بحكم قضائي.

تُحدّد المواد 109 إلى 115 من قانون الأسرة النظام القانوني المطبّق على الغائب والمفقود.

Absolution / Excuses légales / Circonstances atténuantes

L'absolution est un terme qui désigne une décision de justice constatant l'impossibilité de prononcer une peine telle que prévue par la loi, compte tenu des excuses que le législateur pénal a prévu à cet effet.

Les excuses sont des faits limitativement déterminés par la loi qui, tout en laissant subsister l'infraction et la responsabilité, assurent aux délinquants, soit l'impunité totale lorsqu'elles sont absolutoires, soit une modération de la peine lorsqu'elles sont atténuantes (art. 52 CP).

Pour élucider ces deux notions d'excuses absolutoires et d'excuses atténuantes, on précisera ci-après les causes des unes et des autres.

I Quelques cas d'excuses absolutoires

1°) L'excuse de révélation aux autorités de l'entente établie ou de l'existence de l'association (association de malfaiteurs)

- L'article 179 du code pénal fait bénéficier d'une excuse absolutoire (exemption totale de la peine) celui des coupables qui, avant toute tentative de crime faisant l'objet de l'association ou de l'entente et avant toute poursuite commencée, a révélé aux autorités l'entente établie ou l'existence de l'association (entendre association de malfaiteurs).
- L'article 199 du même code fait également bénéficier d'une excuse absolutoire celui des coupables des crimes de fausse monnaie, qui, avant la consommation de ces crimes et avant toutes poursuites, en a donné connaissance aux autorités et a révélé l'identité des auteurs ou qui, même après les poursuites commencées, a facilité l'arrestation des autres coupables.

2°) L'excuse de parenté (art. 368 du code pénal)

Ne sont pas punissables et ne peuvent donner lieu qu'à des réparations civiles, les soustractions (vols) commises :

a) par des ascendants au préjudice de leurs enfants ou autres descendants ;

b) par des descendants au préjudice de leurs ascendants;

إعفاء (من العقوبة) / أَعذار قانونية / ظروف مُخَفِّفة

الإعفاء هو المصطلح الذي يدلّ على حكم قضائي يثبت استحالة النطق بعقوبة كما هي منصوص عليها في القانون، وذلك بالنظر إلى الأَعذار التي قرّرها المشرّع.

والأَعذار هي حالات محدّدة في القانون على سبيل الحصر يترتب عليها، مع قيام الجريمة والمسؤولية، إما عدم عقاب المتهم إذا كانت أَعذارا معفية (أي تعفي من العقوبة) وإما تخفيف العقوبة إذا كانت أَعذارا مخففة (م.52 ق.ع.).

ولتوضيح هذين المفهومين: الأَعذار المعفية والأَعذار المخففة، نُبيّن فيما يلي أسبابها.

أ - بعض حالات الأَعذار المعفية

1°) عذر الكشف للسلطات عن اتفاق تم أو عن وجود جمعية (جمعية أشرار)

- تفيد المادة 179 من قانون العقوبات بالعذر المعفى من العقوبة (إعفاء كلي) من يقوم من الجناة بالكشف للسلطات عن الاتفاق الذي تم أو عن وجود جمعية، وذلك قبل أي شروع في الجناية موضوع الجمعية أو الاتفاق وقبل أي متابعة تم الشروع فيها (يفهم بالجمعية هنا جمعية الأشرار).

- أما المادة 199 من نفس القانون، فتفيد أيضا بالعذر الذي يعفي من العقوبة أحد مرتكبي جنايات تزوير النقود إذا أخبر السلطات أو كشف لها عن شخصية الجناة قبل إتمام هذه الجنايات أو البدء في التحقيق فيها، أو سهل القبض على الجناة الآخرين، حتى بعد بدء إجراءات المتابعة.

2°) عذر القرابة (م. 368 من قانون العقوبات)

لا يعاقب على السرقات التي تُرتكب من الأشخاص المبيينين أدناه ولا تُحوّل إلا الحقّ في التعويض المدني:

أ) الأصول إضرارا بأولادهم أو غيرهم من الفروع ؛

ب) الفروع إضرارا بأصولهم؛

c) par un conjoint au préjudice de l'autre conjoint.

II Les excuses atténuantes : les excuses dues à la provocation (art. 277 et suivants du code pénal)

Le meurtre, les blessures et les coups sont excusables:

- s'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes;

- s'ils ont été commis en repoussant pendant le jour l'escalade ou l'effraction de clôtures, murs ou entrées d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances ; s'ils ont été commis pendant la nuit, on se trouvera alors devant un cas « de nécessité actuelle de légitime défense, fait justificatif qui n'entraîne pas de sanction pénale ;

- s'ils ont été commis par l'un des époux sur son conjoint ainsi que sur le complice à l'instant où il les surprend en flagrant délit d'adultère ;

- s'il s'agit d'un crime de castration provoqué immédiatement par un viol ;

- s'ils ont été commis sur la personne d'un adulte surpris en flagrant délit d'attentat à la pudeur avec ou sans violence sur un mineur de seize ans accomplis.

III Barème d'atténuation de la peine lorsque l'excuse atténuante est retenue. (Exemples tirés de l'article 283 du code pénal) :

Lorsque le fait d'excuse est prouvé, la peine est réduite comme suit:

a) à un emprisonnement d'un à cinq ans, s'il s'agit d'un crime puni de mort ou de la réclusion perpétuelle ;

b) à un emprisonnement de six mois à deux ans, s'il s'agit de tout autre crime ;

c) à un emprisonnement d'un mois à trois mois, s'il s'agit d'un délit.

Il est utile de rappeler que le parricide n'est jamais excusable (art.282 du code pénal), le peracide étant le meurtre du père, de la mère, ou d'un ascendant.

ت) أحد الزوجين إضرارا بالزوج الآخر.

II الأَعذار المُخَفِّفة : الأَعذار المُستَمَدّة من الاستفزاز (المواد 277 وما بعدها من قانون العقوبات)

يستفيد مرتكب جرائم القتل والجرح والضرب من الأَعذار:

- إذا دفعه إلى ارتكابها وقوع ضرب شديد من أحد الأشخاص؛

- إذا ارتكبها لدفع تسلق أو ثقب أسوار أو جدران أو تحطيم مداخل المنازل أو الأماكن المسكونة أو ملحقاتها إذا حدث ذلك أثناء النهار. وإذا حدث أثناء الليل، فالفعل يدخل ضمن حالات الضرورة الحالّة للدفاع الشرعي، وهي الحالة التي لا ينجر عنها أي عقاب جزائي؛

- إذا ارتكبها أحد الزوجين على الزوج الآخر أو على شريكه في اللحظة التي يفاجئه فيها في حالة التلبس بالزنا؛

- إذا تعلق الأمر بجناية الخصاص مرتكبة فورا ممّن وقع عليه الاغتصاب؛

- إذا ارتكبها ضد شخص بالغ يفاجأ في حالة تلبّس بهتك عرض قاصر لم يكتمل السادسة عشرة، سواء بالعنف أو بغير عنف.

III سَلَم تخفيف العقوبة عند الأخذ بالعذر المُخَفَّف (أمثال مأخوذة من المادة 283 من قانون العقوبات) :

إذا ثبت قِيَام العذر تُخَفِّض العقوبة على الوجه الآتي:

أ) الحبس من سنة إلى خمس سنوات إذا تعلّق الأمر بجناية عقوبتها الإعدام أو السجن المؤبد؛

ب) الحبس من ستة أشهر إلى سنتين إذا تعلّق الأمر بأية جناية أخرى؛

ج) الحبس من شهر إلى ثلاثة أشهر إذا تعلّق الأمر بجنحة.

من المفيد التذكير بأنه لا عذر إطلاقا لمن يقتل أباه أو أمه أو أحد أصوله (المادة 282 من قانون العقوبات).

2°) فعل يتخلى بموجبه القاضي تلقائيا عن الفصل في قضية ما، إما لأنه يفترض وجود سبب ردّه، أو لأنه يعتقد أنه، من جانب ضميره، يجب عليه أن يمتنع عن الفصل في القضية. ففي هذه الحالة يُقال إن القاضي يردّ نفسه. غير أنه، حسب قانون الإجراءات الجزائية (م.566) لا يجوز للقاضي أن يردّ نفسه بنفسه إلا بإذن من رئيس المجلس. هذا بالنسبة لقضاء الحكم، أمّا قضاة النيابة، فلا يجوز ردّهم (م. 555).

للتذكير، فإن نظام رد قضاة الحكم تُنظّمه المواد 554 وما بعدها من قانون الإجراءات الجزائية. و241 وما بعدها من قانون الإجراءات المدنية والإدارية.

امتناع جرمي (امتناع عن تقديم مساعدة إلى شخص في حالة خطر)

الامتناع الجرمي أو عدم تقديم مساعدة إلى شخص في حالة خطر جريمة يرتكبها شخص بفعل امتناعه الإرادي عن تقديم المساعدة التي يحتاجها شخص في حالة خطر والذي بإمكانه أن يقدمها له بغير خطر عليه أو على الغير، بعمل مباشر منه أو بطلب الإغاثة له.

تعاقب المادة 182/2 من قانون العقوبات من يرتكب هذه الجريمة بالحبس من ثلاثة أشهر إلى خمس سنوات وبغرامة من 500 إلى 15.000 دينار.

تعسف في استعمال السلطة

هي الإساءة التي يرتكبها صاحب سلطة ضد أفراد أو ضد شيء عمومي. يمكن أن تكتسب إساءة استعمال السلطة طابعا مدنيا أو طابعا جزائيا.

في المجال المدني، يتعلّق الأمر بإكراه معنوي يرتكز على سلطة واقعية أو قانونية، يمارس على شخص لحمله على القيام بتصرّف قانوني ما (زواج، عقد، الخ...) أو غير ذلك (مثل: إغراء احتيالي).

في المجال الجزائي، يطلق المُصطلح على مجموع الاوصاف الجزائية المطبّقة على الموظفين الذين يرتكبون جرّما أثناء ممارستهم لوظائفهم، إما في حق فرد أو ضد شيء عمومي.

يُنظّم قانون العقوبات في مواده من 135 إلى 140 جرم إساءة استعمال السلطة المرتكبة سواء ضد الأفراد أو ضد الشيء العمومي.

l'acte par lequel un juge renonce spontanément à connaître du procès, soit parce qu'il suppose une cause de récusation en sa personne, soit parce qu'il estime en conscience devoir s'abstenir. On dit que le juge se déporte .Mais en vertu des dispositions du code de procédure pénale (art. 566), le magistrat ne peut se récuser d'office que s'il est autorisé par le Président de la Cour (art. 555). Les magistrats du ministère public ne peuvent être recusés.

Pour rappel, le système de récusation des magistrats du siège est prévu par les articles 554 et suivants du code de procédure pénale et 241 et suivants du code de procédure civile et administrative.

Abstention délictuelle (non-assistance à personne en danger)

L'abstention délictuelle ou la non-assistance à personne en danger est une infraction réalisée par le fait de s'abstenir volontairement de porter à une personne en péril l'assistance dont elle a besoin et qu'il est possible de lui prêter sans risque pour soi-même ni pour les tiers, soit par son action personnelle soit en provoquant un secours.

L'article 182/2 du CP punit la commission de cette infraction de trois à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 à 15 000 dinars.

Abus d'autorité

C'est l'abus que commet un titulaire de pouvoir contre les particuliers ou contre la chose publique. L'abus d'autorité peut revêtir un caractère civil ou pénal.

En matière civile, il s'agit d'une contrainte morale qui, prenant appui sur une autorité de fait ou de droit, est exercée sur une personne, pour l'amener à accomplir un acte juridique (mariage, contrat, etc...) ou non (séduction dolosive par exemple).

En matière pénale, l'expression désigne l'ensemble des qualifications pénales s'appliquant aux fonctionnaires qui commettent des abus dans l'exercice de leurs fonctions, soit contre des particuliers, soit contre la chose publique.

L'abus d'autorité contre les particuliers et contre la chose publique est prévu et puni par les articles 135 à 140 du code pénal.

(VI) التمييز بين الأعذار المخففة والظروف المخففة

من الضروري التمييز بين الأعذار المخففة والظروف المخففة.

على عكس الأعذار المخففة التي حدّدها القانون على سبيل الحصر، فالظروف المخففة لم يُعرّفها القانون ولم يحدّدها، بل تركها للسلطة التقديرية للقاضي.

يُستعمل مصطلح «الظروف المخففة» في قانون العقوبات لوصف الأفعال أو الظروف التي بموجبها يستطيع القاضي أن يُخفّف من شدّة العقوبة. فالظروف المخففة، كما سبق القول، لم يُعرّفها القانون ولم يحدّدها، بل تركها للسلطة التقديرية لقاضي الموضوع (أي القاضي الذي يفصل في الوقائع المعروضة عليه، والذي قد يكون قاضيا فردا أو تشكيلة جماعية، حسب التنظيم القضائي القائم).

من بين الأسباب التي يمكن للقاضي أن يأخذها بعين الاعتبار لمنح ظروف مخفّفة لمذنب ما، يمكن ذكر السلوك الطيبة للمذنب، سوء التربية التي تلقاها، سنه، ندمه، الدوافع التي أدت به إلى ارتكاب الجرم، بؤسه، جهله، قلة الضرّر الذي أحدثه، القيام بدفع تعويض (الدية مثلا)، فشل المحاولة، غياب سبق الإصرار الخ.

عندما يُقرر القاضي إفادة المذنب بالظروف المخففة، لا يُطلب منه أن يوضّح طبيعتها أو ذكرها في صدر حكمه. في الأحكام الجنائية، يلتزم رئيس محكمة الجنايات، كلما أجابت هذه الأخيرة بنعم على السؤال المتعلق بإدانة المتهم، أن يطرح وجوبا على أعضاء هيئة الحكم السؤال التالي: «هل يستفيد المتهم من الظروف المخففة؟»

أمام قسم الجنج بالمحكمة أو الغرفة الجزائية بالمجلس، ليس هناك سؤال يطرح بكيفية صريحة حول الظروف المخففة، ولكن منحها أو رفضها يُستنتج من خلال العقوبة المنطوق بها، حسب ما إذا كانت غير مشدّدة (منح) أو مشدّدة (رفض).

امتناع

يتعلق الأمر بـ:

1°) موقف يتمثّل في عدم ممارسة حق أو وظيفة أو عدم القيام بواجب مُعيّن.

IV Distinction entre excuses atténuantes et circonstances atténuantes

Il est nécessaire de faire la distinction entre les excuses atténuantes et les circonstances atténuantes.

Contrairement aux excuses atténuantes qui sont limitativement déterminées par la loi, les circonstances atténuantes ne sont pas définies par le code pénal ; elles sont laissées à l'appréciation du juge.

Les circonstances atténuantes désignent un terme juridique utilisé en droit pénal pour qualifier des faits ou des contextes qui permettent au juge d'atténuer la sévérité de la peine. Les circonstances atténuantes, comme on vient de le préciser, ne font l'objet d'aucune définition ou énumération de la loi. Elles sont illimitées et laissées à l'appréciation souveraine du juge du fond (juge qui statue sur les faits.

Il peut s'agir d'un juge unique ou d'une formation collégiale, selon l'organisation judiciaire en place). Parmi les causes que le juge peut retenir pour accorder des circonstances atténuantes à un coupable, on peut noter le bon comportement, la mauvaise éducation qu'il a reçue, son âge, son repentir, les mobiles qui l'ont fait agir, sa misère, son ignorance, le peu d'importance du préjudice causé ou sa réparation, le fait que le délit n'a pas réussi, le défaut de préméditation etc.

Lorsque le juge décide d'accorder les circonstances atténuantes à un coupable, il n'est pas tenu de préciser leur nature dans son jugement. Le président du tribunal criminel est tenu de poser la question sur les circonstances atténuantes chaque fois que la culpabilité de l'accusé a été reconnue. La question est posée comme suit : «L'accusé x bénéficie-t-il des circonstances atténuantes?

Devant la section des délits du tribunal ou devant la chambre pénale de la Cour, il n'y a pas de question à poser explicitement sur les circonstances atténuantes, mais l'octroi de ces circonstances ou leur rejet peut être déduit de la peine prononcée selon qu'elle est modérée (octroi) ou sévère (rejet).

Abstention

Il s'agit de:

1°) l'attitude consistant à ne pas exercer un droit ou une fonction ou à ne pas exécuter un devoir.

Abus de biens sociaux

C'est un délit qui punit les dirigeants de sociétés commerciales qui, de mauvaise foi, auront fait des biens ou du crédit de la société, un usage qu'ils savaient contraires à l'intérêt de celle-ci, à des fins personnelles ou pour favoriser une autre société ou entreprise dans laquelle ils étaient intéressés directement ou indirectement.

Abus de confiance

C'est un délit correctionnel que commet une personne en détournant ou dissipant frauduleusement, au préjudice d'autrui, des fonds, des valeurs, ou un bien quelconque qui lui ont été remis et qui a accepté de les rendre, de les représenter ou d'en faire un usage convenu.

Le délit d’abus de confiance est prévu et puni par l’article 376 du CP.

Abus de droit

L’abus de droit est le fait pour le titulaire d’un droit de le mettre en œuvre en dehors de sa finalité, et dans le but est de nuire à autrui. L’abus de droit constitue une faute pouvant donner lieu à réparation civile. A la demande de la personne lésée par un abus de droit, le juge peut en ordonner également la cessation.

La consécration par la jurisprudence de la théorie de « l’abus de droit » avait constitué une brèche pour la morale d’intervenir dans le droit. Aux termes de la loi, le droit de propriété est le droit de jouir et de disposer de la manière la plus absolue des choses pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par la loi ou par les règlements. Mais comme dit la maxime, « le droit s’arrête là où commence l’abus. » Et, justement, c’est au sujet d’un exercice abusif du droit de propriété que le concept d’abus de droit a vu le jour.

Accession

L’accession, un concept du droit civil, est l’extension du droit de propriété aux choses réputées accessoires s’unissant à une chose principale.

إساءة استعمال أموال الشركة

هي جنحة يعاقب عليها المسيرّون الذين استعملوا عن سوء نية أموال الشركة أو سمعتها استعمالا يعلمون أنه مخالف لمصلحة الشركة تلبية لأغراضهم الشخصية أو لتفضيل شركة أو مؤسسة أخرى لهم فيها مصالح مباشرة أو غير مباشرة.

خيانة أمانة

هي جنحة في قانون العقوبات يرتكبها شخص يقوم، إضرارا بالغير، باختلاس او بتبديد أموال أو قِيم أو أي شيء آخر سلّمت له وقيل بها بشرط ردّها او تقديمها او استعمالها في عمل متّفق عليه.

جنحة خيانة الأمانة منصوص ومعاقب عليها في المادة 376 من قاع.

جنحة خيانة الأمانة منصوص ومعاقب عليها في المادة 376 من قاع.

تعسف في استعمال الحق

هو فعل صاحب الحق الذي يستخدمه خروجا عن غرضه وبهدف وحيد وهو إيذاء الغير. يشكل فعل إساءة استعمال الحق خطأ مدنيا يمكن أن يؤسس طلب التعويض عن الضرر الذي يسببه هذا الاستعمال السيء. كما يمكن للشخص المتضرر منه أن يطلب من القاضي أن يأمر أيضا بوقف هذا الاستعمال السيء.

إن تكريس الاجتهاد القضائي لنظرية «إساءة استعمال الحق» قد فتح مجالا لتدخّل الأخلاق في الحقوق. فيموجب القانون، فحق الملكية هو حق التمتع والتصرف في الأشياء بكيفية مطلقة، شريطة ألا يستعمل هذا الحق استعمالا تُحرّمه القوانين والأنظمة. غير أنه، كما تقول الحكمةُ، فإن «الحق يتوقّف عندما يبدأ التعسّف في استعماله». والحال أن هذا المفهوم، أي مفهوم إساءة استعمال الحق أو التعسف في استعماله، كما يطلق عليه أحيانا، قد أبرزه الاجتهاد القضائي بالضبط بمناسبة معاناة ممارسة سيئة لحق الملكية بهدف الإضرار بالغير.

التصاق بعقار

الالتصاق بالعقار مفهوم في القانون المدني، فهو امتداد لحق الملكية لأشياء تعتبر ثانوية أو فرعية بالنسبة لشيء أصلي الذي تلتصق به.

Sous certaines conditions prévues par le code civil, si une personne construit avec ses matériaux sur un terrain appartenant à autrui, le propriétaire du sol devient propriétaire de la construction par accession.

L’accession est régie par les dispositions des articles 778 à 791 du code civil.

Accessoire / Principal

On peut comprendre le mot accessoire comme étant secondaire par rapport à ce qui est plus important ; ce n'est pas cela en Droit. Dans le langage juridique, le mot « accessoire » qualifie un état, une prérogative subsidiaire liée à un droit principal, d'où la règle : « l'accessoire suit le principal ». Ainsi, par exemple, un tracteur attaché à une ferme agricole, peut être considéré comme l'accessoire du principal qui est l'exploitation. D'ailleurs, il est qualifié comme étant un immeuble par destination, et il est soumis au même régime juridique auquel est soumis l'immeuble principal, c'est-à-dire l'exploitation. Il en est de même dans le cas d'une cession de créance. En obtenant la cession d'une créance qui constitue un droit principal, le cessionnaire acquiert en même temps les intérêts qui constituent l'accessoire de la créance principale, ou encore, en cas de vente d'un immeuble donné à bail, le cautionnement garantissant le paiement des loyers est, sauf accord contraire, transmis de plein droit au nouveau propriétaire, en tant qu'accessoire de l'immeuble acquis.

En droit du travail, on considère que l'indemnité de congé, les primes de paniers, le logement de fonction... sont des accessoires qui suivent le principal, c'est-à-dire le salaire du travailleur.

En procédure, les plaideurs utilisent souvent l'adjectif accessoire ou subsidiaire pour désigner ce qui est secondaire par rapport à leurs demandes ou moyens de défense présentés comme étant principaux, de sorte que si le juge rejette la demande ou le moyen désigné à titre principal, il passe à ceux présentés à titre accessoire et s'y prononce.

Accusé

L'accusé est la personne soupçonnée d'un crime et renvoyée devant le tribunal criminel afin d'y être jugée.

مع مراعاة بعض الشروط المنصوص عليها في القانون المدني، إذا قام شخص ما ببناء بمواده على أرض مملوكة للغير، يمكن أن يصبح مالك الأرض هو مالك البناء بحكم قاعدة الالتصاق.

تحدّد أحكام المواد 778 إلى 791 من القانون المدني نظام الالتصاق بالعقار.

فرع / أصل

يمكن فهم معنى «فرع أو فرعي» بأنه ما هو ثانوي بالنسبة لما هو او أكثر أهمية. ليس هذا هو المعني في لغة القانون. «الفرع أو الفرعي» في لغة القانون هو مصطلح يُعبّر به عن حالة أو صلاحية فرعية تابعة ومرتبطة بما هو حق أصلي، ومن هنا انبثقت القاعدة التي تقول: «الفرع يتبع الأصل». وهكذا، وعلى سبيل المثال، فإنّ جرارا تابع لمزرعة فلاحية، يمكن أن يُعتبر فرعاً بالنسبة للأصل الذي هو المستثمرة الفلاحية. والحال أنه، بالرغم من طبيعة هذه العربة كمنقول، فالقانون يعتبرها عقارا بالتخصيص يخضع للنظام القانوني الذي يخضع له العقار الأصلي، أي المزرعة. فهو الفرع الذي يتبع الأصل. كذلك هو الأمر بالنسبة لإحالة دين. فالمستفيد من الإحالة يكتسب في نفس الوقت الحق الأصلي الذي هو تملكه للدين، والفوائد الناجمة عن هذا الدين باعتبارها حقا فرعيا، إعمالا لمبدأ «الفرع يتبع الأصل». يمكن كذلك إضافة حالة بيع عقار مؤجر. في هذه الحالة، إلّا إذا وقع الاتفاق على خلاف ذلك، فإن المبلغ المقدّم كضمان لاستيفاء بدل الكراء يُحوّل إلى المالك الجديد بقوة القانون باعتباره حقا فرعيا تابعا للعقار المكتسب من قبله.

في مجال قانون العمل، تُعتبر منح العطلة والتغذية والسكن الوظيفي من الفروع التي تتبع الأصل الذي هو أجرة العامل.

في مجال الإجراءات، يستعمل المترافعون وصف الفرع أو الاحتياط للتعبير على ما هو فرعي بالنسبة لطلباتهم أو دفعوهم الأصلية، بحيث إذا رفض القاضي الطلبات أو الدفعو المقدمة على أنها أصلية، يمرّ إلى الطلبات أو الدفعو الاحتياطية أو الفرعية، فيناقشها ويفصل فيها.

في مجال الإجراءات، يستعمل المترافعون وصف الفرع أو الاحتياط للتعبير على ما هو فرعي بالنسبة لطلباتهم أو دفعوهم الأصلية، بحيث إذا رفض القاضي الطلبات أو الدفعو المقدمة على أنها أصلية، يمرّ إلى الطلبات أو الدفعو الاحتياطية أو الفرعية، فيناقشها ويفصل فيها.

متهم بجناية

هو الشخص المشتبه في ارتكابه جناية وأحيل على محكمة الجنايات للمحاكمة.

Acquittement

Un acquittement est une décision du tribunal criminel déclarant non coupable des faits qui lui sont reprochés un accusé qu'il a jugé.

Acte

Le mot acte peut avoir un sens formel et un sens matériel.

- Au sens formel, un acte est un document écrit qui constate un fait, une situation.
- Au sens matériel, il signifie la manifestation d'une volonté destinée à produire des effets de droit.

Acte administratif

Un acte administratif est un acte qui émane d'une autorité administrative et a pour finalité l'intérêt général.

L'acte administratif peut avoir trois sens :

- 1) Un sens formel : Au sens formel, l'acte administratif est toute décision prise unilatéralement par une autorité administrative.
- 2) Un sens matériel : Au sens matériel, l'acte administratif est un acte visant un individu ou des individus identifiés.
- 3) Un sens juridique : Au sens juridique, l'acte administratif est une décision administrative qui produit des effets juridiques. Il peut s'agir d'un acte unilatéral ou d'un contrat administratif. Il relève du Droit administratif et le contentieux qu'il soulève est de la compétence du juge administratif.

Acte authentique

Un acte authentique est un écrit (et son contenu), instrumenté par un officier public, un notaire ou un fonctionnaire de l'Etat habilité (directeur des domaines, par exemple). L'instrumentation par acte authentique peut être imposée par la loi. C'est le cas, par exemple,

براءة أو تبرئة أمام محكمة الجنايات

التبرئة أو البراءة هي حكم محكمة الجنايات الذي يثبت أن المتهم الذي حاكمته هذه المحكمة غير مذنب بارتكابه الأفعال المنسوبة إليه.

عمل، تصرف، قرار، عقد

كلمة **acte** يمكن أن تقابلها بالعربية، حسب الحال، كلمة عمل، تصرف أو عقد. سيتم استخدام كل من هذه الكلمات وفقًا للمدلول الذي يحمله النص المقابل لها. في هذا الركن كلمة العمل أو التصرف يمكن أن يكون لها مدلولان: مدلول شكلي ومدلول موضوعي.

- المدلول الشكلي : العمل أو التصرف هو محرر أي وثيقة مكتوبة تثبت واقعة، أو حالة معينة.

- المدلول الموضوعي، العمل أو التصرف هو إظهار إرادة تهدف إلى إحداث آثار قانونية.

قرار إداري (هذا هو المصطلح المكرس)

القرار الإداري هو القرار الذي يصدر عن سلطة إدارية ويكون هدفه المصلحة العامة.

يمكن أن يكون للقرار الإداري ثلاثة معان:

١^٥) المعنى الشكلي: بمعناه الشكلي، فإن القرار الإداري هو كل قرار تتخذه سلطة إدارية بكيفية أحادية (منفردة).

2^٥) المعنى الموضوعي: بمعناه الموضوعي، فإن القرار الإداري هو قرار يستهدف فردًا واحدًا أو أفرادًا محددين.

3^٥) المعنى القانوني: بمعناه القانوني، فإن القرار الإداري هو القرار الذي ينتج آثارا قانونية. يمكن أن يكون قرارا أحادي الجانب أو عقدا إداريا. والقرار الإداري ينظمه القانون الإداري، والمنازعات التي يثيرها تدخل ضمن اختصاص القاضي الإداري.

عقد رسمي

العقد الرسمي هو محرّر (ومحتواه)، صاغه ضابط عمومي، أي موثق أو موظف عمومي مؤهل (مثل مدير أملاك الدولة). قد يتطلب القانون استخدام الصيغة الرسمية في بعض الحالات، وهذا هو الحال، على سبيل المثال، في مجال بيع العقارات.

des ventes immobilières. L'acte authentique fait foi jusqu'à inscription de faux de ce que l'officier public dit avoir personnellement accompli ou constaté, autrement dit jusqu'à la constatation de sa fausseté établie par un jugement à la suite d'une procédure assez complexe.

Acte de commerce

On désigne par actes de commerces les activités d'une personne physique ou d'une société qui, par profession, se livre habituellement à des opérations de commerce (achat, vente, location, etc...). Si l'acte est accompli par un non-commerçant, il ne devient acte de commerce que dans le cas où il est passé dans le but d'exercer un commerce et qu'il est indispensable à l'exercice de celui-ci.

Acte extrajudiciaire

L'acte extrajudiciaire est un acte fait par un officier public, en général un huissier, en dehors de toute procédure pendante devant une juridiction. Il en est ainsi, par exemple, d'un constat simple fait par un huissier à la demande d'un particulier, et sans l'intervention du juge, ou de la signification par laquelle le bailleur fait notifier par un huissier à son locataire qu'il lui donne congé, c'est-à-dire qu'il n'entend pas renouveler le bail qui les lie lorsqu'il arrivera à son terme.

Acte judiciaire

Un acte judiciaire est un acte qui est accompli en justice sous la surveillance du juge, un acte lié au déroulement d'une procédure devant le juge ou de ses suites. Exemple : Constituent des actes judiciaires : l'assignation en justice, la signification d'une décision de justice ou la signification d'un acte de procédure visant à l'exécution d'une décision de justice.

Acte juridictionnel

L'acte juridictionnel est un acte qui émane d'une juridiction (à juge unique ou à formation collégiale), rendu selon les formes prévues par la loi et qui tranche une prétention par application d'une règle de droit. Il s'agit d'un jugement au sens large (jugement, arrêt, ordonnance). Le juge qui prend un acte juridictionnel

للعقد الرسمي قوة إثباتية فيما قام بشأنه أو شاهده الضابط العمومي الذي صاغه، وذلك إلى غاية الطعن فيه بالتزوير وإثبات عدم صحته بحكم قضائي، وهذا بعد إجراءات معقدة إلى حد ما.

عمل تجاري

يُقصد بالأعمال التجارية الأنشطة التي يقوم بها شخص طبيعي او معنوي (شركة) يتّخذها مهنة معتادة له تتمثّل في القيام بعمليات تجارية (شراء، بيع، تأجير، إلخ). إذا تمّ تنفيذ العمل التجاري من قبل من هو غير تاجر، فإنه لا يصبح عملا تجاريًا إلّا في الحالة التي يتّم لغرض مزاولة التجارة ويكون ضروريا لممارسة هذه التجارة.

عمل غير قضائي، عمل شبه قضائي

العمل غير القضائي أو شبه القضائي هو العمل الذي يقوم به ضابط عمومي، على العموم محضر قضائي، خارج أي إجراء قائم أمام جهة قضائية. هذا هو الحال، على سبيل المثال، بالنسبة للمعaine البسيطة التي يقوم بها محضر قضائي بناء على طلب أحد الخواص، وهذا بدون أي تدخل من القضاء، أو، مثال آخر، تنبيه المستأجر للمؤجر الذي يبلغه المحضر القضائي بقصد إبلاغه بعدم تجديد عقد الإيجار عند انتهاء مدته.

عمل قضائي

العمل القضائي هو عمل يتم في إطار قضائي وتحت إشراف قاض، فهو عمل مرتبط بالإجراءات القائمة أمام القاضي أو الذي يكون أحد توابع هذه الإجراءات. مثال: تشكل أعمالا قضائية: التكليف بالحضور أمام المحكمة، التبليغ الرسمي لحكم قضائي أو التبليغ الرسمي لإجراء يهدف إلى تنفيذ حكم قضائي.

عمل جهة قضائية، عمل صادر عن جهة قضائية

عمل الجهة القضائية أو العمل القضائي هو العمل الذي يصدر عن جهة قضائية (سواء بقاض فرد أو بتشكيلة جماعية)، وهو العمل الذي يصدر وفقا للإجراءات المنصوص عليها في القانون ويكون فاصلا في ادعاء مُعين تطبيقا لقاعدة قانونية. يتعلّق الأمر بحكم بمعناه الواسع (حكم، قرار، أمر)، والقاضي

est dessaisi de droit de l'affaire dont il est issu et ses suites.

Acte juridique

Un acte juridique est un acte qui exprime la manifestation d'une intention, d'une volonté d'une ou plusieurs personnes dans le but de produire des effets de droit, ex : vente d'une maison, les effets de droit étant la perception du prix de vente pour le vendeur et la prise de possession de la maison pour l'acheteur.

Acte sous seing privé

Les actes « sous seing privé » (signature privée) sont des actes rédigés et signés par les parties sans l'intervention d'un officier public. Ils peuvent entrainer des effets de droits entre les parties qui les ont établis, à condition qu'ils ne contiennent pas de clauses contraires à l'ordre public. Il en est ainsi des ventes immobilières qui ne peuvent être constatées, à peine de nullité absolue, que par un officier public (notaire). Dans le cas où cette formalité n'est pas respectée, ces actes ne peuvent même avoir d'effets de droit entre les parties qui les ont rédigés.

Actes d’administration

Un acte d’administration est un acte qui a pour but la ges-tion normale d’un patrimoine dont on est juridiquement res-ponsable.

Les actes d’administration sont des actes qui permettent d’assurer la gestion normale d’un patrimoine en vue d’en conserver la valeur ou de le faire fructifier.

Celui que la loi n’autorise à faire que des actes d’adminis-tration ne peut accomplir des actes de disposition, c’est-à-dire de l’aliénation des éléments du patrimoine dont il a l’administration, à moins d’être autorisé par le juge dans l’intérêt de la personne à protéger. Ainsi, à titre d'exemple, l'article 88 du code de la famille enjoint au tuteur de gérer les biens de son pupille au mieux de l'intérêt de celui-ci. Le tuteur en est responsable au regard du droit commun. Il doit solliciter et obtenir l'autorisation du juge pour les actes de « disposition » tels que le partage, la vente et l'hypo-thèques des immeubles appartenant au pupille, etc.

الذي يصدر عنه عمل قضائي يصبح متخليا بقوة القانون عن القضية التي انبثق عنها وعن تبعاتها.

عمل قانوني

العمل القانوني هو العمل الذي يُعبّر عن إظهار نية، أي إرادة شخص أو أكثر من أجل إحداث آثار قانونية. مثال: فبيع بيت، يحدث آثارا قانونية وهي: استلام ثمن المبيع من قبل البائع واستلام حيازة البيت من قبل المشتري.

عقد عرفي

العقود العرفية أو العقود تحت الإمضاء الشخصي هي العقود التي يضعها ويوقعها الأطراف دون تدخل ضابط عمومي. ويمكن أن تنجر عنها آثارا قانونية بين الأطراف التي وضعتها، شريطة ألا تحتوي على بنود مخالفة للنظام العام، كما هو الحال بالنسبة لمبيعات العقارات التي لا يمكن إثباتها، وتحت طائلة البطلان المطلق، إلا إذا صيغت من قبل ضابط عمومي (موثق). إذا لم يتم مراعاة هذه الشكلية، فلا يمكن لهذه الأعمال أن يكون لها آثار قانونية حتى بين الأطراف التي قامت بصياغتها.

أعمال إدارة

عمل الإدارة هو العمل الذي يقوم به من هو مسؤول قانونيا عن الذمة المالية لقاصر، ويهدف هذا العمل إلى التسيير العادي لهذه الذمة المالية.

أعمال الإدارة هي الأعمال التي تُمكّنُ من ضمان التسيير العادي لذمة مالية ما للحفاظ على قيمتها والعمل على نموها.

من لا يسمح له القانون إلا بالقيام بأعمال الإدارة لا يحق له أن يقوم بأعمال التصرف، أي بالتنازل عن ملكية عناصر الذمة المالية التي يديرها، إلا بإذن من القاضي ولمصلحة الشخص المراد حمايته. وهكذا، وعلى سبيل المثال، تفرض المادة 88 من قانون الأسرة على الولي أن يدير أموال القاصر بما يخدم مصلحة هذا القاصر، وتجعله مسؤولا عليه طبقا لمقتضيات القانون العام. وعليه ان يستأذن القاضي للقيام ببعض اعمال التصرف على أموال القاصر، منها بيع العقار، القسمة، الرهن، الخ.

Actes de disposition

Un acte de disposition est un acte par lequel on dispose d'un bien (on transfère sa propriété à autrui). Par exemple : une vente, une donation. Les actes de dispositions se définissent par opposition aux actes d'administration qui autorisent à gérer un bien mais interdisent son aliénation.

Action en justice

L'action en justice est la possibilité donnée à toute personne de s'adresser à un juge pour obtenir le respect de ses droits en invoquant des prétentions. C'est le droit pour l'auteur de ces prétentions d'être entendu par le juge sur le fond de celles-ci afin qu'il dise si elles sont bien ou mal fondées. L'action en justice, c'est aussi le droit pour l'adversaire de discuter du bien-fondé de ces prétentions ; elle concerne donc, à la fois, le demandeur et le défendeur.

Souvent, on confond « action en justice » et « demande en justice ». Il est utile de faire la distinction entre ces deux notions. On vient de définir sommairement l'action en justice. Quant à la demande en justice, elle correspond en fait à l'acte par lequel une personne soumet au tribunal une prétention, c'est sa requête en quelque sorte, ou plutôt le contenu de cette requête.

Dans leurs répliques, les défenseurs demandent souvent au juge de « rejeter l'action du demandeur», alors qu'il vise en réalité sa demande. On lit parfois même dans des dispositifs de certains jugements ce prononcé : « l'action du demandeur est rejetée. On devrait dire : la demande du demandeur est rejetée ou, en matière administrative notamment, «la requête du demandeur est rejetée.»

Action publique / Action civile

La commission d'une infraction porte atteinte à la société par le trouble à l'ordre public qu'elle cause. Mais, elle peut aussi porter atteinte à un particulier. Deux actions peuvent naître de la commission d'une infraction, l'une pour la réprimer par l'application d'une peine à l'auteur du méfait, c'est l'action publique, et l'autre pour réparer le préjudice causé à la victime, c'est l'action civile.

L'action publique, nous dit l'article premier du code de procédure pénale, pour l'application des peines est mise en mouvement et exercée par les magistrats (du parquet) ou par les fonctionnaires (fonctionnaires des forets, par

أعمال التصرف

عمل التصرف هو العمل الذي بموجبه يتم التصرف في مال معين بنقل ملكيته إلى الغير، مثل البيع أو الهبة. تُعرّف أعمال التصرف بالمقارنة مع أعمال الإدارة التي تسمح بإدارة مال مُعيّن ولكن تمنع من يديرها من التنازل عن ملكية هذا المال.

دعوى قضائية

الدعوى القضائية هي الإمكانية المتاحة أو الحق المخوّل لكل شخص بالتوجّه إلى القاضي للحصول على احترام حقوقه، بأن يعرض عليه ادعاءاته ويطلب منه الحكم فيها. فهو الحق المعترف به لكل مدّع بأن يسمع له القاضي في ادعاءاته والقول ما إذا كانت مؤسسة أو غير مؤسسة. والدعوى القضائية هي أيضا الحق المخوّل للخصم لمناقشة مدى تأسيس ادعاءات المدعي. فالدعوى القضائية تعني إذن كل من المدعي والمدعى عليه.

عادة ما يقع الخلط بين «الدعوى القضائية» و«الطلب القضائي». ومن المفيد التمييز بين هذين المفهومين. لقد عرّفنا أعلاه، ولو باختصار، الدعوى القضائية. وفيما يخص الطلب القضائي فهو الإجراء الذي بموجبه يعرض شخص ما ادعاءه على المحكمة فهو ما يلتزمه المدعي من القاضي من خلال العريضة التي قّمها له، بل فهو محتوى هذه العريضة.

في ردودهم على ادعاءات المدعي، عادة ما يطلب المدعى عليهم من القاضي رفض «دعوى المدعي»، في حين أن المقصود هو في الواقع «طلب المدعي». أحيانا نقرأ في منطوق بعض الأحكام هذه الصيغة: «رفض دعوى المدعي»، مع أن الأمر يتعلق برفض طلب المدعي. ينبغي أن يُقال: «رفض طلب المدعي» أو، خاصة في المادة الإدارية، «رفض عريضة المدعي.»

دعوى عمومية / دعوى مدنية

يتسبّب ارتكاب الجريمة في ضرر للمجتمع بفعل الاضطراب الذي يُحدثه في الوسط الاجتماعي الذي تمّ فيه، ويمكن كذلك أن يتسبب في ضرر لشخص ضحية الجريمة. لهذا يمكن أن تنجرّ عن ارتكاب جريمة دعويان، إحداهما تهدف إلى قمعها بتسليط عقوبة جزائية على مرتكبها، وهي الدعوى العمومية، والأخرى ترمي إلى إصلاح الضرر اللاحق بالضحية، وهذه هي الدعوى المدنية.

الدعوى العمومية لتطبيق العقوبات، تقول لنا المادة الأولى من قانون الإجراءات الجزائية، يحركها ويباشرها رجال القضاء (خاصة التابعين للنياية العامة) أو بعض الموظفين (موظفي

أو صفح المجتمع عنها، يعبر عنه من خلال ممثليه المنتخبين.
ينجرّ عن العفو الشامل انقضاء الدعوى العمومية أو محو العقوبة أو العقوبات المنطوق بها بسبب الجرائم التي ينص عليها القانون المتضمن العفو الشامل، غير أن الدعوى المدنية وأثارها تبقى قائمة.

يختلف العفو الشامل عن العفو (الرئاسي) باعتباره يدخل ضمن مجال التشريع (القانون) ويمكن أن يعني في آن واحد الجرائم والعقوبات، في حين أن العفو الرئاسي يدخل ضمن الصلاحيات الخاصة لرئيس الدولة، ولا يتعلّق إلا بالعفو عن العقوبات بكيفية كلية أو جزئية. والدستور هو الذي يخول حق العفو لرئيس الدولة الذي يقرّره بموجب مرسوم رئاسي.

غير أنه، حتى وإن كانت تدابير العفو الشامل تتقرّر بموجب قانون ينتخبه البرلمان، فإن إصدار القانون في الجريمة الرسمية وتفريد الأشخاص المستفيدين منه يتم بمرسوم رئاسي. والحال أنه يتعلّق الأمر في الحقيقة بعملية تنفيذ لقانون يدخل ضمن اختصاص السلطة التنفيذية.

استئناف

الاستئناف هو طريقة من طرق الطعن العادية، الذي يُمكن طرفا من أطراف القضية بإعادة فحص قضيته من جديد من قبل جهة قضائية أعلى (مجلس قضائي) من الجهة القضائية الأدنى درجة التي أصدرت الحكم (محكمة ابتدائية) الذي لم يعجب هذا الطرف، وذلك بهدف الحصول على حكم جديد (قرار). تخبرنا المادة 332 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية أن الاستئناف يهدف إلى مراجعة أو إلغاء (إبطال) الحكم الصادر عن المحكمة.

يمكن أن يكون القرار الذي يصدر عن جهة الاستئناف مؤكدا لحكم المحكمة، وهنا نكون بصدد قرار تأكيدِي. كما يمكن أن يلغي (يبطل) الحكم المستأنف جزئيا أو كليا. وما عدا الحالات التي يقرر فيها القانون خلاف ذلك (دعاوى ذات قيمة هزيلة، في المسائل المدنية خاصة)، فالاستئناف يعني جميع أحكام أقسام المحكمة. وينطبق الشيء نفسه على أحكام محكمة الجنايات الابتدائية التي تخضع أيضًا للاستئناف أمام محكمة الجنايات الاستئنافية.

عند الاستئناف، ينبغي مراعاة الأجل القانوني. وبعبارة أخرى، في القضايا المدنية، يجب تقديم عريضة الاستئناف قبل انتهاء هذا الأجل، وهذا تحت طائلة عدم قبول الاستئناف. عملاً بأحكام المادة 336 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية، يُحدّد أجل الطعن بالاستئناف بشهر واحد (1) ابتداء من تاريخ التبليغ الرسمي للحكم إلى الشخص ذاته، وهذا بطبيعة الحال

infractions décidée par le parlement. C'est en quelque sorte le pardon de la société exprimé à travers ses représentants élus. Elle a pour effet l'extinction de l'action publique (pas de poursuite pénale) ou l'effacement d'une peine prononcée pour les infractions prévues par la loi d'amnistie, tout en laissant subsister l'action civile et ses effets.

L'amnistie est différente de la grâce en ce qu'elle relève du domaine de la loi (parlement) et peut concerner à la fois des infractions et des peines, et la grâce, quant à elle, relève du pouvoir exclusif du Chef de l'Etat, et consiste en une remise de tout ou partie d'une peine prononcée par un tribunal répressif. C'est la Constitution qui confère le droit de grâce au Chef de l'Etat. Les mesures de grâce sont décidées par décret présidentiel.

Mais, même si les mesures d'amnistie sont décidées par une loi (parlement), l'individualisation des bénéficiaires a lieu par décret présidentiel. Il s'agit en fait de l'exécution d'une loi qui relève de la compétence du pouvoir exécutif.

Appel

L'appel est une voie de recours ordinaire. Il permet à une partie de faire examiner, à nouveau, par une juridiction supérieure (la cour) l'affaire jugée par une juridiction inférieure (le tribunal) dont le jugement ne la satisfait pas, et ce, en vue d'obtenir une nouvelle décision (un arrêt). L'appel, nous dit l'article 332 du code de procédure civile et administrative, vise à faire réformer ou annuler un jugement d'un tribunal.

L'arrêt que rend la juridiction d'appel peut être le même que le jugement du tribunal, ça sera alors un arrêt confirmatif. Il peut annuler partiellement ou en totalité le jugement objet d'appel. Sauf dans les cas où la loi décide autrement (actions de moindre valeur, en matière civile en particulier) l'appel peut concerner les décisions de toutes les sections du tribunal. Il en est de même des jugements du tribunal criminel de première instance qui sont également susceptibles d'appel devant le tribunal criminel d'appel.

Lorsqu'on interjette un appel, il faut respecter le délai légal. Autrement dit, en matière civile, la requête d'appel doit être déposée avant l'expiration de ce délai, sous peine d'irrecevabilité de l'appel. En application des dispositions de l'article 336 du code de procédure civile et administrative, le délai d'appel est d'un (1) mois à compter de la signification à personne de la

إدارة الغابات على سبيل المثال) المعهودة إليهم بمقتضى القانون. كما يجوز كذلك للطرف المتضرر أن يحرك هذه الدعوى طبقا للشروط المحددة في ذات القانون.

أما الدعوى المدنية للمطالبة بتعويض الضرر الناجم عن جنائية أو جنحة أو مخالفة، فهي حق لكل من أصابه شخصا ضرر مباشر من الجريمة المرتكبة. يجوز مباشرة الدعوى المدنية مع الدعوى العمومية في وقت واحد أمام نفس الجهة القضائية نفسها. كما يجوز مباشرتها منفصلة عن الدعوى العمومية.

عادة ما يقع الحديث عن تحريك الدعوى العمومية ومباشرتها (أو ممارستها: نفس المعنى)، وتحريك الدعوى العمومية هو العمل الأول المحرّك للمتابعة الجزائية. وهذا العمل عادة ما يكون مصدره النيابة العامة (وكيل الجمهورية). غير أنه يمكن أن يكون من فعل الضحية (المتضررة من الجريمة) والتي تبادر بتقديم شكاواها، او الموظفين المؤهلين لهذا الغرض (مثل موظفي الجمارك، الغابات أو الجباية) الذين يقدمون شكاوى عن الجرائم المرتكبة في قطاعاتهم.

ممارسة الدعوى العمومية التي تُعبّر عن ممارسة سلطة المتابعة الجزائية لا يملكها، مبدئيا، أطراف الخصومة الآخرين، فهي حكر لقضاة النيابة العامة. فالنيابة العامة هي التي تملك ملاءمة المتابعة وطلب تسليط العقوبة وممارسة الطعون المتعلقة بالدعوى العمومية، وأخيرا تنفيذ العقوبة عندما تصبح نهائية. أما فيما يخص الضحية، التي تتحوّل، بعد تأسيسها، إلى طرف مدني، فلها فقط أن تطلب بإقرار إدانة المتهم لتأسيس طلباتها ثم تحديد مقدار التعويض التي تطالب به لجبر الضّرر اللاحق بها.

انقضاء الدعوى العمومية

هناك خمسة أسباب يمكن أن يَنجَرّ عنها انقضاء الدعوى العمومية ويجعل أية متابعة جزائية غير ممكنة:

- وفاة المتهم؛
- التقادم؛
- العفو الشامل؛
- إلغاء القانون المجرّم للواقعة؛
- قوة الشيء المقضي فيه.

عندما يحدث أحد هذه الأسباب، يصدر الحكم في شكل إشهاد يثبت انقضاء الدعوى العمومية.

عفو شامل / عفو رئاسي

العفو الشامل تدبير يقرره القانون لنسيان جريمة أو عدة جرائم،

exemple) auxquels elle est confiée par la loi. Elle peut être aussi mise en mouvement par la partie lésée dans les conditions déterminées par le dit code.

L'action civile en réparation du dommage causé par un crime, un délit ou une contravention appartient à tous ceux qui ont personnellement souffert du dommage directement causé par l'infraction. Elle peut être exercée en même temps que l'action publique et devant la même juridiction. Elle peut aussi être exercée séparément de l'action publique.

On parle de mise en mouvement de l'action publique et de son exercice. La mise en mouvement est l'acte déclencheur de la poursuite pénale. Elle est souvent le fait du ministère public (parquet), mais il peut être le fait de la victime qui dépose plainte ou des fonctionnaires habilités pour cela (douanes, forêts, gens du fisc...) qui dénoncent les infractions commises dans leurs secteurs.

L'exercice de l'action publique, qui exprime un pouvoir de poursuite que les autres parties au procès n'ont pas, est, en principe, l'apanage des magistrats du Ministère public, en ce sens que lui seul peut juger de l'opportunité de poursuite, requérir une peine, exercer des voies de recours relatives à l'action publique et exécuter la peine prononcée lorsqu'elle devient définitive. La victime, quant à elle, après s'être constituée partie civile, peut seulement réclamer la reconnaissance de la culpabilité du prévenu et l'octroi d'une indemnité à titre de réparation du préjudice qu'elle a subi.

Extinction de l'action publique

Cinq causes peuvent provoquer l'extinction de l'action publique et rendent toute poursuite pénale impossible :

- La mort du prévenu;
- la prescription;
- l'amnistie;
- l'abrogation de la loi pénale;
- la chose jugée.

Lorsque l'un de ces cas se présente, le jugement à rendre prendra la forme d'un donner acte constatant l'extinction de l'action publique par la survenance de l'une des causes citées.

Amnistie / Grâce

L'amnistie est une mesure d'oubli d'une ou plusieurs

حيثيات

الحيثيات هي فقرات الحكم القضائي (حكم أو قرار أو أمر) التي تُكوّن تعليله. وهذه الفقرات تبدأ بالتعبير: «حيث إن» (بكسر الهمزة)، وهذا عندما يتعلق الأمر بحكم مدني أو جزائي، أمّا في الأحكام الصادرة عن الجهات القضائية الإدارية (المحكمة الإدارية أو مجلس الدولة) فعادة ما يُفضّل استعمال تعبير «اعتبارا أن ». والحيثيات هي العناصر التي تؤسس الحكم وتُشكّل الشق الأكثر أهمية فيه. والحيثيات، عندما يُعبّر عنها بوضوح، وبانسجام وبتسبيب قانوني، هي التي تُوصل بكيفية سلسة ومنطقية إلى المنطوق الذي يُعدّ القرار الحقيقي الذي يتّخذه القاضي.

لم يُحدّد القانون شكلا خاصّا لتحرير حكم قضائي، لكن التقليد القضائي فرض بنية له. لقد فرضت العادة في صياغة الأحكام القضائية، ألا يتكوّن الحكم إلا من جملة واحدة لها نفس الفاعل (أو اسم إن) وتقع في بداية الحكم الذي يبدأ كما يلي: «إن المحكمة» أو «إن المجلس». وهذه الجملة الواحدة تتكون من شبه جمل فرعية مترابطة، تبدأ كل منها بالتعبير «حيث إن» وتنتهي بنقطة فاصل. والنقطة الوحيدة التي تُوضع في كل حكم هي النقطة التي تُوضّع في آخر السطر منه. تُعبّر كل فقرة تبدأ بـ «حيث إن» أو بـ «إن» على واحد من أسباب الحكم. غير أنه يمكن القول: إن هذه الشكلية للجملة الواحدة لم تعد مفضّلة.

ولتجنب تكرار «حيث إنّ»، يمكن استعمال «وأنّ» التي تُعبّر عن الاستنتاج المنطقي للفقرة التي سبقتها والتي بدأت بـ «حيث إنّ»

حجية الشيء المقضي فيه

1°) تعني حجية الشيء المقضي فيه السلطة المرتبطة بعمل صادر عن جهة قضائية، والتي تحظر التشكيك فيه خارج طرق الطعن المفتوحة قانونًا. وتنشئ قاعدة حجية الشيء المقضي فيه قرينة الحقيقة القانونية لصالح الحكم.

2°) تكون حجية الشيء المقضي فيه نسبية أو مطلقة:

- فهي غالبًا ما تكون نسبيّة في القانون المدني وفي بعض أشكال المنازعات الإدارية على وجه الخصوص، ممّا يعني أن الشيء المقضي فيه لا

Attendus

Les attendus sont les paragraphes d’une décision de justice (un jugement, un arrêt ou une ordonnance) qui en constituent la motivation. Ces paragraphes commencent par la locution : «Attendu que » (avec un «A» majuscule), lorsqu’il s’agit d’un jugement civil ou pénal, et, parfois, «Considérant que» (avec un «C» majuscule), lorsqu’il s’agit d’une décision d’une juridiction administrative. Les «attendus » sont les éléments qui fondent un jugement, et en constituent la partie la plus importante. Annoncés d’une manière claire, cohérente et justifiés juridiquement, ils permettent d’aborder sousement et logiquement le dispositif, qui constitue la véritable décision prise par le juge.

La loi n’a pas défini de forme particulière pour la rédaction d’une décision de justice, mais la tradition en a imposé une structure. Dans la rédaction classique des jugements, l’usage s’est établi que toute décision de justice est constituée d’une seule et même phrase ayant le même sujet placé en tête de la décision qui est «le Tribunal» ou «la Cour». Cette phrase est composée de propositions qui s’enchaînent, commençant par «Attendu que» et se terminent par un point-virgule. Chaque « Attendu que» exprime un des motifs de la décision. Le seul point de ponctuation que contient le jugement est le point final, qui n’intervient qu’à la fin de la dernière ligne de la décision. Toutefois, ce formalisme d’une seule et même phrase, ne semble plus être de mise de nos jours.

Pour éviter la répétition de «Attendu que», on peut utiliser «Que» qui exprime une conséquence logique de la proposition précédente qui a commencé par «Attendu que».

Autorité de la chose jugée

1) L'autorité de la chose jugée désigne l'autorité attachée à un acte juridictionnel, qui en interdit la remise en cause en dehors des voies de recours légalement ouvertes. Elle crée une présomption de vérité légale au profit du jugement.

2) L'autorité de chose jugée est relative ou absolue:

- Elle est le plus souvent relative en droit civil et dans certaines formes du contentieux administratif notamment, ce qui signifie que la chose jugée ne

في المسائل المدنية. في قضايا الجنح والمخالفات، يُحدّد الأجل بعشرة (10) أيام اعتبارا من يوم النطق بالحكم الحضورى (المادة 418 من ق إ ج) في المادة الجنائية، بعد أن ينطق رئيس محكمة الجنايات الابتدائية بالحكم، ينبه المحكوم عليه بأن له مدة عشرة (10) أيام منذ اليوم الموالي بالنطق بالحكم للطعن فيه بالاستئناف (المادة 313 من ق إ ج).

يمكن القانون أن يقرر، في بعض الأمور، تقصير أجل الاستئناف أو إطالته.

مستأنف

المستأنف هو أحد أطراف الحكم الذي يبادر برفع استئناف، معتبرا أن الحكم الذي أصدرته المحكمة لم ينصفه. ويتسجيل الاستئناف، يكون المستأنف قد أخطر المجلس لإعادة فحص قضيته، وبذلك يجلب خصمه للمثول أمام المجلس والرد على استئنافه، أملاً في الحصول على قرار أفضل من الحكم المستأنف. غير أن في الأمر شيئا من الغرر، لأن قرار المجلس قد لا يكون في صالحه إذا كان هذا الحكم موضوع استئناف أيضا من قبل النيابة العامة.

يطلق على خصم المستأنف اسم «المستأنف عليه».

قرار (قضائي)

القرار هو الاسم المعطى للحكم الصادر عن المجلس القضائي، المحكمة العليا، مجلس الدولة أو محكمة التنازع. لا تسمى الأعمال التي تصدر عن محاكم النظام القضائي العادي أو النظام القضائي الإداري قرارات، بل أحكاما.

قرار مبدئي

القرار المبدئى هو القرار الذي يتحدّد بموجبه مبدأ حول تفسير أو تطبيق لقاعدة قانونية معيّنة، والذي يمكن من معالجة الحالات الشبيهة المستقبلية في ضوئه. في الجزائر، عندما تظهر ضرورة التثبيت على تفسير قاعدة قانونية برز بشأن تطبيقها خلاف، تتعقد المحكمة العليا بغرفها المجتمعة وتصدر قرارا يُحدّد التفسير أو التطبيق الواجب العمل به بالنسبة للقاعدة المطروحة، ذلك هو القرار المسمّى بالقرار المبدئي.

décision attaquée, et ce, bien entendu, en matière civile. En matière délictuelle et contraventionnelle, le délai est de dix (10) jours à compter du prononcé du jugement contradictoirement (art. 418 CPP). En matière criminelle, après avoir prononcé le jugement, le président du tribunal criminel de première instance avertit le condamné qu’à compter du jour suivant le prononcé, il dispose d’un délai de dix (10) jours francs pour interjeter appel(art.313 CPP).

La loi peut décider, en certaines matières, que le délai d’appel soit écourté ou allongé.

Appelant

L'appelant est le plaideur qui interjette appel, estimant ne pas avoir obtenu satisfaction par le jugement rendu par le tribunal. En interjetant appel, il saisit la Cour d’un recours pour examiner à nouveau son affaire. Par l’acte d’appel, il attrait son adversaire devant la Cour pour l’amener à y répondre. L’appelant a l’espoir d’obtenir une décision plus favorable que le jugement objet de l’appel. C’est un peu aléatoire, puisque l’arrêt de la Cour pourrait lui être défavorable si le même jugement fait également l’objet d’un appel du parquet.

L’adversaire de l’appelant est l’«intimé».

Arrêt

L’arrêt est le nom que l’on donne à une décision de justice rendue par une Cour, la Cour suprême, le Conseil d’Etat ou le Tribunal des conflits. Les tribunaux de l’ordre judiciaire et de l’ordre administratifs rendent des jugements.

Arrêt de principe

C’est un arrêt dans lequel est posé un principe d’application de la loi qui permettra de régir des cas futurs analogues. En Algérie, lorsqu’il est nécessaire de se fixer sur l’interprétation d’une règle de droit dont l’application est divergente, la Cour suprême, toutes chambres réunies, rend un arrêt qui détermine l’interprétation ou l’application future de la règle en question. C’est cela l’arrêt de principe.

يُعترف بهذه الصفة على وجه الخصوص للمحامين والمحضرين القضائيين والخبراء وكذا أمناء الضبط. فأما المحامون والمحضرون القضائيون والخبراء، فهم يشتغلون لحسابهم الخاص، أما أمناء الضبط فهم موظفون تابعون لوزارة العدل ويمارسون مهامهم في الجهات القضائية لمساعدة القضاة في مهامهم والمساهمة في وضع قيد العمل للإجراءات القضائية وفي سير الجهات القضائية.

محام

المحامي حقوقي، أي محترف للقانون، ويتمثل دوره في الدفاع عن مصالح موكليه. يحكم القانون مهنة المحاماة. والمحامي يُقبل من قبل منظمة المحامين لدى مجلس قضائي مُعين، ولكن له الحق في أن يرفع على مستوى كل التراب الوطني. بعد الأقدمية المطلوبة قانونا، يمكن أن يُعتمد لدى المحكمة العليا ومجلس الدولة. يمكن للمحامي تقديم المشورة لموكل ما دون أن تكون دعوى قضائية قائمة. أمام الجهة القضائية، يمثل المحامي مُوكّله ويدافع عنه باسمه، دون أن يحتاج إلى وكالة خاصة لضمان هذا التمثيل، فصقته كافية بشكل وافر لذلك.

محام عام

المحامي العام قاض تابع للنياية العامة على مستوى المحكمة العليا. على هذا المستوى، وحسب التدرج التنازلي، هناك ثلاث وظائف للنياية العامة: وظيفة النائب العام لدي المحكمة العليا، ووظائف النواب العامين المساعدين، ثم وظائف المحامين العامين. يساعد النواب العامون المساعدون والمحامون العامون النائب العام في ممارسته لمهامه.

من المفيد التنويه أن في سلك القضاء، تمييز بين الوظيفة والرتبة

نقابة المحامين (المنظمة الوطنية للمحامين)

كان المحامون مسجّلين لدي تنظيم يسمى «نقابة المحامين». غير أن هذا التعبير (نقابة المحامين) استبدل بتعبير: « جدول التنظيم الوطني للمحامين» (المادة 5 من القانون رقم 01-78).

طبقا للقانون رقم 07-13 المؤرخ في 29 أكتوبر 2013

Cette qualité de partenaires de la justice est reconnue notamment aux avocats, aux huissiers de justice et aux greffiers, et même aux experts, dans la mesure où ils contribuent à la réalisation de la justice. Les avocats, les huissiers de justice et les experts travaillent pour leur propre compte. Quant aux greffiers, ce sont des fonctionnaires du ministère de la justice affectés dans des juridictions pour apporter l'aide nécessaire aux magistrats, participer à la mise en œuvre des procédures judiciaires et au fonctionnement des juridictions.

Avocat

Un avocat est un juriste, un professionnel du droit, dont le rôle consiste à défendre les intérêts de ses clients. La profession d'avocat est régie par une loi. Un avocat est agréé par l'organisation des avocats auprès d'une Cour, mais il peut plaider sur l'ensemble du territoire national. Après l'ancienneté légalement requise, il peut être agréé auprès de la Cour suprême et du Conseil d'Etat. Un avocat peut conseiller un client sans qu'un procès ne soit engagé.
Devant une juridiction, il représente son client et plaide en son nom. Il n'a pas besoin de procuration spéciale pour assurer cette représentation ; sa qualité en est amplement suffisante.

Avocat général

Un avocat général est un magistrat du ministère public au niveau de la Cour suprême. A ce niveau, et selon l'ordre hiérarchique décroissant, il y a trois fonctions du parquet général : la fonction de procureur général près la Cour suprême, les fonctions de procureurs généraux adjoints et les fonctions d'avocats généraux. Les procureurs généraux adjoints et les avocats généraux assistent le procureur général dans l'exercice de ses fonctions.

Il est utile de noter que dans la magistrature, on fait la distinction entre la fonction et le grade.

Barreau (Organisation nationale des avocats)

Les avocats étaient inscrits auprès d'un ordre appelé barreau. Ce terme (barreau) est remplacé par « Tableau de l'Organisation nationale des avocats (art. 5 de la loi n° 78-01)

Conformément à la loi n° 13-07 du 29 octobre 2013

ينشئ حقوقيًا أو التزامات إلّا لصالح أو ضد أولئك الذين كانوا أطرافاً في الدعوى أو تم تمثيلهم فيها. ومع ذلك، فإنّ الحكم الحائز لقوة الشيء المقضي فيه يُحتجّ به في مواجهة الغير الذين يتعين عليهم احترامه، باستثناء ما لديهم من حق في الطعن فيه عن طريق إجراء اعتراض الغير الخارج عن الخصومة (معارضة ثلاثية). يثيرها الأطراف عن طريق «الدفع بعدم سماع الدعوى» (المسمى خطأ بـ «الدفع بحجية الشيء المقضي فيه»)، ومن قبل الغير بالدفع «بنسبية الشيء المقضي فيه».

- يقال إن حجية الشيء المقضي فيه «مطلقة» عندما تكون الآثار القانونية للحكم ملزمة للجميع، ليس فقط لأطراف الدعوى (أفراد، قضاة، إدارات...) وهذا هو الحال في بعض الأحيان بالنسبة لأحكام الجهات القضائية الإدارية (على سبيل المثال، الأحكام التي تُبطل قرارات إدارية بسبب تجاوز السلطة).

3°) إن الأحكام المؤقتة، وإن كانت لا تحوز حجية الشيء المقضي فيه في الأصل (لا تلزم قاضي الموضوع)، ولكنها تتمتع مع ذلك بهذه القوة في المسائل المؤقتة: فلا يمكن أن تُعدّل من قبل القاضي الفاصل في المسائل المؤقتة إلا في حالة وجود ظروف جديدة.

4°) تُشكّل حجية الشيء المقضي فيه الأساس القانوني للتنفيذ الجبري للحق الثابت قضائيا. ولا يتمتع الحكم فقط بحجية الشيء المقضي فيه، بل أيضًا بقوة الشيء المقضي فيه، عندما لا يمكن ممارسة طريقة من طرق الطعن الموقفة للتنفيذ ضده (معارضة، استئناف، الطعن بالنقض الذي يكون موقفا للتنفيذ في بعض الحالات النادرة)، إمّا لأن الحكم صار نهائيا، أو لأن طرق الطعن تمّ استخدامها بالفعل. إضافة إلى ذلك، فإن الحكم يصبح قطعيا عندما تكون طرق الطعن غير العادية تم استخدامها أو لم يعد من الممكن استخدامها.

5°) إن قاعدة حجية الشيء المقضي فيه هي التي تجعل من غير الممكن متابعة مرة أخرى شخص تمّت محاكمته نهائيا بسبب نفس الوقائع، ولو بتكييف مخالف.

مساعدو القضاء (أو مساعدو العدالة)

مساعدو القضاء أو شركاء العدالة، كما يفضل المحامون تسميتهم بها، هم المنتمون للمهن التي تساهم في سير المرفق العام للعدالة.

crée de droits ou d'obligations qu'en faveur ou à l'encontre de ceux qui ont été parties ou représentées à l'instance. Pour autant, la décision ayant autorité de chose jugée est opposable aux tiers, qui doivent la respecter, sauf à former une tierce opposition. Elle est invoquée par les parties au moyen d'une fin de non-recevoir (dite faussement exception de chose jugée), par les tiers à l'aide de l'exception de relativité de chose jugée.

- L'autorité est dite absolue lorsque les effets juridiques de la décision rendue s'imposent à tous, non seulement aux parties à l'instance, mais également à l'ensemble des tiers (individus, juges, administration...). Il en va ainsi, parfois, des jugements administratifs (par exemple, décisions prononçant une annulation pour excès de pouvoir).

3) Les décisions provisoires, si elles sont dépourvues de l'autorité de chose jugée au principal (elles ne lient pas le juge du fond), possèdent l'autorité de chose jugée au provisoire : elles ne peuvent être modifiées par le juge du provisoire qu'en cas de circonstances nouvelles.

4) L'autorité de la chose jugée sert de fondement à l'exécution forcée du droit judiciairement établi. Le jugement a, non seulement autorité de chose jugée, mais aussi force de chose jugée, lorsqu'une voie de recours suspensive de l'exécution (opposition, appel, pourvoi dans les rares cas où il est suspensif) ne peut pas ou plus être exercée contre lui, soit parce que le jugement a été rendu en dernier ressort, soit parce que les voies de recours ont déjà été exercées ; en outre, le jugement est dit irrévocable, lorsque les voies de recours extraordinaires ont été utilisées ou ne peuvent plus l'être.

5) La règle de l'autorité de la chose jugée fait qu'une personne, jugée de façon définitive pour une infraction pénale, ne peut plus faire l'objet de poursuites nouvelles pour les mêmes faits, y compris sous une qualification différente.

Auxiliaires de justice

Les auxiliaires de justice ou les partenaires de la justice qui est l'appellation préférée notamment par les avocats, représentent l'ensemble des professions qui concourent au fonctionnement du service public de la justice.

سائر أعمال الحياة المدنية. كما يمثلها أمام السلطات العمومية والمهن الأخرى لمساعدى العدالة.

في علاقاته مع زملائه المحامين، يخاطبونه هؤلاء بصفته: «السيد النقيب».

نقض

النقض هو مجازاة مخالفة القانون التي سجلتها المحكمة العليا ضد القرار أو الحكم موضوع الطعن بالنقض.

نقض المحكمة العليا لقرار المحكمة الدستورية بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

القرارات والأحكام التي يمكن أن تكون موضوع الطعن بالنقض هي تلك التي تصدر في آخر درجة، بما في ذلك بعض أحكام المحاكم الابتدائية. وهذا هو الحال، على سبيل المثال، بالنسبة للأحكام بالطلاق التي تصدر عن المحاكم الابتدائية، فهي ليست قابلة للاستئناف (المادة 57 من قانون الأسرة)، ولكن يمكن أن تكون موضوع الطعن بالنقض.

في المسائل المدنية، تحدد أحكام قانون الإجراءات المدنية والإدارية آثار الطعن بالنقض (المادة 361 وما يليها). وفيما يلي القواعد الرئيسية.

نقض المحكمة الدستورية لقرار المحكمة العليا بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

يتم نقض الحكم أو القرار المطعون فيه كليا أو جزئيا. ويكون النقض جزئيا إذا تعلق بجزء من الحكم أو القرار، قابل للانفصال عن الأجزاء الأخرى.

نقض المحكمة الدستورية لقرار المحكمة العليا بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

إذا تم نقض الحكم أو القرار المطعون فيه، تحيل المحكمة العليا القضية، إما أمام الجهة القضائية التي أصدرت الحكم أو القرار بتشكيلة جديدة، وإما أمام جهة قضائية أخرى من نفس النوع والدرجة.

يعيد قرار النقض الخصوم إلى الحالة التي كانوا عليها قبل الحكم أو القرار المنقوض فيما يتعلق بالنقاط التي شملها النقض. كما يترتب على النقض، وبدون حاجة لاستصدار حكم جديد، الإبطال بالنتيجة، لكل حكم صدر بعد الحكم أو القرار المنقوض، جاء تطبيقا أو تنفيذا له أو كان له ارتباط ضروري به.

تفصل جهة الإحالة من جديد في القضية وبتشكيلة مغايرة للتشكيلة التي صدر عنها القرار أو الحكم المنقوض، تفصل من حيث الوقائع، ومن حيث القانون، باستثناء المسائل غير المشمولة بالنقض. يجب على جهة الإحالة أن تطبق قرار الإحالة فيما يتعلق بالمسائل القانونية التي فصلت فيها المحكمة العليا.

avocats auprès des instances judiciaires et dans les actes de la vie civile. Il le représente également auprès des autorités publiques et des autres professions auxiliaires de justice.

Dans ses rapports avec ses confrères avocats, ceux-ci l'appelle par sa qualité : « Monsieur le Bâtonnier ».

Cassation

La cassation est la sanction de l'irrégularité que la Cour suprême a retenue contre l'arrêt ou le jugement, objet du pourvoi en cassation.

نقض المحكمة الدستورية لقرار المحكمة العليا بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

Les décisions qui peuvent faire l'objet du pourvoi en cassation sont celles rendues en dernier ressort, y compris certains jugements de tribunaux. C'est le cas, par exemple, du jugement de divorce qui n'est pas susceptible d'appel (art. 57 du code de la famille), mais peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

En matière civile, ce sont les dispositions du code de procédure civile et administrative qui déterminent les effets du pourvoi en cassation (art. 361 et suivants). En voici les principales règles.

نقض المحكمة الدستورية لقرار المحكمة العليا بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

La cassation du jugement ou de l'arrêt peut être totale ou partielle. Elle est partielle lorsqu'elle atteint certains chefs du jugement ou de l'arrêt dissociables des autres.

نقض المحكمة الدستورية لقرار المحكمة العليا بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

En cas de cassation du jugement ou de l'arrêt attaqué, la Cour suprême renvoie l'affaire, soit devant la même juridiction qui a rendu le jugement ou l'arrêt cassé autrement composée, soit devant une autre juridiction de même nature et de même degré.

نقض المحكمة الدستورية لقرار المحكمة العليا بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

Sur les points qu'elle atteint, la cassation replace les parties dans l'état où elles se trouvaient avant la décision cassée. Elle entraîne, sans qu'il y ait lieu à une nouvelle décision, l'annulation par voie de conséquence de toute décision qui est la suite, l'application ou l'exécution de la décision cassée ou qui s'y rattache par un lien de dépendance nécessaire.

نقض المحكمة الدستورية لقرار المحكمة العليا بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

La juridiction de renvoi (autrement composée que la formation qui a rendu l'arrêt ou le jugement cassé) juge à nouveau l'affaire en fait et en droit, à l'exclusion des chefs non atteints par la cassation. Elle doit se conformer à la décision de renvoi sur le point de droit tranché par la Cour suprême.

المتضمن مهنة المحاماة، ينتظم المحامون في منظمات المحامين تحدث بموجب قرار من وزير العدل، حافظ الأختام، بناء على اقتراح من مجلس الاتحاد (المادة 85). لا يسجل المحامي لدى جهة قضائية، ولكن في جدول المحامين التابع للمنظمة التي ينتمي إليها فالمحامي يكون مقبولا لدى المجلس أو معتمدا لدى المحكمة العليا أو مجلس الدولة. لا يوضح النص السعة الجغرافية لمنظمة المحامين، غير أنه يمكن الأغلبية المطلقة للمحامين المنتمين لمجلسين قضائيين أو أكثر تقديم طلب إنشاء منظمة للمحامين.

نقض المحكمة الدستورية لقرار المحكمة العليا بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

وفي حالة رفض الطلب، أو عدم الرد من قبل مجلس الاتحاد خلال أجل شهرين (2) من تاريخ تقديم الطلب، تخطر اللجنة الوطنية للطعن من قبل المحامين المعنيين التي تبلغ في أجل أقصاه شهرين وزير العدل، حافظ الاختام لإنشاء منظمة للمحامين.

نقض المحكمة الدستورية لقرار المحكمة العليا بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

تتمتع منظمة المحامين بالشخصية المعنوية، وتمثل مصالح المحامين التابعين لاختصاصها.

نقض المحكمة الدستورية لقرار المحكمة العليا بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

يشكل مجموع منظمات المحامين اتحادا يسمى «الاتحاد الوطني لمنظمات المحامين» الذي يتمتع بالشخصية المعنوية ويتولى التنسيق بين مختلف المنظمات ويسعى إلى ترقية مهنة المحاماة. كما أن علاقة تنسيق تربطه مع وزير العدل، حافظ الأختام، وللاتحاد إبداء رأيه في النصوص التي تتعلق بالمهنة.

أساس قانوني

كلمات مدوّنة في تعابير: « غياب أو انعدام الأساس القانوني» الذي يُعدّ وجها من أوجه الطعن بالنقض، ما يعني أن القرار موضوع الطعن لم يتأسس بكيفية كاملة أو كافية على قاعدة قانونية أو مبدأ قانوني.

نقيب المحامين

يُنتخب نقيب المحامين من قبل أعضاء مجلس منظمة المحامين ومن بين أعضائه (وهذا المجلس يُنتخب بدوره من قبل الجمعية العامة لمنظمة المحامين).

يُمثل نقيب المحامين المنظمة أمام الجهات القضائية وفي

portant organisation de la profession d’avocat, les avocats sont organisés en ordres d’avocats créés par le ministre de la justice, garde de sceaux, sur proposition du Conseil de l’Union (art. 85). L’avocat n’est pas inscrit auprès d’une juridiction, mais au tableau des avocats de l’ordre auquel il appartient. Il est avocat près la Cour ou agréé à la Cour suprême et au Conseil d'Etat. Le texte ne précise pas l'étendue géographique d'un ordre, mais, l'alinéa deux (2) dudit article 85 prévoit qu’une majorité d’avocats appartenant à deux Cours et plus peut soumettre une demande de création d'un ordre d’avocats au Conseil de l’Union.

En cas de rejet de la demande ou de non-réponse par le Conseil de l’Union dans un délai de deux (2) mois de la date de demande, les avocats concernés saisissent la Commission nationale de recours qui saisit, à son tour, dans un délai maximal de deux mois, le ministre de la justice, garde des sceaux, pour la création d'un ordre d’avocats.

نقض المحكمة الدستورية لقرار المحكمة العليا بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

L'ordre des avocats est doté de la personnalité morale. Il représente les intérêts des avocats relevant de sa compétence.

نقض المحكمة الدستورية لقرار المحكمة العليا بعدم دستورية المادة 93 من الدستور

L'ensemble des ordres d'avocats constitue une Union dénommée «Union nationale des avocats.
» Elle est dotée de la personnalité morale ; elle assure la coordination entre les ordres et la promotion de la profession d’avocat ; elle a une relation de coordination avec le ministre de la justice, garde des sceaux et donne son avis sur les textes relatifs à la profession.

Base légale

Mots que l'on trouve dans les cas d’ouverture à cassation, du genre « défaut » ou « manque de base légale », ce qui signifie que l'arrêt objet du pourvoi ne s’est pas complètement ou suffisamment basé sur une règle ou un principe de droit.

Bâtonnier des avocats

Le bâtonnier des avocats est élu par le Conseil de l'ordre (élu à son tour par l'assemblée générale de l'Ordre des avocats).

Le bâtonnier des avocats représente l'Ordre des

مضمون الشيك

يحتوي الشيك على البيانات التالية:

1°) ذكر كلمة شيك مدرجة في نص السند نفسه باللغة التي كُتِبَ بها؛

2°) أمر غير معلق على شرط بدفع مبلغ معيّن؛

3°) اسم الشخص الذي يجب عليه الدفع (المسحوب عليه)؛

4°) بيان المكان الذي يجب فيه الدفع؛

5°) بيان تاريخ إنشاء الشيك ومكانه؛

6°) توقيع من أصدر الشيك (الساحب)

ويستتبع أن الشيك يهم ثلاثة أطراف:

- من أصدر الشيك، ويسمى الساحب؛

- من يجب عليه دفع مبلغ الشيك، أي البنك، يسمى المسحوب عليه؛

- من يقبض المبلغ المبيّن في الشيك، الذي يمكن أن يكون الساحب نفسه، ويسمى المستفيد.

يعتبر الشيك، المبني أساسا على الثقة، الوسيلة الفضلى في المعاملات المالية. لذلك، إصداره بدون رصيد أو برصيد غير كاف، أو قبوله مع العلم أنه بدون رصيد أو برصيد غير كاف أو قبوله على سبيل الضمان، يعاقب عليه قانون العقوبات بشدّة.

غير أنه قبل الوصول إلى المتابعة الجزائية أقرّ المشرّع إجراءات مسبقة بهدف أولي وهو استرجاع المبلغ من المال الذي يتضمنه الشيك لصالح المستفيد.

الإجراءات المسبقة للمتابعة الجزائية

التصريح بعارض الدفع على مستوى البنك

عندما يقدّم الشيك للبنك ويصرح هذا الأخير بأنه لا يستطيع دفع قيمته بسبب عدم وجود أو عدم كفاية الرصيد، يحدث عارض يسمى «أول عارض للدفع». وهذا العارض الأول

Le contenu du chèque

Le chèque contient:

1) la dénomination de chèque, insérée dans le texte même du titre et exprime dans la langue employée pour la rédaction de ce titre

2) le mandat pur et simple de payer une somme déterminée ;

3) le nom de celui qui doit payer (tiré) ;

4) l'indication du lieu où le paiement doit s'effectuer ;

5) l'indication de la date et du lieu où le chèque est créé ;

6) la signature de celui qui émet le chèque (tireur).

On en déduit que le chèque intéresse trois parties:

- celui qui émet le chèque، appelé «tireur»؛

- celui qui doit payer le chèque (la banque, appelé tiré),

- celui qui encaisse la somme indiquée dans le chèque, qui peut être le tireur lui-même, appelé bénéficiaire.

Le chèque, qui est basé essentiellement sur la confiance, est un moyen des plus commodes dans les relations financières. C'est pourquoi, son émission sans provision ou sans provision suffisante, son acceptation en sachant qu'il est émis sans provision ou insuffisamment approvisionné ou son acceptation à titre de garantie, sont sévèrement sanctionnées par le code pénal.

Mais avant d'arrivée à la poursuite pénale, le législateur a institué une procédure préalable dans le but est avant tout de récupérer la somme d'argent émise au profit du bénéficiaire.

Procédure préalable à la poursuite pénale

Déclaration d'incident au niveau de la banque

Dès que le chèque est présenté à la banque qui déclare ne pouvoir le payer pour absence ou insuffisance de provision, il se produit un incident dit

قرار المحكمة العليا، فيما فصل فيه من نقاط قانونية، لا يترك من النزاع ما يتطلب الحكم فيه، فإن النقض يكون بدون إحالة.

كفيل / كفالة – ضامن/ ضمان

في الحديث العادي، هناك خلط بين الكفيل والكفالة في الاستعمال الفرنسي للكلمتين. فالكفالة بهذا المفهوم الخاطئ هو المبلغ من المال المعد للضمان كما هو الحال بالنسبة للمبلغ الذي يُقدّمه المستأجر لديوان الترقية والتسيير العقاري قبل أن يشغل الأماكن المستأجرة.

في لغة القانون، ليس هذا هو المعنى، فهاتان الكلمتان تعنيان شيئا آخر. فالكفالة أو الضمان هو عقد يتضمن تأمينا شخصيا يلتزم بموجبه شخص يسمى كفيلًا أو ضامنا تجاه شخص ثالث يسمى مستفيدا من الضمان على سداد دين المدين الرئيسي المعروف باسم الشخص المكفول، في حالة ما إذا أخل الأخير بالتزاماته تجاه الدائن. وبوضوح أكثر فالكفالة هو العقد الذي بموجبه يلتزم الكفيل، وهو الشخص الضامن، بتنفيذ الالتزام (تسديد الدين المضمون) في حالة ما إذا لم يوف المدين الأصلي بالتزامه تجاه الدائن.

شيك، صك (جانب جزائي)

عموميات

الشيك هو سند من السندات التجارية، أي سند يثبت وجود دين لفائدة حامله، على غرار الكمبيالة أو السند الإذني، مع خلاف بيّن بينها أن الشيك هو سند للدفع، ولا يمكن تحت طائلة عقوبة جزائية أن يشكل وسيلة ضمان. نظريا عندما يكون الشيك موقعا ويتوفر على الشروط الشكلية «يتحول إلى نقود»، ويمكن تسديده عند أول تقديم للبنك، إلا إذا أثار البنك عارضا بعدم الدفع (انظر أدناه: تصريح بعارض الدفع).

يمكن أن يكون الشيك في صور مختلفة، وما يهمنا هنا هو الجانب العملي الذي يشكل مظهرا من مظاهر الإجماع على درجة كبيرة من الانتشار والمتمثل في: إصدار الشيك بدون رصيد، قبوله على هذه الحالة وتسليمه أو استلامه على سبيل الضمان.

Lorsque la décision en droit de la Cour suprême ne laisse rien à juger, elle casse sans renvoi.

Caution / cautionnement

Dans le langage courant les mots caution et cautionnement, qui se confondent à tort, désignent la somme d'argent destinée à servir de garantie, comme celle que verse un locataire à l'OPGI avant d'occuper son logement.

Dans le langage juridique ces deux vocables désignent autres choses. Le cautionnement est une sûreté personnelle par laquelle une personne nommée la caution s'engage à l'égard d'une troisième dite le bénéficiaire du cautionnement à payer la dette du débiteur principal dite la personne cautionnée, dans le cas où cette dernière faillirait à ses engagements. En clair, le cautionnement c'est le contrat par lequel la caution, qui est la personne garante, s'engage à exécuter une obligation (la dette cautionnée) dans le cas où le débiteur ne satisfait pas son engagement envers son créancier.

Chèque (aspect pénal)

Généralités

Le chèque est un effet de commerce, c'est-à-dire un titre qui constate l'existence d'une créance au profit du porteur, à l'instar de la lettre de change ou du billet à ordre, à la différence toute particulière que le chèque est un titre de paiement et ne peut, sous peine de sanction pénale, constituer un moyen de garantie d'une créance. Théoriquement, dès que le chèque est signé et remplit les autres conditions de forme, il se « transforme en argent », et il est payable à sa première présentation à la banque sauf si celle-ci soulève un incident de paiement (voir ci-après : incident de paiement).

Le chèque peut se présenter sous différentes facettes. Le côté pratique qui nous intéresse dans cette rubrique et qui constitue un volet de criminalité démesurément important, est l'émission de chèque sans provision, son acceptation dans pareille situation et sa remise ou acceptation à titre de garantie.

الجرانم المتعلقة بالشيك

تعاقب المادة 374 من قانون العقوبات بالحبس من سنة إلى خمس سنوات وبغرامة لا تقل عن قيمة الشيك أو عن قيمة النقص في الرصيد:

1°) كل من أصدر بسوء نية شيكا لا يقابله رصيد قائم وقابل للصرف أو كان الرصيد أقل من قيمة الشيك أو قام بسحب الرصيد كله أو بعضه بعد إصدار الشيك أو منع المسحوب عليه من صرفه؛

2°) كل من قبل أو ظهّر شيكا صادرا في الظروف المشار إليها في الفقرة السابقة مع علمه بذلك؛

3°) كل من أصدر أو قبل أو ظهّر شيكا واشترط عدم صرفه فورا بل جعله كضمان.

أمكانية إجراء الوساطة

جريمة إصدار شيك بدون رصيد من الجرائم التي يمكن أن تتم فيها الوساطة أمام وكيل الجمهورية طبقا للمادة 37 مكرّر وما بعدها من قانون العقوبات، بحيث تتم تسويتها أمام هذا القاضي وفقا للكيفيات المحدّدة بهذا الشأن.

غير مضمون (دائن غير مضمون)

هي الحالة التي يكون عليها بعض الدائنين مقارنة مع دائنين آخرين يتمتعون بحق الامتياز. ينظم القانون المدني في مواده 982 وما بعدها حقوق الامتياز. في غياب نصوص خاصة تنشئ حقوق امتياز معينة، فأحكام القانون المدني هي التي تطبق. والواقع أنه عندما يتعيّن على العديد من الدائنين اقتسام عائدات بيع الممتلكات المملوكة لمدينهم المشترك وأن هذا المبلغ ليس مبلّغًا كافيًا للوفاء بديون الجميع، تُفتح إجراءات التوزيع. بالنسبة للدائنين الذين لديهم حق الامتياز، على سبيل المثال: الخزينة لاستحصال الضرائب غير المدفوعة، العمال للحصول على أجورهم. فهؤلاء يسمون بالدائنين الممتازين ويتمّ تعويضهم قبل الآخرين، حسب الترتيب الذي يُحدده القانون.

Infractions relatives au chèque

L'article 374 du code pénal punit d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende qui ne saurait être inférieure au montant du chèque ou de l'insuffisance :

1) quiconque, de mauvaise foi, émet un chèque sans provision préalable et disponible ou avec une provision inférieure au montant du chèque, retire, après l'émission, tout ou partie de la provision ou fait défense au tiré de payer

2) quiconque, en connaissance de cause, accepte de recevoir ou endosse un chèque émis dans les conditions visées à l'alinéa précédent ;

3) quiconque émet, accepte ou endosse un chèque à la condition qu'il ne soit pas encaissé immédiatement, mais à titre de garantie.

Possibilité de médiation

L'infraction de l'émission de chèque sans provision compte parmi celles susceptibles de médiation devant le procureur de la république conformément à l'article 37 bis et suivant du code de procédure pénale, et la régularisation de cette infraction peut avoir lieu devant ce magistrat selon les modalités prévues à ce sujet.

Chirographaire (créancier chirographaire)

L'adjectif chirographaire qualifie l'état de fragilité dans lequel se trouvent certains créanciers par rapport à d'autres appelés créanciers privilégiés. Les privilèges sont organisés par le code civil (articles 982 et suivants) A défaut de textes spéciaux qui instituent des privilèges particuliers, ce sont les dispositions du code civil qui sont applicables. En fait, lorsque plusieurs créanciers doivent se partager le produit de la vente des biens ayant appartenu à leur débiteur commun et que cette somme n'est pas d'un montant suffisant pour les désintéresser tous, il s'ouvre une procédure dite de distribution. Les créanciers privilégiés, ceux qui disposent d'un privilège, par exemple, le Trésor public pour le paiement des impôts restés impayés ou les employés pour leurs salaires et leurs avantages salariaux, sont remboursés avant les autres, dans l'ordre que la loi fixe.

للدفع يتم التبليغ به لمركزية المستحقات غير المدفوعة خلال أيام العمل الأربعة (4) الموالية لتاريخ تقديم الشيك.

الأمر بالدفع

موازاة مع هذا التصريح، يوجه البنك لصاحب الشيك أمرا بالدفع لتسوية هذا العارض خلال مدة أقصاها عشرة (10) أيام ابتداء من تاريخ توجيه الأمر.

ومحاولة التسوية هذه هي بمثابة منح إمكانية لساحب الشيك بدون رصيد لتكوين رصيد كاف ومتوفر لدي المسحوب عليه (البنك) من أجل تسوية عارض الدفع.

في حالة عدم جدوى إجراء التسوية (الأمر بالدفع)، يمنع المسحوب عليه (البنك) الساحب (المصدر) من القيام بإصدار الشيكات.

يرفع إجراء منع إصدار الشيكات عندما يثبت الساحب أنه قام بتسوية قيمة الشيك غير المدفوع، أو تكوين رصيد كاف ومتوفر موجه لتسويته بعناية المسحوب عليه(البنك)، وبدفع غرامة التبرئة الواجبة للخزينة العامة، في أجل عشرين (20) يوما ابتداء من تاريخ نهاية أجل الأمر بالدفع.

في حالة عدم القيام بذلك، لا يسترجع الممنوع حق إصدار الشيكات إلاّ بمرور أجل خمس (5) سنوات ابتداء من تاريخ نهاية أجل الأمر بالدفع.

وبالموازاة مع ذلك، وفي حالة عدم القيام بتسوية عارض الدفع في الأجال المجتمعة في الأمرين الإثنين بالدفع (10 أيام زائد 20 يوما، أي 30 يوما في المجموع)، فتبأثر المتابعات الجزائية وفقا لأحكام قانون العقوبات.

المتابعة الجزائية

لا تخضع إجراءات المتابعة في الجرائم المتعلقة بالشيك لشكوى مسبقة، بحيث يمكن للشرطة القضائية أن تتصرف من تلقاء نفسها لمباشرة التحقيق بغرض المتابعة الجزائية أو بناء على تعليمات النيابة العامة. غير أنه في الواقع، فإنه عادة ما تكون المتابعة نتيجة لشكوى من المتضرر.

« premier incident de paiement ». Ce premier incident de paiement doit être déclaré à la centrale des impayés dans les quatre (4) jours ouvrables suivant la présentation du chèque.

L'injonction de payer

Parallèlement à cela, la banque adresse à l'émetteur du chèque une injonction pour régularisation de l'incident, et ce, dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date d'envoi de la jonction.

Cette tentative de régularisation constitue la faculté donnée au tireur (émetteur) d'un chèque sans provision, de constituer une provision suffisante et disponible auprès du tiré (la banque), pour le règlement de l'incident du paiement.

Lorsque la procédure de régularisation (injonction) s'avère infructueuse, le tiré (la banque) prononce à l'encontre du tireur (émetteur) une interdiction d'émettre des chèques.

La mesure d'interdiction d'émettre des chèques est levée lorsque le tireur justifie avoir réglée le montant du chèque impayé ou constitué une provision suffisante et disponible destinée à son règlement par les soins de la banque et payé une pénalité libératoire due au trésor public dans un délai de vingt (20) jours à compter de la fin de l'injonction.

A défaut, l'interdit ne recouvre la faculté d'émettre des chèques qu'à l'issue d'un délai de cinq (5) ans à compter de de la fin du délai d'injonction.

Parallèlement à cela, et à défaut de régularisation de l'incident dans les délais cumulés dans les deux injonctions (10 puis 20 jours, soit 30 jours au total), des poursuites pénales sont engagées conformément aux dispositions du code pénal.

Les poursuites pénales

Les poursuites pénales en matière d'infractions relatives au chèque ne sont pas subordonnées à une plainte préalable. La police judiciaire peut agir de sa propre initiative pour le déclenchent de la poursuite ou sur instruction du parquet. Mais dans la pratique, le plus souvent, la poursuite est déclenchée suite à une plainte de la victime.

Quant aux autres, ceux auxquels la loi ne confère pas de privilège, ils sont dits créanciers chirographaires. Si après règlement des créances privilégiées, il reste un reliquat, ils reçoivent un dividende lequel est calculé en faisant le rapport entre le montant de la créance de chacun d’eux et le montant global de la somme restant à distribuer.

Citation à comparaître

La citation à comparaître est l’acte de procédure (matérialisé dans un papier) que le demandeur adresse au défendeur par l’intermédiaire d’un huissier de justice pour l’inviter à comparaître devant une juridiction. La citation signifie à la fois la formalité procédurale prévue par la loi et le nom du papier que remet l’huissier au défendeur. Elle indique la date de l’audience à laquelle le défendeur est tenu de comparaître, soit en personne (si le ministère d’avocat n’est pas obligatoire), soit représenté par un avocat. La citation est assortie d’un exemplaire de la requête introductive d’instance. Si les défendeurs sont nombreux, chacun d’eux reçoit une copie du procès-verbal de notification de la citation à comparaître et un exemplaire de la requête introductive d’instance, celle-ci étant déposée au greffe en autant d’exemplaires qu’il y a de défendeurs au moment de l’inscription de l’affaire sur un registre ad hoc par le greffier qui y porte un numéro d’ordre et la date d’audience, et la remet au demandeur aux fins de signification par huissier.

Pour qu’elle soit valable, une citation doit indiquer obligatoirement un certain nombre d’informations prévues par la loi (art 18 du code de procédure civile et administrative). Sa validité peut être contestée par le défendeur qui peut présenter une demande en nullité devant la juridiction saisie de l’affaire. C’est que l’on appelle « l’exception de nullité», et cette exception doit être présentée devant le juge saisie avant toute défense au fond, c’est-à-dire avant de débattre du bien-fondé des prétentions du demandeur, sinon elle est irrecevable.

La citation à comparaître a d’autres effets. Entre autres effets, elle constitue un acte interruptif de prescription. Elle permet également de savoir si les dispositions d’une nouvelle loi intervenue au cours du procès sont applicables ou non à ce procès. La solution est différente selon qu’il s’agit d’une loi de fond ou d’une loi de procédure. Si la loi nouvelle est une loi de procédure (exemple celle qui modifie les voies de recours), elle est d’application immédiate, parce

amّا بالنسبة للآخرين، أي أولئك الذين لا يمنحهم القانون امتيازًا، فيطلق عليهم اسم الدائنين غير المضمونين أو العاديين. وإذا بقي رصيد بعد تسوية الديون الممتازة، سيحصلون على توزيعات تُحسب بمقارنة مبلغ المطالبة لكل منهم والمبلغ الإجمالي المتبقي للتوزيع.

تكليف بالحضور

التكليف بالحضور هو الإجراء الذي تجسده الورقة التي يُبلَّغها المدعي للمدعى عليه عن طريق المحضر القضائي لدعوته إلى المثول أما جهة قضائية للردّ على ادعاءاته (ادعاءات المدعي). والتكليف بالحضور يعني في أن واحد الشكّليّة الإجرائيّة المنصوص عليها في القانون واسم الورقة التي يُسلّمها المحضر القضائي إلى المدعى عليه. يُبيّن التكليف بالحضور هُوية المدعى عليه وتاريخ الجلسة التي يتوجّب على المدعى عليه أن يحضرها بشخصه (إن لم يكن التمثيل بواسطة محام إلزاميا) أو ممثلا من قبل هذا الأخير. يُرفق التكليف بالحضور بنسخة من عريضة افتتاح الدعوى. وإذا كان المدعى عليهم متعدّدين، فتُبلّغ لكل واحد منهم نسخة من محضر التكليف بالحضور ونسخة من عريضة افتتاح الدعوى التي تُوضّع في البداية بأمانة ضبط الجهة القضائية بعدد النسخ المساوي لعدد المدعى عليهم. وقبل تبليغها، تُسجّل هذه العريضة في سجل خاص من قبل أمين الضبط الذي يمنحها رقما ترتيبيّا ويحدّد تاريخ الجلسة ثمّ يسلمها للمدعي قصد تبليغها إلى الخصم أو الخصوم عن طريق المحضر القضائي.

وحتى يكون التكليف بالحضور صحيحا، ينبغي أن يتضمّن المعلومات المنصوص عليها في المادة 18 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية. ويمكن للمدعى عليه أن ينازع في صحة التكليف بالحضور أمام الجهة القضائية المخطرة بالقضية. ويتمّ ذلك عن طريق الدفع ببطلان التكليف، وهو الدفع الذي يجب إثارته أمام القاضي المخطر قبل أية مناقشة في الموضوع، أي قبل الشروع في دراسة ادعاءات المدعي، وإلاّ كان هذا الدفع مردودا.

للتكليف بالحضور آثار أخرى من بينها أنه يقطع مدّة التقادم. كما يسمح بمعرفة ما إذا كان القانون الجديد الذي صدر أثناء سير الخصومة ينطبق على هذه الخصومة الجارية أو لا ينطبق عليها. فهنا يختلف الحل تبعا لما إذا كان القانون الجديد قانونا يتعلّق بالإجراءات أو قانونا يتعلّق بالموضوع. إذا كان القانون الجديد يتعلّق بالإجراءات (مثلا: القانون الجديد الذي يعدّل طرق الطعن)، فتطبيقه يكون أنيا على اعتبار أنه يفترض أن

qu’elle est supposée avoir apporté une amélioration dans le processus procédural. Au contraire, si l’on est en présence d’une loi de fond, c’est la loi en vigueur au moment de l’introduction de l’instance qui est applicable, car c’est cette loi qui avait régi les rapports des plaideurs avant l’avènement de la nouvelle loi, l’impératif de sécurité juridique exigeant cela.

Citation directe

La citation directe est la saisine directe du tribunal, par laquelle l’auteur supposé de l’infraction est cité par un plaignant à comparaître à l’audience du jugement.

La victime qui décide de recourir à la procédure de la citation directe doit demander audience au procureur de la république compétent avec, en main, une requête relatant les faits pour lesquels il veut faire citer directement le présumé auteur de l’infraction. Le procureur de la République, s’il en donne son accord, détermine le montant de la caution à verser par le plaignant et la date de l’audience. Il consigne son accord sur la requête, y appose sa signature et la revêt de son cachet. Après avoir versé entre les mains du greffier la caution fixée par le Procureur de la République, il doit contacter un huissier de justice pour qu’il se charge de remettre la citation à comparaître devant le tribunal à l’auteur présumé de l’infraction. L’huissier de justice établit un procès-verbal de remise de la citation dont il remet copie à chacune des deux parties.

C’est l’article 37 bis du code de procédure pénale qui donne la possibilité à la partie civile de mettre en œuvre la procédure de la citation directe contre le présumé auteur d’une infraction.

En dehors de la citation directe faite par le plaignant, le Procureur de la République peut, lui aussi, décider de lui-même de poursuivre un présumé délinquant selon la procédure de la citation directe, suite à un dépôt de plainte par un particulier qui prétend être victime d’une infraction pénale.

Classement sans suite

Le classement sans suite est la décision du procureur de la république qui estime ne pas devoir lancer des poursuites pénales dans une affaire donnée. Dans ce cas, il exerce le pouvoir dont il dispose de classer le dossier de l’affaire. On dit que le procureur de la République a l’opportunité de poursuite. Cette opportunité n’est, en fait, pas abstraite ; elle peut être justifiée par la moindre gravité de l’infraction, la possibilité d’une

القانون الجديد المنصبّ على الإجراءات لم يأت إلّا لتحسينها. وعلى العكس من ذلك، إذا كان القانون الجديد يعالج الموضوع، فالقانون الذي كان ساري المفعول وقت المعاملة بين أطراف الخصومة هو الذي يجب أن يطبّق، ذلك أن الأمن القانوني واستقرار المعاملات بين الناس يقتضيان ذلك.

تكليف مباشر

التكليف المباشر هو الإخطار المباشر للمحكمة، والذي بموجبه يستدعى الشاكي مرتكبا مفترضا لجريمة قصد المثول لجلسة المحاكمة.

يجب على الضحية التي تقرر استخدام إجراءات التكليف المباشر أن تطلب مقابلة وكيل الجمهورية المختص، مقدمة له عريضة فيما يتعلق بالوقائع التي تريد أن تستدعي بسببها للمحاكمة مرتكبا مفترضا لجريمة في حقها. إذا أبدى وكيل الجمهورية موافقته على ذلك، فيُحدّد مبلغ الكفالة التي يتوجب على الشاكي دفعها وتاريخ الجلسة التي يُستدعى إليها المشتكى منه ثم يُدوّن موافقته على العريضة التي يضع عليها توقيعهِ ويُمهرها بختمه. بعد دفع الكفالة التي حدّدها وكيل المحورية لدى أمين الضبط، يتعيّن على المشتكى الاتصال بمحضر قضائي لكي يسلم للمشتكى منه التكليف بالحضور أمام جلسة المحاكمة. يقوم المحضر القضائي بتسليم التكليف بالحضور للمشتكى منه ويُحرّر محضرا عن ذلك تسلم نسخة منه إلى كل من الطرفين.

المادة 37 مكرر من قانون الإجراءات الجزائية هي التي تخول الطرف المدني الحق في استخدام إجراءات التكليف المباشر.

بصرف النظر عن التكليف المباشر الذي يمكن للطرف المدني أن يقوم به، يحق لوكيل الجمهورية أن يقرر من تلقاء نفسه متابعة جانح مفترض باتباع إجراءات التكليف المباشر، ويتم ذلك على إثر شكوى من شخص يدعي أنه تضرر من جريمة.

حفظ بدون متابعة

الحفظ بدون متابعة هو القرار الذي يتّخذه وكيل الجمهورية الذي يرى أنه لا مجال للمتابعة الجزائية في قضية معينة. في هذه الحالة، يمارس السلطة التي تخوله الحق في حفظ القضية. وهنا، يقال: إن لوكيل الجمهورية ملاءمة المتابعة. وهذه الملاءمة ليست، في الحقيقة، مجردة، فيمكن تبريرها بقلّة خطورة الجريمة، بإمكانية الوساطة (انظر أدناه ركن

médiation (voir infra rubrique « médiation »), l'absence d'éléments suffisants pour caractériser l'infraction, ou tout simplement les faits, à les supposés établis, ne constituent pas d'infraction à la loi pénale.

Mais, le classement sans suite n'empêche pas le procureur de la république de rouvrir le dossier à tout moment, en tout cas avant la prescription des faits.

La victime, qui estime que ce classement lui porte préjudice, peut initier elle-même la poursuite par la procédure de la plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction compétent (art. 72 CPP), ou par celle de la citation directe devant le tribunal lorsque la présumée infraction compte parmi celles que la loi autorise à poursuivre par voie de citation directe (art. 337 bis CPP).

Le procureur de la république doit porter à la connaissance du plaignant et/ou de la victime la décision de classement.

Commissions rogatoires

Définition

La commission rogatoire est l'acte par lequel un juge charge un autre juge ou une autre autorité habilitée par la loi à procéder à des actes qu'il ne peut lui-même accomplir, soit en raison de l'éloignement, soit pour toute autre raison légitime. La commission rogatoire peut avoir un caractère civil ou pénal. Elle peut être interne ou internationale.

A) Les commissions rogatoires internes

Ce sont les commissions rogatoires qui sont exécutées à l'intérieur du territoire national. Elles peuvent avoir un caractère civil ou pénal.

1) Les commissions rogatoires civiles internes

Ces commissions sont régies par le code de procédure civile et administrative (art. 108 à 111).

Dans un procès civil, lorsque le juge saisi d'une affaire estime qu'il est nécessaire d'ordonner une mesure d'instruction à laquelle il ne peut lui-même procéder en raison de l'éloignement (l'audition d'un témoin, par exemple), il peut confier la mission à un autre juge pour l'accomplir à sa

« الوساطة »), غياب العناصر الكافية لقيام الجريمة، أو ببساطة أن الوقائع، على فرض أنها ثابتة، لا تشكل جريمة في قانون العقوبات.

ومع ذلك، فإن الحفظ بدون متابعة لا يمنع وكيل الجمهورية من إعادة فتح الملف من جديد في أي وقت، على أية حال قبل تقادم الوقائع.

يمكن للضحية، التي ترى أن هذا الحفظ يضر بها، أن تبأشر المقاضاة بإجراءات الشكوى مع الادعاء المدني أمام قاضي التحقيق المختص (المادة 72 ق إ ج)، أو من خلال التكليف المباشر أمام المحكمة عندما تكون الجريمة المفترضة من بين تلك التي يأذن القانون بملاحقتها عن طريق التكليف المباشر (المادة 337 مكرر من ق إ ج).

يتعين على وكيل الجمهورية أن يعلم الشاكي و/أو الضحية بقرار الحفظ. (المادة 36 من ق إ ج).

إنابات قضائية

تعريف

الإنابة القضائية هي الإجراء الذي بموجبه يكلف قاض قاضيا آخر أو سلطة أخرى مخولة بموجب القانون للقيام بإجراءات لا يستطيع هو نفسه القيام بها، سواء بسبب البعد، أو لأي سبب مشروع آخر. يمكن أن يكون للإنابة القضائية طابع مدني أو جزائي. ويمكن أن تكون الإنابة القضائية داخلية أو دولية.

أ) الإنابات القضائية الداخلية

هي الإنابات القضائية التي يتم تنفيذها داخل التراب الوطني. ويمكن أن تكون لها صبغة مدنية أو جزائية.

1) الإنابات القضائية المدنية الداخلية

هذه الإنابات تحكمها المواد 108 إلى 111 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية.

في خصومة مدنية، عندما يرى القاضي المخطر أنه من الضروري الأمر بإجراء تحقيق لا يستطيع هو نفسه القيام به بسبب البعد (سماع شاهد، على سبيل المثال)، يجوز له أن يعهد إلى قاض آخر مهمة إنجازه في مكانه. ويكون القاضي المفوض هو الذي

place. Le juge délégué sera alors celui situé dans le ressort du lieu où la personne à entendre réside. C'est cette délégation d'un juge à un autre juge qui est appelée « commission rogatoire ».

A ce propos, l'article 108 du code de procédure civile et administrative déclare : « Lorsque le déplacement du juge hors de son ressort ne peut se faire en raison de l'éloignement ou des dépenses qu'il occasionne, il peut délivrer une commission rogatoire à une juridiction compétente de même degré ou de degré inférieur à l'effet de procéder aux mesures ordonnées ».

2) Les commissions rogatoires pénales internes

En matière pénale, les commissions rogatoires constituent des actes d'instruction. Les modalités d'exécution de commissions rogatoires pénales sont régies par les articles 138 et suivants du code de procédure pénale.

Les commissions rogatoires pénales sont surtout émises par le juge d'instruction dans le cadre d'une affaire dont il est saisi. La commission rogatoire peut être confiée à tout autre juge ou à un officier de police judiciaire. L'article 138 du code de procédure pénale définit son étendue : « Le juge d'instruction peut requérir par commission rogatoire tout juge de son tribunal, tout officier de police judiciaire compétent dans ce ressort ou tout autre juge d'instruction, de procéder aux actes d'information qu'il estime nécessaires dans les lieux soumis à la juridiction de chacun d'eux . La commission rogatoire indique la nature de l'infraction, objet des poursuites. Elle est datée et signée par le magistrat qui la délivre et revêtue de son sceau. Elle ne peut prescrire que des actes d'instruction se rattachant directement à la répression de l'infraction visée aux poursuites.

B) Les commissions rogatoires internationales

Les commissions rogatoires internationales, qu'elles soient civiles ou pénales, s'exécutent souvent dans le cadre de conventions d'entraide judiciaire entre les états concernés. A défaut de convention bilatérale, c'est la voie diplomatique qui est mise en œuvre

1) Les commissions rogatoires civiles internationales (art. 112 et suivants du code de procédure civile et administrative)

يقع في اختصاص المكان الذي يقيم فيه المطلوب التحقيق معه. هذا التفويض من قاضٍ إلى قاضٍ آخر هو الذي يسمى « الإنابة القضائية ».

وفي هذا الصدد، فإن المادة 108 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية تنص: « إذا تعذر على القاضي الانتقال خارج دائرة اختصاصه بسبب بعد المسافة، أو بسبب المصاريف، جاز له إصدار إنابة قضائية للجهة القضائية المختصة من نفس الدرجة، أو درجة أدنى، للقيام بالإجراءات المأمور بها ».

2) الإنابات القضائية الجزائية الداخلية

في المسائل الجزائية، تشكل الإنابات القضائية أعمال تحقيق. تخضع إجراءات تنفيذ الإنابات القضائية طبقاً لأحكام قانون الإجراءات الجزائية.

تصدر الإنابة القضائية الجزائية خاصة عن قاضي التحقيق في سياق قضية معروضة عليه. ويمكنه أن يعهد بها إلى أي قاضٍ آخر أو إلى أي ضابط شرطة قضائية مختص إقليمياً لتنفيذها. تحدد المادة 138 من قانون الإجراءات الجزائية نطاقها والتي تجيز لقاضي التحقيق أن يكلف بطريق الإنابة القضائية أي قاض من قضاة محكمته، أو أي ضابط من ضباط الشرطة القضائية المختص في تلك الدائرة أو أي قاضي تحقيق آخر، بالقيام بما يراه لازماً من إجراءات التحقيق في الأماكن الخاضعة للجهة القضائية التي يتبعها كل منهم.

ب) الإنابات القضائية الدولية

غالبًا ما يتم تنفيذ الإنابات القضائية، سواء كانت مدنية أو جزائية، في إطار اتفاقيات التعاون القضائي بين الدول المعنية. في حالة عدم وجود اتفاق ثنائي في هذا الشأن، يتم استخدام القناة الدبلوماسية.

1) الإنابات القضائية المدنية الدولية (المادة 112 وما بعدها من قانون الإجراءات المدنية والإدارية)

والذي لا يقدم ضمانات كافية لمثوله أمام القضاء. يتحقق وكيل الجمهورية من هوية الشخص المقدم أمامه ثم يبلغه بالأفعال المنسوبة إليه ووصفها القانوني ويخبره بأنه سيمثل فوراً أمام المحكمة (م. 39 مكرر 1 و39 مكرر 2).

يقوم رئيس الجلسة الذي سيحاكم المتهم بتنبيهه أن له الحق في مهلة لتحضير دفاعه.

إذا استعمل المتهم هذا الحق، منحت المحكمة مهلة ثلاثة (3) أيام على الأقل. إذا لم تكن الدعوى مهياًة للحكم أمرت المحكمة بتأجيلها إلى أقرب جلسة.

عندما تكون القضية جاهزة للفصل، يحاكم المتهم في إطار الحقوق التي يعترف له بها القانون، وعلى وجه الخصوص حقه في الدفاع.

مستشار

هي الصفة التي يحملها قضاة الحكم خارج المحاكم الابتدائية (أي الذين يمارسون وظيفة الفصل في القضايا)، فهي الوظيفة القاعدية على مستوى المجالس القضائية والمحاكم الإدارية، والمحكمة العليا، ومجلس الدولة، ومحكمة التنازع. على مستوى مجلس الدولة، يسمى المستشار بـ «مستشار الدولة».

ضمن هذه الجهات القضائية، يلعب المستشارون دور مساعدي رؤساء الغرف أو الأقسام، ويشاركون في القرارات التي تصدر عن الغرفة بأغلبية أصوات القضاة الذين شاركوا في المداولة، دون أن يكون لرئيس الغرفة صوت مرجّح.

مستشار مُحَقِّق

المستشار المحقق هو قاض بالمحكمة العليا يتولى مهام قاضي التحقيق في القضايا المتابع فيها بعض الإطارات السامية في الدولة، وهذا بالنظر إلى الامتياز القضائي الذين يتمتعون به (وزراء، ولاة....).

مستشار مقرر

يتجلى دور المستشار المقرر بشكل رئيسي على مستوى

suffisantes de représentation devant la justice, est déféré devant le procureur de la République. Celui-ci constate l'identité de la personne déférée devant lui, lui fait connaître les faits qui lui sont reprochés ainsi que leur qualification légale et l'informe qu'il va comparaître devant le tribunal immédiatement (art. 39 bis 1 et 39 bis 2).

Le président de l'audience devant lequel comparait le prévenu, l'avertit qu'il a le droit de demander un délai pour préparer sa défense.

Si le prévenu use de ce droit, le tribunal lui accorde un délai de trois (3) jours, au moins. Si l'affaire n'est pas en état d'être jugée, le tribunal ordonne le renvoi à l'audience la plus proche.

Lorsque l'affaire est en état d'être jugé, le prévenu est jugé dans le cadre du respect des droits que lui reconnaît la loi, en particuliers le droit à la défense.

Conseiller

C'est le titre porté par les magistrats de siège (ceux qui exercent la fonction de juger en dehors du tribunal de première instance). C'est la fonction de base au niveau des Cours, des Tribunaux administratifs, de la Cour suprême, du Conseil d'Etat et du Tribunal des conflits. Au niveau du Conseil d'Etat, le conseiller est appelé « conseiller d'Etat ».

Au sein de ces juridictions, les conseillers jouent le rôle d'assesseurs des Présidents de chambres ou de sections. Ils participent aux arrêts qui sont rendus à la majorité des voix des magistrats y ayant délibéré sans que la voix du président ne soit prépondérante

Conseiller instructeur

Le Conseiller instructeur est un magistrat de la Cour suprême qui assume les fonctions de juge d'instruction dans les affaires dans lesquelles sont poursuivis certains hauts cadres de l'Etat, et ce, en considération du privilège de juridiction dont ils bénéficient (ministres, walis...).

Conseiller rapporteur

Le rôle du conseiller rapporteur se manifeste

يجوز للقاضي تلقانياً أو بطلب من الخصوم، أن يطلب اتخاذ أي إجراء من إجراءات التحقيق أو أي إجراء قضائي آخر يراه ضرورياً في دولة أجنبية، بإصدار إنابة قضائية إلى السلطة القضائية المختصة للدولة المعنية أو إلى السلطات الدبلوماسية أو القنصلية الجزائرية. يقوم النائب العام بإرسال الإنابة القضائية حالاً إلى وزير العدل، حافظ الأختام، قصد إرسالها عن طريق القناة الدبلوماسية، ما لم توجد اتفاقية قضائية تسمح بإرسالها مباشرة إلى السلطة القضائية الأجنبية.

2) ا لإنابات القضائية الجزائية الدولية

تشكل الاتفاقات الثنائية بشأن التعاون القضائي في المسائل الجزائية الإطار الأنسب لتنفيذ الإنابات القضائية الدولية. إذا تعذر ذلك، يتم إرسال الإنابة القضائية عبر القنوات الدبلوماسية، على النحو المحدد أعلاه.

مثول فوري

(م. 339 مكرر وما بعدها من ق إ ج)

المثول الفوري هو إجراء سريع يمكن وكيل الجمهورية من محاكمة شخص فوراً بعد التوقيف للنظر. يقوم وكيل الجمهورية بهذا الإجراء عندما يرى أن هناك أعباء كافية ضد الفاعل المفترض وأن القضية جاهزة للحكم فيها. لقد حل هذا الإجراء محل « إجراءات التلبس » التي كانت تسمح لوكيل الجمهورية، قبل تعديل قانون الإجراءات الجزائية في عام 2015 (الأمر رقم 02-02 بتاريخ 23/07/2015، جريدة رسمية رقم 40 بتاريخ 23/07 / 2015) بإصدار أمر إيداع ضد الجانح الذي تم القبض عليه متلبساً.

لقد أوضح قانون الإجراءات الجزائية، في مادته 39 مكرر، مجال تطبيق المثول الفوري: «يمكن في حالة الجنح المتلبس بها، إذا لم تكن القضية تقتضي إجراء تحقيق قضائي، اتباع إجراءات المثول الفوري.»

غير أن إجراءات المثول الفوري لا تطبق بشأن الجرائم التي تخضع المتابعة فيها لإجراءات تحقيق خاصة. يُقدّم أمام وكيل الجمهورية الشخص المقبوض عليه في جنحة متلبس بها

Le juge peut, d'office ou à la demande des parties, faire procéder dans un Etat étranger aux mesures d'instruction ainsi qu'aux autres actes judiciaires qu'il estime nécessaires en donnant commission rogatoire soit à toute autorité judiciaire compétente de cet Etat, soit aux autorités diplomatiques ou consulaires algériennes. Le procureur général fait aussitôt parvenir la commission rogatoire au ministre de la justice, garde des sceaux, aux fins de transmission par voie diplomatique, à moins qu'en vertu d'une convention judiciaire elle puisse être faite directement à l'autorité judiciaire étrangère.

2) Les commissions rogatoires pénales internationales

Les conventions bilatérales d'entraide judiciaire entre les états concernés constituent, en matière pénale, le cadre le plus adéquat pour l'exécution de commissions rogatoires internationales. A défaut, la commission rogatoire est transmise par voie diplomatique, comme précisé ci-dessus.

Comparution immédiate

(art.339 bis et suivant du CPP)

La comparution immédiate est une procédure rapide qui permet au Procureur de de la République de faire juger une personne tout de suite après sa garde à vue. Le procureur de la République engage cette procédure lorsqu'il estime que les charges contre le présumé sont suffisantes et que l'affaire est en état d'être jugée. Cette procédure a remplacé celle du «flagrant délit » qui permettait au procureur de la république, avant la modification du code de procédure pénale en 2015 (Ordonnance n° 15-02 du 23/0/ 2015, JORA n° 40 du 23/07/2015), de décerner un mandat de dépôt contre un délinquant surpris en flagrant délit.

Le code de procédure pénale, dans son article 39 bis, a précisé le champ d'application de la comparution immédiate : «En cas de flagrant délit et si l'affaire ne nécessite pas l'ouverture d'une information judiciaire, la procédure de comparution immédiate... peut être appliquée.

Toutefois, la procédure de la comparution immédiate n'est pas applicable aux infractions dont la poursuite est régie par une procédure spéciale. L'individu arrêté en flagrant délit et ne présentant pas de garanties

مخالفة

المخالفة هي الجريمة الأقل خطورة. يعاقب عليها، كعقوبة أصلية، بالحبس من يوم واحد (1) على الأقل إلى شهرين (2) على الأكثر، وبغرامة من 2000 دج إلى 20.000 دج.

مجلس (مجلس قضائي، مجلس استئناف)

المجلس هو الجهة القضائية للدرجة الثانية التي تنتظر، عن طريق الاستئناف، في الطلبات الرامية إلى إعادة النظر في الأحكام الصادرة عن الجهات القضائية للدرجة الأولى، بهدف تعديلها أو إبطالها. يتكوّن المجلس القضائي من غرف تصدر قرارات قابلة للطعن بالنقض أمام المحكمة العليا. مبدئياً يوجد مجلس على مستوى كل ولاية.

في الأصل، سُمِّيَ المجلس القضائي «مجلساً» فقط دون أن يضاف إليه الاستئناف، لأن إحدى غرفه (الغرفة الإدارية) كانت تصدر قرارات قابلة للاستئناف أمام الغرفة الإدارية بالمحكمة العليا، ذلك هو الحال الذي كان سائداً قبل إنشاء المحاكم الإدارية ومجلس الدولة.

جناية

هي الجريمة الأكثر خطورة، والعقوبات الأصلية في مادة الجنايات هي:

- 1) الإعدام؛
- 2) السجن المؤبد؛
- 3) السجن المؤقت لمدة تتراوح بين خمس (5) سنوات وعشرين (20) سنة.

مناقشات

تشكل المناقشات الجزء الشفوي من القضية، وهو الجزء الأساسي الذي تظهر فيه العناصر التي سيقدر على أساسها مصير المتهم، لأن القضاة والمحلفين لا يمكنهم الحكم إلا على ما سمعوه أثناء المناقشات. فخلالها تطرح كل الأسئلة ويتم الاستماع إلى جميع أطراف القضية: سماع المتهم والشهود والخبراء والطرف المدني وممثل النيابة العامة، وأخيراً محامي الدفاع، أي محامي المتهم. ويشير اختتام المناقشات إلى الوقت الذي تُوضع فيه القضية في المداولة.

Contravention

La contravention est une Infraction pénale la moins grave. Elle est réprimée, à titre de peine principale, d'un emprisonnement d'un (1) jour au moins à deux (2) mois au plus et d'une amende de 2.000 à 20.000 DA.

Cour (Cour de justice, Cour d'appel)

La Cour est la Juridiction du second degré qui connaît par la voie de l'appel des demandes tendant à la réformation partielle ou à l'infirmité des jugements rendus par les juridictions du premier degré. La Cour est composée de chambres qui rendent des arrêts susceptibles de pourvoi en cassation devant la Cour Suprême. En principe, il y a une Cour au niveau de Chaque Wilaya (département).

A l'origine, on l'a appelée Cour sans le complément « d'appel », parce que l'une de ses chambres (la chambre administrative) rendait des arrêts susceptibles d'appel devant la chambre administrative de la Cour suprême. C'était la situation qui prévalait avant la création des tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat.

Crime

C'est l'Infraction la plus grave. Les peines principales en matière criminelle sont:

- 1) La mort;
- 2) la réclusion criminelle à perpétuité;
- 3) la réclusion criminelle à temps pour une durée de cinq (5) à vingt (20) ans.

Débats

Les débats constituent la partie orale d'une affaire ; c'est la partie essentielle où se dégagent les éléments sur la base desquels va se décider le sort du prévenu ou de l'accusé, car les juges et les jurés ne peuvent juger que sur ce qu'ils y ont entendu. C'est au cours des débats que toutes les questions sont posées et tous les acteurs du procès entendus : l'accusé, les témoins, les experts, la partie civile, le ministère public et enfin la défense, c'est-à-dire l'avocat du prévenu ou de l'accusé. La clôture des débats marque le moment où l'affaire est mise en délibéré.

التشكيلات الجماعية كالمجاس القضائية والمحكمة العليا.

على مستوى المجلس القضائي، يعين رئيس الغرفة مستشاراً مقررًا في القضية لتقديم تقريره المكتوب. يتضمن تقرير المستشار المقرر الوقائع والإجراءات والأوجه المثارة والمسائل القانونية المعروضة للفصل فيها ويتضمن الطلبات الختامية للخصوم. يتلو المستشار المقرر تقريره أثناء جلسة المرافعات، ويجوز للخصوم بعد التلاوة إبداء ملاحظاتهم الشفوية حوله.

على مستوى المحكمة العليا، يعين رئيس الغرفة مستشاراً مقررًا يكلف بإعداد تقرير كتابي، وإرسال ملف القضية إلى النيابة العامة لتقديم طلباتها الكتابية حول أوجه النقض. يعرض المستشار المقرر في تقريره بإيجاز الوقائع والإجراءات المتبعة ويُحلّل بالتفصيل الأوجه القانونية التي يستند إليها الطعن بالنقض، والتي يتم دراستها في ضوء القانون والاجتهاد القضائي. عندما يرى أن القضية مهيأة للفصل، يودع تقريره الكتابي، ويصدر أمراً بإبلاغ النيابة العامة.

إثبات حال / معاينة

إثبات حال هو الوثيقة التي يحرّرها ضابط عمومي (مؤهل) محضر قضائي، ضابط شرطة قضائية) لإثبات حقيقة واقعة مادية.

أما المعاينة، فهي إجراء من إجراءات التحقيق يأمر به القاضي ويهدف إلى مشاهدة شيء وتدوينه دون تفسير أو رأي.

عقد غرر

هو العقد الذي ترتبط فيه حظوظ الربح أو الخسارة لأي من الطرفين. وتكون هذه الحظوظ مقترنة بحدوث واقعة ما لا يمكن معرفتها مقدّمًا وما إذا كانت ستحدث أم لا، ومتى ستحدث وما هي عواقبها.

إن القانون المدني الجزائري، الذي ينظّم المسائل المتعلقة بعقود الغرر في المواد: 612 إلى 625، قد وضع مبدأً عامًا بمنع القمار والرهان إلا في حالتين اثنتين وهما الرهان الخاص بالمسابقات والرهان الرياضي الجزائري (المادة 612 وما بعدها).

essentiellement au niveau des formations collégiales, telles que les Cours ou la Cour suprême.

Au niveau de la Cour, le président de la chambre désigne un conseiller rapporteur à l'effet de présenter un rapport sur l'affaire. Le rapport du conseiller rapporteur relate les faits et la procédure, les moyens soulevés, les questions de droit à trancher et reproduit les dispositifs des conclusions des parties. Le rapport est lu à l'audience à des plaidoiries, et les parties peuvent présenter leurs observations après sa lecture.

Au niveau de la Cour suprême, le président de la chambre désigne un conseiller rapporteur qui est chargé de préparer un rapport écrit et de communiquer le dossier de l'affaire au ministère public, pour présenter ses réquisitions écrites sur les moyens de pourvoi. Le conseiller relate succinctement dans son rapport les faits et la procédure suivie et analyse en détail les moyens de droit fondant le pourvoi, lesquels sont étudiés tant au regard de la loi que de la jurisprudence. Lorsqu'il estime que l'affaire est en état d'être jugée, il dépose son rapport écrit et rend une ordonnance de soit-communicé au ministère public.

Constat / Constatation

Le constat est un document rédigé par un officier public habilité (huissier, officier de police judiciaire) en vue d'établir la réalité d'un fait matériel.

Quant à la constatation, il s'agit d'une mesure d'instruction ordonnée par un magistrat et tendant à faire relever ce que l'on a vu sans interprétation ou avis.

Contrat aléatoire

C'est un contrat dans lequel les chances de gains ou de pertes pour l'une comme pour l'autre des parties, sont liées à la survenance d'un événement, dont on ne peut connaître à l'avance s'il interviendra ou quand il se produira, et quelles en seront les conséquences

La législation algérienne en la matière, à savoir les articles 612 à 625 du code civil qui traitent des contrats aléatoires, pose comme principe général l'interdiction des jeux de hasard et des paris, à l'exception des paris sur les courses et le «pari sportif algérien» (art. 612 et suivants).

التي أصدرته، اسم القاضي أو القضاة الذي (الذين) تداول (وا) فيه، تاريخ النطق به، اسم ممثل النيابة العامة عند الاقتضاء، اسم أمين الضبط الذي حضر الجلسة، الألقاب والأسماء وتسميات الأطراف وكذا موطنهم أو المقر الاجتماعي بالنسبة للشخص المعنوي، واحتمالا اسم المحامي أو المحامين أو أي شخص الذي مثل أحد الأطراف أو ساعده.

بيان الوقائع

يتعلق الأمر بادعاءات ودفوع الأطراف. ويتضمن عرض الوقائع العناصر التي لها صلة بالوقائع وبالقانون المطروحة على القاضي للتحليل. وهذه العناصر هي التي تحدّد موضوع الخصومة.

التسبيب أو التعليل

التسبيب هو الذي يبين النسق المنطقي الذي في ضوئه يقوم القاضي بتحليل الوقائع وتكييفها تكييفا قانونيا وتقدير وسائل الإثبات وكذا تحديد القواعد القانونية الكفيلة بحل النزاع المطروح والنطق بالحل الذي يستنتج من ذلك.

المنطوق

المنطوق هو الجزء الأخير من الحكم والذي يتضمن حلّ النزاع وترتبط به حجية الشيء المقضي فيه عندما يصبح الحكم نهائيا. والمنطوق هو الذي يثبت كذلك ما إذا كان الحكم الصادر قد صدر كدرجة أولى أو درجة أولى وأخيرة، وما إذا كان حضوريا أو حضوريا اعتباريا أو غيابيا. يفصل كذلك في المصاريف القضائية.

مُدَّعى عليه

المدعى عليه هو الشخص الذي استُدعى للمثول أمام العدالة بطلب من المدعي الذي رفع دعوى قضائية ضده. لا يجوز الخلط بينه وبين المدافع الذي هو محامي أحد أطراف الخصومة.

مداولة

هي المرحلة ما بعد الانتهاء من المرافعة في الدعوى الجزائية أو انتهاء الأطراف من تبادل مذكراتهم ودفوعهم وطلباتهم في الدعوى المدنية، وهي مرحلة يصبح فيها ملف الدعوى بين يدي القاضي (الفرد) أو القضاة (في التشكيلة الجماعية) لدراسة القضية والنظر فيما سيصدره أو يصدرونه بشأنها من حكم أو قرار، دون أن يكون للأطراف خلالها، بمن فيهم

la juridiction dont il émane, le nom du juge ou des juges qui en ont délibéré, la date du prononcé, le nom du représentant du ministère public s'il a assisté aux débats, celui du greffier, les noms, prénoms ou dénomination des parties ainsi que leur domicile ou siège social s'il s'agit d'une personne morale et, éventuellement le nom des avocats ou de toute personne ayant représenté ou assisté une partie.

L'exposé des faits

Il s'agit des prétentions et moyens de défense des parties. L'exposé des faits contient les éléments de fait et de droit soumis à l'analyse du juge et délimitant la matière du procès.

La motivation

Elle énonce le raisonnement par lequel le juge se livre à l'analyse des faits, à leur qualification juridique, à l'appréciation des moyens de preuve, à l'application des règles de droit utiles à la solution du litige et à l'expression de la solution qui en découle.

Le dispositif

C'est la dernière partie de la décision qui contient la solution du litige et à laquelle est attachée l'autorité de la chose jugée lorsque la décision est définitive. Le dispositif constate également si le jugement est rendu en premier ressort ou en premier et dernier ressort, s'il est contradictoire, réputé contradiction ou rendu par défaut. Il se prononce également sur les frais et dépens du procès.

Défendeur

Le défendeur est la personne qui a été assignée à comparaître en justice par un demandeur qui a engagé une action en justice contre lui. Il ne faut pas le confondre avec le défenseur qui est l'avocat d'une partie au procès.

Délibéré

C'est la phase où les plaidoiries sont terminées dans une instance pénale, et l'échange des requêtes, des moyens de défense et des demandes a eu lieu dans une instance civile. C'est l'étape où le dossier de l'affaire est entre les mains du juge unique ou des juges dans la formation collégiale, pour examiner l'affaire et apprécier ce qu'il en sera décidé comme jugement ou arrêt,

حكم قضائي

بموجب أحكام المادة 8 فقرة 5 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية، يُقصدّ بالأحكام القضائية الأوامر والأحكام والقرارات القضائية. يتعلّق الأمر في الواقع بكل قرار يصدر عن جهة قضائية بعد فصلها في نزاع معروض عليها أو بقصد اتخاذ تدبير مُعيّن. يحتوي الحكم القضائي على ملخّص للوقائع، وادعاءات المدعي ودفوع المدعى عليه ثم تسبيب القاضي واستنتاجاته القانونية التي تفضي إلى منطوق يعد الحكم الحقيقي. وغالبا ما يكون الحكم مفتوحا للطعن. وبهذا المعنى يشمل الأوامر، والأحكام، والقرارات. خارج لغة الاصطلاح القانوني المكرّسة في النصوص، تُستعمل كلمة الحكم بكيفية أوسع للتعبير عن الأحكام التي تصدرها كل الجهات القضائية مهما كانت درجتها.

ولو أن المادة 8 الفقرة 5من قانون الإجراءات المدنية والإدارية توضح، في صيغتها بالفرنسية، أن كلمة مُقرّر: **décision** يقصد بها الأوامر والأحكام والقرارات، فإن تعبير «المقرّر» لا يستعمل في المحررات القضائية بالعربية. فالأفضلية تعطى لكلمة «الحكم » أو بالأحرى لتسمية كل عمل بالمصطلح المُخصّص له: أمر، حكم، أو قرار.

الأمر: هو العمل القضائي الذي يصدره القاضي الذي يرأس جهة قضائية (مثل: الأمر الاستعجالي الذي يصدره رئيس المحكمة، الأمر الذي يصدره رئيس قسم شؤون الأسرة بتعيين مساعدة اجتماعية بغرض الاستشارة -م 425 ق إ م إ -، الأمر الذي يصدره رئيس المجلس القضائي لتحديد تاريخ افتتاح دورة محكمة الجنايات - م 254 ق إ ج، الأمر الذي يصدره قاضي التحقيق لإحالة المتّهم على المحكمة الخ).

الحكم: هو العمل القضائي الصادر عن جهة قضائية للدرجة الأولى (قسم من أقسام المحكمة، على سبيل المثال).

القرار: هو العمل القضائي الذي يصدر عن إحدى غرف المجلس القضائي أو المحكمة العليا أو مجلس الدولة أو محكمة التنازع.

يشتمل كل حكم قضائي بمعناه العام على الأجزاء التالية:

«الدّباجة»

تشمل الدباجة بيان: «باسم الشعب الجزائري»، الجهة القضائية

Décision de justice

Aux termes de l'article 8 § 5 du code de procédure Aux termes de l'article 8 § 5 du code de procédure civile et administrative, il est entendu par décision, les ordonnances, les jugements et les arrêts. Il s'agit en fait d'une décision arrêtéee par une juridiction saisie d'un litige ou pour ordonner une mesure donnée. Une décision de justice contient un résumé des faits, les prétentions du demandeur et les moyens de défense du défendeur, la motivation du juge et ses conséquences juridiques et, enfin, le dispositif qui constitue la véritable décision du juge. Elle est le plus souvent susceptible de recours. Elle comprend les ordonnances, les jugements et les arrêts. En dehors de la terminologie consacrée par les textes, le terme de jugement est employé de manière plus large pour désigner toutes les décisions des juridictions quel que soit son degré.

Même si l'article 8 § 5 du code de procédure civile et administrative précise, dans sa version en langue française, que le mot « décision » s'entend par ordonnances, jugements et arrêts, on n'utilise pas ce terme de décision : dans les écrits judiciaires en arabe. On préfère le mot jugement ou plutôt le nom consacré à chaque type d'actes : ordonnance, jugement ou arrêt.

L'ordonnance: C'est une décision rendue par un chef de juridiction (Exemple : ordonnance de référé du président du tribunal, ordonnance du président de la section des affaires familiales pour la désignation, pour consultation, d'une assistante sociale -art. 425 CPCA-, ordonnance du président de la Cour fixant la date d'ouverture de la session du tribunal criminel -art. 254 CPP-, l'ordonnance de renvoi de l'inculpé devant le tribunal, rendue par un juge d'instruction etc.).

Le jugement: C'est une décision rendue par une juridiction du 1er degré (une section du tribunal, par exemple).

L'arrêt: C'est une décision rendue par l'une des chambres d'une Cour, de la Cour suprême, du Conseil d'Etat ou du Tribunal des conflits.

Toute décision de justice comprend les parties suivantes :

«L'en-tête» ou «le chapeau»

Il comprend la mention AU NOM DU PEUPLE ALGERIEN,

étape au cours de laquelle, les parties, y compris le représentant du ministère public, ne peuvent soumettre aucun ajout (demande, défense, requête...) au dossier.

Délit

C'est une Infraction réprimée à titre principal, selon l'article 5 du code pénal (loi n°06-23 du 20/12/2006), de l'emprisonnement de plus de deux (2) mois à cinq (5) ans, sauf dans le cas où la loi détermine d'autres limites, et de l'amende de plus de vingt mille (20.000) DA.

Délits de presse

L'expression « délits de presse » désigne les infractions à la loi pénale que pourraient commettre les gens de presse. Ce sont des délits parce que, indépendamment de ce que prévoit le code pénal, la loi organique relative à l'information, même si elle a supprimé l'emprisonnement des infractions qu'elle a prévues, punit l'infraction la moins grave d'une amende supérieure à vingt mille dinars (20.000 DA). C'est cette limite de 20.000 DA d'amende qui a été fixée par l'article 5 du code pénal pour faire la distinction entre un délit et une contravention, l'amende au titre d'un délit étant supérieure à cette somme.

Tout délit de presse, sans exception aucune, commence d'abord par la violation d'une règle d'éthique, c'est-à-dire l'une des règles de la conception morale de l'exercice du métier d'informer. Pour prévenir les infractions de presse, la loi organique relative à l'information a prévu des règles d'éthique qui ne sont pas naturellement assorties de peines mais qui font appel au professionnalisme, à la conscience et à la morale du journaliste. On y note notamment :

- l'obligation du respect de la dignité de la personne humaine et des libertés individuelles et collectives ;
- l'obligation de rapporter avec honnêteté et objectivité les faits et événements ;
- l'obligation de s'interdire le plagiat, la calomnie et la diffamation ;
- l'interdiction de la violation de la vie privée, de l'honneur et de la réputation des personnes ;
- l'interdiction de la violation directe ou indirecte de la vie privée des personnalités publiques.

ممثل النيابة العامة، تقديم أي إضافة (طلب، دفع، مذكرة...) ملف الدعوى.

جَنحة

هي الجريمة، حسب المادة (5) من قانون العقوبات (قانون رقم 06-23 بتاريخ 20/12/2006)، التي تكون عقوبتها الأصلية الحبس لمدة تتجاوز شهرين إلى خمس(5) سنوات، ما عدا الحالات التي يقرر فيها القانون حدودا أخرى، والغرامة المالية التي تتجاوز عشرين ألف (20.000) دج.

جُنْحُ الصحافة

«جَنح الصحافة» هي الجرائم المنصوص عليها في قانون العقوبات أو في قانون الإعلام التي قد يرتكبها رجال الإعلام. فهي جنح لأنه، بصرف النظر عما يقرره قانون العقوبات، فالقانون العضوي المتعلق بالإعلام، حتى وإن حذف عقوبة الحبس من الجرائم التي نص عليها، فهو يعاقب الجريمة الأقل خطورة بغرامة تفوق عشرين ألف دينار (20.000 دج). وهذا المبلغ هو الذي حددته المادة 5 من قانون العقوبات للتمييز بين جنحة ومخالفة، على اعتبار أن الغرامة التي تفوق هذا المبلغ تشكل جنحة.

كل جنحة من جنح الصحافة، بدون استثناء، تبدأ بخرق قاعدة من قواعد آداب المهنة، أي إحدى ضوابط النظرة الأخلاقية لممارسة مهنة الإعلام. وللوقاية من جرائم الصحافة قرر القانون العضوي المتعلق بالإعلام قواعد ليست بطبيعة الحال مقرونة بعقوبات جزائية ولكنها تلجأ إلى الاحترافية والضمير المهني وأخلاق الصحفي. فيمكن على وجه الخصوص تسجيل ما يلي:

- الزامية احترام كرامة الإنسان والحريات الفردية والجماعية؛
- الزامية نقل الوقائع والأحداث بنزاهة وموضوعية؛
- الزامية الامتناع عن السرقة الأدبية والوشاية والقذف؛
- الزامية الامتناع عن انتهاك الحياة الخاصة للأشخاص وشرفهم واعتبارهم؛
- الزامية الامتناع عن انتهاك الحياة الخاصة للشخصيات العمومية.

Si ces règles d'ordre moral étaient respectées, il n'y aurait certainement pas de délits de presse.

En fait, les délits de presse sont tellement récurrents qu'on ne peut ne pas en parler.

Les délits de presse sont prévus et punis par deux textes :

- l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal (JO n° 49 du 11/6/1966) ;
- la loi organique n° 12-05 du 12 janvier 2012 relative à l'information (JO n° 2 du 15/1/2012).
- Juridiquement, lorsque deux textes sont applicables concomitamment à un même fait, on doit mettre en œuvre le principe selon lequel « les règles spéciales dérogent aux règles générales ». Dans le cas présent, les règles spéciales sont celles de la loi organique relative à l'information, par opposition aux règles du code pénal qui constituent les règles générales.

Cependant, la loi organique relative à l'information, probablement dans le souci d'assurer une certaine forme d'impunité à l'acte de presse, a supprimé la peine d'emprisonnement des délits qu'elle a prévus. Elle a en même temps réduit le nombre d'infractions susceptibles d'être commises à l'occasion de l'accomplissement de l'acte de presse (cinq délits de presse en tout). De ce fait, cette loi laisse en dehors de son champ d'application les véritables délits de presse qui demeurent l'apanage du code pénal.

On verra ci-après les délits de presse prévus par le code pénal et ceux prévus par la loi organique relative à l'information.

A) Les délits de presse prévus par le code pénal

On se limite à quatre délits:

1) La diffamation

a) Définition

Aux termes de l'article 296 du code pénal, la diffamation s'entend de «toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération des personnes ou du corps auquel le fait est imputé».

لو تُحترم هذه القواعد ذات الطابع الأخلاقي، لن يكون مجالا لارتكاب جنح الصحافة.

والواقع أن جنح الصحافة ما فتئت تتكرر إلى درجة أنه يصعب السكوت عنها.

جرائم الصحف يقررها ويعاقب عليها نسان:

- الأمر رقم 156-66 المؤرخ في 8 جوان 1966 المعدل والمتمم الذي يتضمن قانون العقوبات (ج ر رقم 49 بتاريخ 11/6/1966)؛
- القانون العضوي رقم 05-12 المؤرخ في 12 يناير 2012 المتعلق بالإعلام (ج ر رقم 2 بتاريخ 15/1/2012).

- من الناحية القانونية عندما يكون ممكن تطبيق نسان في آن واحد على نفس الواقعة يُطبق المبدأ الذي يقول إن النص الخاص يقيد النص العام. في الحالة الحالية فالنص الخاص هو القانون العضوي المتعلق بالإعلام مقارنة بقانون العقوبات الذي يشكل القواعد العامة.

غير أن القانون العضوي المتعلق بالإعلام، ربما بدافع ضمان شكل من أشكال اللاعقاب للعمل الصحفي، حذف الحبس من الجنح التي قرّرها. وفي نفس الوقت قلّص من عدد الجرائم التي يمكن أن ترتكب بمناسبة أداء العمل الصحفي (العدد لا يتجاوز خمس جنح). وبهذا، يكون هذا القانون العضوي قد ترك خارج مجاله جنح الصحافة الحقيقية وتركها لقانون العقوبات على شدّته.

سنرى فيما يلي جنح الصحافة المنصوص عليها في قانون العقوبات ثم تلك الواردة في القانون العضوي المتعلق بالإعلام.

أ) جنح الصحافة المنصوص عليها في قانون العقوبات

سنكتفي بأربع جنح:

1) القذف

أ) تعريف

وفقا لأحكام المادة 296 من قانون العقوبات، «يعد قذفا كل ادعاء بواقعة من شأنها المساس بشرف واعتبار الأشخاص أو الهيئة المدعى عليها به أو إسنادها إليهم أو إلى تلك الهيئة».

شريكا في جريمة ارتكبتها مجرم محكوم عليه، لأنه يمكن إثبات حقيقة أو زيف هذه المشاركة بالدليل.

ث.2.) واقعة مسندة إلى شخص أو هيئة من شأنها المساس بشرفه واعتباره.

يكفي أن يكون الادعاء أو الإسناد ماسًا بشرف واعتبار الشخص أو الهيئة لتكون الجريمة قائمة.

«فالمساس بالشرف ينتج من إسناد أو ادعاء بكل واقعة مخالفة للوفاء والصدق أو الأخلاق». وليس من الضروري البحث عما إذا كانت الضحية هي في الحقيقة شريفة أم لا. فوصف شخص محكوم عليه وقضى عقوبته بمجرم يشكل قذفاً. فالأشخاص الذين سبق الحكم عليهم وقضوا عقوبتهم يتمتعون بالحماية القانونية على غرار الأشخاص الآخرين ويحظر قذفهم. والواقع أن أخطر مساس بشرف إنسان هو أن يسند إليه الحكم عليه أو متابعته بسبب جنائية أو جنحة، وتعرضه بهذا السبب إلى احتقار العامة، ولو كان قد حكم عليه بالفعل.

«أما المساس باعتبار الشخص، فيتمثل في كل إسناد من شأنه المساس بالموقع الاجتماعي للشخص المقذوف. يقوم القذف في حالة ادعاء أن رجل سياسة قد انغمس في قضية رشوة (Vouin/Rassat). كما يقوم كذلك عندما تكون الواقعة المسندة إلى الضحية تشكل إخلالا ببعض القواعد التي يعتد أناس ينتمون إلى طبقة اجتماعية معينة بأنهم ملزمون بمراعاتها أو يقع عليهم واجب احترامها بالنظر إلى تربيتهم وإلى الوسط الذي يعيشون فيه أو باعتبار التقدير الذي ألفوا أن يحاطوا به. وهكذا يعتبر مساسا بالاعتبار إسناد «حالة جبن (خوف غريزي) أو نميمة أو كذب» (Le Poittevin).

complice d'un criminel condamné, parce que la vérité ou la fausseté de cette complicité peut être établie par preuve.

d. 2.) Un fait portant atteinte à l'honneur et à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé.

Il suffit que l'allégation ou l'imputation soit de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne ou d'un corps pour que l'infraction soit caractérisée.

« L'atteinte à l'honneur résulte de l'imputation ou allégation de tout fait contraire à la loyauté, à l'honnêteté ou à la morale». Il n'est pas nécessaire de rechercher si la victime est réellement honorable. Le fait d'accuser de criminel un homme qui a subi une condamnation et purgé sa peine constitue une diffamation. Les gens qui ont subi une condamnation sont protégés au même titre que tous les autres par la loi qui interdit la diffamation. En fait, une des plus graves atteintes qui puissent être portée à l'honneur d'une personne, c'est de lui imputer d'avoir été condamnée ou poursuivie pour crime ou délit, et de l'exposer, de ce fait, au mépris public, même si elle a été réellement condamnée.

« L'atteinte à la considération d'une personne existe dans toute imputation capable de compromettre le rang social de la personne visée. Il y a diffamation à dire d'un homme politique qu'il a trempé dans une affaire de corruption» (Vouin/Rassat). La diffamation est caractérisée quand le fait imputé à la victime constitue un manquement à certaines règles que se croient tenus d'observer les gens appartenant à une classe donnée de la société ou de respecter certains devoirs que leur imposent leur éducation, le milieu dans lequel ils vivent ou les égards dont ils ont l'habitude d'être entourés. Ainsi constitue une atteinte à la considération l'imputation «d'un fait de poltronnerie, d'un fait de délation ou d'un mensonge» (Le Poittevin).

ضيف ذات المادة: «يعاقب على نشر هذا الادعاء أو ذلك الإسناد مباشرة أو بطريق إعادة النشر حتى ولو تم ذلك على وجه التشكيك أو إذا قصد به شخص أو هيئة دون ذكر الاسم ولكن كان من الممكن تحديدهما من عبارات الحديث أو الصياح أو التهديد أو الكتابة أو المنشورات أو اللافتات أو الإعلانات موضوع الجريمة».

ب) معنى كلمتي الادعاء والإسناد

الادعاء هو مرادف للتأكيد، وهو تصريح يتعلق بواقعة يبقى وجودها خاضعا للأدلة.

الإسناد هو إلحاق واقعة ما لشخص معين.

ت) الأطراف المحمية

إضافة إلى الخواص والهيئات المنظمة، يمكن أن يرتكب القذف في حق شخص أو أكثر بسبب انتمائهم إلى مجموعة عرقية أو مذهبية أو إلى دين معين إذا كان الغرض هو التحريض على الكراهية بين المواطنين أو السكان (المادة 298 فقرة 2 من قانون العقوبات).

ث) الأركان المكونة لجنحة القذف

تفترض جنحة القذف خمس (5) أركان مكونة لها:

ث.1.) ادعاء أو إسناد واقعة معينة

لا تُشكّل واقعة مبهمة أو غير محدّدة قذفا مهما كانت خطورتها، فهي لا تُشكّل إلا سبّا. والوسيلة التي تُمكن من معاينة الطابع المحدد والدقيق لادعاء أو إسناد هو معرفة ما إذا كانت حقيقته أو زيفه قابلا للإثبات. على سبيل المثال: توجد واقعة معينة ودقيقة، وبالتالي تُشكّل قذفا، عندما يُتهم شخص ما بأنه كان

La suite de la disposition stipule : «la publication directe ou par voie de reproduction de cette allégation ou de cette imputation est punissable , même si elle est faite sous forme dubitative ou si elle vise une personne ou un corps non expressément nommés, mais dont l'identification est rendue possible par les termes des discours, cris, menaces, écrits ou imprimés, placards ou fiches incriminés.»

b) Signification des termes allégation et imputation

L'allégation est synonyme d'affirmation, de déclaration relativement à un fait dont l'existence reste à prouver.

L'imputation exprime l'attribution d'un fait à une personne.

c) Les parties protégées

Outre les particuliers et les corps constitués, la diffamation peut être commise envers une ou plusieurs personnes appartenant à un groupe ethnique ou philosophique ou à une religion déterminée lorsqu'elle a pour but d'inciter à la haine entre les citoyens ou les habitants (art. 298 § 3 du code pénal).

d) Eléments constitutifs du délit de diffamation

Le délit de diffamation suppose cinq (5) éléments constitutifs:

d. 1.) Une allégation ou une imputation d'un fait déterminé.

Une allégation vague et indéterminée ne peut pas constituer une diffamation. Si grave soit elle, elle ne peut constituer qu'une injure. Le moyen de constater le caractère déterminé et précis d'une allégation ou d'une imputation est de se demander si sa vérité ou sa fausseté peut être établie par une preuve. A titre d'exemple, il y a un fait déterminé et précis, et par conséquent diffamatoire, quand on traite quelqu'un d'avoir été un

ث.5.) النشر

يعد نشر الادعاء أو الإسناد القذفي عنصرا من العناصر المكونة لجريمة القذف. ويتحقق هذا العنصر بإيصال الادعاء أو الإسناد إلى علم الجمهور عن طريق إحدى وسائل التعبير المذكورة في المادة 296 من قانون العقوبات:

- عبارات خطاب؛
- صياح؛
- تهديد؛
- كتابات أو منشورات؛
- لافتات أو إعلانات.

والمهم أن يكون فعل القذف مسموعا أو مقروءا أو مرئيا من قبل الغير. يتم النشر بفعل الكتابة بمجرد وضعها قيد البيع أو التوزيع. والنشر يكمن كذلك في الرسوم والنقوش والطلاء، والشعرات والصور المعروضة على البيع، أو البيع بالتجول، وتوزيعها على الجمهور أو عرضها له.

تعتبر مسألة النشر من مسائل الموضوع التي ينبغي أن يثبتها صراحة حكم الإدانة.

ج) المتابعة الجزائية

تتم المتابعة الجزائية في مادة القذف، بما في ذلك الجرائم المنصوص عليها في القانون العضوي المتعلق بالإعلام وكذا قانون العقوبات، وفقا لقواعد قانون الإجراءات الجزائية. ولا تحتاج المتابعة الجزائية إلى شكوى الضحية لتحريك الدعوى العمومية. يمكن للنياية العامة أن تتحرك تلقائيا للقيام بالمتابعة الجزائية دون انتظار شكوى الضحية. ولا تتوقف المتابعة بشأن قذف الخواص إلا بصفح الضحية (المادة 298 فقرة 2 من قانون العقوبات) أو في حالة السب (المادة 299 فقرة 2 من نفس القانون). يمكن كذلك لضحية القذف أن تقدم شكوى مع تأسيسها كطرف مدني أما قاضي التحقيق (المادة 72 من قانون الإجراءات الجزائية)، ويمكنها كذلك أن تكلف بالحضور مباشرة الفاعل للمثول أمام المحكمة بدون ترخيص من النيابة العامة (المادة 337 مكرر من نفس القانون)، وهذه الإمكانية غير متاحة في جُرح الصحافة الأخرى حيث يكون ترخيص النيابة العامة ضروريا للتحرك.

d.5.) Une publicité

La publicité de l'allégation ou de l'imputation diffamatoire est un élément constitutif de la diffamation. Elle se réalise en portant à la connaissance du public l'allégation ou l'imputation par l'une des formes d'expression énumérées à l'article 296 du code pénal:

- les termes d'un discours;
- les cris;
- les menaces,
- les écrits ou imprimés;
- les placards ou affiches.

L'essentiel c'est que le fait diffamatoire soit entendu, lu ou vu par des tiers. La publicité existe dans les écrits du seul fait de leur mise en vente ou distribution. Elle existe aussi dans les dessins, gravures, peinture, emblèmes et image mis en vente, colportés, distribués ou exposés en public.

La publicité est un élément de fait que le jugement de condamnation doit expressément constater.

e) La poursuites pénales

La poursuite pénale en matière de diffamation, comme toutes les infractions prévues par la loi organique relative à l'information et par le code pénal, a lieu conformément aux règles du code de procédure pénale. Nul besoin de plainte pour la mise en mouvement de l'action publique. Le ministère public peut agir d'office et faire déclencher des poursuites pénales sans attendre la plainte de la victime. Seul le pardon de la victime peut mettre fin aux poursuites pénales dans le cas de la diffamation commise envers des particuliers (art. 298 § 2 CP) ou d'injure que l'on verra après (art. 299 CP). La victime d'une diffamation peut également porter plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction (art. 72 du code de procédure pénale). Elle peut même citer l'auteur d'une diffamation directement devant le tribunal sans l'autorisation du ministère public. Ce n'est pas le cas dans les autres délits de presse (art. 337 bis du code de procédure pénale) où l'autorisation du parquet est nécessaire pour agir.

ث.3.) شخص أو هيئة مسّها الادعاء أو الإسناد القذفي

يجب أن يكون الادعاء أو الإسناد موجها إلى شخص أو هيئة معينة. ولا يشترط أن تكون الهيئة أو الشخص مذكور باسمه صراحة، ولكن يكفي أن يكون موصوفا بالقدر الذي يمكن الجمهور من التعرف على أن الكلام أو الكتابة القاذفة موجهة إليه. فهذا هو معنى المادة 296 من قانون العقوبات التي تعاقب على نشر الادعاء أو الإسناد مباشرة أو بطريق إعادة النشر، حتى ولو تم ذلك على وجه التشكيك أو إذا قصد به شخصا أو هيئة دون ذكر الاسم ولكن كان من الممكن تحديدهما من عبارات الحديث أو الصياح أو التهديد أو الكتابة أو المنشورات أو اللافتات أو الإعلانات موضوع الجريمة.

عندما يكون النشر موجّها إلى مجموعة ما ينتمي إليها أشخاص متعدّدون، يتعيّن التمييز بين ما إذا كان القذف موجها إلى المجموعة دون قصد المساس بأحد أعضائه أو كان موجها بالكيفية التي يمس بها شخصا كل واحد من هذه المجموعة. في الحالة الأولى، فالمجموعة وحدها هي التي يحق لها أن تتحرك، أما في الحالة الثانية، فيحق لكل واحد من أشخاص المجموعة أن يطلب تعويضا عن الضرر الذي لحق به.

ث.4.) القصد الجرمي (أو الجنائي)

يكمن القصد الجرمي (أو الجنائي) في أن فاعل القذف كان في وقت التصريح بالادعاء أو الإسناد، على وعي بالطابع الجرمي للفعل الذي ارتكبه، وذلك بصرف النظر عن الدافع الذي أدى به إلى ذلك، وهناك قرينة على أن نشر الإسناد القذفي تم عن قصد جرمي، ولا يمكن للمتهم أن يستبعد إلا إذا قدّم دليلا على خلا ف ذلك.

d.3.) Une personne ou un corps atteint par l'allégation ou l'imputation diffamatoire

L'allégation ou l'imputation doit avoir été adressée à une personne ou à un corps déterminé. Il n'est pas nécessaire que la personne ou le corps soit expressément nommé ; mais il faut qu'ils soient suffisamment désignés pour que le public puisse comprendre contre qui le propos ou l'écrit diffamatoire est dirigé. C'est dans ce sens que va l'article 296 du code pénal qui rend punissable la publication directe ou par voie de reproduction de l'allégation ou de l'imputation, même si elle est faite sous forme dubitative ou si elle vise une personne ou un corps non expressément nommés, mais dont l'identification est rendue possible par les termes des discours, cris, menaces, écrits ou imprimés, placards ou fiches incriminés.

Lorsque la diffusion est dirigée contre une collectivité de personnes, il faut distinguer suivant que c'est la collectivité même qui est visée, sans intention d'atteindre personnellement un de ses membres ou que les imputations sont dirigées de telle sorte qu'elles rejaillissent individuellement sur chacune des personnes qui constituent la collectivité. Dans le premier cas, la collectivité seule peut agir si elle a le caractère d'une personne morale ; dans le second cas, chaque membre de la collectivité peut demander la réparation du préjudice qui lui a été causé.

d.4.) L'intention coupable

L'intention coupable consiste en ce que l'auteur de la diffamation ait eu, au moment de formuler l'allégation ou l'imputation, conscience du caractère répréhensible de l'acte qu'il a commis indépendamment du motif qui l'a poussé à le faire. La publication de l'imputation diffamatoire est réputée faite avec une intention coupable. C'est au prévenu à rapporter la preuve du contraire.

مرتكب السب الضحية بتوصيفها على أنها شخص مشوه السمعة، غير شريف، مذل، لا يستحق الاحترام، جدير بالإدانة أخلاقيا...

قدح: القدح هو سلسلة من الكلمات أو التعابير الموجهة إلى شخص لتحميله العديد من أوصاف الشتم بقصد تشويه سمعته، والحديث عنه بسوء.

ت) الأركان المكونة لجريمة السب

ت.1.) الركن القانوني

الأساس القانوني الذي تنبني عليه جريمة السب ومعاقبتها جزائيا يكمن في المواد 297، 298 مكرر و299 من قانون العقوبات.

ت.2.) الركن المادي

يكمن هذا الركن في التعابير التي نطق بها فاعل السب. فالعبارات التي نطق بها يجب أن تكون مشينة أو تتضمن تحقيرا أو قدحا. وليس لازما أن تتضمن إسناد واقعة كما هو الحال بالنسبة إلى القذف.

في المقام الثاني، ينبغي أن تكون التعابير موجهة إلى شخص مُعرّف أو يمكن التعرف عليه.

ت.3.) الركن المعنوي

ينبغي أن يكون مرتكب السب واعيا بالطابع المشين للتعابير التي نطق بها وأنها تمس بشرف الضحية.

ث) العلنية بالنسبة للسب العلني .

السب العلني معلوم بطبيعته لدى الغير. ولكن ما هو الحال بالنسبة للسب الذي لم يكن علنيا؟ أكد أن المادة 297 من قانون العقوبات الخاصة بالسب لم تشر إلى العلنية، ولكن يمكن الاستنتاج من القاعدة ذاتها أن السب لا ينقصه إلا إسناد واقعة معينة ليكون قذفا، أما العناصر الأخرى للقذف فهي كلها موجودة في السب. إضافة إلى ذلك، فإنه تطبيقا للمادة 463 من قانون

laquelle l'auteur de l'injure dépeint la victime en la qualifiant de personne déconsidérée, déshonorée, abjecte, indigne d'estime, moralement condamnable...

Invective: Une invective est une série de paroles ou d'expressions adressée à une personne pour l'accabler de nombreux qualificatifs insultants en vue de la dénigrer, de dire du mal d'elle.

c) Eléments constitutifs de l'infraction d'injure

c.1.) L'élément légal

La base légale pour retenir l'injure comme infraction prévue et punie par la loi pénale se trouve dans les articles 297, 298 bis et 299 du code pénal.

c.2.) L'élément matériel

Il se concrétise dans les propos tenus par l'auteur de l'injure. Les propos tenus doivent être outrageants, méprisants ou renfermant des invectives. Il n'est pas nécessaire qu'ils véhiculent l'imputation d'un fait, comme c'est le cas dans la diffamation.

En second lieu, les propos doivent être adressés à une personne identifiée ou identifiable.

c.3.) L'élément moral

Il faut que l'auteur de l'injure soit conscient du caractère outrageant des propos qu'il a tenus et de l'atteinte qu'ils portent à l'honneur de la victime.

d) La publication pour les injures publiques

Les injures publiques sont, de par leur nature, connues par les tiers. Quid de celles qui ne sont pas publiques. Certes, l'article 297 CP ne parle pas, en ce qui concerne l'injure, de publicité, mais on peut déduire de cette même disposition que seule l'imputation d'un fait précis manque à l'injure pour qu'elle constitue une diffamation, les autres éléments de la diffamation demeurant intangibles dans l'injure. En outre, en application de l'article 463 CP, l'absence de publicité dis-

ح) القمع (الجزاء)

- يعاقب على القذف الموجه إلى الأفراد بالحبس من شهرين (2) إلى ستة (6) أشهر وبغرامة من 25.000 دج إلى 50.000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين.

- يعاقب على القذف الموجه إلى شخص أو أكثر بسبب انتمائهم إلى مجموعة عرقية أو مذهبية أو إلى دين معين بالحبس من شهر واحد (1) إلى سنة واحدة (1) وبغرامة من 10.000 دج إلى 100.000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين، إذا كان الغرض هو التحريض على الكراهية بين المواطنين أو السكان.

خ) أجل رفع الدعوى القضائية عندما يشكل القذف جنحة صحافة

تتقدم الدعوى العمومية والدعوى المدنية المتعلقة بالجنح المرتكبة عن طريق الصحافة المكتوبة أو السمعية البصرية أو الإلكترونية، بعد مضي ستة (6) أشهر كاملة ابتداء من تاريخ ارتكابها.

نظرا للطابع العام لهذه القاعدة، يمكن القول إنها تنطبق على كل جنح الصحافة مهما كان أساسها القانوني.

(2) السَّب

(أ) تعريف

يعد سبّا كل تعبير مشين أو عبارة تتضمن تحقيرا أو قدحا لا ينطوي على إسناد أية واقعة، مُوجّه عن قصد إلى شخص بهدف جرح مشاعره، بالسعي إلى مساسه في تقديره لذاته، وفي شرفه وكرامته.

ب) تعريف الكلمات المستعمل في قانون العقوبات

تعبير مشين: هو التعبير الذي من طبيعته أن يمس بحساسية الإنسان والاحترام الواجب له.

عبارة تتضمن تحقيرا: هي العبارة التي يصف بها

f) La répression

- La diffamation commise envers des particuliers est punie d'un emprisonnement de deux (2) à six (6) mois et d'une amende de 25.000 DA à 50.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement (art. 298 § 1).

- La diffamation commise envers une ou plusieurs personnes appartenant à un groupe ethnique ou philosophique ou à une religion déterminée lorsqu'elle a pour but d'inciter à la haine entre les citoyens ou les habitants est punie d'un emprisonnement d'un (1) mois à un (1) an et d'une amende de 10.000 DA à 100.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement(art. 298 § 2).

g) Délai pour engager une action en justice lorsque la diffamation constitue un délit de presse

Aux termes de l'article 124 de la loi organique relative à l'information, l'action publique et l'action civile relatives aux délits commis par voie de presse écrite, audiovisuelle ou en ligne se prescrivent par six (6) mois révolus à compter du jour où ils ont été commis.

Compte tenu du caractère général de cette disposition, ce délai s'applique à tous les délits de presse quelle qu'en soit la base légale.

2) L'injure

a) Définition

L'injure est toute expression outrageante, terme de mépris ou invective ne renfermant aucune imputation, adressée délibérément à une personne dans le but de la blesser moralement, en cherchant à l'atteindre dans son estime de soi, son honneur ou sa dignité.

b) Définition des mots employés par le code pénal

Expression outrageante: C'est l'expression de nature à porter atteinte à l'honneur, à la délicatesse ou au respect du à une personne.

Terme de mépris: C'est l'expression par

من كانوا مستقزين، أو على الأقل تكون عقوبتهم مخففة. فمسألة الاستقزاز من السلطة التقديرية لقضاة الموضوع. فهم الذين يقررون بالنظر إلى ظروف الحال ما إذا كان هناك استقزاز أم لا. حتى وإن لم يكن الاستقزاز مقررًا صراحة في قانون العقوبات في جنحة السب، فإن قضاة الموضوع بما لديهم من السلطة التقديرية للوقائع يمكنهم الاعتداد به عند تحديد العقوبة.

د) المتابعة الجزائية

على غرار المتابعة في القذف، لا تشترط المتابعة في السب شكوى مسبقة للضحية، بحيث يمكن للنيابة العامة أن تتحرك تلقائيًا لمتابعة مرتكب السب دون انتظار شكوى الضحية. ويحق كذلك للضحية أن تضع شكواها مع ادعاء مدني أمام قاضي التحقيق طبقًا للمادة 72 من قانون الإجراءات الجزائية.

غير أن في مسألة سب الأفراد الخواص يمكن وقف المتابعة الجزائية على إثر صفح الضحية (المادة 299 من قانون العقوبات).

وإمكانية الصفح هذه ليست متاحة عندما يكون السب مرتكبًا في حق شخص أو أشخاص ينتمون إلى مجموعة عرقية أو مذهبية أو إلى دين معين (المادة 298 مكرر ق ع)، ربما لأن المشرع يرى أن مثل هذا السب يمس بالنظام العام ويتجاوز إرادة الضحية بوضع حد للمتابعة الجزائية بمجرد صفحه.

ر) قمع السب

يعاقب السب الموجه إلى فرد من الأفراد الخواص بعقوبة حبس من شهر واحد (1) إلى ثلاثة (3) أشهر أو بغرامة من 10.000 دج إلى 25.000 دج (المادة 299 ق ع).

يعاقب السب الموجة إلى شخص أو أشخاص ينتمون إلى مجموعة عرقية أو مذهبية أو إلى دين معين بالحبس من خمسة (5) أيام إلى ستة (6) أشهر وبغرامة من 5.000 دج إلى 50.000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط.

atténuées. La question de la provocation relève de l'appréciation souveraine des juges de fond. C'est à eux, compte tenu des circonstances, de dire s'il y a provocation ou non. Même, si la provocation n'est pas prévue expressément par le code pénal pour les injures délictuelles, les juges de fond, de par leur pouvoir souverain d'appréciation des faits, peuvent en tenir compte dans la détermination de la peine.

ي) Les poursuites pénales

Comme en matière de diffamation, le déclenchement des poursuites pénales n'est pas subordonné à la plainte préalable de la victime. Le ministère public peut agir d'office pour poursuivre l'auteur d'une injure sans attendre la plainte de la victime. La victime peut également agir conformément à l'article 72 du CPP en déposant plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction.

Mais en matière d'injure commise envers des particuliers pris individuellement, le pardon de la victime met fins aux poursuites pénales (art.299 CP).

Cette possibilité du pardon de la victime n'est pas offerte quand il s'agit de l'injure commise envers la ou les personnes appartenant à un groupe ethnique ou philosophie ou à une religion déterminée (art. 298 bis). On pense que le législateur considère que ce genre d'injure relève de l'ordre public et dépasse la seule volonté de la victime de mettre fin aux poursuites pénale par son simple pardon.

ج) La répression de l'injure

L'injure commise envers une ou plusieurs personnes (particuliers) est punie d'un emprisonnement d'un (1) à trois (3) mois et d'une amende de 10.000 DA à 25.000 DA (art. 299 CP).

L'injure commise envers une ou plusieurs personnes appartenant à un groupe ethnique ou philosophique ou à une religion déterminée est punie d'un emprisonnement de cinq (5) jours à six (6) mois et d'une amende de 5.000 DA à 50.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

العقوبات، فغياب العلنية يحول جنحة السب المنصوص عليها في المواد 297، 298 مكرر و299 ق ع إلى مخالفة معاقب عليها بغرامة بسيطة: من 3.000 دج إلى 6.000 دج. ومن ثم، فإن السب، لكي يكون له طابع الجنحة، ينبغي أن يكون علنيًا.

ج) تحويل السب إلى جنحة صحفية

لكي يشكل السب جنحة صحفية، ينبغي أن يكون مرفوعًا إلى علم الجمهور بإحدى الوسائل التي يمارس بها العمل الصحفي: كل وسيلة مكتوبة أو مسموعة أو متلفزة أو إلكترونية، وتكون موجهة للجمهور.

ح) التفرقة بين السب والقذف

القاعدة الجزائية الواردة في المادة 297 من قانون العقوبات تميز بين السب والقذف في كون السب لا يشترط إسناد أية واقعة معينة، أية واقعة محددة مسندة إلى الضحية.

فالسب هو بمثابة قذف ينقصه الإسناد للضحية لواقعة محددة.

خ) الأشخاص المحميون من السب

هناك فينتان من الأشخاص الذين يحميهم القانون ضد السب:

- الشخص أو الأشخاص الذين ينتمون إلى مجموعة عرقية أو مذهبية أو إلى دين معين؛

- الأفراد الخواص.

د) ما هو الأمر بالنسبة لعذر الاستقزاز؟

لم يقرر المشرع عذر الاستقزاز بالنسبة للسب المنصوص عليه في المواد 298 مكرر و299 من قانون العقوبات، غير أن عذر الاستقزاز موجود في السب الوارد في المخالفة المنصوص عليها في المادة 463 فقرة 2 من قانون العقوبات التي تصرح: «يعاقب بغرامة من 3.000 إلى 6.000 دج، ويجوز أن يعاقب أيضًا بالحبس لمدة ثلاثة (3) أيام على الأكثر، كل من ابتدر أحد الأشخاص بالفاظ سب غير علنية دون أن يكون قد استقزه». يمكن الاستنتاج إذن أن الاستقزاز قد يعفي من العقوبة

qualifie le délit d'injure des articles 297, 298 bis et 299 CP. Il devient alors une simple contravention d'injure non publique punie d'une simple amende contraventionnelle (3.000 à 6.000 DA). De fait, pour que l'injure conserve le caractère délictuel, elle doit être publique.

ه) Transformation de l'injure en délit de presse

Pour constituer un délit de presse, l'injure doit avoir été portée à la connaissance du public par l'un des moyens de l'activité de l'information : tout support écrit, sonore, télévisuel ou électronique, à destination du public.

ف) Différence entre injure et diffamation

La disposition pénale (art.297 CP) fait la différence entre l'injure et la diffamation en ce que l'injure ne suppose l'imputation d'aucun fait déterminé, d'aucun fait précis attribué à la victime.

L'injure, c'est, en quelque sorte, la diffamation moins l'imputation d'un fait précis.

ج) Personnes protégées contre l'injure

Il y a deux catégories de personnes que la loi protège contre l'injure:

- la personne ou les personnes qui appartiennent à un groupe ethnique ou philosophique, ou à une religion déterminée;

- les particuliers.

ه) Quid de l'excuse de provocation?

L'excuse de provocation n'est pas prévue pour les injures délictuelles des articles 298 bis et 299 CP, mais on la trouve dans l'injure contraventionnelle de l'article 463 § 2 CP : « Ceux qui, sans avoir été provoqués, profèrent contre quelqu'un des injures non publiques sont punis d'une amende de 3.000 à 6.000 DA et peuvent l'être, en outre de l'emprisonnement pendant trois jours au plus ». On pourrait en déduire donc que ceux qui ont été provoqués seraient dispensés de la peine ou du moins condamnés à des peines

k) **Délai pour introduire une action en justice lorsque l'injure constitue un délit de presse**

C'est le même délai qu'en matière de diffamation. L'article 124 de la loi organique relative à l'information stipule que l'action publique et l'action civile relatives aux délits commis par voie de presse écrite, audiovisuelle ou en ligne se prescrivent par six (6) mois révolus à compter du jour où ils ont été commis.

Ce délai est applicable lorsque l'injure constitue un délit de presse. Dans les autres cas, c'est la règle de la prescription du délit de droit commun qui est applicable conformément au code de procédure pénale.

3) **Offense au président de la république**

a) **Définition**

L'offense est l'acte ou la parole qui blesse moralement. Aux termes de l'article 144 bis du code pénal, l'offense au président de la république se réalise par une expression outrageante, injurieuse ou diffamatoire émise à son endroit.

b) **Paroles caractérisant l'offense**

Il s'agit d'une expression:

- **outrageante** (de nature à porter atteinte à l'honneur, à la délicatesse ou au respect dû au président de la république ;
- **injurieuse** (qui blesse moralement, en cherchant à l'atteindre dans son estime de soi, son honneur ou sa dignité) ;
- ou **diffamatoire**(qui renferme une allégation d'un fait qui est de nature à porter atteinte à son honneur ou à sa considération).

c) **Moyens de l'offense**

L'offense est réalisée par:

- voie d'écrit;
- de dessin;
- de déclaration;

ز) **أجل رفع الدعوى عندما يشكل السبب جنحة صحفية**

هو الأجل نفسه المحدد للكذب. فعندما يشكل السبب جنحة صحفية، تطبق المادة 124 من القانون العضوي المتعلق بالإعلام التي تنص على أن الدعوى العمومية والدعوى المدنية المتعلقة بالجنح المرتكبة عن طريق الصحافة المكتوبة أو السمعية البصرية أو الإلكترونية، تتقدمان بعد مضي ستة (6) أشهر كاملة ابتداء من تاريخ ارتكابها.

ينطبق هذا الأجل عندما يشكل السبب جنحة صحفية. وما عدا ذلك ففي الحالات الأخرى فقواعد التقادم المطبقة هي القواعد العامة المنصوص عليها في قانون الإجراءات الجزائية.

3) **إساءة إلى رئيس الجمهورية**

أ) **تعريف**

الإساءة فعل أو قول يجرح مشاعر الموجّه إليه. طبقاً لأحكام المادة 144 مكرر من قانون العقوبات. تحدث الإساءة إلى رئيس الجمهورية بعبارة تتضمن إهانة أو سبا أو قذفاً أطلقت في حقّه.

ب) **العبارات المكونة للإساءة**

يتعلق الأمر بعبارة:

- **مُهَيِّنَة** (من طبيعتها المساس بالشرف وبالحساسية وبالاحترام الواجب لرئيس الجمهورية)؛
- **تتضمن سبا** (أي التي تجرحه معنوياً، وتبحث عن مساسه في مشاعره الذاتية وشرفه وكرامته)؛
- **أو قذفاً** (أي تتضمن ادعاء أو إسناد لواقعة ماسّة بالشرف أو الاعتبار).

ت) **وسائل الإساءة**

تتحقق الإساءة عن طريق:

- الكتابة؛
- الرسم؛
- التصريح؛

- de tout autre support de la parole ou de l'image;
- de support électronique, informatique ou informationnel.

Deux cas de figure

- l'offense commise par un particulier;
- l'offense commise par l'intermédiaire d'une publication.

Les deux cas se distinguent par les moyens utilisés et la gravité de la peine encourue par les auteurs.

d) **L'offense commise par un particulier**

L'article 144 bis du code pénal, introduit par la loi n° 01-09 du 26 juin 2001, punit toute personne qui offense le président de la république d'un emprisonnement de trois (3) mois à douze (12) mois et d'une amende de 30.000 DA à 250.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, les peines d'emprisonnement et d'amende ci-dessus sont portées au double.

e) **L'offense commise par l'intermédiaire d'une publication**

Lorsque l'offense au président de la république est commise par l'intermédiaire d'une publication quotidienne, hebdomadaire, mensuelle ou autre, les poursuites sont engagées contre l'auteur de l'offense, les responsables de la publication et de la rédaction, ainsi qu'à l'encontre de la publication elle-même (ici c'est la personne morale qui est visée, elle peut être pénalement et civilement responsable).

Dans ce cas, les auteurs de l'infraction sont punis d'un emprisonnement de trois (3) mois à douze (12) mois et d'une amende de 50.000 DA à 250.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement. La publication quant à elle (en tant personne morale) encourt une peine d'amende de 500.000 DA à 2.500.000 d'amende.

- كل دعامة لنقل الكلمة أو الصورة؛

- كل دعامة إلكترونية، معلوماتية أو إخبارية.

هناك حالتان من الإساءة:

- الإساءة المرتكبة من أحد الخواص؛

- الإساءة المرتكبة عن طريق النشر.

تختلف الحالتان من حيث الوسائل المستعملة ومن حيث خطورة العقوبة المسلطة على المرتكبين.

ث) **الإساءة المرتكبة من قبل أحد الخواص**

تعاقب المادة 144 مكرر من قانون العقوبات المستحدثة بموجب القانون رقم 01-09 المؤرخ في 26 يونيو 2001 بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى اثني عشر (12) شهراً وبغرامة من 50.000 دج إلى 250.000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط كل من أساء إلى رئيس الجمهورية.

في حالة العود، تضاعف عقوبات الحبس والغرامة المنصوص عليها في الفقرة أعلاه.

ج) **الإساءة المرتكبة بواسطة النشر**

عندما ترتكب الإساءة في حق رئيس الجمهورية بواسطة نشره يومية أو أسبوعية أو شهرية أو غيرها، فإن المتابعة الجزائية تتخذ ضد مرتكب الإساءة وضد المسؤولين عن النشرية وعن تحريرها وكذلك ضد النشرية نفسها (هنا، فالشخص المعنوي هو المقصود، ذلك أنه يمكن أن يكون مسؤولاً جزائياً ومدنياً).

في هذه الحالة، يعاقب مرتكبو الجريمة بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى اثني عشر (12) شهراً وبغرامة من 50.000 دج إلى 250.000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط. وتعاقب النشرية (باعتبارها شخصاً معنوياً) بغرامة من 500.000 دج إلى 2.500.000 دج.

حقيرة ودوافع مخلة بالشرف أو بالكرامة.

ودائما حسب الاجتهاد القضائي، لا يحق لمرتكب الإساءة، من أجل إبعاد التهمة عليه، أن يدفع بأنه لم يفعل إلا نقل مقاطع مأخوذة من كتاب أو مرافعة قضائية. (جنائي 21.12.1966، اجتهاد قضائي مستشهد به في نفس المصدر) ويمكن أن تكون الإساءة قائمة في حالة رسم يكون موضحا بنص.

ومع ذلك، ينبغي الإشارة إلى أن جريمة الإساءة إلى رئيس الجمهورية تبقى جريمة خاصة، وإذا طغى عليها الطابع السياسي، فيمكن أن تترتب عنها بعض الآثار. فعلى سبيل المثال، فمرتكب الجريمة السياسية لا يمكن أن يكون موضوع تسليم إلى بلد أجنبي ولا تطبيق عليه إجراءات الإكراه البدني (المادة 600 من قانون الإجراءات الجزائية).

4) الإساءة إلى الرسول (صلى الله عليه وسلم) أو بقية الأنبياء أو استهزاء بالمعلوم من الدين بالضرورة أو بأية شعيرة من شعائر الإسلام

(أ) عموميات

- استُحدثت هذه الجريمة في قانون العقوبات بموجب القانون رقم 01-09 المؤرخ في 26 يونيو 2001 الذي أضاف المادة 144 مكرر 2. وتهدف القاعدة إلى الوقاية، وعند الحاجة، إلى قمع نوعيين من الجرائم.

- الإساءة إلى رسول الإسلام محمد (صلى الله عليه وسلم) وبقية الأنبياء على غرار عيسى، نبي المسيحية أو موسى نبي اليهودية، عليهما السلام.

- استهزاء (انتقاد أو التقليل من القيمة المعنوية) بالمعلوم من الدين بالضرورة (قيم معصومة) أو بأية شعيرة من شعائر الإسلام (تعاليم وقواعد السلوك).

(ب) وسائل ارتكاب الجريمة

- ترتكب جريمة الإساءة إلى الرسول (صلى الله عليه وسلم) أو الاستهزاء بالمعلوم من الدين الإسلامي أو بأية شعيرة من شعائره عن طريق:

même auteur, apparait dans l'imputation de sentiments vils, de mobiles déshonorants ou indignes.

L'auteur de l'offense, ne peut, pour se disculper, invoquer qu'il n'a fait que reprendre des extraits d'un livre ou d'une plaidoirie prononcée en justice (crim. 21.12.1966-jurisprudence rappelée par la même source) L'offense peut être constituée par un dessin, éclairé par un texte.

Il faut noter, cependant, que l'infraction d'offense au Président de la République demeure un délit spécifique, et si elle présente un caractère politique elle peut entraîner les conséquences qui en découlent. L'auteur ne peut, par exemple, faire l'objet d'une demande d'extradition ou d'une contrainte par corps (art. 600 du code de procédure pénale).

4) Offense au prophète (QSSSL) ou autres envoyés de Dieu et dénigrement du dogme et des préceptes de l'Islam.

a) Généralités

- Cette incrimination a été introduite dans le code pénal par la loi n° 01-09 du 26 juin 2001 qui a créé l'article 144 bis 2. La disposition pénale vise à prévenir et, au besoin, à réprimer deux types d'infractions :

- L'offense au prophète de l'Islam Mohamed (paix et salut soient sur lui) et les autres envoyés de Dieu tels que Aïssa (Jésus de Nazareth), le prophète du christianisme, ou Moussa (Moïse), le prophète du judaïsme, que le salut soit sur eux.

- Le dénigrement (critique, dépréciation de la valeur morale) du dogme (principes incontestables) et des préceptes (enseignements, règles de conduite) de l'Islam.

b) Les moyens de commettre l'infraction

- L'offense du prophète (QSSRL) ou le dénigrement du dogme et des préceptes de l'Islam peuvent se commettre par :
- voie d'écrit ;

في حالة العود، تضاعف عقوبات الحبس والغرامة المنصوص عليها أعلاه.

وهذه الجنحة هي جنحة صحافة بامتياز.

ح) المتابعة الجزائية في حالة الإساءة إلى رئيس الجمهورية.

في هذه الحالة تباشر النيابة العامة إجراءات المتابعة الجزائية تلقائيا.

خ) تطبيقات القاعدة المتعلقة بالإساءة إلى رئيس الجمهورية

تعتبر هذه القاعدة حديثة النشأة (2001)، ولا يبدو أنها عرفت تطبيقا ما. لذلك سنرى تفسيراتها في فرنسا حيث توجد هذه القاعدة منذ زمن طويل.

حسب الأستاذ «ميشال-لور راسات»، بشأن تفسير النص الذي يجرم فعل الإساءة إلى رئيس الجمهورية، فإن الاجتهاد القضائي قد ميّز في بادئ الأمر بين الانتقاد السياسي ولو كان لاذعا والتّهجّم الموجّه ضد شخص رئيس الجمهورية. وقد قرّر فيما بعد أنه، إذا كان النقاش الحرّ حقا لكل مواطن، حتى بالنسبة للأعمال السياسية لرئيس الجمهورية، فإن ممارسة هذا الحق يتوقف حيث تبدأ الإساءة، بحيث تكون الإساءة الموجّهة بمناسبة أفعال سياسية تمسّ بالضرورة الشّخص. « وهذا لا يعني أن انتقاد الأعمال السياسية هو بالضرورة إساءة لشخص رئيس الجمهورية، ولكن فقط أن الإساءة لشخصه معاقب عليه، ولو ارتكبت بمناسبة انتقاد لأعمال سياسية، سواء كان هذا الانتقاد من فعل صحفي أو رجل سياسة أو مؤرخ أو أي شخص آخر».

وتتجسد هذه الإساءة، حسب ذات المصدر في عبارات مشينة أو سب أو قذف موجهة إلى رئيس الجمهورية سواء بمناسبة ممارسته لوظيفته الرئاسية أو في حياته الخاصة. ويبرز قصد الإساءة، حسب نفس المؤلف، في إسناد مشاعر

En cas de récidive, les peines d'emprisonnement et d'amende indiquées ci-dessus sont portées au double.

Ce cas est un délit de presse par excellence.

d) Les poursuites pénales en matière d'offense au Président de la République

Les poursuites pénales en cette matière sont engagées d'office par le ministère public.

e) Les applications de la règle relative à l'offense au Président de la République

Ce délit est de création récente (2001), et il ne semble pas qu'il ait reçu une quelconque application. Aussi verra-t-on l'interprétation qui en est faite en France dans la mesure où pareille règle y existe depuis assez longtemps.

D'après le professeur Michèle-Laure RASSAT (droit pénal spécial), dans l'interprétation du texte qui incrimine l'offense au Président de la République, la jurisprudence a tout d'abord distingué entre la critique, même acerbe, d'une politique et l'attaque dirigée contre la personne du Président. Elle a ensuite décidé que, si le droit de libre discussion appartient à tout citoyen, même à l'égard des actes politiques du Président de la République, l'exercice de ce droit s'arrête où commence l'offense, de sorte que l'offense adressée à l'occasion d'actes politiques atteigne nécessairement la personne. « Cela ne doit pas signifier qu'une critique des actes politiques est nécessairement offensante pour la personne du Président de la République, mais tout simplement que l'offense à sa personne est punissable, même si elle est commise à l'occasion de la critique des actes politiques, que cette critique soit le fait d'un journaliste, d'un homme politique, d'un historien ou de quiconque».

Cette offense est concrétisée par l'expression de vocables outrageants, injurieux ou diffamatoires adressés au Président de la République, que ce soit à l'occasion de l'exercice de la première magistrature ou dans sa vie privée. L'intention d'offenser, selon le

- de dessin,
- de déclaration ;
- de tout autre moyen.

Comme l'injure, cette infraction devient un délit de presse lorsqu'elle est commise par la publication ou la diffusion de l'offense ou du dénigrement par tout moyen d'information, c'est-à-dire tout support écrit, sonore, télévisuel ou électronique, à destination du public.

c) La poursuite pénale

Les poursuites pénales sont engagées d'office par le ministère public à l'encontre de l'auteur de cette infraction.

En application de l'article 115 de la loi organique relative à l'information, tout écrit ou illustration publié par une publication périodique ou un organe de presse électronique engage la responsabilité du directeur responsable de la publication ou du directeur de l'organe de presse électronique ainsi que celle de l'auteur de l'écrit ou de l'illustration.

Toute information sonore et/ou visuelle diffusée par un service de communication audiovisuelle ou en ligne engage la responsabilité du directeur du service de communication audiovisuelle ou en ligne et de l'auteur de l'information diffusée.

Dans tous les cas, la personne morale dont relèvent ces derniers peut être mise en cause que ce soit sur le plan pénal ou civil.

En effet, aux termes de l'article 51 bis (introduit dans le code pénal par la loi n° 04-15 du 10 novembre 2004), la personne morale, à l'exclusion de l'Etat, des collectivités locales et des personnes morales de droit public), est responsable pénalement, lorsque la loi le prévoit, des infractions commises, pour son compte, par ses organes et représentants légaux.

La responsabilité pénale de la personne morale n'exclut pas celle de la personne physique auteur ou complice des mêmes faits. Même

- الكتابة؛
- الرسم؛
- التصريح؛
- أية وسيلة أخرى.

على غرار السب تصبح هذه الجريمة جنحة صحفية عندما ترتكب الإساءة أو الاستهزاء عن طريق النشر أو التوزيع بكل وسيلة من وسائل الإعلام، سواء كانت دعامة كتابية أو صوتية أو مرئية أو الكترونية، موجهة إلى الجمهور.

ت) المتابعة الجزائية

تباشر النيابة العامة إجراءات المتابعة الجزائية تلقائياً، ضد مرتكب هذه الجريمة.

تطبيقاً للمادة 115 من القانون العضوي المتعلق بالإعلام، يتحمل المدير مسؤول النشريات أو مدير جهاز الصحافة الإلكترونية، وكذا صاحب الكتابة أو الرسم مسؤولية كل كتابة أو رسم يتم نشرهما من طرف نشرية دورية أو صحافة إلكترونية.

ويتحمل مدير خدمة الاتصال السمعي البصري أو عبر الانترنت وصاحب الخبر الذي بثه، يتحمل المسؤولية عن الخبر السمعي و /أو البصري الذي تم بثه من قبل خدمة الاتصال السمعي البصري أو عبر الإنترنت.

في جميع الحالات، تُرهن المسؤولية الجزائية والمدنية للشخص المعنوي الذي يتبع إليه هؤلاء.

وبالفعل، وفقاً لأحكام المادة 51 مكرر من قانون العقوبات المستحدثة بموجب القانون رقم -04-15 المؤرخ في 10 نوفمبر 2004، باستثناء الدولة والجماعات المحلية والأشخاص المعنوية الخاضعة للقانون العام، يكون الشخص المعنوي مسؤولاً جزائياً عن الجرائم التي ترتكب، لحسابه، من طرف أجهزته أو ممثليه الشرعيين عندما ينص القانون على ذلك.

إن المسؤولية الجزائية للشخص المعنوي لا تمنع مساءلة الشخص الطبيعي كفاعل أصلي أو كشريك في نفس الأفعال. وحتى في غياب نص خاص

en l'absence d'un texte spécial réprimant le responsable de l'organe de presse concerné, puisqu'il peut être poursuivi comme complice de l'auteur principal de l'infraction sur la base de l'article 42 du code pénal, ne serait-ce que par le moyen qu'il a fourni au prévenu pour lui permettre de commettre son délit. Notons qu'aux termes de l'article 44 CP le complice d'un délit est punissable de la même peine réprimant ce délit.

En matière civile, la personne morale en tant commettant (personne exerçant une autorité sur une autre, appelée préposée) est responsable civilement du dommage causé à autrui par son préposé (employé) dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions (art. 136 du code civil).

d) La répression

En application de l'article 144 bis 2 du code pénal, l'offense au prophète (QSSSL) ou le dénigrement du dogme et des préceptes de l'Islam est puni d'un emprisonnement de trois (3) ans à cinq (5) ans et d'une amende de 50.000 DA à 100.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

5) Atteinte à l'autorité et à l'indépendance de la justice

Définition

L'atteinte à l'autorité et à l'indépendance de la justice se manifeste par la commission des faits prévus dans l'article 147 du code pénal. Cette disposition pénale, qui vise à prémunir la justice contre les immixtions dans ses affaires, à éviter les pressions sur les décisions des juges ou à porter atteinte à l'autorité ou à l'indépendance de la justice, est ainsi conçue :

Exposent leurs auteurs aux peines édictées à l'alinéa 1 et 3 de l'article 144. (On verra après ces peines) :

a) Les actes, paroles ou écrits publics qui, tant qu'une affaire n'est pas irrévocablement jugée, ont pour objet de faire pression sur les décisions des magistrats.

يجرم مسؤول هيئة الإعلام المعنية، فيمكن متابعته كشريك للفاعل الأصلي للجريمة على أساس المادة 42 من قانون العقوبات باعتباره هو الذي وقّر للمتهم الوسيلة التي مكنته من ارتكاب الجنحة. وللإشارة، فإن المادة 44 من قانون العقوبات تعاقب الشريك في الجنحة بنفس العقوبة التي يعاقب بها الفاعل الأصلي.

في المجال المدني، يكون الشخص المعنوي باعتباره متبوعاً (أي شخصاً يمارس سلطة على شخص آخر يسمى تابعا) مسؤولاً مدنياً بسبب الضرر الذي أحدثه تابعه (مستخدمه) أثناء ممارسته لمهامه أو بمناسبة ممارستها (المادة 136 من القانون المدني).

ث) القمع (الجزاء)

تطبيقاً للمادة 144 مكرر 2 من قانون العقوبات، يعاقب بالحبس من ثلاث (3) سنوات إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 50.000 دج إلى 100.000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط، كل من أساء إلى الرسول (صلى الله عليه وسلم) أو بقية الأنبياء أو استهزأ بالمعلوم من الدين بالضرورة.

5) المساس بسلطة واستقلال القضاء

تعريف

يبرز معنى المساس بسلطة القضاء واستقلالها في ارتكاب الأفعال المنصوص عليها في المادة 147 من قانون العقوبات. تهدف هذه القاعدة الجزائية إلى حماية العدالة ضد التدخل في شؤونها والتأثير في أحكام القضاة أو المساس بسلطة القضاء واستقلاله. وهذه المادة مصاغة كما يلي:

تعرض الأفعال الآتية مرتكبيها للعقوبات المقررة في الفقرتين 1 و3 من المادة 144 (سنرى فيما بعد العقوبات)

أ) الأفعال والأقوال والكتابات العلنية التي يكون الغرض منها التأثير على أحكام القضاة طالما أن الدعوى لم يفصل فيها نهائياً.

القضائية فن ودراية يجب تركهما للأساتذة ذوي العلم بهما.

ب) الأفعال والأقوال والكتابات التي يكون الغرض منها التقليل من شأن الأحكام القضائية.

إنّ ما تمنعه المادة 147 § 2 هو فعل التقليل من شأن الأحكام القضائية والسعي إلى فقد الثقة فيها في ظروف من طبيعتها أن تمس بسلطة العدالة واستقلالها. على سبيل المثال، إذا قيل إن القاضي الذي أصدر الحكم مرتشي أو أن الحكم هو مجموعة من الاختلالات والتعسفات القانونية، فيكون لذ لك أثر مباشر وسيء على القضاء.

ولكي تقوم جريمة التقليل من شأن حكم قضائي، يجب أن تجتمع الأركان الثلاثة المكونة للجريمة.

ت) الأركان المكونة للجنحة

1) العلنية أو الإشهار

لكي تقوم هذه الجريمة، ينبغي أن تكون الأفعال والأقوال والكتابات علنية. فالعلنية لا تشمل فقط التوزيع عن طريق الصحافة المكتوبة والمرئية/المسموعة أو الإلكترونية، ولكن كذلك كل نوع من الإشهار مهما كانت دعامته وحتى في غياب الدعامة (أقوال أو حركات).

2) التقليل من شأن حكم قضائي

ينبغي أن ترمي الأفعال والأقوال والكتابات إلى التقليل من شأن حكم قضائي أو الإنقاص من قيمته. وقد اعتبر الاجتهاد القضائي أن الانتقاد الذي قدّم حكماً قضائياً على أنه « طُرفة من عدم الانسجام والتهور والتعسف في استعمال الحق » أو الانتقاد الذي يقول عن الحكم أنه «أُخذ في حالة جنون»، «من قبل قضاة لا إدراك لهم» (جنائي 11 فبراير 1965، أورده «راسات») يمس بسلطة القضاء.

للتوضيح، فإن تعبير «الحكم القضائي» يشمل كل الأعمال الصادرة عن جهات قضائية بما في ذلك الأعمال الولائية (أي التي لا تنطوي على نزاعات).

réservé à ses maîtres connaisseurs.

b) Les actes, paroles ou écrits tendant à jeter un discrédit sur les décisions de justice.

Ce que l'article 147 § 2 du code pénal punit, c'est le fait de tenter de jeter un discrédit sur les décisions juridictionnelles de telle sorte que ce discrédit soit de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance. Par exemple, si on accuse à tort le juge qui a rendu la décision de corrompu, ou si on dit qu'une décision de justice est une somme d'incohérences et d'abus de droit, cela a directement un effet néfaste sur la justice.

Pour que l'infraction de jet du discrédit sur une décision de justice soit établie, il faut que les trois éléments qui la constituent soient réunis.

c) Eléments constitutifs du délit

1) La publication

Pour que cette infraction soit établie, les actes, paroles ou écrits doivent avoir fait l'objet d'une publication. La publication englobe non seulement la diffusion par voie de presse écrite, audiovisuelle ou en ligne, mais aussi tout autre mode de publicité quel qu'en soit le support, et même en absence de tout support (paroles ou gestes).

2) Un discrédit sur une décision juridictionnelle

Les actes, paroles ou écrits publics doivent avoir tenté de jeter un discrédit sur une décision juridictionnelle. On a considéré qu'une critique présentant une décision de justice comme «un chef d'œuvre d'incohérences, d'extravagances et d'abus de droit », ou encore une critique d'une décision de justice comme étant prise « en pleine folie » « par des juges sans jugeote » (Crim.11 févr. 1965, cité par RASSAT), porte atteinte à l'autorité de la justice.

Précisons que l'expression « décisions de justice » englobe tous les actes juridictionnels y compris les actes gracieux (gracieux : ne renfermant pas de contestations).

ب) الأفعال والأقوال والكتابات العلنية التي يكون الغرض منها التقليل من شأن الأحكام القضائية والتي يكون من طبيعتها المساس بسلطة القضاء أو استقلاله.

وهذه الأفعال والأقوال والكتابات عادة ما تتجسد في تعليقات موجهة للجمهور وتتعلق بنشاط العدالة. هناك أولاً التعليقات التي تهدف إلى التأثير في أحكام القضاة، وهناك ثانياً التعليقات التي تهدف إلى إزالة الثقة عن الأحكام القضائية والتقليل من شأنها والتي تكون من طبيعتها المساس بسلطة القضاء أو استقلالها.

ا) الأفعال والأقوال والكتابات التي تهدف إلى التأثير في أحكام القضاة

هي، أولاً، الأفعال والأقوال والكتابات الموجهة للجمهور والتي بها يحاول مرتكبو الجريمة تطويع الشهود بالتصريحات المغرضة أو التأثير على مسار التحقيق أو على تحضير الحكم من قبل الجهة القضائية المعنية.

هي، ثانياً، التعليقات المنصبة على أعمال القضاة. ففي هذا الشأن، تطرح المتابعة الجزائية معضلة لأن ذلك يقتضي التوفيق بين مستلزمين: فمن جهة، ضرورة حماية أعمال القضاة من التداخلات غير المقبولة والمضرة للسير الحسن للعدالة، ومن جهة أخرى، حماية التعبير الحر لفكر الإنسان.

لقد تردد الاجتهاد القضائي بهذا الشأن. ففي البداية اعتبر أن التقييمات الشخصية لدور القاضي أو المهمة الشاملة للقضاء لا تبرر تطبيق النص الجزائي إذا كانت الكتابة المعنية «لا تتضمن تجاه القضاة أي تهديد أو وعد أو أية بادرة إكراه». وقد اعتبر الاجتهاد القضائي إضافة إلى ذلك أنه لا ينبغي أن تتم الإدانة عندما لم يثبت أن المقالات المجرّمة، «بالنظر إلى تعابيرها وإلى الشكل الذي صيغت فيه»، تهدف إلى ممارسة التأثير المنصوص عليه في القانون (أورده راسات).

من المعلوم أن أحكام المادة 147 من قانون العقوبات لا يمكن أن تطبق على التعليقات القانونية البحتة، والتي هي مع ذلك لا ينبغي أن تكون من فعل القَوَّعاء. فالتعليق على الأحكام

b) Les actes, paroles ou écrits publics qui tentent à jeter un discrédit sur les décisions juridictionnelles et qui sont de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance ».

Ces actes, paroles ou écrits publics se concrétisent généralement par des commentaires publics se rapportant à l'activité de la justice. Il y a d'abord des commentaires qui tendent à faire pression sur les décisions des juges. Il y a ensuite ceux qui ont pour but d'y jeter un discrédit de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance.

a) Les actes, paroles ou écrits tendant à faire pression sur les décisions des juges

Ce sont d'abord des actes, paroles ou écrits publics par lesquels les auteurs de l'infraction tentent de suborner les témoins par des déclarations tendancieuses ou d'influencer le cours de l'instruction ou la préparation de la décision par la juridiction concernée.

Il y a ensuite les commentaires portant sur les actes des juges. La poursuite pénale en cette matière pose un dilemme, parce qu'il y a lieu à concilier deux impératifs : d'une part, protéger les actes des juges des immixtions intolérables et nuisibles à la bonne administration de la justice, et, d'autre part, préserver la libre expression de la pensée humaine.

La jurisprudence a fait preuve de réticence à ce sujet. Elle a d'abord estimé que les appréciations personnelles sur le rôle d'un magistrat ou la mission générale de la justice ne sauraient justifier l'application du texte répressif si l'écrit considéré « ne contient à l'égard des juges aucune menace, aucune promesse, ni aucun germe de contrainte ». Elle a estimé en outre qu'il ne peut y avoir de condamnation quand il n'est pas constaté que les articles incriminés « dans les termes ou en les formes où ils étaient établis » tendaient à exercer les pressions définies par la loi (Cités par RASSAT).

Il est entendu que les dispositions de l'article 147 du code pénal suscitées se sauraient s'appliquer aux commentaires purement juridiques qui, cependant, ne peuvent être le fait de tout-venant. C'est un art qui doit être

كانت جلساتها سرية، جنحة معاقب عليها بغرامة من 100.000 دج إلى 200.00 دج (م. 120)؛

3) نشر أو بث تقارير عن المرافعات التي تتعلق بحالة الأشخاص (كل ما يتعلق بالصفات الشخصية للإنسان كالاسم والزواج والطلاق، الخ) والإجهاض، جنحة معاقب عليها بغرامة من 50.000 دج إلى 200.000 دج (م. 121)؛

4) يشكل جنحة معاقب عليها بغرامة من 25.000 دج إلى 100.000 دج، كل نشر أو بث لصور أو رسوم أو أية بيانات توضيحية أخرى تعيد تمثيل كل أو جزء من ظروف الجنايات أو الجنح المذكورة في مواد قانون العقوبات (م. 122). وهذه المواد من قانون العقوبات هي:

- 255: قتل مع سبق الإصرار أو الترصد؛
- 256: سبق الإصرار؛
- 257: ترصد؛
- 258: قتل الأصول؛
- 259: قتل الأطفال؛
- 260: تسميم؛
- 261: قيام بأفعال قتل الأطفال أو المشاركة في قتلهم؛
- 262: قتل مع سبق الإصرار أو الترصد، باستعمال التعذيب أو الأعمال الوحشية؛
- 263 مكرر: ممارسة التعذيب الجسدي أو المعنوي؛
- 333: أفعال علنية مخلة بالحياة؛
- 334: أفعال مخلة بالحياة ضد قاصر لم يكمل السادسة عشرة؛
- 335: فعل مغل بالحياة باستعمال العنف؛
- 336: هتك عرض (اغتصاب)؛
- 337: هتك عرض من قبل من له سلطة على الضحية؛
- 338: أعمال الشذوذ الجنسي؛
- 339: زنا؛
- 341: نشر أو بث وسائل إثبات الزنا، وهي: محضر التلبس بارتكاب جنحة الزنا محرر من قبل ضابط شرطة قضائية، إقرار وارد في رسائل أو مستندات صادرة من المتهم أو إقرار قضائي؛
- 342: تحرش جنسي.

celles-ci en prononcent le huis clos, punie d'une amende de 100.000 DA à 200.000 DA (art. 120) ;

3) la publication ou la diffusion des comptes rendus de débats des procès-verbaux relatifs à l'état des personnes (tout ce qui a trait aux attributs inhérents à la personne tels que le nom, le mariage, le divorce etc.), et à l'avortement, punie d'une amende de 50.000 DA à 200.000 DA (art. 121) ;

- 4) la publication ou la diffusion des photographies, dessins, et autres illustrations reproduisant tout ou parties des circonstances de certains crimes ou délits prévus par des articles du code pénal, est punie d'une amende de 25.000 DA à 100.000 DA (art. 122). Les dispositions du code pénal prévoyant ces crimes ou ces délits sont les articles suivants :
 - 255: l'assassinat, c'est-à-dire le meurtre commis avec préméditation et guet-apens;
 - 256: la préméditation;
 - 257: le guet-apens;
 - 258: le parricide, qui est le meurtre des pères et mères légitimes ou de tout autre ascendant légitime;
 - 259: l'infanticide, qui est le meurtre d'un enfant;
 - 260: l'empoisonnement;
 - 261: la coaction ou la complicité de l'infanticide;
 - 262: l'assassinat par emploi de tortures et d'actes de cruauté;
 - 263 bis: la pratique de la torture physique ou morale;
 - 333: l'outrage public à la pudeur;
 - 334: l'attentat à la pudeur sur mineur de 16 ans;
 - 335: l'attentat à la pudeur avec violence;
 - 336: le viol;
 - 337: le viol par un auteur ayant un pouvoir sur la victime;
 - 338: les actes d'homosexualité;
 - 339: l'adultère;
 - 341: la publication ou la diffusion des moyens de preuves de l'adultère, à savoir : le procès-verbal de constat de flagrant délit d'adultère dressé par un officier de police judiciaire, l'aveu relaté dans des lettres ou documents émanés du prévenu et l'aveu judiciaire;
 - 342: le harcèlement sexuel.

3) القصد الجنائي (أو الجرمي)

يظهر القصد الجنائي في «الانتقاد الخبيث والعدواني» للحكم القضائي، والذي من خلاله يهدف مرتكب الجريمة إلى المساس بسلطة واستقلال القضاء. ذلك هو الحال بالنسبة للانتقاد الذي يقول عن القضية أنهم يؤدون «العمل الوسخ للحكومة وهم خُدّامها الطيعون (جنائي 3/12/1974، أورده راسات).

ث) القمع (الجزاء)

لتحديد العقوبات المطبقة على الجنتين المنصوص عليهما في المادة 147 من قانون العقوبات، أحالت هذه المادة على تطبيق العقوبات المنصوص عليها في الفقرتين الأولى والثالثة من المادة 144 من نفس القانون.

وهذه المادة 144 تعاقب على إهانة أعوان الدولة بما فيهم القضاة. فالعقوبة المنصوص عليها في الفقرة الأولى من ذات المادة هي الحبس من شهرين (2) إلى سنتين (2) والغرامة من 1.000 دج إلى 500.000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط.

أما القراءة الثالثة، فتجيز للجهة القضائية في جميع الحالات أن تأمر بأن ينشر الحكم ويعلق بالشروط التي تحددها على نفقة المحكوم عليه دون أن تتجاوز هذه المصاريف الحد الأقصى للغرامة المبينة أعلاه.

ب) جنح الصحافة المنصوص عليها في قانون الإعلام

خَصَّصَ القانون العضوي المتعلق بالإعلام بابه التاسع للجرائم المرتكبة في إطار ممارسة النشاط الإعلامي.

إذا استبعدنا معاقبة جنحة رفض نشر حق الرد (م. 125) التي يعاقب عليها بغرامة من 100.000 دج إلى 300.000 دج، فلم يتم التنصيص إلا على خمس (5) جنح من جنح الصحافة، وهي:

1) نشر أو بث أي خبر أو وثيقة تلحق ضررا بسير التحقيق الابتدائي في الجرائم، وهي جنحة معاقب عليها بغرامة من 50.000 دج إلى 100.000 دج (م. 119)؛

2) نشر أو بث فحوى مناقشات الجهات القضائية إذا

3) L'intention coupable

L'intention coupable se manifeste dans la «critique malveillante et agressive » de la décision de justice à travers laquelle l'auteur vise à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance. Il en est ainsi d'une critique qui dit des magistrats qu'ils accomplissent «le sale boulot du gouvernement et sont ses valets serviles » (Crim.3 déc. 1974, cité par RASSAT).

d) La répression

Pour déterminer les peines réprimant les délits de l'article 147 du code pénal, il y est fait renvoi à l'application des peines édictées aux alinéas 1er et 3ème de l'article 144 du code pénal.

L'article 144 du code pénal punit les outrages de certains agents de l'Etat y compris les magistrats. La peine prévue à l'alinéa 1er de ladite disposition est l'emprisonnement de deux (2) mois à deux (2) ans et l'amende de 1.000 DA à 500.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Quant à l'alinéa 3 de cet article, il prévoit que dans tous les cas, la juridiction peut en outre, ordonner que sa décision soit affichée et publiée dans les conditions qu'elle détermine, aux frais du condamné, sans que ces frais puissent dépasser le maximum de l'amende prévue ci-dessus.

B) Les délits de presse prévus par le code de l'information

La loi organique relative à l'information a consacré son titre IX aux infractions commises dans le cadre de l'exercice de l'activité journalistique.

Si l'on exclut la répression du délit de refus de la publication du droit de réponse (art. 125) qui est puni d'une amende de 100.000 DA à 300.000 DA, seuls cinq (5) délits de presse y sont prévus, à savoir :

- 1) La publication ou la diffusion de toute information ou document portant atteinte au secret de l'enquête préliminaire des infractions, punie d'une amende 50.000 DA à 100.000 DA (art. 119);
- 2) la publication ou la diffusion de la teneur des débats des juridictions de jugement, lorsque

تعريف

في ماذا يتمثل هذا الإجراء؟ لقد أسميناه أولاً بالحبس الاحتياطي، والآن يسمى الحبس المؤقت. منذ عشرات السنين ألف الأستاذ صالح باي كتابا حول الموضوع تحت عنوان «الحبس المُسبق». مهما كانت التسمية، فالإجراء يمس الإنسان في أعز ما لديه بعد حياته، وهي حريته.

يعتبر المحبوس مؤقتا بريئا إلى أن تثبت إدانته بحكم نهائي حسب الموائيق الدولية المصادق عليها من قبل الجزائر (الإعلان العالمي لحقوق الإنسان والعقد الدولي للحقوق المدنية والسياسية) وكذا الدستور والقوانين الوطنية، غير أن ذلك لا يحول دون كونه يخضع للإكراهات المفروضة على أي محبوس، ويمكن أن يمنع حتى من أي اتصال إذا كانت تلك هي إرادة قاضي التحقيق. وبالفعل، وفقا للمادة 102 § 2 من قانون الإجراءات الجزائية، يحق لقاضي التحقيق أن يقرّر منعه من الاتصال لمدة عشرة (10) أيام. غير أن هذا المنع لا يحرمه من الاتصال بمحاميه. والامتياز الثاني الذي يمنحه له القانون هي عدم إجباره على ارتداء زي السجن.

استقبل المحبوس مؤقتا في المؤسسة العقابية.

استقبل المحبوس المؤقت في المؤسسة العقابية.

استقبل المحبوس المؤقت في المؤسسة العقابية.

استقبل المحبوس المؤقت في المؤسسة العقابية.

استقبل المحبوس المؤقت في المؤسسة العقابية.

طبيعة الإنسان أنه يتكيف مع كل شيء. بعد الصدمة الأولى حيث لا يستوعب الوافد الجديد إلى المؤسسة العقابية ماذا يجري له، يتكيف بعدها مع الوسط بمرور الزمن.

نظريا، يستفيد المحبوس مؤقتا بنظام ينسجم مع وضعه كبريء مفترض. غير أن ذلك يعود إلى الإمكانيات التي في حوزة المؤسسة التي استقبلته. ما هو مؤكد أنه، بصرف عن كابوس التفتيش الكلّي الذي يخضع له لزوما قبل أن يوجّه إلى مكان الاحتباس، فإن المحبوس مؤقتا يعامل في إطار احترام كرامته الإنسانية. وهذا التفتيش الكلّي، الذي يُعدّ إكراها لا مفرّ منه، تستلزمه الحتميات الأمنية. فلا يمكن لأي عون من أعوان المؤسسة العقابية المكلف بالقيام بالتفتيش أن يعفي الوافد الجديد من هذا الإكراه المؤلم والضروري في نفس الوقت. يتعلق الأمر هنا بمسألة أمنية التي لا يمكن التراخي فيها. على أية حال لا يقوم بذلك عون واحد بمفرده.

Définition

En quoi consiste cette mesure ? On l'a tout d'abord appelée détention préventive. On l'appelle actuellement détention provisoire. Me Salah Bey, depuis des décennies, a écrit un livre sur ce sujet sous le titre de « détention préalable ». Quelle que soit l'appellation qu'on lui attribue, elle atteint l'homme dans ce qui lui est le plus cher après sa vie, sa liberté.

Le propre de l'homme, c'est qu'il peut s'habituer à tout.

Présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par un jugement définitif, selon les instruments internationaux ratifiés par l'Algérie (Déclaration universelle des droits de l'homme, Pacte international relatifs aux droits civils et politiques), la Constitution et les lois nationales, le détenu provisoire ne subit pas moins les contraintes carcérales imposées à tout détenu. Il peut même faire l'objet d'isolement si telle est la volonté du juge d'instruction. En effet, aux termes de l'article 102 § 2 du code de procédure pénale, le juge d'instruction a le droit de lui prescrire l'interdiction de communiquer pour une période de dix (10) jours. Toutefois cette interdiction ne s'applique pas à l'avocat de l'inculpé. Le second avantage que lui concède la loi, c'est de ne pas l'obliger à porter le « costume carcéral ».

a) L'accueil du détenu provisoire dans un établissement pénitentiaire

Le propre de l'homme, c'est qu'il peut s'habituer à tout.

Le propre de l'homme, c'est qu'il peut s'habituer à tout. Après le premier choc où le nouvel arrivant en prison n'arrive pas à concevoir ce qui lui arrive, il s'y accoutume avec le temps.

Le propre de l'homme, c'est qu'il peut s'habituer à tout.

Théoriquement, le détenu provisoire bénéficie d'un régime conforme à sa situation de présumé innocent. Mais tout dépend des moyens dont dispose l'établissement pénitentiaire qui l'a accueilli. Ce qui est certain, c'est que, à part le calvaire de la fouille intégrale qu'il est tenu de subir avant d'être orienté vers la détention, fouille qui l'oblige à se trouver tout nu devant l'agent de son sexe chargé de le fouiller, le détenu provisoire est traité dans le cadre du respect de sa dignité humaine. Cette fouille, contrainte inévitable, est commandée par des impératifs de sécurité. Aucun agent de l'établissement pénitentiaire chargé de procéder à la fouille du nouvel arrivant en prison ne peut dispenser le détenu de cette contrainte affligeante, mais nécessaire. C'est une question de sécurité qu'il ne faut pas traité avec légèreté. En tout état de cause, la fouille n'a pas lieu par un seul agent.

5) إهانة بإحدى وسائل الإعلام لرؤساء الدول الأجنبية وأعضاء البعثات الدبلوماسية المعتمدة في الجزائر، وهي، جنحة معاقب عليها بغرامة من 25.000 دج إلى 100.000 دج (م.123).

مُدَّعي

المدعي هو الشخص (الطبيعي أو المعنوي) الذي يتقدم بطلب إلى المحكمة للحصول على حق يدعي به، وإدانة خصمه الذي يُدعى المدعى عليه.

إنكار العدالة (امتناع القاضي عن الحكم)

انكار العدالة هو رفض القاضي فحص نازلة قضائية مخطر بها بكيفية قانونية وإصدار الحكم فيها. لا يحق للقاضي أن يَتهَرَّب عن أداء مهمته المتمثلة في التصريح بالحقوق.

يُشكِّل فعل إنكار العدالة جُنحة منصوص ومعاقبة عليها بموجب المادة 136 من قانون العقوبات التي تنصّ: «يجوز محاكمة كل قاض ... يتمتع بأية حُجّة كانت عن الفصل فيما يجب عليه أن يقضي فيه بين الأطراف، بعد أن يكون قد طُلب إليه ذلك ويصرّ على امتناعه بعد التنبيه عليه أو أمره بذلك من رؤسائه.» وفي هذه الحالة، يعاقب بغرامة من 750 إلى 3.000 دينار وبالحرمان من ممارسة الوظيفة العمومية من خمس (5) سنوات إلى عشرين (20) سنة.

أخلاقيات المهنة

هي مجموعة القواعد والواجبات التي تحكم مهنة ما وسلوك الذين يمارسونها.

حبس مؤقت

عموميات

يعتقد الكثير، وعلى وجه الخصوص المدافعون عن حقوق الإنسان، أن الحبس المؤقت إجراء خطير. غير أنه، بالرغم من المجهودات المبذولة، لم يكن في الوسع أبدا التخلي عنه، ذلك أنه، في بعض الحالات، لا مفر منه لاعتبارات تتعلق أحيانا بالنظام العام وأحيانا أخرى بمصلحة المتهم ذاته. لذلك، فهذه المجهودات تحاول، من جهة، أن تجعل منه إجراء استثنائيا جدا ومن جهة أخرى أن تستبدله بإجراءات أخرى مثل الرقابة القضائية.

5) L'outrage par l'un des moyens de l'information envers les chefs d'Etat étrangers et les membres des missions diplomatiques accrédités en Algérie, puni d'une amende de 25.000 DA à 100.000 DA (art. 123).

Demandeur

Le demandeur est la personne (physique ou morale)

Le demandeur est la personne (physique ou morale (qui saisit une juridiction pour faire reconnaître un droit, obtenir une condamnation contre un adversaire appelé défendeur.

Déni de justice (Abstention du magistrat de juger)

C'est le refus de la part d'un juge d'examiner une affaire dont il est saisi et d'en prononcer un jugement. Le juge n'a pas le droit de se soustraire à sa mission qui consiste à dire le droit.

Le déni de justice est un délit prévu et puni par l'article 136 du code pénal : « Tout juge... qui, sous prétexte que ce soit, dénie de rendre la justice qu'il doit aux parties, après en avoir été requis, et persévère dans son déni, après avertissement ou injonction de ses supérieurs, peut être poursuivi et puni d'une amende de 750 à 3.000 DA et de l'interdiction d'exercer des fonctions publiques de cinq (5) à vingt (20) ans.

Déontologie

Ensemble de règles et devoirs régissant une profession et la conduite de ceux qui l'exercent.

Détention provisoire

Généralités

D'aucuns, notamment les défenseurs des droits de l'homme, estiment que la détention provisoire est une mesure grave. Mais, malgré les efforts consentis, on n'a jamais pu s'en passer totalement, car dans, certains cas, son application s'avère inévitable, parfois, pour des raisons d'ordre public et même dans l'intérêt de l'inculpé. Aussi, ces efforts tentent, d'une part, d'en faire une mesure tout à fait exceptionnelle, et d'autre part de lui substituer d'autres mesures tel que le contrôle judiciaire

1) انعدام موطن مستقر للمتهم أو عدم تقديمه ضمانات كافية للمثول أمام القضاء أو كانت الأفعال جد خطيرة؛

2) أن الحبس المؤقت هو الإجراء الوحيد للحفاظ على الحجج أو الأدلة المادية أو لمنع الضغوط على الشهود أو الضحايا أو لتفادي تواطؤ بين المتهمين والشركاء قد يؤدي إلى عرقلة الكشف عن الحقيقة؛

3) أن الحبس ضروري لحماية المتهم أو وضع حد للجريمة أو الوقاية من حدوثها من جديد؛

4) عدم تقييد المتهم بالالتزامات المترتبة على إجراءات الرقابة القضائية دون مبرر جدي.

يبلغ قاضي التحقيق أمر الوضع في الحبس المؤقت شفاهيا إلى المتهم وينبئه بأن له ثلاثة (3) أيام من تاريخ هذا التبليغ لاستئناف ويشار إلى هذا التبليغ في المحضر.

مدة الحبس المؤقت تختلف تبعا لما إذا تعلق الأمر بجنحة أو بجناية.

ج) مدة الحبس المؤقت في مادة الجنح

لا يجوز في مواد الجنح أن يحبس المتهم المقيم بالجزائر حبسا مؤقتا إذا كان الحد الأقصى للعقوبة المقررة في القانون هو الحبس لمدة تساوي أو تقل عن ثلاث (3) سنوات، باستثناء الجرائم التي نتجت عنها وفاة إنسان أو التي أدت إلى إخلال ظاهر بالنظام العام، وفي هذه الحالة لا تتعدى مدة الحبس المؤقت شهرا واحدا غير قابل للتجديد.

في الحالات الأخرى، لا يجوز أن تتجاوز مدة الحبس المؤقت أربعة (4) أشهر في مواد الجنح.

عندما يتبين أنه من الضروري إبقاء المتهم محبوسا يجوز لقاضي التحقيق، بعد استطلاع رأي وكيل الجمهورية المسبب، أن يصدر أمرا مسببا بتمديد الحبس المؤقت للمتهم مرة واحدة فقط لأربعة (4) أشهر أخرى.

1) que l'inculpé ne possède pas de domicile fixe, ou ne présente pas de garanties suffisantes de représentation devant la justice ou que les faits sont extrêmement graves ;

2) que la détention provisoire est l'unique moyen de conserver les indices et les preuves matérielles ou d'empêcher soit une pression sur les témoins ou les victimes, soit une concertation entre inculpés et complices, risquant d'entraver la manifestation de la vérité ;

3) que la détention est nécessaire pour protéger l'inculpé, pour mettre fin à l'infraction, ou prévenir son renouvellement ;

4) que l'inculpé s'est soustrait volontairement aux obligations découlant des mesures de contrôle judiciaire sans motif valable.

Le juge d'instruction notifie verbalement l'ordonnance de placement en détention provisoire à l'inculpé et l'avertit qu'il dispose, à compter de cette notification, d'un délai de trois (3) jours pour faire appel. Mention de cette notification est faite au procès-verbal.

La durée de la détention provisoire varie selon qu'il s'agit d'un délit ou d'un crime.

e) Durée de la détention provisoire en matière délictuelle

En matière de délits, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur ou égal à trois (3) ans d'emprisonnement, l'inculpé domicilié en Algérie ne peut être détenu, sauf dans les cas où l'infraction a entraîné mort d'homme ou causé un trouble manifeste à l'ordre public. Dans ce cas, la détention provisoire ne peut excéder une durée d'un mois non renouvelable.

Dans les autres cas, la détention provisoire ne peut excéder quatre (4) mois en matière délictuelle.

Lorsque qu'il s'avère nécessaire de maintenir l'inculpé en détention, le juge d'instruction peut, après avis motivé du procureur de la république, prolonger par ordonnance motivée la détention provisoire une seule fois pour une durée de quatre (4) mois.

بمجرد قبوله بالمؤسسة العقابية، يُخَبَر المحبوس الجديد بنظام الاحتباس الذي تخضع له الفئة التي ينتمي إليها، وكذا بقواعد الانضباط داخل المؤسسة وبالإمكانيات المتاحة له لتقديم طلباته، وكل النقاط الأخرى التي تسمح له بمعرفة حقوقه وواجباته وكيفية تكيفه مع الحياة داخل المؤسسة العقابية.

يفصل المحبوس عن باقي فئات المحبوسين، ويمكن وضعه في نظام الاحتباس الانفرادي، بناء على طلبه أو بأمر من قاضي التحقيق، وفقا لأحكام قانون الإجراءات الجزائية. ولا يلزم المحبوس مؤقتا بارتداء البذلة الجزائية، ولا بالعمل، باستثناء العمل الضروري للحفاظ على نظافة أماكن الاحتباس، بعد اخذ رأي طبيب المؤسسة العقابية.

ينبغي التأكيد أن الحبس المؤقت من صلاحيات جهات التحقيق: قاضي التحقيق وغرفة الاتهام.

يجد الحبس الاحتياطي أساسه القانوني في أحكام المواد 123 وما بعدها من قانون الإجراءات الجزائية.

ب) أحكام قانون الإجراءات الجزائية المتعلقة بالحبس المؤقت

المبدأ أن المحبوس يبقى حرا أثناء إجراءات التحقيق القضائي.

غير أنه إذا اقتضت الضرورة اتخاذ إجراءات لضمان مثوله أمام القضاء يمكن إخضاعه لالتزامات الرقابة القضائية.

إذا تبين أن هذه التدابير غير كافية يمكن بصفة استثنائية أن يؤمر بالحبس المؤقت.

إذا تبين أن الحبس المؤقت لم يعد مبررا بالأسباب المذكورة يمكن لقاضي التحقيق أن يفرج عن المتهم أو إخضاعه لتدابير الرقابة القضائية.

ت) عناصر الملف التي تبرر الوضع في الحبس المؤقت

يجب أن يؤسس أمر الوضع في الحبس المؤقت على معطيات مستخرجة من ملف القضية تفيد:

Dès son admission, le nouveau détenu est informé au sujet du régime des détenus de sa catégorie, des règles disciplinaires de l'établissement, des moyens autorisés pour obtenir des renseignements et formuler des demandes, et de tous les autres points qui lui permettent de connaître ses droits et ses obligations et de s'adapter à la vie au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le détenu provisoire est séparé des autres catégories de détenus ; il peut être placé sous le régime d'emprisonnement individuel sur sa demande ou quand il est ordonné par le juge d'instruction conformément aux dispositions du code de procédure pénale. Il n'est pas astreint au port de la tenue pénale (costume carcéral). Il n'est pas tenu d'effectuer des travaux sauf ceux qui sont nécessaires au maintien de la propreté des locaux de détention et ce, après avis du médecin de l'établissement pénitentiaire.

Notons bien que la détention provisoire est l'apanage des juridictions d'instruction, en l'occurrence le juge d'instruction et la chambre d'accusation.

La détention provisoire trouve son fondement légal dans les dispositions des articles 123 et suivants du code de procédure pénale.

b) Les prescriptions du code de procédure pénale en matière de détention provisoire.

Le principe, c'est que l'inculpé reste libre au cours de l'information.

Toutefois, et s'il s'avère nécessaire, pour garantir sa représentation devant la justice, il peut être soumis aux obligations du contrôle judiciaire.

A titre exceptionnel, et s'il s'avère que ces mesures ne sont pas suffisantes, la détention provisoire peut être ordonnée.

Lorsque la détention provisoire n'est plus justifiée par les motifs visés ci-dessus, le juge d'instruction peut, soit remettre l'inculpé en liberté soit le soumettre aux obligations du contrôle judiciaire.

c) Eléments du dossier justifiant le placement de détention provisoire

L'ordonnance de placement en détention provisoire doit être fondée sur des éléments extraits du dossier de la procédure indiquant:

g) Durée de la détention provisoire en matière criminelle

En matière criminelle, la détention provisoire est de quatre (4) mois. Toutefois, et s'il s'avère nécessaire, le juge d'instruction peut par ordonnance motivée rendue d'après les éléments de la procédure, et sur réquisitions également motivées du procureur de la république, prolonger la détention provisoire deux (2) fois pour une durée de quatre (4) mois pour chaque prolongation.

Lorsqu'il s'agit de crimes passibles d'une peine égale ou supérieure à vingt (20) ans de réclusion, de réclusion à perpétuité ou de peine de mort, le juge d'instruction peut, dans les mêmes formes mentionnées ci-dessus, prolonger la détention provisoire trois (3) fois.

Chaque prolongation ne peut être prescrite pour une durée de plus de quatre (4) mois.

Le juge d'instruction peut également en matière criminelle, demander à la chambre d'accusation, la prolongation de la détention provisoire dans le délai d'un (1) mois avant l'expiration des durées maximales fixées ci-dessus.

Cette demande motivée est transmise avec l'ensemble de la procédure au ministère public.

Le procureur général met l'affaire en état, au plus tard, dans les cinq (5) jours de la réception des pièces ; il la soumet avec son réquisitoire à la chambre d'accusation qui doit se prononcer avant l'expiration de la détention en cours.

Le procureur général notifie, par lettre recommandée, à chacune des parties et à leur conseil, la date à laquelle l'affaire sera appelée à l'audience ; un délai de quarante-huit (48) heures doit être observé entre la date d'envoi de la lettre recommandée et celle de l'audience.

Pendant ce délai, le dossier comprenant les réquisitions du procureur général est déposé au greffe de la chambre d'accusation et tenu à la disposition des conseils des inculpés et des parties civiles.

La chambre d'accusation statue sur l'affaire en chambre de conseil et se prononce sur la demande

ح) مدة الحبس المؤقت في مادة الجنايات

مدة الحبس المؤقت في مادة الجنايات أربعة (4) أشهر، غير أنه إذا اقتضت الضرورة، يجوز لقاضي التحقيق استنادا إلى عناصر الملف وبعد استطلاع رأي وكيل الجمهورية المسبّب، أن يصدر أمرا مسببا بتمديد الحبس المؤقت للمتهم مرتين (2) لمدة أربعة (4) أشهر في كل مرة.

إذا تعلق الأمر بجنايات معاقب عليها بالسجن المؤقت لمدة تساوي أو تفوق عشرين (20) سنة أو بالسجن المؤبد أو بالإعدام، يجوز لقاضي التحقيق أن يمدّد الحبس المؤقت ثلاث (3) مرات وفقا لنفس الأشكال المبينة أعلاه.

كل تمديد للحبس المؤقت لا يمكن أن يتجاوز أربعة (4) أشهر في كل مرة.

كما يجوز لقاضي التحقيق في مادة الجنايات أن يطلب من غرفة الاتهام تمديد الحبس المؤقت في أجل شهر (1) قبل انتهاء المدد القصوى للحبس المحددة أعلاه.

يرسل هذا الطلب المسبب مع كل أوراق الملف إلى النيابة العامة.

يتولى النائب العام تهيئة القضية خلال خمسة (5) أيام على الأكثر من استلام أوراقها، ويقدمها مع طلباته إلى غرفة الاتهام، ويتعين على هذه الأخيرة أن تصدر قرارها قبل انتهاء مدة الحبس الجاري.

يبلغ النائب العام، برسالة موصى عليها، كل واحد من الخصوم ومحاميهم بتاريخ النظر في القضية بالجلسة، وتراعى مهلة ثمان وأربعين (48) ساعة بين تاريخ إرسال الرسالة الموصى عليها وتاريخ الجلسة.

ويودع أثناء هذه المهلة ملف الدعوى مشتملا على طلبات النائب العام بكتابة ضبط غرفة الاتهام، ويكون تحت تصرف محامي المتهمين والمدعين المدنيين.

تفصل غرفة الاتهام في القضية بغرفة المشورة وتعلن عن

du juge d'instruction de prolonger la durée de détention provisoire.

Dans le cas où la chambre d'accusation décide la prolongation de la détention provisoire, cette dernière ne peut excéder quatre (4) mois. Cette prolongation ne peut être renouvelée.

Si la chambre d'accusation décide la continuation de l'information judiciaire et désigne un juge d'instruction à cette fin, et que la durée de la détention provisoire est sur le point d'expirer, elle statue sur la prolongation de la détention provisoire dans les limites maximales fixées par la loi.

Dès qu'il reçoit le dossier, le juge d'instruction désigné est compétent pour prolonger la détention provisoire dans les mêmes limites maximales fixées ci-dessus.

Lorsque le juge d'instruction ordonne une expertise ou des actes en vue de recueillir des preuves ou des témoignages en dehors du territoire national, et que les conclusions qui pourraient en résulter semblent déterminantes pour la manifestation de la vérité, le juge d'instruction peut, dans le mois qui précède l'expiration des délais maximales de la détention, demander à la chambre d'accusation le renouvellement de la détention provisoire.

La chambre d'accusation peut prolonger la détention provisoire pour une durée de quatre (4) mois renouvelables (4) quatre fois. Chaque prolongation ne peut être prescrite pour une période de plus de quatre (4) mois.

Dispositif

Le dispositif d'une décision de justice (jugement, arrêt ou ordonnance) est la partie qui vient immédiatement après les motifs. Il est annoncé par l'expression : «Par ces motifs» qui contient, en fait, la décision rendue

Doctrine

En droit, la doctrine désigne l'ensemble des opinions exprimées par des juristes au sujet d'une règle de droit, d'une situation ou d'une institution juridique se prêtant à la réflexion.

قرارها حول طلب قاضي التحقيق المتعلق بتمديد الحبس المؤقت.

في الحالة التي تقرر فيها غرفة الاتهام تمديد الحبس المؤقت، لا يمكن أن يتجاوز هذا الأخير مدة أربعة (4) أشهر غير قابلة للتجديد.

إذا قررت غرفة الاتهام مواصلة التحقيق القضائي وعينت قاضي تحقيق لهذا الغرض وأوشكت مدة الحبس المؤقت على الانتهاء فعليها أن تفصل في تمديد الحبس المؤقت ضمن الحدود القصوى المبينة أعلاه.

يصبح قاضي التحقيق المعين مختصا بتمديد الحبس المؤقت عند توصله بالملف ضمن نفس الحدود القصوى المبينة أعلاه.

إذا أمر قاضي التحقيق بإجراء خبرة أو اتخذ إجراءات لجمع أدلة أو تلقى شهادات خارج التراب الوطني وكانت نتائجها تبدو حاسمة لإظهار الحقيقة، يمكنه في أجل شهر (1) قبل انتهاء المدد القصوى للحبس، أن يطلب من غرفة الاتهام وفقا للأشكال المنصوص عليها في الفقرات أعلاه. تمديد الحبس المؤقت.

يجوز لغرفة الاتهام تمديد الحبس المؤقت لمدة أربعة (4) أشهر قابلة للتجديد أربع (4) مرات بنفس الأشكال المذكورة في الفقرة الأولى أعلاه. كل تمديد للحبس المؤقت لا يمكن أن يتجاوز أربعة (4) أشهر في كل مرة.

منطوق

منطوق الحكم القضائي (حكم، قرار أو أمر) هو الجزء الذي يأتي مباشرة بعد الأسباب، ويعلن عنه بعبارة: «لهذه الأسباب» التي تتضمن في الواقع الحكم الصادر.

فقه

في المجال القانوني، كلمة الفقه تدلّ على مجموعة آراء الحقوقيين حول قاعدة قانونية أو وضعية ما أو نظام قانوني مُعيّن قابل لأن يكون موضوع تفكير.

Juridiquement, la doctrine n'est pas une source de droit, mais s'agissant d'idées exposées par des professeurs de droit, des magistrats et des avocats au bas de textes, de jugements et d'arrêts, publiés dans des ouvrages et des revues spécialisées, elle peut être de nature à inspirer les juges dans leurs décisions.

Donation

La donation est le transfert à autrui de la propriété d'un bien à titre gratuit.

La donation est régie par les articles 202 et suivants du code de la famille (loi n° 84-11 du 9 juin 1984), code inspiré essentiellement du Droit musulman.

A la différence du testament qui n'est envisagé qu'au profit des non héritiers (règle de la Charia : «point de testament pour les héritiers»), la donation peut être faite aussi bien à un tiers qu'au profit d'un ou plusieurs héritiers.

La donation peut être pure et simple ou assortie d'une condition. Dans ce dernier cas, la donation ne devient définitive qu'après l'accomplissement de la condition exigée.

La donation peut porter sur tout ou partie des biens du donateur. Celui-ci peut faire donation d'un bien déterminé ou d'un usufruit ou d'une créance due par une tierce personne.

a) Conditions de validité de la donation

a.1.) Conditions tenant au donateur

Le donateur doit être en pleine possession de ses facultés mentales, âgé d'au moins dix-neuf (19) ans et non interdit (voir infra rubrique : interdiction).

La donation faite par une personne au cours d'une maladie ayant entraîné sa mort ou atteinte de malade grave ou se trouvant en situation dangereuse, est tenue pour legs, c'est-à-dire quelle que soit son étendue, elle ne peut excéder la limite du tiers du patrimoine du donateur et ne peut concerner les héritiers.

a.2.) Conditions tenant à l'acte de donation

L'acte de donation, comme tout contrat synallagmatique (pas moins de deux personnes), se forme par l'offre et l'acceptation

من حيث القانون، لا يعتبر الفقه مصدرا من مصادر القانون، غير أنه مادام الأمر يتعلق بأفكار يطرحها أساتذة القانون وقضاة ومحامون على ذيل النصوص والأحكام والقرارات القضائية المنشورة في كتب وفي مجلات متخصصة، فيمكن أن تُشكّل مصدر إحياء للقضاة في أحكامهم.

هبة

الهبة تملك بلا عوض.

الهبة تنظمها المواد 202 وما بعدها من قانون الأسرة (القانون رقم 84-11 المؤرخ في 9 جوان 1984 المعدل والمتمم). وهذا القانون استمد روحه من الشريعة الإسلامية.

على عكس الوصية التي لم تقرر إلا لغير الورثاء (لا وصية لوارث)، فالهبة يمكن أن تتم لصالح الغير أو لفائدة وارث أو أكثر.

يمكن أن تتم الهبة بدون قيد أو شرط أو مقرونة بشرط. وفي هذه الحالة، لا تصبح الهبة نهائية إلا بعد استيفاء هذا الشرط.

يمكن أن تنصب الهبة على كل ممتلكات الواهب أو على جزء منها. ويمكن لهذا الأخير أن يبرم هبة على ملك معين أو على حق الانتفاع أو على دين مستحق لدى الغير.

أ) شروط صحة الهبة

أ.1.) الشروط المتعلقة بالواهب

يشترط في الواهب أن يكون سليم العقل، بالغاً تسعة عشرة (19) سنة وغير محجور عليه (انظر أدناه ركن: حجر).

الهبة في مرض الموت، والأمراض والحالات المخيفة تعتبر وصية، أي مهما كانت سعتها لا تتعدى ثلث الذمة المالية للموصي، كما أنها لا تعني الورثة.

أ.2.) الشروط المتعلقة بعقد الهبة

عقد الهبة ككل عقد ملزم للطرفين، تتعقد الهبة بالإيجاب والقبول وتُتَمَّ بالحيازة، مع مراعاة

et se complète par la prise de possession et le respect des formes requises pour le transfert de la propriété des biens immobiliers (acte notarié) et les dispositions concernant les biens mobiliers (céder la possession au donataire).

Si l'une de ces conditions n'est pas remplie, la donation est nulle et de nul effet.

b) Prise de possession de l'objet donné

Si le bien objet de la donation se trouve entre les mains du donataire avant la libéralité, la possession est réputée accomplie.

Dans le cas où ce bien se trouve entre les mains d'autrui, le donataire doit être informé de la donation afin qu'il puisse en prendre possession.

Dans le cas où le donateur est le tuteur du donataire ou son conjoint, ou si l'objet de la donation est indivis, l'établissement de l'acte notarié et l'accomplissement des formalités y afférentes valent prise de possession.

La donation faite en faveur d'un enfant conçu ne produit effet que si cet enfant est né vivant et viable.

Le donataire prend possession de l'objet de la donation par lui-même ou par l'intermédiaire d'un mandataire. Au cas où le donataire est mineur ou interdit, la prise de possession est effectuée par son représentant légal.

c) Révocation de la donation faite à un enfant

Les père et mère ont le droit de révoquer la donation faite à leur enfant quel que soit son âge, sauf dans les cas suivants :

1°) si elle a été faite en vue du mariage du donataire;

2°) si elle a été faite au donataire pour lui permettre de garantir une ouverture de crédit ou de payer une dette;

3°) si le donataire a disposé du bien donné par voie de vente, de libéralité, ou si le bien a péri entre ses mains ou s'il lui a fait subir des transformations qui ont modifié sa nature.

أحكام قانون التوثيق عندما تنصب الهبة على أملاك عقارية (ضرورة عقد توثيقي) والإجراءات الخاصة بالمتنولات (تنازل عن الحيازة لصالح الموهوب له).

إذا اختلف أحد القيود السابقة بطلت الهبة.

ب) حيازة الشيء الموهوب

إذا كان الشيء الموهوب بيد الموهوب له قبل الهبة فيعتبر ذلك حيازة.

وإذا كان بيد الغير، وجب على الواهب إخباره بذلك ليتمكن من أخذ الحيازة.

إذا كان الواهب ولي الموهوب له أو زوجه أو كان الشيء الموهوب مشاعاً، فإن إبرام عقد التوثيق والقيام بالإجراءات الإدارية تعني عن الحيازة.

تصح الهبة للحمل بشرط أو يولد حياً ويكون قابلاً للحياة.

يحوز الموهوب له حيازة الشيء بنفسه أو بوكيله. وإذا كان قاصراً أو محجوراً عليه، يتولى الحيازة من ينوب عنه قانوناً.

ت) الرجوع في الهبة المبرمة لصالح ولد

للأبوين حق الرجوع في الهبة لولدهما مهما كان سنه، إلا في الحالات التالية:

1) إذا كانت الهبة من أجل زواج الموهوب له؛

2) إذا كانت الهبة لضمان قرض أو قضاء دين؛

3) إذا تصرف الموهوب له في الشيء الموهوب ببيع أو تبرع أو ضاع منه أو أدخل عليه ما غير طبيعته.

السجن هو عقوبة احتجاز في مؤسسة عقابية مطبقة على شخص مدان بارتكاب جريمة مصنفة جنائية. إن عقوبة السجن لا تقترن أبداً بوقف التنفيذ، لذلك، إذا كان يصح الحديث عن الحبس النافذ أو الحبس مع وقف التنفيذ عندما يتعلق الأمر بجنحة، فلا يصح القول: السجن النافذ أو السجن موقوف التنفيذ عندما يتعلق الأمر بجناية لأن عقوبة السجن تكون دائما نافذة. فنقول، على سبيل المثال، «حكمت محكمة الجنايات بكذا سنة سجننا فقط»

طفل (القانون رقم 15-12 المؤرخ في 15 يوليو 2015 والمتعلق بحماية الطفل)

يقصد بـ«الطفل» ، في منظور القانون، كل شخص لم يبلغ الثامنة عشر (18) سنة كاملة. ويفيد مصطلح «حدث» نفس المعنى.

يهدف النظام القانوني الخاص بالأحداث بشكل أساسي إلى حمايتهم. يتمثل التشريع الأكثر حداثة الذي يكرس حماية الطفل في القانون رقم 15-12 المؤرخ 15 يوليو 2015 المتعلق بحماية الطفل، وهو القانون الذي أخذت منه المعلومات التالية.

يتم التعامل في مسألة الأحداث بشكل خاص من زاوية الأخطار التي يتعرضون لها، والحماية التي يتمتعون بها وكذا المعاملة المخصصة لهم عند ارتكابهم لجريمة.

أ) الطفل الذي يوجد في خطر وحمايته

أ.1.) مفهوم الخطر وبعض الحالات التي تعرض الطفل للخطر

طبقا لأحكام المادة 2 من القانون السالف الذكر، يكون الطفل في خطر عندما تكون صحته أو أخلاقه أو تربيته أو أمنه في خطر أو عرضة له، أو تكون ظروفه المعيشية أو سلوكه من شأنهما أن يعرضاه للخطر المحتمل أو المضر بمستقبله أو يكون في بيئة تعرض سلامته البدنية أو النفسية أو التربوية للخطر.

تعتبر من بين الحالات التي تعرض الطفل للخطر:

- فقدان الطفل لوالديه وبقائه دون سند عائلي؛

- تعريض الطفل للإهمال أو التشرذ؛

- المساس بحقه في التعليم ؛

La réclusion est une peine de détention dans un établissement pénitentiaire appliquée à une personne condamnée pour avoir commis une infraction qualifiée de crime .La peine de réclusion n’est jamais assortie d’un sursis à exécution. C’est pourquoi, lorsqu’il s’agit de peine criminelle, on parlera seulement de réclusion.

Enfant (loi n° 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant)

Ausens de la loi, l'enfant est toute personne n’ayant pas atteint dix-huit (18) ans révolus. Le terme «mineur» a le même sens.

Le dispositif légal envisagé à l’égard des mineurs tend essentiellement à leur protection. La législation la plus récente qui consacre la protection de l'enfant est la loi n° 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant dont on a tiré les éléments d'information ci-après.

La question des mineurs est traitée en particulier sous l'angle des dangers auxquels ils sont exposés, de la protection dont ils jouissent et du traitement qui leur est réservé lorsqu'ils commettent une infraction à la loi pénale.

a) L'enfant en danger et sa protection

a.1.) Notion de danger et situations exposant l'enfant au danger

Aux termes de l'article 2 de la loi sus-indiquée, l'enfant en danger est l'enfant dont la santé, la moralité, l'éducation ou la sécurité sont en danger ou susceptibles de l'être ou dont les conditions de vie, ou le comportement sont susceptibles de l'exposer à un danger éventuel ou compromettant son avenir, ou dont l'environnement expose son bien-être physique, psychologique ou éducatif au danger.

Sont considérées comme des situations exposant l'enfant au danger :

- la perte des parents de l'enfant qui demeure sans soutien familial ;

- l'exposition de l'enfant à l'abandon et au vagabondage ;

- l'atteinte à son droit à l'enseignement ;

حسب الاجتهاد القضائي المستقر، يتم الرجوع في الهبة للولد بعقد توثيقي، كما أُبرمت الهبة في الأصل، يتعلق الأمر نوعا ما بقاعدة توازي الأشكال.

خ) عدم قابلية الرجوع في الهبة للمنفعة العامة

الهبة للمنفعة العامة لا رجوع فيها.

حق عيني

هو مفهوم فقهي يُستخدم لتوصيف حق ينصَبُ على شيء ما، مثل حق الملكية، حق الانتفاع وحق الارتفاق. وهو يُقابل مفهوم الحق الشخصي الذي يُميّزه وجود علاقة بين الأشخاص ويشمل مجال الديون مثل القروض، والحق في جبر الضرر، وعلاقة العمل...

أثر موقف

هو الأثر المرتبط بحكم قضائي يكون موضوع طعن عن طريق الاستئناف أو المعارضة. وهكذا، عندما يُرفع استئناف ضد حكم ما، فتتفيّذ هذا الحكم يتوقّف إلى حين صدور قرار عن المجلس يفصل في الاستئناف. إذا تمّ تأكيد الحكم المستأنف من قبل المجلس، فيصبح قابلا للتنفيذ. وإذا تم إبطاله، فقرار المجلس المبطل للحكم المستأنف هو الذي سيكون قابلا للتنفيذ. ذلك هو الأمر كذلك بالنسبة لحكم أو قرار كان موضوع معارضة. فبمجرّد تسجيل المعارضة، فالحكم أو القرار المعارض فيه يصبح عديم الوجود. فالحكم أو القر ار الذي سيصدر فصلا في المعارضة هو الذي سيؤخذ بعين الاعتبار.

حبس / سجن (الفرق بينهما؟)

الحبس هو عقوبة احتجاز في مؤسسة عقابية مطبقة على شخص مدان بارتكاب جريمة مصنفة جنحة أو مخالفة.

في ظروف معينة، يجوز للقاضي الذي يصدر حكما بالحبس أن يأمر بوقف تنفيذه.

D’après une jurisprudence constante, la révocation de la donation faite à un enfant intervient par acte notarié, comme la donation a été faite à l'origine, c'est en quelque sorte le respect du parallélisme des formes.

d) Irrévocabilité de la donation faite dans un but d'utilité publique.

La donation faite dans un but d'utilité publique est irrévocable.

Droit réel

Notion doctrinale, cette expression est employée pour caractériser un droit qui porte sur une chose comme un droit de propriété, un droit d’usufruit, une servitude. Elle s’oppose à la notion de droit personnel qui est caractérisé par une relation entre des personnes, ce qui inclut essentiellement le domaine des créances tels les prêts, le droit à réparation, la relation du travail...

Effet suspensif

C’est l’effet attaché à une décision de justice faisant l’objet d’un recours par voie ordinaire (appel ou opposition pour un jugement, opposition pour un arrêt). Ainsi, lorsqu’un appel a été interjeté contre un jugement, l’exécution de ce jugement est suspendue jusqu’à la décision de la Cour, on parle alors d’effet suspensif de l’appel. Si le jugement est confirmé par la Cour, il devient exécutoire. S’il est infirmé, c’est l’arrêt infirmatif de la Cour qui est exécutoire. Il en est de même de l’opposition, lorsqu’un jugement ou un arrêt rendu par défaut fait l’objet d’une opposition, il est anéanti. C’est la décision rendue sur opposition qui est prise en considération.

Emprisonnement / Réclusion

(la différence?)

L’emprisonnement est une peine de détention dans un établissement pénitentiaire appliquée à une personne condamnée pour avoir commis une infraction qualifiée de délit ou de contravention.

Sous certaines conditions, le juge qui prononce une peine d’emprisonnement peut l’assortir d’un sursis à exécution.

- la mendicité avec l'enfant ou son exposition à la mendicité ;
- l'incapacité des parents ou de la personne chargée d'assurer la sauvegarde de l'enfant de maîtriser ses comportements qui préjudicient à son bien-être physique, psychologique ou éducatif ;
- le manquement notoire et continu à l'éducation et à la sauvegarde;
- le mauvais traitement de l'enfant, notamment par son exposition à la torture, l'atteinte à son intégrité physique, sa séquestration, sa privation de nourriture ou tout acte de brutalité de nature à influencer sur l'équilibre émotionnel et psychologique de l'enfant ;
- lorsque l'enfant est victime d'une infraction commise par son représentant légal ;
- lorsque l'enfant est victime d'une infraction commise par toute autre personne si l'intérêt de l'enfant exige sa protection ;
- l'exploitation sexuelle de l'enfant sous toutes ses formes, par son exploitation notamment dans la pornographie et la débauche et son implication dans des expositions sexuelles ;
- l'exploitation économique de l'enfant notamment, son emploi ou son astreinte à un travail l'empêchant de poursuivre ses études, ou nuisible à sa santé et à son bien-être physique et/ou moral ;
- l'enfant victime des conflits armés ou de tout autre cas de trouble et d'insécurité ;
- l'enfant réfugié (c'est l'enfant qui a été contraint de fuir son pays en traversant des frontières internationales et en demandant le droit d'asile ou toute autre forme de protection internationale).

a.2.) Les droits de l'enfant et les formes de sa protection

a.2.1.) Ses droits

- التسول بالطفل أو تعريضه للتسول؛

- عجز الأبوين أو من يقوم برعاية الطفل عن التحكم في تصرفاته التي من شأنها أن تؤثر على سلامته البدنية أو النفسية أو التربوية ؛

- التقصير البين والمتواصل في التربية والرعاية؛

- سوء معاملة الطفل ، لا سيما بتعريضه للتعذيب والاعتداء على سلامته البدنية أو احتجازه أو منع الطعام عنه أو إتيان أي عمل ينطوي على القساوة من شأنه التأثير على توازن الطفل العاطفي أو النفسي؛

- إذا كان الطفل ضحية جريمة من ممثله الشرعي ؛

- إذا كان الطفل ضحية جريمة من أي شخص آخر، إذا اقتضت مصلحة الطفل حمايته؛

- الاستغلال الجنسي للطفل بمختلف أشكاله ، من خلال استغلاله لاسيما في المواد الإباحية وفي البغاء وإشراكه في عروض جنسية؛

- الاستغلال الاقتصادي للطفل ، لا سيما بتشغيله أو تكليفه بعمل يحرمه من متابعة دراسته أو يكون ضارا بصحته أو بسلامته البدنية و /أو المعنوية ؛

- وقوع الطفل ضحية نزاعات مسلحة وغيرها من حالات الاضطراب وعدم الاستقرار ؛

- الطفل اللاجئ (وهو الطفل الذي أرغم على الهروب من بلده ، مجتازا الحدود الدولية طالبا حق اللجوء أو أي شكل آخر من الحماية الدولية).

أ.2.) حقوق الطفل وأشكال حمايته

أ.1.2.) حقوقه

Chaque enfant jouit, sans aucune discrimination basée sur la couleur, le sexe, la langue, l'opinion, le handicap ou de toute autre forme de discrimination, de tous les droits prévus par la convention des droits de l'enfant et les autres conventions internationales ratifiées en la matière. Il en est de même de ceux prévus par la législation nationale, notamment, les droits à la vie, au nom, à la nationalité, à une famille, à la protection sanitaire, à l'égalité, à l'éducation, à l'enseignement, à la culture, au loisir et au respect de sa vie privée.

Outre ces droits, l'enfant handicapé jouit du droit à la protection, aux soins, à l'enseignement et à la rééducation qui favorisent son autonomie et sa participation effective à la vie économique, sociale et culturelle.

L'enfant surdoué jouit d'une protection spéciale de l'Etat pour le développement de ses dons et facultés.

L'enfant a le droit d'exprimer librement ses opinions en toute liberté conformément à son âge et à son degré de maturité, dans le cadre du respect de la loi, de l'ordre public, des bonnes mœurs et des droits des tiers.

L'enfant inculpé d'avoir commis ou tenté de commettre une infraction a le droit à un procès équitable.

L'enfant a droit à la protection de son image. L'article 10 de la loi n° 15-12 sus-indiquée interdit, sous peine de poursuites pénales, l'utilisation de l'enfant dans des spots publicitaires, des films, des photos ou d'enregistrements sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation de son représentant légal et en dehors des heures de scolarité conformément à la législation et la réglementation en vigueur. L'infraction à cette interdiction est passible des peines prévues par l'article 141 de ladite loi, à savoir un emprisonnement d'un (1) an à trois (3) ans et une amende de 150.000 à 300.000 DA.

يتمتع كل طفل، دون تمييز يرجع إلى اللون أو الجنس أو اللغة أو الرأي أو العجز أو غيرها من أشكال التمييز، بجميع الحقوق التي تنص عليها اتفاقية حقوق الطفل وغيرها من الاتفاقيات الدولية ذات الصلة المصادق عليها، وتلك المنصوص عليها في التشريع الوطني لاسيما الحق في الحياة، وفي الاسم وفي الجنسية وفي الأسرة وفي الرعاية الصحية والمساواة والتربية والتعليم والثقافة والترفيه وفي احترام حياته الخاصة.

يتمتع الطفل المعوق، إضافة إلى ذلك، بالحق في الرعاية والعلاج والتعليم والتأهيل الذي يعزز استقلاله وبيئته ومشاركته الفعلية في الحياة الاقتصادية والاجتماعية والثقافية.

يتمتع الطفل الموهوب برعاية خاصة من الدولة لتنمية مهاراته وقدراته.

للطفل الحق في التعبير عن آرائه بحرية وفقا لسنة ودرجة نضجه، في إطار احترام القانون والنظام العام والآداب العامة وحقوق الغير

للطفل المتهم بارتكاب أو محاولة ارتكاب جريمة الحق في محاكمة عادلة.

للطفل الحق في أن تُحمى صورته. طبقا لأحكام المادة 10 من القانون رقم 12-15 السالف الذكر، ويمنع تحت طائلة المتابعات الجزائية، استعمال الطفل في ومضات إشهارية أو أفلام أو صور أو تسجيلات مهما كان شكلها إلا بترخيص من ممثله الشرعي وخارج فترات التمدرس، وذلك طبقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما. ومخالفة هذه القاعدة، تؤدي إلى تطبيق العقوبات المنصوص عليها في المادة 141 من ذات القانون، أي الحبس من سنة (1) إلى ثلاث (3) سنوات وغرامة من 150.000 دج إلى 300.000 دج.

a.2.2.) Les formes de sa protection

a.2.2.1.) Principes généraux

La famille est l'environnement naturel à l'épanouissement de l'enfant. Il est interdit de séparer l'enfant de sa famille, sauf si son intérêt supérieur l'exige. Cette séparation ne peut intervenir que par une décision judiciaire, conformément aux dispositions prévues par la loi.

La protection de l'enfant incombe aux parents. La réunion des conditions de vie nécessaires à son épanouissement incombe aux parents dans la limite de leurs moyens financiers et de leur capacité.

L'Etat fournit l'aide matérielle nécessaire pour garantir à l'enfant le droit à la protection et à la sauvegarde. Il garantit à l'enfant privé de famille, le droit à une protection de substitution.

Les collectivités locales peuvent contribuer à l'aide de l'enfance conformément à la législation en vigueur.

L'Etat garantit la protection de l'enfant contre toutes formes de préjudice, de négligence, de violence, de mauvais traitement, d'exploitation ou de toute atteinte physique, morale ou sexuelle. A cet effet, il prend toutes les mesures appropriées pour l'en prémunir, réunit les conditions nécessaires à son épanouissement, sa sauvegarde, la protection de sa vie et lui assure une éducation intègre et sûre dans un environnement sain et propre à protéger ses droits dans les situations d'urgence, de catastrophes, de guerres et de conflits armés. L'Etat veille également à ce que l'information destinée à l'enfant, par tous les moyens, ne porte pas atteinte à son équilibre physique et mental.

L'intérêt supérieur de l'enfant doit être l'objectif de toute procédure, mesure, ou décision judiciaire ou administrative prise à son égard.

أ.2.2.) أشكال حمايته

أ.2.2.1.) المبادئ العامة

تعد الأسرة الوسط الطبيعي لنمو الطفل. لا يجوز فصل الطفل عن أسرته إلا إذا استدعت مصلحته الفضلى ذلك، ولا يتم ذلك إلا بحكم من السلطة القضائية ووفقاً للأحكام المنصوص عليها قانوناً.

تقع على عاتق الوالدين مسؤولية حماية الطفل. كما يقع على عاتقهما تأمين ظروف المعيشة اللازمة لنموه في حدود إمكانياتهما المالية وقدراتهما.

تقدم الدولة المساعدة المادية اللازمة لضمان حق الطفل في الحماية والرعاية، وتضمن للطفل المحروم من العائلة حقه في الرعاية البديلة.

يمكن الجماعات المحلية المساهمة في مساعدة الطفولة وفقاً للتشريع الساري المفعول.

تكفل الدولة حق الطفل في الحماية من كافة أشكال الضرر أو الإهمال أو العنف أو سوء المعاملة أو الاستغلال أو الإساءة البدنية أو المعنوية أو الجنسية، وتتخذ من أجل ذلك كل التدابير المناسبة لوقايته وتوفير الشروط اللازمة لنموه ورعايته والحفاظ على حياته وتنشئته تنشئة سليمة وأمنة في بيئة صحية وصالحة وحماية حقوقه في حالات الطوارئ والكوارث والحروب والنزاعات المسلحة. تسهر الدولة على ألا تضر المعلومة التي توجه للطفل بمختلف الوسائل بتوازنه البدني والفكري.

يجب أن تكون المصلحة الفضلى للطفل الغاية من كل إجراء أو تدبير أو حكم قضائي أو إداري يتخذ بشأنه.

Sont pris en considération lors de l'appréciation de l'intérêt supérieur de l'enfant, notamment, son sexe, son âge, sa santé, ses besoins moraux, intellectuels, affectifs et physiques, son environnement familial, ainsi que tous les aspects en relation avec sa situation.

a.2.2.2.) l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance

Entre autres mécanismes de protection de l'enfant, loi n° 15-12 a créé l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance, présidé par le délégué national à la protection de l'enfance.

a.2.2.2.1.) L'organe national de la protection et de la promotion de l'enfance

Cet organe est créé auprès du Premier ministre. Il est présidé par le délégué national à la protection de l'enfance et chargé de veiller à la protection et à la promotion des droits de l'enfant. Il jouit de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

L'Etat met à sa disposition tous les moyens humains et matériels qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement de ses missions.

a.2.2.2.2.) Le délégué national à la protection de l'enfance

Le délégué national à la protection de l'enfance est nommé par décret présidentiel, parmi les personnalités nationales jouissant d'une expérience et connues pour l'intérêt qu'elles portent à l'enfance.

يؤخذ بعين الاعتبار، في تقدير المصلحة الفضلى للطفل، لا سيما جنسه وسنه وصحته واحتياجاته المعنوية والفكرية والعاطفية والبدنية ووسطه العائلي وجميع الجوانب المرتبطة بوضعه.

أ.2.2.2.) الهيئة الوطنية لحماية وترقية الطفولة

من بين أليات حماية الطفل، أنشأ القانون رقم 15-12 الهيئة الوطنية لحماية وترقية الطفولة، يرأسها المفوض الوطني لحماية الطفولة.

أ.2.2.2.1.) الهيئة الوطنية لحماية وترقية الطفولة

أنشئت هذه الهيئة لدى الوزير الأول، ويرأسها المفوض الوطني لحماية الطفولة، وتتولى السهر على حماية وترقية حقوق الطفل. تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

تضع الدولة تحت تصرف الهيئة الوطنية لحماية وترقية الطفولة كل الوسائل البشرية والمادية اللازمة للقيام بمهامها.

أ.2.2.2.2.) المفوض الوطني لحماية الطفولة

يعين المفوض الوطني لحماية الطفولة بموجب مرسوم رئاسي من بين الشخصيات الوطنية ذات الخبرة والمعروفة بالاهتمام بالطفولة.

Le délégué national à la protection de l'enfance a pour mission de promouvoir les droits de l'enfant à travers notamment :	يتولى المفوض الوطني لحماية الطفولة مهمة ترقية حقوق الطفل، لا سيما من خلال:	- وضع نظام معلوماتي وطني حول وضعية الطفل في الجزائر، بالتنسيق مع الإدارات والهيئات المعنية.	- وضع نظام معلوماتي وطني حول وضعية الطفل في الجزائر، بالتنسيق مع الإدارات والهيئات المعنية.
- la mise en place et l'évaluation périodique de programmes nationaux et locaux de protection et de promotion des droits de l'enfant en coordination avec les différentes administrations, institutions et établissements :	- وضع برامج وطنية ومحلية لحماية وترقية حقوق الطفل بالتنسيق مع مختلف الإدارات والمؤسسات والهيئات العمومية والأشخاص المكلفين برعاية الطفولة وتقييمها الدوري؛	b) La protection judiciaire de l'enfant en danger: l'intervention du juge des mineurs b.1.) La dénonciation au juge des mineurs territorialement compétent de l'état de danger menaçant un enfant.	ب) الحماية القضائية للطفل المعرض للخطر: تدخل قاضي الأحداث ب.1.) إبلاغ قاضي الأحداث المختص محليا عن وجود خطر يتعرض لها طفل
- le suivi des actions entreprises sur le terrain dans le domaine de la protection de l'enfance et la coordination entre les différents intervenants ;	- متابعة الأعمال المباشرة ميدانيا في مجال حماية الطفل والتنسيق مع مختلف المتدخلين؛	Le juge des mineurs du lieu de résidence ou du domicile de l'enfant en danger, ou le lieu de résidence ou du domicile de son représentant légal, à défaut, le juge des mineurs du lieu où l'enfant a été trouvé, est compétent pour statuer sur la requête qui lui est soumise. La requête, qui dénonce l'état de danger dans lequel se trouve l'enfant, peut être soumise au juge des mineurs par l'enfant, son représentant légal, le procureur de la République, le wali, le président de l'assemblée populaire communale du lieu de résidence de l'enfant, les services du milieu ouvert ou les associations et institutions publiques intéressées par les questions relatives à l'enfance. La dénonciation effectuée par l'enfant peut être reçue verbalement. Le juge des mineurs peut également se saisir d'office.	يختص قاضي الأحداث لمحل إقامة الطفل المعرض للخطر أو مسكنه أو محل إقامة أو مسكن ممثله الشرعي، وكذلك قاضي الأحداث للمكان الذي وجد به الطفل في حال عدم وجود هؤلاء، ويختص بالنظر في العريضة التي ترفع إليه من الطفل أو ممثله الشرعي أو وكيل الجمهورية أو الوالي أو رئيس المجلس الشعبي البلدي لمكان إقامة الطفل، أو مصالح الوسط المفتوح أو الجمعيات أو الهيئات العمومية المهمة بشؤون الطفولة. ويمكن تلقي الإخطار المقدم من الطفل شفاهيا. كما يجوز لقاضي الأحداث أن يتدخل تلقائيا.
- des actions de sensibilisation, d'information et de communication ;	- القيام بكل عمل للتوعية والإعلام والاتصال؛		
- l'encouragement de la recherche et de l'enseignement dans le domaine des droits de l'enfant, en vue de comprendre les raisons économiques, sociales et/ou culturelles de la négligence, la maltraitance et l'exploitation des enfants et le développement des politiques adéquates pour leur protection ;	- تشجيع البحث والتعليم في مجال حقوق الطفل، بهدف فهم الأسباب الاقتصادية والاجتماعية و/أو الثقافية لإهمال الأطفال وإساءة معاملتهم واستغلالهم، وتطوير سياسات مناسبة لحمايتهم؛	b.2.) La garde provisoire de l'enfant Dès qu'il est saisi, le juge des mineurs ouvre une enquête. Au cours de l'instruction, il peut prendre à l'égard de l'enfant, par ordonnance de garde provisoire, l'une des mesures suivantes :	ب.2.) الحراسة المؤقتة للطفل حال إخطاره يقوم قاضي الأحداث بفتح تحقيق. وخلال التحقيق يجوز له أن يتخذ بشأن الطفل، وبموجب أمر بالحراسة المؤقتة، أحد التدابير الآتية:
- la formulation des avis sur la législation nationale relative aux droits de l'enfant, en vue de son amélioration ;	- إبداء الرأي في التشريع الوطني الساري المفعول المتعلق بحقوق الطفل قصد تحسينه؛	- maintenir l'enfant dans sa famille;	- إبقاء الطفل في أسرته؛
- de promouvoir la participation de la société civile dans le suivi et la promotion des droits de l'enfant ;	- ترقية مشاركة هيئات المجتمع المدني في متابعة وترقية حقوق الطفل؛	- remettre l'enfant à son père ou à sa mère qui n'exerce pas le droit de garde ; s'il n'en n'est pas déchu par jugement ; - remettre l'enfant à un proche parent;	- تسليم الطفل لوالده أو لوالدته الذي لا يمارس حق الحضانة عليه ، ما لم تكن قد سقطت عنه بحكم ؛ - تسليم الطفل إلى أحد أقاربه ؛

- remettre l'enfant à une personne ou à une famille digne de confiance.

Il peut, en outre, charger les services du milieu ouvert, d'observer l'enfant dans son environnement familial, scolaire et/ou professionnel.

b.3.) Le placement de l'enfant dans un établissement spécialisé

Le juge des mineurs peut également ordonner le placement provisoire de l'enfant dans :

- un centre spécialisé dans la protection des enfants en danger ;
- un service chargé de l'aide à l'enfance ;
- un centre ou un établissement hospitalier, si l'enfant nécessite une prise en charge sanitaire ou psychologique.

La durée de ces mesures provisoires ne peut excéder six (6) mois.

b.4.) La clôture de l'instruction et l'audition des parties concernées par le mineur en danger

Après clôture de l'instruction, le juge des mineurs transmet le dossier de l'affaire au procureur de la République pour information.

Il convoque l'enfant, son représentant légal, et l'avocat, le cas échéant, par lettre recommandée avec accusé de réception huit (8) jours au moins avant l'examen de l'affaire.

Le juge des mineurs procède dans son cabinet à l'audition de toutes les parties, ainsi que de toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Il peut si l'intérêt de l'enfant l'exige dispenser ce dernier de comparaître devant lui ou ordonner qu'il se retire pendant tout ou partie des débats.

b.5.) Les mesures prises après débats

Le juge des mineurs prend par ordonnance l'une des mesures suivantes :

- تسليم الطفل إلى شخص أو عائلة جديرين بالثقة؛

كما يمكنه أن يكلف مصالح الوسط المفتوح بملاحظة الطفل في وسطه الأسري و /أو المدرسي و /أ المهني.

ب.3.) وضع الطفل في مؤسسة متخصصة

يمكن لقاضي الأحداث أن يأمر بوضع الطفل بصفة مؤقتة في:

- مركز متخصص في حماية الأطفال في خطر؛

- مصلحة مكلفة بمساعدة الطفولة؛

- مركز أو مؤسسة استشفائية ، إذا كان الطفل في حاجة إلى تكفل صحي أو نفسي.

لا يمكن أن تتجاوز مدة التدابير المؤقتة المذكورة أعلاه، مدة ستة (6) أشهر.

ب.4.) انتهاء التحقيق وسماع الأطراف المعنية بالطفل المعرض للخطر

بعد الانتهاء من التحقيق، يقوم قاضي الأحداث بإرسال ملف القضية إلى وكيل الجمهورية للاطلاع عليه.

يقوم باستدعاء الطفل وممثله الشرعي والمحامي، عند الاقتضاء، بموجب رسالة موصى عليها مع العلم بالوصول، قبل ثمانية (8) أيام على الأقل، من النظر في القضية.

يسمع قاضي الأحداث في مكتبه كل الأطراف وكذا كل شخص يرى فائدة من سماعه.

يجوز له إعفاء الطفل من المثل أمامه أو الأمر بانسحابه أثناء كل المناقشات أو بعضها إذا اقتضت مصلحته ذلك.

ب.5.) التدابير المتخذة بعد المناقشات

يتخذ قاضي الأحداث، بموجب أمر، أحد التدابير الآتية:

- maintenir l'enfant dans sa famille ;

- remettre l'enfant à son père ou à sa mère qui n'exerce pas le droit de garde, s'il n'en n'est pas déchu par jugement ;

- remettre l'enfant à un proche parent ;

- remettre l'enfant à une personne ou à une famille dignes de confiance ;

- le placer dans un centre spécialisé de protection des enfants en danger ;

- le placer dans un service chargé de l'aide à l'enfance.

b.6.) La durée des mesures prises

Les mesures citées ci-dessus doivent être prises pour une durée de deux (2) ans renouvelable et ne peuvent, en aucun cas, excéder la date où l'enfant aura atteint l'âge de la majorité pénale.

Toutefois, le juge des mineurs peut, en cas de nécessité, prolonger la protection prévue au présent article jusqu'à l'âge de vingt et un (21) ans, sur demande de la personne à qui l'enfant a été remis, de l'intéressé ou d'office.

b.7.) La participation pécuniaire à l'entretien de l'enfant protégé

Lorsque l'enfant est remis à un tiers ou placé dans un des centres spécialisés, la personne tenue par l'obligation de pension alimentaire doit participer aux frais d'entretien, sauf si son état d'indigence est prouvé.

Le juge des mineurs fixe le montant mensuel de cette participation aux frais par ordonnance définitive qui n'est susceptible d'aucune voie de recours.

Ce montant est versé mensuellement, selon le cas, soit au Trésor public, soit au tiers qui a la charge de l'enfant.

Les allocations familiales auxquelles l'enfant ouvre droit sont versées directement par

- إبقاء الطفل في أسرته ؛

- تسليم الطفل لوالده أو لوالدته الذي لا يمارس حق الحضانة، ما لم تكن قد سقطت عنه بحكم؛

- تسليم الطفل إلى أحد أقاربه ؛

- تسليم الطفل إلى شخص أو عائلة جديرين بالثقة؛

- وضعه بمركز متخصص في حماية الأطفال في خطر؛

- وضعه في مصلحة مكلفة بمساعدة الطفولة.

ب.6.) مدة التدابير المتخذة

يجب أن تكون التدابير المذكورة أعلاه مقررة لمدة سنتين (2) قابلة للتجديد، ولا يمكن أن تتجاوز في كل الأحوال تاريخ بلوغ الطفل سن الرشد الجزائي.

غير أنه، يمكن لقاضي الأحداث، عند الضرورة أن يمدد الحماية إلى غاية إحدى وعشرين (21) سنة بناء على طلب من سلم إليه الطفل أو من قبل المعني أو تلقائيا.

ب.7.) المساهمة النقدية في رعاية الطفل الموضوع تحت الحماية

عند تسليم الطفل للغير أو وضعه في أحد المراكز أو المصالح المتخصصة، يتعين على الملزم بالنفقة أن يشارك في مصاريف التكفل به، ما لم يثبت فقر حاله.

يحدد قاضي الأحداث المبلغ الشهري للمشاركة في هذه المصاريف بموجب أمر نهائي غير قابل لأي طريق من طرق الطعن.

يدفع هذا ا لمبلغ شهريا، حسب الحالة، للخرينة العامة أو للغير الذي يتولى رعاية الطفل.

تؤدي المنح العائلية التي تعود للطفل مباشرة من قبل الهيئة التي تدفعها، إما إلى الخزينة العامة وإما

1. الناس جميعا سواء امام القضاء. ومن حق كل فرد، لدى الفصل في اية تهمة جزائية توجه اليه أو في حقوقه والتزاماته في اية دعوى مدنية، أن تكون قضيتَه محل نظر منصف وعلني من قبل محكمة مختصة مستقلة حيادية، منشأة بحكم القانون. ويجوز منع الصحافة والجمهور من حضور المحاكمة كلها أو بعضها لدواعي الآداب العامة أو النظام العام أو الامن القومي في مجتمع ديمقراطي، أو لمقتضيات حرمة الحياة الخاصة لأطراف الدعوى، أو في أدنى الحدود التي تراها المحكمة ضرورية حين يكون من شأن العلنية في بعض الظروف الاستثنائية أن تخل بمصلحة العدالة، إلا أن اي حكم في قضية جزائية أو دعوى مدنية يجب أن يصدر بصورة علنية، إلا إذا كان الأمر يتصل بأحداث تقتضي مصلحتهم خلاف ذلك أو كانت الدعوى تتناول خلافات بين زوجين أو تتعلق بالوصاية على أطفال».

2. «من حق كل متهم بارتكاب جريمة أن يعتبر بريئا إلى أن يثبت عليه الجرم قانونا».

3. «لكل متهم بجريمة أن يتمتع أثناء النظر في قضيتَه، وعلى قدم المساواة التامة، بالضمانات الدنيا التالية:

أ) أن يتم إعلامه سريعا وبالتفصيل، وفي لغة يفهمها، بطبيعة التهمة الموجهة إليه وأسبابها؛

ب) أن يعطى من الوقت ومن التسهيلات ما يكفيهِ لإعداد دفاعه وللاتصال بمحام يختاره بنفسه؛

ت) أن يحاكم دون تأخير لا مبرر له؛

ث) أن يحاكم حضوريا وأن يدافع عن نفسه بشخصه أو بواسطة محام من اختياره، وأن يخطر بحقه في وجود من يدافع عنه إذا لم يكن له من يدافع عنه، وأن تزوده المحكمة تلقائيا، كلما كانت مصلحة العدالة تقتضي ذلك، بمحام يدافع عنه، دون تحميله أجرا على ذلك إذا كان لا يملك الوسائل الكافية لدفع هذا الأجر؛

ج) أن يناقش شهود الاتهام، بنفسه أو من قبل غيره، وأن يحصل على الموافقة على استدعاء شهود النفي بذات الشروط المطبقة في حالة شهود الاتهام؛

خ) أن يزود مجانا بترجمان إذا كان لا يفهم أو لا يتكلم اللغة المستخدمة في المحكمة؛

1. «Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a le droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil. Le huis clos peut être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès, soit dans l'intérêt des bonnes mœurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimera absolument nécessaire lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire la publicité nuirait aux intérêts de la justice. Cependant tout jugement rendu en matière pénale ou civile soit public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il soit autrement ou si le procès porte sur des différents matrimoniaux ou sur la tutelle des enfants.»

2. «Toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.»

3. «Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes :

a) A être informée, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle ;

b) A disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix ;

c) A être jugée sans retard excessif ;

d) A être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix ; si elle n'a pas de défenseur, à être informée de son droit d'en avoir un, et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer ;

e) A interroger ou faire interroger les témoins à charge et à obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge ;

f) A se faire assister gratuitement d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue

إلى الغير الذي سُلِّمَ إليه الطفل.

ب.8.) تعديل إجراء التدبير ونهايته

يمكن لقاضي الأحداث أن يعدل التدبير الذي أمر به أو العدول عنه، بناء على طلب الطفل أو ممثله الشرعي أو وكيل الجمهورية أو من تلقاء نفسه.

عادل، منصف (حق في محاكمة عادلة)

المحاكمة العادلة هي المحاكمة المنصفة، والإنصاف مفهوم يحيل إلى معنى العدالة الطبيعية حيث يتمتع كل فرد بحقوقه ويتحمل مسؤولياته. فهذا المعنى تتحدث المواثيق الدولية والمحلية المتعلقة بحقوق الإنسان عن الحق في محاكمة عادلة.

تُحدّد المادة 11 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الملامح الكبرى للحق في المحاكمة العادلة، حيث نصت:

«كلُّ شخص متَّهم بجريمة يُعتبر بريئاً إلى أن يثبت ارتكابه لها قانوناً في محاكمة علنية تكون قد وُقِّرت له فيها جميعُ الضمانات اللازمة للدفاع عن نفسه.» فمبدأ قرينة البراءة هو المعلن عنه في هذه الفقرة الذي يشكل عنصرا أساسيا في المحاكمة العادلة.

والفقرة الموالية لذات المادة 11 توضّح: «لا يُدان أيُّ شخص بجريمة بسبب أيِّ عمل أو امتناع عن عمل لم يكن في حينه يشكّلُ جرماً بمقتضى القانون الوطني أو الدولي، كما لا تُوقَّع عليه أيَّة عقوبة أشدّ من تلك التي كانت سارية في الوقت الذي ارتُكب فيه الفعل الجُرْمي». وهذه الفقرة كرسّت مبدأ «شرعية الجريمة والعقوبة» الذي ينبغي أن يسير عليه القضاء الجزائي.

لقد وضّح العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية هذه المسألة بتفصيل أكثر. وهذا العهد، الذي أذعنت اليه الجزائر، بيّن خصائص المحاكمة العادلة بصفة خاصة في مادتيه 14 و15.

المادة 14: تتمحور هذه المادة حول سبع (7) نقاط أساسية:

l'organisme débiteur, soit au Trésor public, soit au tiers à qui l'enfant a été remis.

b.8.) La modification et la fin de la mesure de protection

Le juge des mineurs peut modifier la mesure qu'il a ordonnée ou la rapporter, à la demande de l'enfant, de son représentant légal, du procureur de la République, ou d'office.

Equitable (droit à un procès équitable)

Le procès équitable est le procès qui est conforme à l'équité, et l'équité est une notion qui se réfère à celle de la justice naturelle où chacun jouit de ses droits et assume ses obligations. C'est dans ce contexte que les instruments internationaux et locaux relatifs aux droits de l'homme parlent du droit à un procès équitable.

L'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme définit les grands contours du droit à un procès équitable. Il y est dit :

«Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées. » C'est le principe de la présomption d'innocence qui est annoncé ici et qui constitue un élément essentiel dans le procès équitable.

L'alinéa deux dudit article 11 précise en outre que «nul ne sera condamné pour des actions ou des omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.» C'est le principe de la légalité des infractions et des peines qui est consacré dans cet alinéa, et qui doit guider la justice pénale.

Les caractéristiques essentielles d'un procès équitable ont été davantage précisées par le Pacte international relatifs aux droits civils et politiques (ratifié par l'Algérie). Ces caractéristiques sont principalement consignées dans ses articles 14 et 15.

Article 14: Cette disposition s’articule autour de sept (7) aspects essentiels:

employée à l’audience ;	
g) A ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s’avouer coupable.»	
4.. «La procédure applicable aux jeunes gens qui ne sont pas encore majeurs au regard de la loi pénale tiendra compte de leur âge et de l’intérêt que présente leur rééducation.»	
5. «Toute personne déclarée coupable d’une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi.»	
6. «Lorsqu’une condamnation pénale définitive est ultérieurement annulée ou lorsque la grâce est accordée parce qu’un fait nouveau ou nouvellement révélé prouve qu’il s’est produit une erreur judiciaire, la personne qui a subi une peine en raison de cette condamnation sera indemnisée, conformément à la loi, à moins qu’il ne soit prouvé que la non-révélation en temps utile du fait inconnu lui est imputable en tout ou partie.» (En Algérie la loi n° 01-08 du 26 juin 2001 permet d’indemniser pour erreur judiciaire ou détention provisoire injustifiée).	
7. «Nul ne peut être poursuivi ou puni en raison d’une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif conformément à la loi et à la procédure pénale de chaque pays.»	
L’article 15 du Pacte, dans son alinéa premier, reprend à son compte le principe de la légalité des infractions et des peines consacré par l’article 11 § 2 de la déclaration universelle des droits de l’homme. L’article est ainsi conçu :	
«Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d’après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l’infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l’application d’une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier. »	
Ajoutons à cela que:	
- en matière civile, le juge ne doit trancher un litige qu’après une libre discussion des prétentions et arguments de chacun des adversaires. Chaque partie au procès doit avoir la possibilité de faire valoir son point de vue, connaître et discuter les arguments et	

د) ألا يكره على الشهادة ضد نفسه أو على الاعتراف بذنب.	
4. «في حالة الأحداث، يراعى جعل الاجراءات مناسبة لسنهم ومواتية لضرورة العمل على إعادة تأهيلهم».	
5. «لكل شخص أدين بجريمة حق اللجوء، وفقا للقانون، الى محكمة أعلى كي تعيد النظر في قرار إدانته وفي العقاب الذي حكم به عليه».	
6. «حين يكون قد صدر على شخص ما حكم نهائي يدينه بجريمة، ثم أبطل هذا الحكم أو صدر عفو خاص عنه على أساس واقعة جديدة أو واقعة حديثة الاكتشاف تحمل الدليل القاطع على وقوع خطأ قضائي، يتوجب تعويض الشخص الذي أنزل به العقاب نتيجة تلك الإدانة، وفقا للقانون، ما لم يثبت أنه يتحمل، كلياً او جزئياً، المسؤولية عن عدم إفشاء الواقعة المجهولة في الوقت المناسب»(في الجزائر، يسمح القانون رقم 01-08 المؤرخ في 26/06/2001 بالتعويض عن الخطأ القضائي وعن الحبس المؤقت غير المبرّر).	
7. « لا يجوز تعريض أحد مجددا للمحاكمة او للعقاب على جريمة سبق أن أدين بها أو برئ منها بحكم نهائي وفقا للقانون وللإجراءات الجنائية في كل بلد».	
تبنت كذلك المادة 15 من العهد في فقرتها الأولى مبدأ شرعية الجريمة والعقوبة المكرس بموجب المادة 11 § 2 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان. وقد صيغت هذه المادة كما يلي:	
«لا يدان أي فرد بأية جريمة بسبب فعل أو امتناع عن فعل لم يكن وقت ارتكابه يشكل جريمة بمقتضى القانون الوطني أو الدولي. كما لا يجوز فرض أية عقوبة تكون أشد من تلك التي كانت سارية المفعول في الوقت الذي ارتكبت فيه الجريمة. وإذا حدث، بعد ارتكاب الجريمة أن صدر قانون ينص على عقوبة أخف، وجب أن يستفيد مرتكب الجريمة من هذا التخفيف».	
إضافة إلى ذلك أنه:	
- في المجال المدني، لا يحق للقاضي أن يفصل في نزاع إلا بعد مناقشة حرة لادعاءات وحجج كل من الخصوم. ولكل طرف في الخصومة الحق في أن تمنح له إمكانية عرض وجهة نظره ومعرفة ومناقشة حجج وأدلة خصمه خلال	

les preuves de son adversaire, échanger avec lui les éléments et les pièces de son dossier, tout au long de la procédure. C’est l’application du principe du « contradictoire » qui constitue un aspect fondamental dans la garantie du droit à un procès équitable ;	
- le juge qui pilote le procès doit prendre sa décision conformément à des règles de loi préalablement établies. Il doit, avant de prendre sa décision, avoir entendu chacune des parties concernées par le procès et la mettre à même de pouvoir se défendre dans le cadre du respect de la procédure en vigueur.	
- tout témoignage doit donner lieu à un procès-verbal d’audition pour pouvoir être confronté et discuté.	
Les deux instruments internationaux sus cités (la déclaration universelle des droits de l’homme et le pacte international relatif aux droits civils et politiques), de par leur ratification par l’Algérie, font partie intégrante du dispositif législatif national. De ce fait, l’autorité judiciaire a le devoir et l’obligation de veiller au respect des droits qu’ils consacrent en matière de procès équitable. Il faut noter que le code de procédure pénale, suite aux modifications dont il a été l’objet en vertu de la loi n° 17-07 du 27 mars 2017 (JO n° 20 du 29 mars 2017, p. 5), a pris en charge les éléments essentiels du procès équitable en matière pénale, consacrés par ces deux instruments. Il suffit d’observer la formulation du nouvel article premier du code de procédure pénale après cette modification pour s’en apercevoir.	
Erreur judiciaire / détention provisoire injustifiée	
Généralités	
Comme toute activité humaine, la fonction de juger est sujette à erreur, celle-ci étant l’essence de l’homme. Nul n’est à l’abri de l’erreur judiciaire. Un célèbre avocat, Me René Floriot, a consacré un livre aux erreurs judiciaires. Il entame l’introduction de son ouvrage par ceci : « L’homme le plus honnête, le plus respecté, peut être victime de la justice. Vous êtes bon père, bon époux, bon citoyen et marchez la tête haute. Vous pensez que vous n’aurez jamais aucun compte à rendre aux magistrats de votre pays. Qu’elle fatalité pourrait vous faire passer pour un malhonnête homme, voir un criminel ? Cette fatalité existe, elle porte le nom : l’erreur judiciaire».	
L’erreurjudiciaire estunphénomènedesplusangoissants,	

مسار الإجراءات. يتعلق الأمر هنا بتطبيق «مبدأ الوجاهية» الذي يشكل وجها أساسيا في ضمان الحق في محاكمة عادلة.	
- وللقاضي الذي يدير الخصومة أن يصدر حكمه طبقا للقواعد القانونية المقررة مسبقا. وعليه قبل أن يصدر حكمه أن يسمع كل طرف من أطراف الخصومة وأن يجعله في وضع يمكّنه من الدفاع على حقوقه في إطار احترام الإجراءات السارية المفعول.	
- كل شهادة ينبغي أن تكون موضوع محضر سماع ليكون من الممكن مواجهته ومناقشته.	
إن الإعلان العالمي لحقوق الإنسان والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، بفعل المصادقة عليهما من قبل الجزائر يشكلان جزءا لا يتجزأ من المنظومة القانونية الوطنية. وبذلك يتعين على السلطة القضائية أن تسهر على ضمان احترام الحقوق التي تكرسها فيما يتعلق بالمحاكمة العادلة. ينبغي الإشارة إلى أن قانون الإجراءات الجزائية بعد التعديلات التي أدخلت عليه بموجب القانون رقم 17-07 المؤرخ في 27 مارس 2017 قد أخذ على عاتقه العناصر الأساسية للمحاكمة العادلة المكرسة بموجب هاتين الوثيقتين. فيكفي النظر إلى صيغة المادة الأولى من قانون الإجراءات الجزائية، بعد هذا التعديل، لملاحظة ذلك.	
خطأ قضائي / حبس مؤقت غير مبرّر	
عموميات	
مثل كل نشاط بشري، تتعرض وظيفة القضاء للخطأ، وهذا هو جوهر الإنسان. والخطأ القضائي لا أحد محصن ضده. لقد خصّص المحامي الشهير الأستاذ (روني فلوريو) كتابًا للأخطاء القضائية، استهل مقدمته بالفقرة الالية: «الرجل الأكثر صدقاً والأكثر احتراماً يمكن أن يكون ضحية للعدالة. أنت أب صالح وزوج صالح ومواطن صالح، تسير برأس مرفوع، وتعتقد أنه لن يكون لديك أي حساب تقدمه لقضاة بلادك. ما القدر الذي يمكن أن يجعلك رجلا غير أمين، بل مجرماً؟ هذا القدر موجود، ويحمل اسم: الخطأ القضائي».	
يُعدُّ الخطأ القضائي من أكبر الظواهر الاجتماعية قلقا لأنه	

car elle emporte, soit la condamnation d'un innocent, soit l'acquittement d'un coupable. Mais le concept s'intéresse beaucoup plus à la condamnation des innocents, car, comme dit Voltaire, il vaut mieux hasarder de sauver un coupable plutôt que de condamner un innocent. A la différence de l'erreur d'acquittement d'un coupable qui est irréversible et ne peut plus être réexaminé, l'erreur de condamnation d'un innocent est susceptible de révision.

Il faut noter que les révisions de condamnations sont très difficiles à obtenir, et, en conséquence, très rares.

Définition

L'erreur judiciaire est une erreur commise par une juridiction de jugement dans son appréciation de la culpabilité d'une personne poursuivie pour crime ou délit. Lorsqu'elle est établie, l'erreur judiciaire donne lieu à une indemnisation au profit de la personne indûment condamnée ou de ses ayants droit.

L'erreur judiciaire est à distinguer de la détention provisoire injustifiée même si celle-ci ouvre également droit à une indemnisation. L'erreur judiciaire est constatée suite à un jugement ou à un arrêt passé en force de chose jugée, tandis que la détention provisoire injustifiée intervient à la suite d'une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement devenue définitive.

L'erreur judiciaire est une erreur sur l'appréciation de la culpabilité du condamné tandis que la détention provisoire injustifiée paraît comme une erreur sur l'appréciation de l'opportunité d'une incarcération préalable au jugement.

a.) Le recours contre l'erreur judiciaire: la demande en révision

Le recours tendant à la constatation de l'erreur judiciaire s'appelle la demande en révision. Elle est prévue par les articles 531 et suivants du code de procédure pénale.

La demande en révision n'est admise que contre un jugement ou un arrêt d'un tribunal ou d'une Cour passé en force de chose jugée et ayant prononcé une condamnation criminelle ou délictuelle.

a.1.) Le fondement de la demande

La demande en révision doit avoir pour fondement:

ينطوي على إدانة شخص بريء أو تبرئة مذنب. غير أن هذا المفهوم يهتم أكثر بكثير بإدانة الأبرياء، لأنه، كما يقول فولتير، من الأفضل المخاطرة بإنقاذ الجاني من إدانة بريء. على عكس الخطأ في تبرئة المذنب الذي يصبح لا رجعة فيه ولا يمكن إعادة النظر فيه من جديد، فإن الخطأ في إدانة شخص بريء يمكن أن يكون محل إعادة النظر.

وتجدر الإشارة إلى أنه من الصعب للغاية الحصول على مراجعة للإدانات، وبالتبعية فهي نادرة جدًا.

تعريف

الخطأ القضائي خطأ ارتكبته جهة قضائية في تقييمها لإدانة شخص يحاكم على جناية أو جنحة. عندما يثبت الخطأ القضائي يمكن أن يشكل أساساً لدفع تعويض لصالح المحكوم عليه خطأ أو لذوي حقوقه.

يجب تمييز الخطأ القضائي عن الحبس المؤقت غير المبرر، حتى ولو أنّ كلاهما يفتح حقاً في التعويض. ويثبت وجود الخطأ القضائي بعد صدور حكم أو قرار اكتسب حجية الشيء المقضي فيه، أما الحبس المؤقت غير المبرر فيحدث بعد صدور أمر بانتقاء وجه الدعوى أو حكم أو قرار يقضي بالبراءة، وصار نهائياً.

إن الخطأ القضائي هو خطأ في تقييم ذنب الشخص المدان، بينما الحبس المؤقت غير المبرر فهو خطأ في تقدير مدى ملاءمة تقرير الحبس قبل المحاكمة.

أ.) التظلم ضد الخطأ القضائي: طلب إعادة النظر

يُسمى الطعن الرامي إلى إثبات الخطأ القضائي بطلب إعادة النظر. وهذا الطلب منصوص عليه في المواد 531 وما يليها من قانون الإجراءات الجزائية.

لا يُقبل طلب إعادة النظر إلا ضد حكم أو قرار صادر عن محكمة أو مجلس قضائي أصبح نهائياً وقضى بإدانة بسبب جناية أو جنحة.

أ.1.) أساس الطلب

ينبغي أن يكون طلب إعادة النظر مؤسساً على أحد الأسباب التالية:

- soit la représentation, après la condamnation pour homicide, de pièces propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide ;

- soit la condamnation, pour faux témoignage envers le condamné, d'un témoin ayant contribué, par sa déposition à charge, à le faire condamner ;

- soit la condamnation pour le même crime ou délit, d'un autre inculpé, alors que les deux condamnations sont incompatibles ;

- soit la découverte d'un fait nouveau ou la représentation de pièces faisant apparaître comme probable, l'innocence du condamné, mais qui ont été ignorées des juges ayant prononcé sa condamnation.

a.2.) La procédure

Seule la Cour suprême est compétente pour connaître des demandes en révision pour erreur judiciaire.

Dans les trois premiers cas, elle est saisie directement soit par le ministère de la justice, soit par le condamné, ou en cas d'incapacité, par son représentant légal, soit en cas de décès ou d'absence déclarée du condamné, par son conjoint, ses descendants ou ascendants.

Dans le dernier cas, elle ne peut être saisie que par le procureur général près la Cour suprême agissant à la demande du ministre de la justice.

En matière de révision, la Cour suprême statue comme juge de fond. Un magistrat y est désigné comme rapporteur. Celui-ci accomplit tous actes d'instruction, au besoin par voie de commissions rogatoires.

Si la Cour suprême admet la demande en révision, elle annule, sans renvoi, les condamnations reconnues injustifiées.

a.3.) L'indemnisation pour erreur judiciaire

Le condamné reconnu innocent suite à l'admission de sa demande en révision ou

- إما على تقديم مستندات بعد الحكم بالإدانة في جناية قتل يترتب عليها قيام أدلة كافية على وجود المجني عليه المزعوم قتله على قيد الحياة؛

- أو إذا أُدين بشهادة الزور ضد المحكوم عليه، لشاهد سبق أن ساهم بشهادته في إثبات إدانة المحكوم عليه؛

- أو على إدانة متهم آخر من أجل ارتكاب الجناية أو الجنحة نفسها بحيث لا يمكن التوفيق بين الحكمين؛

- أو بكشف واقعة جديدة أو تقديم مستندات كانت مجهولة من القضاة الذين حكموا بالإدانة مع أنه يبدو منها أن من شأنها التدليل على براءة المحكوم عليه.

أ.2.) الإجراءات

المحكمة العليا هي وحدها المختصة للنظر في طلبات إعادة النظر بسبب خطأ قضائي.

بالنسبة للحالات الثلاثة الأولى يرفع الأمر إلى المحكمة العليا مباشرة إما من وزير العدل، أو من المحكوم عليه، أو من ممثله القانوني في حالة عدم أهليته، أو من زوجه أو فروعه أو أصوله في حالة وفاته، أو ثبوت غيابه.

في الحالة الأخيرة لا يجوز ذلك لغير النائب العام لدى المحكمة العليا متصرفاً بناءً على طلب وزير العدل.

في دعوى إعادة النظر، تفصل المحكمة العليا في الموضوع، ويقوم القاضي المقرر بجميع إجراءات التحقيق، وعند الضرورة، بطريق الإنابة القضائية.

وإذا قبلت المحكمة العليا الطلب قضت، بغير إحالة، ببطالان أحكام الإدانة التي ثبتت عدم صحتها.

أ.3.) التعويض بسبب الخطأ القضائي

المحكوم عليه المعترف له ببراءته بعد قبول طلبه بإعادة النظر، يحق له هو أو لذوي حقوقه المطالبة

ses ayants droits peuvent prétendre à une indemnisation pour le préjudice matériel et moral que leur a causé la condamnation annulée.	
Toutefois, dans le dernier cas, il ne peut être accordé d'indemnisation au condamné reconnu innocent, s'il est prouvé que la non-représentation de la pièce nouvelle ou la non-découverte du fait nouveau en temps utile lui est imputable en tout ou en partie.	
La demande en indemnisation est présentée à la Commission d'indemnisation instituée auprès de la Cour suprême, compétente en la matière.	
L'indemnisation allouée par la Commission d'indemnisation ainsi que les frais d'insertion et de publication de la décision de justice sont à la charge de l'Etat (Trésor public), sauf recours contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux témoin par la faute desquels la condamnation a été prononcée.	
b.) La détention provisoire injustifiée: la demande en indemnisation	
La loi ne définit pas la détention provisoire injustifiée. Mais il est clair qu'il s'agit d'une détention préalable au jugement définitif. Elle paraît, comme il a été déjà dit plus haut, comme une erreur dans l'appréciation de l'opportunité d'une décision d'incarcération préalable au jugement. Comme l'erreur judiciaire, elle ouvre droit à une indemnisation. L'indemnisation a pour base légale les articles 137 bis et suivants du code de procédure pénale.	
b.1.) La possibilité d'indemnisation	
«Une indemnité peut être accordée à la personne ayant fait l'objet d'une détention provisoire injustifiée au cours d'une procédure terminée à son égard par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement devenue définitive, lorsque cette détention lui a causé un préjudice avéré et particulier et d'une particulière gravité », tel est l'énoncé de l'article 137/1 bis du code de procédure pénale.	
Comment peut-on déterminer le caractère	

بالتعويض عن الأضرار المادية والمعنوية التي لحقت به(م) جراء الإدانة الملغاة.

غير أنه في الحالة الأخيرة المذكورة أعلاه لا يمنح التعويض إذا ثبت أن المحكوم عليه نفسه تسبب كليا أو جزئيا في عدم كشف الواقعة الجديدة أو المستند الجديد في الوقت المناسب.

يقدم طلب التعويض إلى لجنة التعويض المختصة في هذا الشأن والمنشأة لدى المحكمة العليا.

تتحمل الدولة (الخزينة العامة) التعويض الممنوح من طرف اللجنة وكذا مصاريف الدعوى ونشر القرار القضائي وإعلانه، ويحق للدولة الرجوع على الطرف المدني أو المبلغ أو الشاهد زورا الذي تسبب في إصدار حكم الإدانة.

ب) الحبس المؤقت غير المبرر: طلب التعويض

لا يُعرّف القانون الحبس المؤقت غير المبرر. لكن من الواضح أنه يتعلق الأمر بالحبس قبل المحاكمة النهائية. ويبدو، كما قيل أعلاه، أن الحبس المؤقت غير المبرر يكمن في الخطأ في تقدير مدى ملائمة أمر الحبس السابق للمحاكمة. مثل الخطأ القضائي، يفتح الحبس المؤقت غير المبرر الحق في التعويض. ويستند التعويض إلى المواد 137 مكرر وما يليها من قانون الإجراءات الجزائية.

ب.1.) إمكانية التعويض

«يمكن أن يمنح تعويض للشخص الذي كان محل حبس مؤقت غير مبرر خلال متابعة جزائية انتهت في حقه بصدر قرار نهائي قضى بألا وجه للمتابعة أو بالبراءة، إذا ألحق به هذا الحبس ضررا ثابتا ومتميزا»، ذلك هو نص المادة 137/1 مكرر من قانون الإجراءات الجزائية.

كيف يمكن تحديد هذا «الضرر الثابت والمتميز»،

«avéré et particulier et d'une particulière gravité du préjudice subi », dans la mesure où même un seul jour de détention injustifiée entraîne un préjudice ne serait que moral à la personne qui en a souffert ? Puisque le législateur n'en donne pas davantage de précisions, ça sera aux juges du fond d'apprécier l'étendue du préjudice subi en fonction des éléments de preuve qu'apportera le demandeur.

b.2.) La demande en indemnisation

b.3.) La Commission d'indemnisation, juridiction compétente pour connaître des demandes en indemnisation.

Cette Commission est composée:

- du premier président de la Cour suprême, ou son représentant, président ;
- de deux (2) magistrats du siège relevant de la même juridiction, ayant le grade de président de chambre, de président de section ou de conseiller, membres.

Les membres de la Commission d'indemnisation sont désignés annuellement par le Bureau de la Cour suprême.

Les fonctions de ministère public auprès de cette Commission sont assurées par le Procureur Général de la Cour suprême ou l'un de ses substituts.

L'agent judiciaire du Trésor y est attiré de droit. Il reçoit notification des demandes en indemnisation et dépose ses conclusions en réponse.

b.4.) La saisine de la Commission d'indemnisation

La Commission est saisie par voie de requête dans un délai maximum de six (6) mois à compter de la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement devenue définitive.

Il est à noter que dans d'autres litiges, le ministère d'avocat devant la Cour suprême est obligatoire. Mais, il semble que l'article 137 bis 4 du code de procédure pénale laisse la possibilité au demandeur lui-même de signer

والحال أنه حتى يوم واحد من الحبس غير المبرر من شأنه أن يسبب ضررا على الأقل معنويا للشخص الذي عانى منه؟ وبما أن المشرع لا يعطي تفاصيل إضافية، فسيكون على قضاة الموضوع تقييم مدى الضرر اللاحق بالشخص المعنى بناءً على الأدلة التي يقدمها الطالب.

ب.2.) طلب التعويض

ب.3.) لجنة التعويض باعتبارها الجهة القضائية المختصة للنظر في طلبات التعويض

تتشكل هذه اللجنة من:

- الرئيس الأول للمحكمة العليا أو ممثله، رئيسا؛
- قاضيين (2) من قضاة الحكم لدى نفس المحكمة بدرجة رئيس غرفة أو رئيس قسم أو مستشار، أعضاء.

يعين أعضاء اللجنة سنويا من طرف مكتب المحكمة العليا.

يتولى مهام النيابة العامة لدى هذه اللجنة النائب العام لدى المحكمة العليا أو أحد نوابه.

يستدعى وجوبا الوكيل القضائي للخزينة لحضور الدعوى، فيتلقى تبليغا بطلبات التعويض ويقدم مذكراته للرد عليها.

ب.4.) إخطار لجنة التعويض

تخطر اللجنة بعريضة في أجل لا يتعدى ستة (6) أشهر ابتداء من التاريخ الذي يصبح فيه المقرر القضائي بالأوجه للمتابعة أو بالبراءة نهائيا.

يلاحظ أنه في النزاعات الأخرى، فإن التمثيل بواسطة محام أمام المحكمة العليا إلزامي، غير أن المادة 137 مكرر 4 من قانون الإجراءات الجزائية تركت للطالب إمكانية للتوقيع هو بنفسه

للمدعي وللعون القضائي للخرزية.

في الجلسة، بعد تلاوة التقرير، يمكن اللجنة أن تستمع إلى المدعي والعون القضائي للخرزية ومحاميها. بعدها يقدم النائب العام ملاحظاته.

ب.5.) قرار اللجنة

قرار اللجنة غير قابل لأي طعن وله القوة التنفيذية.

إذا منحت اللجنة تعويضا، يتم دفعه من طرف أمين خزينة ولاية الجزائر.

في حالة رفض الدعوى يتحمل المدعى مصاريف الدعوى إلا إذا قررت اللجنة خلاف ذلك.

يبلغ قرار اللجة في أقرب الآجال إلى المدعي وإلى العون القضائي للخرزية، برسالة موصى عليها مع الإشعار بالاستلام

مؤسسات عقابية

المؤسسة العقابية هي ما تسمى عند عامة الناس «حبسا». فهي مكان الحبس الذي تنفذ فيه العقوبات السالبة للحرية والأوامر الصادرة عن الجهات القضائية والإكراه البدني عند الاقتضاء.

في الجزائر نوعان من المؤسسات العقابية: مؤسسات البيئة المغلقة ومؤسسات البيئة المفتوحة. وهذه المؤسسات مصنفة ومهيكلت طبقا لأحكام القانون رقم 04-05 المؤرخ في 6 فبراير 2005 المتضمن قانون تنظيم السجون وإعادة إدماج المحبوسين (ج ر رقم 12 بتاريخ 13 فبراير 2005) والنصوص التنظيمية المطبقة له.

أ) مؤسسات البيئة المغلقة

تصنف مؤسسات البيئة المغلقة إلى مؤسسات ومراكز متخصصة:

avis du procureur général. Cette date est notifiée au demandeur et à l'agent judiciaire du trésor.

A l'audience, après lecture du rapport, le demandeur, l'agent judiciaire du trésor et leurs conseils respectifs peuvent être entendus par la Commission. Le procureur général développe ensuite ses conclusions.

b.5.) La décision de la Commission

La décision de la Commission a force exécutoire et n'est susceptible d'aucun recours.

Lorsque la Commission accorde une indemnité, le paiement en est effectué par le trésorier de la Wilaya d'Alger.

En cas de rejet de la requête, le demandeur est condamné aux dépens à moins que la Commission en décide autrement.

La décision est notifiée immédiatement au demandeur et à l'agent judiciaire du Trésor par lettre recommandée avec accusé de réception.

Etablissements pénitentiaires

L'établissement pénitentiaire est ce que l'on appelle ordinairement « prison ». C'est le lieu de détention où sont exécutées les peines privatives de liberté, les mandats de justice et, le cas échéant, la contrainte par corps.

En Algérie, il y a deux catégories d'établissements pénitentiaires : les établissements de milieu fermé et les établissements pénitentiaires de milieu ouvert. Ces établissements sont classés et structurés conformément aux dispositions de la loi n° 05-04 du 6 février 2005 portant code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion des détenus (JO n° 12 du 13 février 2005) et les textes réglementaires pris pour son application.

a.) Les établissements de milieu fermé

Les établissements de milieu fermé sont classés en établissements et en centres spécialisés :

على عريضة المطالبة بالتعويض، إذ تنص الفقرة الثانية من ذات المادة على ما يلي: «تودع العريضة الموقعة من طرف المدعي أو محام معتمد لدى المحكمة العليا لدى أمين اللجنة الذي يسلم له إيصالا عن ذلك.»

تتضمن العريضة وقائع القضية وجميع البيانات الضرورية، لا سيما:

- تاريخ وطبيعة القرار الذي أمر بالحبس المؤقت، وكذا المؤسسة العقابية التي نُفِّذَ فيها؛

- الجهة القضائية التي أصدرت قرارا بألا وجه للمتابعة أو بالبراءة، وكذا تاريخ هذا القرار؛

- طبيعة وقيمة الأضرار المطالب التعويض بسببها؛

- عنوان المدعي الذي يتلقى فيه التبليغات.

في أجل لا يتعدى عشرين (20) يوما ابتداء من تاريخ استلام العريضة، يرسل أمين اللجنة نسخة من العريضة إلى العون القضائي للخرزية.

وفي نفس الوقت يطلب ملف الإجراءات الجزائية من أمانة ضبط الجهة القضائية التي أصدرت قرارا بألا وجه للمتابعة أو بالبراءة.

يودع العون القضائي للخرزية مذكراته لدى أمانة اللجنة، وتبلغ هذه المذكرات إلى المدعى.

يرسل بعدها الملف إلى النائب العام لدى المحكمة العليا الذي يودع مذكراته في الشهر الموالي.

بعد إيداع مذكرات النائب العام، يعين رئيس اللجنة مقررًا في القضية من بين أعضائها.

تقوم اللجنة أو تأمر بجميع إجراءات التحقيق اللازمة وخاصة سماع المدعي إذا اقتضى الحال.

بعد انتهاء التحقيق، يُحدد رئيس اللجنة تاريخ الجلسة بعد استشارة النائب العام. ويبلغ هذا التاريخ

sa requête. Le paragraphe deux de ladite disposition déclare : « La requête, signée du demandeur ou d'un avocat agréé à la Cour suprême, est déposée auprès du secrétaire de la Commission qui en délivre récépissé».

La requête contient l'exposé des faits et toutes indications utiles, notamment:

-la date et la nature de la décision qui a ordonné la détention provisoire ainsi que l'établissement pénitentiaire où elle a été subie ;

-la juridiction qui a prononcé la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement ainsi que la date de sa décision ;

-la nature et le montant des préjudices allégués ;

-l'adresse où doivent être faites les notifications au demandeur.

Dans un délai de vingt (20) jours de la réception de la requête, copie de celle-ci est transmise à l'Agent judiciaire du Trésor par le secrétaire de la Commission.

En même temps, il demande au greffe de la juridiction qui a rendu la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement, la communication du dossier de la procédure pénale.

L'agent judiciaire du Trésor dépose ses conclusions au secrétariat de la Commissions. Celles-ci sont notifiées au demandeur.

Le dossier est ensuite transmis au procureur général près la Cour suprême pour le dépôt de ses conclusions dans le mois qui suit.

Dès le dépôt des conclusions du procureur général, le président de la Commission désigne un des membres comme rapporteur.

La Commission procède ou fait précéder à toutes mesures d'instructions, notamment, s'il y a lieu, à l'audition du demandeur.

Une fois l'instruction terminée, le président de la Commission fixe la date d'audience après

الفضلى للولد لها الأسبقية على جميع الاعتبارات الأخرى. فلا تستبعد الأبوة عن ولد إلا إذا ثبت قطعيا أن الولد نتاج لعلاقة غير شرعية. لقد تم نشر قرار في عدد خاص من مجلة المحكمة العليا (2001) يوضح جدا ما استقر عليه الاجتهاد القضائي في هذه المجال (قرار غرفة الأحوال الشخصية للمحكمة العليا بتاريخ 15/12/1998، ملف رقم 202430 مجلة المحكمة العليا، عدد خاص، 2001، ص.77).

دفع بعدم الدستورية

ينظم الدستور السلطات العمومية ويحدد، على وجه الخصوص، توزيع اختصاصات الأشخاص والهيئات التي تتدخل في تطبيق القانون الوضعي وتدير الشؤون العامة. يطبق تعبير عدم الدستورية على قاعدة قانونية يثيرها أحد أطراف الخصومة بقصد إحالتها على المحكمة الدستورية عندما يتبين له أنها لا تتطابق مع أحكام الدستور. تسمى هذه الإجراءات في القانون الجزائري «بالدفع بعدم الدستورية.

قبل التنقيح الدستوري الذي حدث في سنة 2016، لم تكن مسألة عدم دستورية القوانين تعني القضاة. هناك بعض السلطات العليا فقط التي لها الحق في إخطار المجلس الدستوري (حسب التسمية في ذلك الوقت) للنظر في دستورية قانون ما، وهي: رئيس الجمهورية، رئيس مجلس الأمة، رئيس المجلس الشعبي الوطني والوزير الأول.

استحدث التعديل الدستوري لسنة 2016 في مادته 188 إمكانية أحد أطراف الخصومة بإثارة أمام القاضي الدفع بعدم دستورية القاعدة القانونية التي يمكن أن يُبنى عليها مآل النزاع.

إن التعديل الدستوري لسنة 2020 الذي استبدل تسمية المجلس الدستوري باسم المحكمة الدستورية قد أخذ بهذا المبدأ، بحيث نص في مادته 195 على أنه «يمكن إخطار المحكمة الدستورية بالدفع بعدم الدستورية بناء على إحالة من المحكمة العليا أو مجلس الدولة عندما يدعي أحد الأطراف في المحاكمة أمام جهة قضائية أن الحكم (القاعدة) التشريعي أو التنظيمي الذي يتوقف عليه مآل النزاع ينتهك حقوقه وحرياته التي يضمنها الدستور». وعندما تخطر المحكمة الدستورية

l'enfant l'emporte sur toute autre considération. Elles n'écartent la paternité que nie l'homme que s'il est formellement établi que l'enfant est le produit d'une relation illégitime. Un arrêt publié dans un numéro spécial de la revue de la Cour suprême (2001) illustre parfaitement la constance de la jurisprudence en cette matière (arrêt de la chambre du statut personnel de la Cour suprême, du 15/12/1998, dossier n° 202430, Revue de la Cour suprême, numéro spécial 2001, p.77).

Exception d'inconstitutionnalité

La Constitution règle l'organisation des pouvoirs publics, et fixe notamment, la répartition des compétences des personnes et des organismes qui interviennent dans l'application du droit positif et la gestion des affaires publiques. Le terme inconstitutionnalité s'applique à une disposition légale qu'une des parties au procès entend déférer au Conseil constitutionnel (Cour constitutionnelle actuellement) lorsqu'elle l'estime incompatible avec les termes de la Constitution. Cette procédure, dans le Droit algérienne est appelée l'exception l'inconstitutionnalité.

Avant l'amendement constitutionnel intervenu en 2016, la question de l'inconstitutionnalité des lois ne concernait pas les juges. Seules certaines autorités supérieures avaient le droit de saisir le Conseil constitutionnel (selon l'appellation en ce moment-là) pour se prononcer sur la constitutionnalité d'une loi : le Président de la République, le Président du Conseil de la nation, le Président de l'Assemblée populaire nationale et le Premier ministre.

L'amendement de la Constitution de 2016 a introduit dans son article 188 la possibilité, pour l'une des parties au procès, de soulever devant le juge l'exception d'inconstitutionnalité d'une disposition législative dont dépend l'issue du litige.

L'amendement constitutionnel de 2020, qui a modifié la dénomination du Conseil Constitutionnel pour devenir Cour Constitutionnelle, a consacré également le principe de l'exception d'inconstitutionnalité dans son article 195. Il y est stipulé que « La Cour constitutionnelle peut être saisie d'une exception d'inconstitutionnelle sur renvoi de la Cour Suprême ou du Conseil d'Etat, lorsque l'une des parties au procès soutient devant une juridiction que la disposition législative ou réglementaire dont dépend l'issue

المحبوس الجدير بالوضع في الورشات الخارجية هو:

1) المحبوس المبتدئ الذي قضى ثلث (1/3) العقوبة المحكوم بها عليه؛

2) المحبوس الذي سبق الحكم عليه بعقوبة سالبة للحرية وقضى نصف (1/2) العقوبة المحكوم بها عليه.

يتم الوضع في الورشة الخارجية بموجب مقرر يصدره قاضي تطبيق العقوبات ويشعر به المصالح المختصة بوزارة العدل.

يوضع المحبوسون في الورشة الخارجية في إطار اتفاقية مبرمة بين مدير المؤسسة العقابية وممثل الهيئة العمومية الطالبة.

حالة الأشخاص

تتكون «حالة» الشخص الطبيعي من جميع العناصر التي تحدد شخصيته القانونية وتفرده فيما يتعلق بأسرته والأشخاص الآخرين. يتعلق الأمر أساساً بأسمائه ولقبه، ومكان وتاريخ ميلاده، ونسبه، وأهليته المدنية، وموطنه، ووضعه فيما يتعلق بالزواج: سواء كان عازبًا أو متزوجًا أو مطلقًا أو أرملاً.

من الضروري التمييز بين حالة الأشخاص والحالة المدنية التي هي المرفق العام المكلف بإنشاء وحفظ وثائق الحالة المدنية (ميلاد، زواج، وفاة، إلخ).

في مجال قانون الأسرة، يجري الحديث أحيانًا عن «الحالة الظاهرة»، مما يعني الافتراض القانوني لنسب شخص ما بالنسبة لشخص آخر (وُلد بالنسبة لأب مفترض) على أساس بعض الحقائق الظاهرة، وبعض المفاهيم السارية، على سبيل المثال، القاعدة التي تقول: (الولد للفراش).

يحدث الإشكال في الحالة الظاهرة عندما تُنكر أبوة الولد من قبل الأب المفترض. إن القانون والاجتهاد القضائي والفقه في هذه المسألة متشددة بشكل خاص في الجزائر. فالمصلحة

Le détenu susceptible d’être admis en chantiers extérieurs est :

1) le détenu primaire ayant purgé le tiers (1/3) de la peine pour laquelle il a été condamné ;

2) le détenu déjà condamné à une peine privative de liberté et ayant purgé la moitié (1/2) de la peine pour laquelle il a été condamné.

Le placement en chantier extérieur s’effectue sur décision du juge de l’application des peines, les services compétents du ministère de la justice étant informés.

Les détenus employés dans le cadre d’un chantier extérieur le sont en vertu d’une convention signée par le représentant légal de l’organisme public demandeur et le directeur de l’établissement pénitentiaire

Etat des personnes

L’ « état » d’une personne physique est constitué par l’ensemble des éléments qui déterminent sa personnalité juridique et l’individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. Il s’agit principalement de ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation par rapport au mariage : s’il est célibataire, marié, divorcé ou veuf.

Il est nécessaire de faire la distinction entre état des personnes et état civil, l’état civil étant le service public chargé d’établir et de conserver les actes de l’état civil (acte de naissance, de mariage, de décès etc.).

On parle parfois de possession d’état, ce qui désigne la présomption légale de l’établissement de la filiation d’une personne par rapport à une autre (enfant par rapport au père présumé) sur la base de certains faits apparents et en considération de certains concepts en vigueur, par exemple la règle selon laquelle : « l’enfant est au lit » (الولد للفراش) .

Le problème de la possession d’état se pose particulièrement lorsque la paternité de l’enfant est contestée par un présumé père. La loi, la jurisprudence et la doctrine, en cette matière, sont particulièrement sévères en Algérie. L’intérêt de

du litige porte atteinte à ses droits et libertés tels que garantis par la Constitution. Lorsque la Cour constitutionnelle est saisie sur ce fondement, sa décision est rendue dans les quatre (4) mois de sa saisine. Ce délai peut être prorogé une seule fois de quatre (4) mois au maximum, sur décision motivée de la Cour, notifiée à la juridiction saisissante

L'article 196 de la nouvelle Constitution renvoie à une loi organique qui déterminera les procédures et les modalités de saisine et du renvoi devant la Cour constitutionnelle.

Même sous l'empire de la Constitution de 2016, il a été fait renvoi à une loi organique pour définir ces procédures et modalités. C'est l'objet de la loi organique n°18-16 du 2 septembre 2018 (JO n° 54 du 05/09/2018),

En attendant la promulgation d'une nouvelle loi organique en application de l'article 196 de la nouvelle Constitution, on traitera la question à la lumière de la loi organique de 2018.

En vertu de cette loi organique de 2018, l'exception d'inconstitutionnalité peut être soulevée au cours de toute instance devant les juridictions relevant de l'ordre judiciaire ordinaire et les juridictions relevant de l'ordre judiciaire administratif, par l'une des parties au procès qui soutient que la disposition législative (ou réglementaire selon la nouvelle constitution) dont dépend l'issue du litige porte atteinte à ses droits et libertés garantis par la Constitution.

L'exception d'inconstitutionnalité peut être soulevée pour la première fois en appel ou en cassation. Si elle est soulevée au cours de l'instruction pénale, elle est examinée par la chambre d'accusation.

L'exception d'inconstitutionnalité ne peut être soulevée devant le tribunal criminel de première instance, mais elle peut l'être lors de l'appel du jugement rendu par cette juridiction. L'exception sera alors soulevée par requête écrite jointe à la déclaration d'appel. Dans ce cas, le tribunal criminel d'appel statuera sur l'exception d'inconstitutionnalité avant l'ouverture des débats. L'exception d'inconstitutionnalité ne peut être soulevée d'office par le juge. Elle a lieu uniquement à l'initiative de l'une des parties au procès.

Elle est, à peine d'irrecevabilité, présentée dans un écrit distinct et motivé. La juridiction statue, après

sur avis du ministre public ou du Commissaire d'Etat, sur la transmission de l'exception d'inconstitutionnalité à la Cour suprême ou au Conseil d'Etat, sans délai, par une décision motivée. Si la juridiction comprend des assesseurs non magistrats, elle statue hors leur présence.

La juridiction devant laquelle l'exception d'inconstitutionnalité a été soulevée prend la décision de transmettre l'exception d'inconstitutionnalité, selon le cas, à la Cour suprême ou au Conseil d'Etat, si les conditions suivantes sont réunies :

- la disposition législative (ou réglementaire selon la nouvelle Constitution) contestée détermine l'issue du litige ou constitue le fondement des poursuites ;

- la disposition législative(ou réglementaire selon la nouvelle Constitution) n'a pas déjà été déclarée conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel (Cour constitutionnelle actuellement), sauf changement de circonstances,

- le moyen soulevé présente un caractère sérieux.

Dans les dix (10) jours de son prononcé, la décision de transmettre l'exception d'inconstitutionnalité est adressée à la Cour suprême ou au Conseil d'Etat, accompagnée des mémoires et des conclusions des parties. Cette décision est notifiée aux parties. Elle n'est susceptible d'aucun recours.

La décision de refus de transmettre l'exception d'inconstitutionnalité est notifiée aux parties. Elle ne peut être contestée qu'à l'occasion d'un recours contre la décision réglant tout ou partie du litige. La contestation doit être présentée dans un écrit distinct et motivée.

En cas de transmission de l'exception d'inconstitutionnalité, la juridiction saisie sursoit à statuer sur le litige, jusqu'à réception de la décision de la Cour suprême ou du Conseil d'Etat ou celle du Conseil Constitutionnel (Cour constitutionnelle actuellement) lorsque l'exception lui a été renvoyée.

Toutefois, le cours de l'instruction n'est pas suspendu et la juridiction peut prendre les mesures provisoires ou conservatoires nécessaires.

La juridiction ne sursoit pas à statuer lorsqu'une

avis du ministre public ou du Commissaire d'Etat, sur la transmission de l'exception d'inconstitutionnalité à la Cour suprême ou au Conseil d'Etat, sans délai, par une décision motivée. Si la juridiction comprend des assesseurs non magistrats, elle statue hors leur présence.

La juridiction devant laquelle l'exception d'inconstitutionnalité a été soulevée prend la décision de transmettre l'exception d'inconstitutionnalité, selon le cas, à la Cour suprême ou au Conseil d'Etat, si les conditions suivantes sont réunies :

- la disposition législative (ou réglementaire selon la nouvelle Constitution) contestée détermine l'issue du litige ou constitue le fondement des poursuites ;

- la disposition législative(ou réglementaire selon la nouvelle Constitution) n'a pas déjà été déclarée conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel (Cour constitutionnelle actuellement), sauf changement de circonstances,

- le moyen soulevé présente un caractère sérieux.

Dans les dix (10) jours de son prononcé, la décision de transmettre l'exception d'inconstitutionnalité est adressée à la Cour suprême ou au Conseil d'Etat, accompagnée des mémoires et des conclusions des parties. Cette décision est notifiée aux parties. Elle n'est susceptible d'aucun recours.

La décision de refus de transmettre l'exception d'inconstitutionnalité est notifiée aux parties. Elle ne peut être contestée qu'à l'occasion d'un recours contre la décision réglant tout ou partie du litige. La contestation doit être présentée dans un écrit distinct et motivée.

En cas de transmission de l'exception d'inconstitutionnalité, la juridiction saisie sursoit à statuer sur le litige, jusqu'à réception de la décision de la Cour suprême ou du Conseil d'Etat ou celle du Conseil Constitutionnel (Cour constitutionnelle actuellement) lorsque l'exception lui a été renvoyée.

Toutefois, le cours de l'instruction n'est pas suspendu et la juridiction peut prendre les mesures provisoires ou conservatoires nécessaires.

La juridiction ne sursoit pas à statuer lorsqu'une

تكون جلسة المجلس الدستوري (المحكمة الدستورية حاليا) علنية، إلا في الحالات الاستثنائية المحددة في النظام المحدد لقواعد عمله. ويتم تمكين الأطراف، الممثلين من قبل محاميهم وممثل الحكومة من تقديم ملاحظاتهم وجاهيا. يبلغ قرار المجلس الدستوري (المحكمة الدستورية حاليا) إلى المحكمة العليا أو مجلس الدولة، لإعلام الجهة القضائية التي أثير أمامها الدفع بعدم الدستورية.

جلسة المجلس الدستوري

جلسة المجلس الدستوري

جلسة المجلس الدستوري

تنفيذي (سند تنفيذي)

السند التنفيذي هو النسخة التنفيذية من الحكم القضائي أو العقد التوثيقي الممهورة بصيغة تنفيذه يضعها عليها أمين ضبط الجهة القضائية التي أصدرت الحكم أو الموثق الذي حرر أصل العقد الذي يتضمن التزاما (انظر الصيغة التنفيذية). وباتباع إجراءات معينة، يمكن ضمان تنفيذ النسخة التنفيذية عن طريق الإكراه، إن لزم الأمر.

خبير قضائي

خبير قضائي يشرح لـمجلس الدولة

الخبير القضائي هو محترف مؤهل: مهندس، طبيب، إلخ، يكلف من قبل القاضي لإبداء رأيه الفني في وقائع معينة من أجل تسليط الضوء على قضية معينة. لهذا، يجب أن يؤدي اليمين أمام المجلس القضائي الذي يعتمد لديه.

خبير قضائي يشرح لـمجلس الدولة

الخبير القضائي مسجل في قائمة معدة على مستوى كل مجلس قضائي، وهناك قائمة تشمل كل الخبراء على مستوى الوطن، كل حسب المجلس القضائي الذي يعتمد لديه. يتقاضى الخبير القضائي أتعابًا يحدد القاضي قيمتها النهائية.

تسليم المجرمين

تعريف

تسليم المجرمين إجراء تقوم بموجبه الدولة بتسليم مرتكب جريمة إلى دولة أجنبية تطلبه، حتى يمكن محاكمته أو قضاء عقوبته ببلد الطالب. يعني إجراء تسليم المجرمين دولتين، الدولة الطالبة، أي الدولة التي تطلب التسليم، والدولة المطلوب منها التسليم، وهي الدولة التي يقدم لها طلب التسليم.

L'audience du Conseil constitutionnel (Cour constitutionnelle actuellement) est publique, sauf dans les cas exceptionnels définis par le règlement fixant les règles de son fonctionnement. Les parties, représentées par leurs avocats, ainsi que le représentant du Gouvernement, sont mises à même de présenter contradictoirement leurs observations. La décision du Conseil Constitutionnel (Cour constitutionnelle actuellement) est notifiée à la Cour suprême ou au Conseil d'Etat pour informer la juridiction devant laquelle l'exception d'inconstitutionnalité a été soulevée.

Exécutoire (titre exécutoire)

Un titre exécutoire est une expédition d'une décision de justice ou d'un acte notarié assortie de la formule exécutoire (voir formule exécutoire), apposée, selon le cas, par le greffier de la juridiction qui a rendu la décision ou par le notaire qui a dressé l'acte contenant une obligation. Selon une procédure à suivre, le titre exécutoire peut être exécuté, au besoin par la contrainte.

Expert judiciaire

Expert judiciaire

L'expert judiciaire est un professionnel habilité : architecte, médecin, ingénieur ...Il est chargé par un juge de donner son avis technique sur des faits afin d'apporter des éclaircissements sur une affaire. Pour cela, il doit prêter serment devant la cour auprès de laquelle il est agréé.

Expert judiciaire

L'expert judiciaire est inscrit sur une liste établie auprès de chaque cour. Il perçoit des honoraires dont le montant définitif est fixé par le juge.

Extradition

Définition

L'extradition est une procédure par laquelle un État remet l'auteur d'une infraction à un État étranger qui le réclame, pour qu'il puisse y être jugé ou exécuter sa peine. L'extradition met en présence deux Etats, l'Etat requérant, c'est-à-dire celui qui demande l'extradition, et l'Etat requis, celui auquel la demande d'extradition est présentée.

شخص محروم من الحرية بسبب الدعوى أو عندما تهدف هذه الأخيرة إلى وضع حد للحرمان من الحرية وعندما ينص القانون على وجوب فصل الجهة القضائية في أجل محدد أو على سبيل الاستعجال.

تفصل المحكمة العليا أو مجلس الدولة في إحالة الدفع بعدم

تفصل المحكمة العليا أو مجلس الدولة في إحالة الدفع بعدم الدستورية إلى المجلس الدستوري (المحكمة الدستورية حاليا) في أجل شهرين (2) ابتداء من تاريخ استلام الإرسال.

تفصل المحكمة العليا أو مجلس الدولة في إحالة الدفع بعدم

تفصل المحكمة العليا أو مجلس الدولة في إحالة الدفع بعدم

تفصل المحكمة العليا أو مجلس الدولة في إحالة الدفع بعدم

عندما يثار الدفع بعدم الدستورية أمام المحكمة العليا أو مجلس الدولة مباشرة، يفصلان على سبيل الأولوية في إحالته على المجلس الدستوري (المحكمة الدستورية حاليا) في أجل شهرين(2)

تفصل المحكمة العليا أو مجلس الدولة في إحالة الدفع بعدم

تفصل المحكمة العليا أو مجلس الدولة في إحالة الدفع بعدم

يصدر قرار المحكمة العليا أو مجلس الدولة بتشكيلة يرأسها رئيس كل جهة قضائية وعند تعذر ذلك، يرأسها نائب الرئيس وتتشكل من رئيس الغرفة المعنية وثلاثة (3) مستشارين يعينهم، حسب الحالة، الرئيس الأول للمحكمة العليا أو رئيس مجلس الدولة.

يرسل إلى المجلس الدستوري (المحكمة الدستورية حاليا)

يرسل إلى المجلس الدستوري (المحكمة الدستورية حاليا)

يرسل إلى المجلس الدستوري (المحكمة الدستورية حاليا) القرار المسبب للمحكمة العليا أو مجلس الدولة عند إحالة الدفع إليه مرفقا بمذكرات وعرائض الأطراف.

يرسل إلى المجلس الدستوري (المحكمة الدستورية حاليا)

يرسل إلى المجلس الدستوري (المحكمة الدستورية حاليا)

عند إحالة الدفع إلى المجلس الدستوري (المحكمة الدستورية حاليا)، يتعيّن على المحكمة العليا أو مجلس الدولة إرجاء الفصل إلى حين البت في الدفع بعدم الدستورية، إلا إذا كان المعني محروما من الحرية بسبب الدعوى أو عندما تهدف هذه الأخيرة إلى وضع حد للحرمان من الحرية أو إذا كانا ملزمين قانونا بالفصل في أجل محدد أو على سبيل الاستعجال.

يرسل إلى المجلس الدستوري (المحكمة الدستورية حاليا)

يرسل إلى المجلس الدستوري (المحكمة الدستورية حاليا)

يتم إعلام الجهة القضائية التي أرسلت الدفع بعدم الدستورية بقرار المحكمة العليا أو مجلس الدولة ويبلغ للأطراف في أجل عشرة (10) أيام من تاريخ صدوره. في حالة عدم فصل المحكمة العليا أو مجلس الدولة في أجل شهرين، يحال الدفع بعدم الدستورية تلقائيا إلى المجلس الدستوري. (المحكمة الدستورية حاليا).

personne est privée de liberté à raison de l'instance ou lorsque l'instance a pour objet de mettre fin à une mesure privative de liberté ou lorsque la loi prévoit qu'elle doit statuer dans un délai déterminé ou en urgence.

Dans un délai de deux (2) mois à compter de la

Dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la transmission de la décision de l'exception d'inconstitutionnalité, la Cour suprême ou le Conseil d'Etat se prononce sur le renvoi de l'exception d'inconstitutionnalité au Conseil constitutionnel (Cour constitutionnelle actuellement).

Lorsque l'exception d'inconstitutionnalité est soulevée

Lorsque l'exception d'inconstitutionnalité est soulevée directement devant la Cour suprême ou le Conseil d'Etat, la juridiction concernée doit se prononcer par priorité sur son renvoi devant le Conseil Constitutionnel (Cour constitutionnelle actuellement), dans un délai de deux (2) mois

Lorsque l'exception d'inconstitutionnalité est soulevée

L'arrêt de la Cour suprême ou du Conseil d'Etat est rendu par une formation présidée par le président de chaque juridiction et, en cas d'empêchement, par le vice-président et composée du président de la chambre concernée et de trois (3) conseillers désignés, selon le cas, par le premier président de la Cour suprême ou le président du Conseil d'Etat.

La décision motivée de la Cour suprême ou du Conseil

La décision motivée de la Cour suprême ou du Conseil d'Etat de renvoyer l'exception devant le Conseil constitutionnel (Cour constitutionnelle actuellement) est transmise à ce dernier avec les mémoires et les conclusions des parties.

La décision motivée de la Cour suprême ou du Conseil

En cas de renvoi de l'exception d'inconstitutionnalité au Conseil constitutionnel (Cour constitutionnelle actuellement), la Cour suprême ou le Conseil d'Etat sursoit à statuer jusqu'à ce qu'il se soit prononcé, sur l'exception, sauf lorsque l'intéressé est privé de liberté à raison de l'instance ou lorsque l'instance a pour objet de mettre fin à une mesure privative de liberté ou lorsque la loi prévoit qu'il doit statuer dans un délai déterminé ou en urgence.

La décision de la Cour suprême ou du Conseil d'Etat

La décision de la Cour suprême ou du Conseil d'Etat est communiquée à la juridiction qui a transmis l'exception d'inconstitutionnalité et notifiée aux parties dans les dix (10) jours de son prononcé. Si la Cour suprême ou le Conseil d'Etat ne s'est pas prononcé dans délai de deux (2) mois, l'exception est renvoyée d'office au Conseil constitutionnel (Cour constitutionnelle actuellement).

La décision de la Cour suprême ou du Conseil d'Etat

La décision de la Cour suprême ou du Conseil d'Etat

L'extradition est souvent permise par l'existence d'un accord préalable entre les deux États. C'est le cas, par exemple, de la convention relative à l'extradition passée entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signée à Londres, le 11 juillet 2006 et ratifiée par décret présidentiel n° 06-464 du 11 février 2006 (JO n° 81 du 13/12/2006, p. 4).

Toutefois, cette réciprocité n'est pas toujours nécessaire, et l'extradition peut avoir lieu si elle est conforme à la loi de l'Etat requis.

Plusieurs conditions sont nécessaires pour que la demande d'extradition soit satisfaite. Il y a d'abord l'incrimination qui doit être prévue dans les deux Etats, il y a ensuite la condition de l'absence de motifs politiques ou encore l'engagement de l'État requérant de ne pas condamner la personne pour d'autres incriminations que celle pour laquelle l'extradition est demandée.

En Algérie, la procédure d'extradition est définie par le code de procédure pénale dans ses articles 694 à 720. Mais des conventions entre l'Algérie et certains autres pays ont été conclues. Dans ce dernier cas, ce sont les termes de la convention bilatérale qui seront appliqués.

I) Conditions d'extradition

Sauf dispositions contraires résultant des traités ou conventions diplomatiques, les conditions, la procédure et les effets de l'extradition sont déterminés comme suit :

a) Nécessité de l'incrimination du fait pour lequel l'extradition a été demandée dans les deux pays (requérant et requis) :

Aucune remise ne pourra être faite à un gouvernement étranger de personne n'ayant pas été l'objet d'une poursuite ou d'une condamnation pour une infraction prévue par la loi algérienne.

b) Les personnes concernées par la procédure d'extradition

L'extradition ne concerne que les étrangers se trouvant sur le sol algérien. L'Etat algérien ne peut jamais livrer son citoyen. Mais elle peut demander par la procédure d'extradition qu'il lui soit livré.

كثيرا ما يُسمح بتسليم المجرمين بوجود اتفاق مسبق بين الدولتين. هذا هو الحال، على سبيل المثال، بالنسبة لاتفاقية تسليم المجرمين بين حكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية وحكومة المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية، الموقعة في لندن في 11 يوليو 2006 وصُدِّقت بموجب مرسوم رئاسي رقم 06-464 بتاريخ 11 فبراير 2006 (ج ر عدد 81 بتاريخ 13/12/2006، ص 4).

ومع ذلك، فإن هذه المعاملة بالمثل ليست ضرورية دائماً، وقد يتم التسليم إذا كان ذلك متفقاً مع قانون الدولة المطلوب منها التسليم.

هناك عدة شروط ضرورية يجب توافرها لاستيفاء طلب التسليم، منها أولاً الجرم الذي يجب أن يكون منصوصاً عليه في كلتا الدولتين، ثم هناك شرط غياب أسباب سياسية أو شرط تعهد الدولة الطالبة بامتناع عن إدانة الشخص المسلم بسبب جرائم غير التي طلب التسليم من أجلها.

في الجزائر، فقانون الإجراءات الجزائية هو الذي حدّد إجراءات التسليم في المواد 694 إلى 720. ولكن هناك اتفاقيات أبرمت بين الجزائر وبعض البلدان الأخرى. في الحالة الأخيرة، سيتم تطبيق شروط الاتفاق الثنائي. سنتحدث عما ينص عليه قانون الإجراءات الجزائية.

(ا) شروط تسليم المجرمين

ما لم تنص المعاهدات والاتفاقيات الدبلوماسية على خلاف ذلك، تحدد شروط تسليم المجرمين وإجراءاته وآثاره كما يلي:

(أ) ضرورة أن تكون الواقعة المطلوب التسليم من أجلها مُجرّمة في كلا البلدين (الطالب والمطلوب منه التسليم):

لا يجوز تسليم شخص إلى حكومة أجنبية ما لم يكن قد اتخذت في شأنه إجراءات متابعة جزائية أو حكم عليه بسبب جريمة منصوص عليها في القانون الجزائري.

(ب) الأشخاص المعنيون بإجراءات التسليم

لا تخص إجراءات تسليم المجرمين إلا الأجانب على الأراضي الجزائرية فقط. إن الدولة الجزائرية لا يمكنها أبداً أن تسلم مواطناً لها. ولكن يمكنها أن تطلب، من خلال إجراءات التسليم، أن يُسلّم إليها.

En revanche, le gouvernement algérien peut livrer sur leur demande aux gouvernements étrangers, tout individu non algérien qui, étant étranger faisant l'objet d'une poursuite intentée au nom de l'État requérant ou d'une condamnation prononcée par ses tribunaux, se trouve sur le territoire algérien.

Néanmoins, l'extradition n'est accordée que si l'infraction, cause de la demande, a été commise:

- soit sur le territoire de l'Etat requérant par un sujet de cet état ou par un étranger ;

- soit en dehors de son territoire par un sujet de cet Etat ;

- soit en dehors de son territoire par un individu étranger à cet Etat, quand l'infraction est au nombre de celles dont la loi algérienne autorise la poursuite en Algérie, alors même qu'elles ont été commises par un étranger à l'étranger.

c) Faits pouvant donner lieu à extradition

Les faits qui peuvent donner lieu à l'extradition, qu'il s'agisse de la demander ou de l'accorder, sont les suivants :

1) Tous les faits punis de peines criminelles par la loi de l'état requérant ;

2) Les faits punis de peines délictuelles par la loi de l'Etat requérant, quand le maximum de la peine encourue, aux termes de cette loi, est de deux ans ou plus, ou s'il s'agit d'un condamné, quand la peine prononcée par la juridiction de l'Etat requérant est égale ou supérieure à deux mois d'emprisonnement.

En aucun cas, l'extradition n'est accordée si le fait n'est pas puni par la loi algérienne d'une peine criminelle ou délictuelle.

Les faits constitutifs de tentative ou de complicité sont soumis aux règles précédentes à condition qu'ils soient punissables d'après la loi de l'Etat requérant et d'après celle de l'Etat requis.

Si la demande a pour objet plusieurs infractions commises par l'individu réclamé et qui n'ont pas été encore jugées, l'extradition n'est

وعلى العكس من ذلك، يجوز للحكومة الجزائرية أن تسلم شخصا غير جزائري إلى حكومة أجنبية بناء على طلبها إذا وجد في أراضي الجمهورية الجزائرية وكانت قد اتخذت في شأنه إجراءات متابعة باسم الدولة الطالبة أو صدر حكم إدانة ضده من محاكمها.

ومع ذلك، لا يجوز التسليم إلا إذا كانت الجريمة موضوع الطلب قد ارتكبت:

- إما في أراضي الدولة الطالبة من أحد رعاياها أو من أحد الأجانب؛

- وإما خارج أراضيها من أحد رعايا هذه الدولة؛

- وإما خارج أراضيها من أحد الأجانب عن هذه الدولة إذا كانت الجريمة من عداد الجرائم التي يجيز القانون الجزائري المتابعة فيها في الجزائر حتى ولو ارتكبت من أجنبي في الخارج.

(ت) الوقائع التي قد تؤدي إلى تسليم المجرمين

الوقائع التي قد تؤدي إلى تسليم المجرمين، سواء تعلق الأمر بطلبه أو بمنحه، هي كما يلي:

1) جميع الأفعال التي يعاقب عليها بعقوبة جنائية قانون الدولة الطالبة.

2) الأفعال التي يعاقب عليها بعقوبة جنحة بموجب قانون الدولة الطالبة، عندما يكون الحد الأقصى للعقوبة المطبقة طبقاً لنصوص ذلك القانون سنتين أو أكثر، أو إذا تعلق الأمر بمتهم قُضي عليه بالعقوبة إذا كانت العقوبة التي قضى بها من الجهة القضائية للدولة الطالبة تساوي أو تجاوز الحبس لمدة شهرين.

لا يُمنح التسليم بأي حال من الأحوال إذا كان الفعل لا يعاقب عليه القانون الجزائري بعقوبة جنابة أو جنحة.

وتخضع الأفعال المكونة للشروع أو للاشتراك للقواعد السابقة بشرط أن تكون معاقبا عليها طبقاً لقانون كل من الدولة الطالبة والدولة المطلوب إليها التسليم.

إذا كان الطلب يتعلق بعدة جرائم ارتكبها الشخص المطلوب تسليمه ولم يحكم فيها بعد، فلا يُقبل التسليم

6) إذا حصل عفو في الدولة طالبة أو في الدولة المطلوب إليها التسليم، شريطة أن تكون الجريمة في الحالة الأخيرة في عداد الجرائم التي يمكن ملاحقتها في هذه الدولة عندما ترتكب خارج إقليمها من شخص أجنبي عنها.

ث) طلبات تسليم متزامنة

إذا طُلب التسليم، في جريمة واحدة، في وقت واحد من قبل عدة دول، يفضل منحها للدولة التي وجهت الجريمة ضد مصالحها أو تلك التي ارتكبت الجريمة في إقليمها.

إذا كانت طلبات التسليم المتعارضة ناتجة عن جرائم مختلفة، يؤخذ بعين الاعتبار، من أجل تحديد الأفضلية في التسليم، جميع الظروف الواقعية، وعلى الأخص خطورة الجريمة النسبية، ومكان ارتكاب الجرائم والتاريخ الخاص بكل طلب والتعهد الذي قد تلتزم به إحدى الدول طالبة لإعادة التسليم.

ج) تعهد الدولة طالبة بعدم مقاضاة الشخص المسلم أو معاقبته إلا بسبب الجريمة التي تم التسليم من أجلها.

مع مراعاة الاستثناءات الواردة أدناه، لا يقبل التسليم إلا بشرط ألا يكون الشخص المُسلم موضوع متابعة أو محاكمة على جريمة أخرى غير تلك التي برّرت التسليم.

ح) حالة أجنبي تُوبع أو أُدين في الجزائر

في حالة ملاحقة أو إدانة أجنبي في الجزائر حيث يُطلب تسليمه على أساس جريمة مغايرة، لا يتم تسليمه إلا بعد انتهاء المتابعة وبعد تنفيذ العقوبة في حالة الحكم عليه.

ومع ذلك، فإن هذه القاعدة لا تمنع من إرسال أجنبي مؤقتًا للمثول أمام محاكم الدولة طالبة، بشرط صريح أن يعاد بمجرد قيام القضاء الأجنبي بالفصل في الجريمة.

6) Si une amnistie est intervenue dans l'état requérant ou dans l'Etat requis, à la condition que dans ce dernier cas l'infraction soit au nombre de celles qui peuvent être poursuivies dans cet Etat lorsqu'elles ont été commises hors de son territoire par un étranger.

d) Demandes concurrentes d'extradition

Si, pour une infraction unique, l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats, elle est accordée de préférence à l'Etat contre les intérêts duquel l'infraction était dirigée ou à celui sur le territoire duquel elle a été commise.

Si les demandes concurrentes ont pour cause des infractions différentes, il est tenu compte, pour décider de la priorité, de toutes circonstances de fait, notamment de la gravité relative, du lieu des infractions, de la date respective des demandes et de l'engagement qui serait pris par l'un des états requérants de procéder à la réextradition.

f) L'engagement de l'Etat requérant que l'individu extradé ne sera ni poursuivi ni puni que pour l'infraction ayant motivée son extradition

Sous réserve des exceptions prévues ci-après, l'extradition n'est accordée qu'à la condition que l'individu extradé ne sera ni poursuivi, ni puni pour une infraction autre que celle ayant motivé l'extradition.

g) Cas d'un étranger poursuivi ou condamné en Algérie

Dans le cas où un étranger est poursuivi ou condamné en Algérie et que son extradition est demandée à raison d'une infraction différente, la remise n'est effectuée qu'après que la poursuite est terminée, et en cas de condamnation, après que la peine a été exécutée.

Toutefois, cette disposition ne fait pas obstacle à ce que l'étranger puisse être envoyé temporairement pour comparaître devant les tribunaux de l'Etat requérant, sous la condition expresse qu'il sera renvoyé dès que la justice étrangère aura statué.

إلا إذا كان الحد الأقصى للعقوبة المطبقة وفقا لقانون الدولة طالبة لمجموع هذه الجرائم، يساوي أو يزيد عن الحبس لمدة سنتين.

إذا كان الشخص المطلوب تسليمه قد سبق الحكم عليه، في أي بلد كان، بحكم نهائي بالحبس لمدة شهرين أو أكثر في جنحة من جنح القانون العام، فيقبل التسليم وفقا للقواعد السابقة، بمعنى أن يقبل عن الجنايات والجنح ولكن بغير اعتبار لمدة العقوبة المطبقة أو المقضي بها في الجريمة الأخيرة.

تنطبق الأحكام السابقة على الجرائم المرتكبة من طرف العسكريين أو البحارة أو نظرائهم إذا كان القانون الجزائري يعاقب عليها باعتبارها من جرائم القانون العام.

ث) الحالات التي لا يقبل فيها تسليم المجرمين

لا يتم التسليم في الحالات التالية:

1) إذا كان الشخص المطلوب تسليمه جزائري الجنسية، والعبرة في تقدير هذه الصفة بوقت وقوع الجريمة المطلوب التسليم من أجلها؛

2) إذا كانت للجناية أو للجنحة صبغة سياسية أو إذا تبين من الظروف أن التسليم مطلوب لغرض سياسي؛

3) إذا ارتكبت الجناية أو الجنحة في الأراضي الجزائرية؛

4) إذا تمت متابعة الجناية أو الجنحة والحكم فيها نهائيا في الأراضي الجزائرية ولو كانت قد ارتكبت خارجها؛

5) إذا كانت الدعوى العمومية قد سقطت بالتقادم قبل تقديم الطلب أو كانت العقوبة قد انقضت بالتقادم قبل القبض على الشخص المطلوب تسليمه، وعلى العموم كلما انقضت الدعوى العمومية في الدولة طالبة، وذلك طبقا لقوانين الدولة طالبة أو الدولة المطلوب إليها التسليم.

accordée que si le maximum de la peine encourue, d'après la loi de l'Etat requérant pour l'ensemble de ces infractions, est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement.

Si l'individu réclamé a été antérieurement l'objet, en quelque pays que ce soit, d'une condamnation définitive à deux mois d'emprisonnement ou plus pour un délit de droit commun, l'extradition est accordée suivant les règles précédentes, c'est-à-dire seulement pour les crimes ou délits, mais sans égard au taux de la peine encourue ou prononcée pour la dernière infraction.

Les dispositions précédentes s'appliquent aux infractions commises par des militaires, marins ou assimilés lorsqu'elles sont punies par la loi algérienne comme infractions de droit commun.

d) Cas ou l'extradition ne peut être accordée

L'extradition n'est pas accordée dans les cas ci-après:

1) Lorsque l'individu, objet de la demande, est de nationalité algérienne, cette qualité étant appréciée d'après le moment de la commission de l'infraction pour laquelle l'extradition est requise ;

2) Lorsque le crime ou le délit a un caractère politique ou lorsqu'il résulte des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique ;

3) Lorsque les crimes ou délits ont été commis sur le territoire algérien ;

4) Lorsque les crimes ou délits, quoique commis hors du territoire algérien, y ont été poursuivis et jugés définitivement ;

5) Lorsque, d'après les lois de l'Etat requérant ou celles de l'Etat requis, la prescription de l'action publique s'est trouvée acquise antérieurement à la demande d'extradition ou la prescription de la peine antérieurement à l'arrestation de l'individu réclamé et, d'une façon générale, toutes les fois que l'action publique sera éteinte d'après les lois du pays requérant ou du pays requis.

h) La procédure d'extradition

Toute demande d'extradition est adressée au gouvernement algérien par voie diplomatique. Elle est accompagnée, soit d'un jugement ou d'un arrêt de condamnation, même par défaut ou par contumace, soit d'un acte de procédure criminelle ordonnant formellement ou opérant de plein droit le renvoi de l'inculpé ou de l'accusé devant la juridiction pénale, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force et décerné par l'autorité judiciaire, pourvu que ces derniers actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils sont délivrés et la date de ce fait.

Les pièces ci-dessus mentionnées doivent être produites en original ou en expédition authentique.

Le gouvernement requérant doit produire en même temps la copie des textes applicables au fait incriminé et joindre un exposé des faits de la cause.

La demande d'extradition est, après vérification des pièces, transmise avec le dossier, par le ministre des affaires étrangères au ministre de la justice, lequel s'assure de la régularité de la requête et lui donne telles suites que de droit.

Dans les vingt-quatre heures de l'arrestation, le procureur de la république procède à un interrogatoire d'identité (le texte en arabe confie cet interrogatoire au procureur général, voir art. 704 du CPP) et notifie à l'étranger le titre en vertu duquel l'arrestation a eu lieu. Il dresse procès-verbal de ces opérations.

L'étranger est transféré dans les plus brefs délais et écroué à l'établissement pénitentiaire d'Alger.

Les pièces produites à l'appui de la demande d'extradition sont en même temps transmises au procureur général près la Cour Suprême qui procède, dans un délai de vingt-quatre heures, à un interrogatoire dont il est dressé procès-verbal.

La chambre criminelle de la Cour Suprême est saisie, sur le champ, des procès-verbaux susvisés et de tous autres documents. L'étranger comparaît devant elle dans un délai maximum

(II) إجراءات تسليم المجرمين

يجب أن يوجه أي طلب لتسليم مجرم إلى الحكومة الجزائرية من خلال القنوات الدبلوماسية، ويصحب هذا الطلب إما بحكم أو بقرار إدانة، حتى ولو كان غائباً، وإما أوراق الإجراءات الجزائية التي صدر بشأنها الأمر رسمياً بإحالة المتهم إلى جهة القضاء الجزائي أو التي تؤدي إلى ذلك بقوة القانون وإما أمر بالقبض أو أية وثيقة صادرة من السلطة القضائية ولها ذات القوة على أن تتضمن هذه الأوراق الأخيرة بياناً دقيقاً للفعل الذي صدرت من أجله وتاريخ هذا الفعل.

يجب أن تقدم الأوراق المبينة أعلاه كأصول أو كنسخ رسمية.

يجب على الحكومة الطالبة أن تقدم في نفس الوقت نسخة من النصوص المطبقة على الفعل المكون للجريمة وإرفاق الطلب ببيان وقائع الدعوى.

بعد التحقق من الوثائق، يحال طلب التسليم مع الملف، من قبل وزير الخارجية إلى وزير العدل، الذي يتحقق من سلامة الطلب ويعطيه خط السير الذي يستلزمه القانون.

خلال الأربع والعشرين ساعة التالية للقبض على المطلوب تسليمه، يقوم وكيل الجمهورية باستجوابه للتحقق من شخصيته (النص بالعربية يكلف النائب العام بذلك، انظر المادة 704 من ق إ ج) ويبلغه المستند الذي بموجبه قبض عليه، ويحرر محضراً بهذه الإجراءات.

يتم نقل الأجنبي المطلوب تسليمه في أقصر أجل ويحبس في إحدى المؤسسات العقابية بمدينة الجزائر.

تُحال المستندات المقدمة لدعم طلب التسليم في نفس الوقت إلى النائب العام لدى المحكمة العليا الذي يقوم، في غضون أربع وعشرين ساعة، باستجواب الأجنبي، ويحرر عن ذلك محضراً.

ترفع المحاضر المشار إليها أعلاه وكافة المستندات الأخرى في الحال إلى الغرفة الجنائية بالمحكمة العليا، ويمثلُ الأجنبي أمامها في ميعاد أقضاه ثمانية أيام تبدأ

de huit jours, à compter de la notification des pièces. Sur la demande du ministère public ou du comparant, un délai supplémentaire de huit jours peut être accordé, avant les débats. Il est ensuite procédé à un interrogatoire dont le procès-verbal est dressé. L'audience est publique, à moins qu'il en soit décidé autrement, sur la demande du parquet ou du comparant.

Le ministère public et l'intéressé sont entendus. Ce dernier peut se faire aider d'un avocat agréé à la Cour suprême et d'un interprète, le cas échéant. Il peut être mis en liberté provisoire à tout moment de la procédure.

Si, lors de sa comparution, l'intéressé déclare renoncer au bénéfice des dispositions qui précèdent et consent formellement à être livré aux autorités du pays requérant, il est donné acte par la Cour Suprême de cette déclaration.

Copie de cette décision est transmise sans retard par les soins du procureur général au ministre de la justice à toutes fins utiles.

Dans le cas contraire, la Cour Suprême donne son avis motivé sur la demande d'extradition.

Cet avis est défavorable, si la Cour estime qu'il y a erreur, que les conditions légales ne sont pas remplies.

Dans ce cas, le dossier doit être renvoyé au ministre de la justice dans un délai de huit jours.

Si la Cour Suprême, par avis motivé, rejette la demande d'extradition, cet avis est définitif et l'extradition ne peut être accordée.

Dans le cas contraire, le ministre de la justice propose, s'il y a lieu, à la signature, un décret autorisant l'extradition. Si, dans le délai d'un mois à compter de la notification de ce décret au gouvernement de l'État requérant, l'extradé n'a pas été reçu par les représentants de cet État requérant, il est mis en liberté et ne peut plus être réclamé pour la même cause.

i) Cas d'urgence

En cas d'urgence et sur la demande directe des autorités judiciaires du pays requérant, le procu-

من تاريخ تبليغ المستندات. ويجوز أن تمنح مدة ثمانية أيام قبل المرافعات بناء على طلب النيابة العامة أو الأجنبي ثم يجري بعد ذلك استجوابه ويحرر محضراً بهذا الاستجواب، وتكون الجلسة علنية ما لم يتقرر خلاف ذلك بناء على طلب النيابة العامة أو الحاضر.

يتم الاستماع إلى النيابة العامة والشخص المعني. وقد يساعد هذا الأخير محامٍ معتمد لدى المحكمة العليا ومترجم، عند الاقتضاء. يجوز الإفراج عنه مؤقتاً في أي وقت أثناء الإجراءات.

إذا صرح الشخص المعني، عند مثوله، بالتخلي عن الاستفادة من الأحكام السابقة ووافق رسمياً على تسليمه إلى سلطات البلد الطالب، فتثبت المحكمة العليا هذا الإقرار.

وتحوّل نسخة من هذا القرار بغير تأخير بواسطة النائب العام إلى وزير العدل لاتخاذ ما يلزم بشأنها.

تقوم المحكمة العليا في الحالة العكسية، بإبداء رأيها المسبّب في طلب التسليم.

ويكون رأي المحكمة العليا غير موافق على طلب التسليم، إذا تراءى لها أن هناك خطأ أو أن الشروط القانونية غير مستوفاة.

في هذه الحالة، يجب إعادة الملف إلى وزير العدل خلال ثمانية أيام.

إذا رفضت المحكمة العليا، بناءً على رأي معلل، طلب التسليم، فإن هذا الرأي نهائي وبذلك لا يمكن منح التسليم.

في الحالة العكسية، يعرض وزير العدل للتوقيع مرسوماً بالإذن بالتسليم. إذا انقضى ميعاد شهر من تاريخ تبليغ هذا المرسوم إلى حكومة الدولة الطالبة دون أن يقوم ممثلو تلك الدولة باستلام الشخص المقرر تسليمه فيفرج عليه، ولا يجوز المطالبة به بعد ذلك لنفس السبب.

(د) حالة الاستعجال

في حالة الاستعجال، وبناء على طلب مباشر من السلطات القضائية في الدولة الطالبة، يجوز للنائب

اللازمة لتنفيذه، وعلى جميع قادة وضباط القوة العمومية تقديم المساعدة اللازمة لتنفيذه، بالقوة عند الاقتضاء، إذا طلب إليهم ذلك بصفة قانونية.

وبناء عليه وُقّع هذا الحكم.»

في المواد الإدارية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية تدعو وتأمّر الوزير أو الوالي أو رئيس المجلس الشعبي البلدي، وكل مسؤول إداري آخر، كل فيما يخصه، وتدعو وتأمّر كل المحضرين المطلوب إليهم ذلك، فيما يتعلق بالإجراءات المتّبعة ضد الخصوم الخواص، أن يقوموا بتنفيذ هذا الحكم، القرار...»

توقيف للنظر

هو تدبير قسري بموجبه يحجز ضابط من ضباط الشرطة القضائية، تلقائيا أو بناء على تعليمات النيابة العامة، في مقر الأمن أو الدرك أو مصلحة الأمن العسكري المخولة قانونا، يحجز لمدة محدّدة قانوناً وتحت رقابة السلطة القضائية، أي شخص يُوجد ضده سبب واحد أو أكثر من الأسباب المعقولة للاشتباه في أنه ارتكب أو حاول ارتكاب جناية أو جنحة يُعاقَب عليها بالسجن أو بالحبس.

يكن التوقيف للنظر في أن ضابط الشرطة القضائية يحتفظ بشخص تحت تصرفه لحاجات التحقيق. فالتوقيف للنظر هو أيضا حرمان مؤقت للحرية الفردية. لذلك فهو منظم بكيفية دقيقة بموجب قانون الإجراءات الجزائية. يتم التوقيف للنظر أساسا وقت التحقيقات سواء كانت التحقيقات الخاصة بالجرم المتلبس به أو التحقيقات الابتدائية العادية.

أ) السلطة المخولة بتقرير الوضع رهن التوقيف للنظر

ضابط الشرطة القضائية هو المخول لوضع الشخص المعني بالتحقيق رهن التوقيف للنظر، وذلك تحت مراقبة وكيل الجمهورية.

ب) الشخص الذي يمكن أن يوضع رهن التوقيف للنظر

يقرر إجراء التوقيف للنظر في حق كل شخص توجد ضده دلائل تحمل على الاشتباه في ارتكابه جناية أو جنحة يقرر لها القانون عقوبة سالبة للحرية.

tribunaux, d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte pour l'exécution forcée, lorsqu'ils seront légalement requis.

En foi de quoi le présent jugement (ou arrêt) a été signé ».

En matière administrative

« La République algérienne démocratique et populaire mande et ordonne au ministre, au wali, au président de l'assemblée populaire communale et à tout autre responsable administratif, chacun en ce qui le concerne, mande et ordonne tous les huissiers sur ce requis, en ce qui concerne les procédures suivies contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement, arrêt...»

Garde à vue

Mesure de contrainte par laquelle un officier de police judiciaire, d'office ou sur instruction du parquet, retient dans les locaux de la police, de la gendarmerie ou des services militaires de sécurité habilités pendant une durée légalement déterminée et sous le contrôle de l'autorité judiciaire, toute personne à l'encontre de laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre un crime ou un délit puni d'une peine de réclusion ou d'emprisonnement.

La garde à vue consiste, pour un officier de police judiciaire, de maintenir à sa disposition une personne pour les besoins de l'enquête. C'est une mesure de privation provisoire de la liberté individuelle. Aussi est-elle étroitement réglementée par le code de procédure pénale. La garde à vue est utilisée essentiellement dans les enquêtes de flagrance et les enquêtes préliminaires.

a) L'autorité habilitée à décider du placement en garde à vue

La garde à vue est décidée par un officier de police judiciaire sous le contrôle du procureur de la république.

b) La personne susceptible d’être placée en garde à vue

La mesure de garde à vue est décidée à l'encontre de toute personne contre laquelle il existe des indices laissant supposer son implication dans un crime ou un délit puni d'une peine privative de liberté

العام لدى المجلس القضائي أن يأمر بالقبض المؤقت على الأجنبي، إذا أُرسل إليه إخطار بأية طريقة من طرق الإرسال التي يكون لها أثر مكتوب مادي يدل على وجود أحد المستندات التي تثبت تورطه في جرم من شأنه أن يؤدي إلى التسليم. وفي نفس الوقت يجب أن يرسل طلب التسليم عبر القنوات الدبلوماسية.

يجب على النائب العام إبلاغ وزير العدل والنائب العام لدى المحكمة العليا بهذا القبض.

يجوز الإفراج عن الشخص الموقوف مؤقتًا في ظل هذه الظروف إذا لم تتلق الحكومة الجزائرية، خلال خمسة وأربعين يومًا من تاريخ القبض، المستندات اللازمة لطلب التسليم.

يتقرر الإفراج بناء على عريضة توجه إلى المحكمة العليا التي تفصل فيها خلال ثمانية أيام بقرار لا يقبل الطعن فيه. وإذا وصلت المستندات المشار إليها أعلاه بعد ذلك إلى الحكومة الجزائرية، فُتستأنف الإجراءات طبقا للقانون.

صيغة تنفيذية

هي الصيغة المدرجة في النسخة التنفيذية لعقد توثيقي أو لحكم قضائي من قبل الموثق المعني عندما يتعلق الأمر بعقد توثيقي أو من أمين ضبط الجهة القضائية التي أصدرت الحكم.

تسمح الصيغة التنفيذية للمستفيد منها من متابعة التنفيذ باللجوء، عند الضرورة، إلى القوة العمومية.

تبعاً لما إذا كانت المادة مدنية أو إدارية، تتغير صياغتها.

تنتهي الصيغة كما يلي:

في المواد المدنية

«وبناء على ما تقدّم، فإن الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية، تدعو وتأمّر كل المحضرين وكذا كل الأعوان الذين طلب إليهم ذلك، تنفيذ هذا الحكم، القرار...، وعلى النواب العامين ووكلاء الجمهورية لدى المحاكم مديد المساعدة

reur général près la cour, peut, ordonner l'arrestation provisoire de l'étranger sur un simple avis transmis par tout mode de transmission laissant une trace écrite, et établissant l'existence d'une pièce prouvant l'implication de l'étranger à arrêter dans une infraction pour laquelle il peut être extradé, l'avis régulier de la demande devant parvenir en même temps, par voie diplomatique.

Le procureur général doit informer de cette arrestation le ministre de la justice et le procureur général près la cour suprême.

L'individu, arrêté provisoirement dans ces conditions peut être mis en liberté si, dans le délai de quarante-cinq jours, à dater de son arrestation, le gouvernement algérien ne reçoit pas les documents nécessaires à la demande d'extradition.

La mise en liberté est prononcée sur requête adressée à la Cour Suprême qui statue, sans recours, dans les huit jours. Si ultérieurement, les pièces susvisées parviennent au Gouvernement algérien, la procédure est reprise, conformément à la loi.

Formule exécutoire

C'est la formule insérée dans l'expédition (copie exécutoire) d'un acte notarié ou d'une décision de justice exécutoire, insérée par le notaire lorsqu'il s'agit d'acte notarié ou par le greffier de la juridiction qui a rendu la décision lorsqu'il s'agit d'une décision de justice.

La formule exécutoire permet au bénéficiaire de poursuivre l'exécution en recourant, si cela est nécessaire, à la force publique.

Selon qu'il s'agit d'une matière civile ou administrative, la rédaction change.

La formule se termine ainsi :

En matière civile

«En conséquence, la République algérienne démocratique et populaire mande et ordonne à tous huissiers et à tous agents sur ce requis de mettre à exécution le présent jugement, arrêt..., aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les

- ثلاث (3) مرات إذا تعلق الأمر بجرائم المتاجرة بالمخدرات والجريمة المنظمة عبر الحدود الوطنية وجرائم تبييض الأموال والجرائم المتعلقة بالتشريع الخاص بالصرف؛

- خمس (5) مرات إذا تعلق الأمر بجرائم موصوفة بأفعال إرهابية أو تخريبية.

ث) حالة التحقيق الابتدائي

في حالة التحقيق الابتدائي، فالإجراءات شبيهة بحالة الجرم المتلبس به، باستثناء أنه يجب تقديم الشخص الموقوف للنظر أمام وكيل الجمهورية قبل انقضاء مدة ثمانية وأربعين (48) ساعة.

وبعد أن يقوم وكيل الجمهورية باستجواب الشخص المقدم إليه، يجوز بإذن كتابي، أن يمدد حجزه إلى مدة لا تتجاوز ثمانية وأربعين 48 ساعة أخرى بعد فحص ملف التحقيق.

غير أنه يمكن تمديد المدة الأصلية للتوقيف للنظر بإذن كتابي من وكيل الجمهورية المختص.

- مرتين (2) إذا تعلق الأمر بالاعتداء على أمن الدولة؛

- ثلاث (3) مرات إذا تعلق الأمر بجرائم المتاجرة بالمخدرات والجريمة المنظمة عبر الحدود الوطنية وجرائم تبييض الأموال والجرائم المتعلقة بالتشريع الخاص بالصرف والفساد؛

- خمس (5) مرات إذا تعلق الأمر بجرائم موصوفة بأفعال إرهابية أو تخريبية.

وبجوز، بصفة استثنائية، منح ذلك الإذن بقرار مسبب دون تقد يم الشخص إلى النيابة.

ج) حقوق الشخص الموقوف للنظر

على ضابط الشرطة القضائية أن يعلم الشخص الموقوف للنظر بالحقوق المعترف له بها بموجب القانون (المادة 51 مكرر 1 من قانون الإجراءات الجزائية. وعليه أن يدون ذلك في محضر الاستجواب. وهذه الحقوق هي:

- وضع تحت تصرف الشخص الموقوف للنظر كل وسيلة تمكنه من الاتصال فوراً بأحد أصوله أو فروع أو إخوته

- trois (3) fois, lorsqu'il s'agit de trafic illicite de drogue, de crime transnational organisé, de blanchiment d'argent et d'infractions relatives à la législation des changes ;

- cinq (5) fois, lorsqu'il s'agit de crimes qualifiés d'actes terroristes ou subversifs

d) Cas d'enquête préliminaire

En matière d'enquête préliminaire, la procédure est à peu près la même qu'en matière de flagrance, sauf que dans ce cas, la personne retenue doit être conduite devant le procureur de la république avant l'expiration du délai de quarante-huit (48) heures.

Après l'audition de la personne qui lui est amenée et l'examen du dossier d'enquête, le procureur de la république peut accorder une autorisation écrite de prolonger la garde à vue d'un nouveau délai qui ne peut excéder quarante-huit (48) heures.

Toutefois, la durée initiale de la garde à vue peut être prolongée sur autorisation écrite du procureur de la république compétent :

- deux (2) fois, lorsqu'il s'agit d'atteinte à la sûreté de l'Etat ;

- trois (3) fois, lorsqu'il s'agit de trafic de stupéfiants, de criminalité transnationale organisée, de blanchiment d'argent et d'infractions relatives à la législation des changes et de corruption ;

- cinq (5) fois, lorsqu'il s'agit de crimes qualifiés d'actes terroristes ou subversifs.

A titre exceptionnel, cette autorisation peut être accordée, par décision motivée, sans que la personne ne soit conduite au parquet.

e) Les droits de la personne gardée à vue

L'officier de police judiciaire doit informer toute personne placée en garde à vue des droits que lui reconnaît l'article 51 bis 1 du code de procédure pénale, et en faire mention au procès-verbal, savoir:

- la mise à sa disposition de tout moyen lui permettant de communiquer immédiatement avec une personne de son choix parmi ses ascendants, descendants, frères et sœurs ou conjoint et de

هناك حالتان يقرر فيهما إجراء التوقيف للنظر: حالة التحقيق في جنائية أو جنحة متلبس بها وحالة التحقيق الابتدائي.

ت) حالة الجنائية أو الجنحة المتلبس بها

تنص المادة 51 من قانون الإجراءات الجزائية على ما يلي: «إذا رأى ضابط الشرطة القضائية لمقتضيات التحقيق أن يوقف للنظر شخصاً أو أكثر... توجد ضدهم دلائل تحمل على الاشتباه في ارتكابهم جنائية أو جنحة يقرر لها القانون عقوبة سالبة للحرية، فعليه أن يبلغ الشخص المعني بهذا القرار ويطلع فوراً وكيل الجمهورية بذلك ويقدم له تقريراً عن دواعي التوقيف للنظر».

ت1) مدد التوقيف للنظر

تجدر الإشارة إلى أن هذه المدد لا تنطبق على الأحداث الجانحين (انظر أدناه: ركن «أحداث جانحين»).

في الحالة التي ذكرت أعلاه، لا يجوز أن تتجاوز مدة التوقيف للنظر ثمانية وأربعين (48) ساعة.

غير أن الأشخاص الذين لا توجد ضدهم أية دلائل تحمل على الاعتقاد أنهم ارتكبوا جريمة أو حاولوا ارتكابها، لا يجوز توقيفهم سوى للمدة اللازمة لأخذ أقوالهم.

وإذا قامت ضد الشخص دلائل قوية ومتماسكة من شأنها التدليل على اتهامه فيتعين على ضابط الشرطة القضائية أن يقتاده إلى وكيل الجمهورية دون أن يوقفه للنظر أكثر من ثمان وأربعين (48) ساعة.

بالنظر إلى ملف التحقيق وسماع الشخص المعني من قبل وكيل الجمهورية المختص يمكن لهذا الأخير أن يقرر تمديد التوقيف للنظر بموجب ترخيص مكتوب يسلم لضابط الشرطة القضائية المحقق. يمكن أن يجدد التمديد كما يلي:

- مرة واحدة (1) عندما يتعلق الأمر بجرائم الاعتداء على أنظمة المعالجة الآلية للمعطيات؛

- مرتين (2) إذا تعلق الأمر بالاعتداء على أمن الدولة؛

On distingue deux cas où la mesure de garde à vue est décidée, le cas d'enquête du crime ou délit flagrant et le cas de l'enquête préliminaire.

c) Cas du crime ou délit flagrant

LL'article 51 du code de procédure pénale déclare : « Si, pour nécessité d'enquête, l'officier de police judiciaire est amené à garder à sa disposition une ou plusieurs personnes..., contre lesquelles il existe des indices laissant supposer leur implication dans un crime ou un délit puni d'une peine privative de liberté, il doit notifier à la personne concernée sa décision de la placer en garde à vue. Il doit en informer immédiatement le procureur de la république et lui soumettre un rapport sur les motifs de la garde à vue ».

c1) Les délais de la garde à vue

Il est à noter que ces délais ne s'appliquent pas aux délinquants mineurs (voir infra rubrique : mineurs délinquants).

Dans le cas précédent, la garde à vue ne peut excéder quarante-huit (48) heures.

Toutefois, les personnes à l'encontre desquelles n'existe aucun indice faisant présumer qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction ne peuvent être retenues que le temps nécessaire à leur déposition.

S'il existe contre une personne des indices graves et concordants de nature à motiver son inculpation l'officier de police judiciaire doit la conduire devant le procureur de la République sans pouvoir la garder à sa disposition plus de quarante-huit (48) heures.

Au vu du dossier de l'enquête et de l'audition de la personne concernée par le procureur de la république compétent, celui-ci peut décider de la prolongation de la garde à vue par une autorisation écrite délivrée à l'officier de police judiciaire enquêteur, dans les conditions suivantes :

- une (1) fois, lorsqu'il s'agit d'atteinte aux systèmes de traitements automatisés de données ;

- deux (2) fois, lorsqu'il s'agit d'atteinte à la sûreté de l'Etat ;

الموقوف للنظر أو محاميه، أن يندب طبيبا لفحصه في أية لحظة من مُدة التوقيف للنظر.

ح) بنية محضر سماع الموقوف للنظر

ينبغي أن يتضمن محضر سماع الشخص الموقوف للنظر صراحة البيانات التالية:

- مدة الاستجوابات التي خضع لها؛

- فترات الراحة التي تخللت ذلك؛

- اليوم والساعة اللذين أطلق سراحه فيهما، أو قدّم إلى القاضي المختصّ؛

- يجب أن يدوّن على هامش هذا المحضر إما توقيع صاحب الشأن أو يشار فيه إلى امتناعه، كما يجب أن تذكر في هذا البيان الأسباب التي استدعت توقيف الشخص تحت النظر؛

- يجب أن يذكر هذا البيان في سجل خاص ترقم وتختم صفحاته ويوقع عليه من وكيل الجمهورية ويوضع لدى كل مراكز الشرطة أو الدرك التي يحتمل أن تستقبل شخصا موقوفا للنظر.

خ) جزاء عدم احترام أجال التوقيف للنظر

إن انتهاك الأحكام المتعلقة بأجال التوقيف للنظر، كما هو مبين أعلاه، يعرض ضابط الشرطة القضائية للعقوبات التي يتعرض لها من حبسّ شخصا بكيفية تعسفية.

أمانة الضبط

(مرسوم رقم 08-409 بتاريخ 24/12/2008)

تعريف

تدُل كلمة أمانة الضبط على مجموع مصالح الجهة القضائية التي تتدخل باعتبارها دعامة لعمل القضاة. تتكون أمانة الضبط من موظفين يسمون بمصطلح عام «أمناء الضبط»، مهما كانت رتبهم. يتكون موظفو أمانة الضبط من سلكين اثنين وتحدّد مهامهم بموجب قانون أساسي. تُسيّر أمانة الضبط للجهة القضائية من قبل «رئيس أمانة ضبط الجهة القضائية»، والذي كان يسمى سابقا رئيس كتاب الضبط.

la famille ou de l'avocat de personne gardée à vue, un médecin qui examinera cette dernière à n'importe moment des délais de la garde à vue ;

f) La structure du procès-verbal d'audition de la personne gardée à vue

Le procès-verbal d'audition de la personne gardée à vue doit mentionner expressément:

- la durée des interrogatoires, auxquels elle a été soumise ;

- les repos qui ont séparé ces interrogatoires ;

- le jour et l'heure à partir desquels elle a été soit libérée, soit amenée devant le magistrat compétent;

- ces mentions doivent être assorties en marge de la signature de la personne concernée, soit de la constatation de son refus. Les motifs de la garde à vue doivent également faire l'objet d'une mention marginale ;

- elles doivent également figurer sur un registre spécial, côté et paraphé par le procureur de la république, et tenu dans tout local de la police judiciaire susceptible de recevoir une personne gardée à vue.

g) Sanction du non-respect des délais de la garde à vue

La violation des dispositions relatives aux délais de garde à vue expose l'officier de police judiciaire concerné aux peines encourues en matière de détention arbitraire.

Greffe (décret n° 08-409 du 24/12/2008)

Définition

Le terme greffe désigne l'ensemble des services d'une juridiction intervenant comme support de l'activité des magistrats. Le greffe est composé de fonctionnaires appelés, d'une manière générique, «greffiers », quels que soient leurs grades. Les personnels du greffe sont constitués en corps et accomplissent des missions qui leur sont confiées par leur statut particulier. Le greffe est dirigé au niveau de chaque juridiction par un Chef de greffe de juridiction, appelé anciennement Greffier-en-chef.

أو زوجه حسب اختياره ومن تلقى زيارته، أو الاتصال بمحاميه؛

- إذا كان الشخص الموقوف أجنبيا، يضع ضابط الشرطة القضائية تحت تصرفه كل وسيلة تمكنه من الاتصال فورا بمستخدمه و /أو بالممثلية الدبلوماسية أو القنصلية لدولته بالجزائر، ما لم يستفد من أحكام الفقرة أعلاه.

- إذا تمّ تمديد التوقيف للنظر يمكن الشخص الموقوف أن يتلقى زيارة محاميه.

غير أنه إذا كانت التحريات الجارية تتعلق بجرائم المتاجرة بالمخدرات والجريمة المنظمة عبر الحدود الوطنية والجرائم الماسة بأنظمة المعالجة الآلية للمعطيات وجرائم تبييض الأموال والإرهاب والجرائم المتعلقة بالتشريع الخاص بالصرف والفساد، يمكن الشخص الموقوف أن يتلقى زيارة محاميه بعد انقضاء نصف المدة القصوى المنصوص عليها في المادة 51 من هذا القانون، أي: ساعة 48x5/2=120.

تتم الزيارة في غرفة خاصة توفر الأمن وتضمن سرية المحادثة وعلى مرأى ضابط الشرطة القضائية. لا تتجاوز مدة الزيارة ثلاثين (30) دقيقة، وينوه عن ذلك في المحضر.

- للشخص الموقوف للنظر الحق في أن يفحص من قبل طبيب، عند انتهاء مدة التوقيف للنظر (عمليا يتم هذا الفحص حتى أثناء التوقيف للنظر، ذلك أن الحاجز لا يستلم الشخص المعني إلا بتقديم شهادة طبية تخصه). يتم الفحص إذا ما طلب ذلك مباشرة أو بواسطة محاميه أو عائلته ويجري الفحص الطبي من طرف طبيب يختاره الشخص الموقوف من الأطباء الممارسين في دائرة اختصاص المحكمة، وإذا تعذر ذلك يعين له ضابط الشرطة القضائية تلقائيا طبيبا. تُضم شهادة الفحص الطبي لملف الإجراءات.

- للشخص الموقوف للنظر الحق في أن يحجز في أماكن تضمن احترام كرامة الإنسان، مخصصة لهذا الغرض ومعلومة مسبقا من طرف وكيل الجمهورية المختص إقليميا، والذي يمكنه أن يزورها في أي وقت.

- يجوز لوكيل الجمهورية، إذا اقتضى الأمر، سواء من تلقاء نفسه أو بناء على طلب أحد أفراد عائلة الشخص

recevoir sa visite ou de contacter son avocat ;

- si c'est un étranger, l'officier de police judiciaire met à sa disposition tout moyen lui permettant de contacter son employeur et/ou la représentation diplomatique ou consulaire de l'Etat dont il est ressortissant, à moins qu'il n'ait bénéficié des dispositions de l'alinéa précédent ;

- si la garde à vue est prolongée, la personne concernée peut recevoir la visite de son avocat ;

Toutefois, lorsque l'enquête en cours porte sur les infractions de trafic de drogue, de crime transnational organisé, d'atteinte aux systèmes de traitement automatisé de données, de blanchiment d'argent, de terrorisme et d'infractions relatives à la législation des changes et de corruption, la personne gardée à vue peut recevoir la visite de son avocat à l'expiration de la moitié de la durée maximale prévue à l'article 51 du code de procédure pénale, soit 48 X 5 /2 = 120 heures.

La visite doit se dérouler dans un espace sécurisé garantissant le secret de l'entretien sous le regard de l'officier de police judiciaire ; la durée de la visite ne peut excéder trente (30) minutes. Mention en est faite au procès-verbal.

- la personne concernée a droit à être examinée par un médecin, à l'expiration de la garde à vue (dans la pratique, même au cours de la garde à vue, puisque le geôlier ne peut recevoir la personne concernée sans certificat médical), il sera obligatoirement procédé à l'examen médical de la personne gardée à vue si elle le demande directement ou par le biais de son avocat ou de sa famille ; l'examen sera effectué par un médecin de son choix, exerçant dans le ressort du tribunal. A défaut, un médecin lui est désigné d'office par l'officier de police judiciaire. Le certificat médical constatant l'examen médical de la personne retenue doit être joint à la procédure.

- -le droit de la personne retenue à être gardée à vue dans des locaux garantissant le respect de la dignité humaine, et préalablement connus par le procureur de la république territoriale-ment compétent qu'il peut visiter à tout moment.

- le procureur de la république, s'il l'estime nécessaire, peut désigner d'office ou à la requête de

تدرج القواعد القانونية، هرم تشريعي

تَدْرُجُ القواعد القانونية، والذي يسمى أيضا بالهرم التشريعي، هو تصنيف هرمي(تدرجي) لجميع القواعد التي يتكون منها النظام القانوني للدولة، وذلك لضمان الانسجام فيما بينها والدقة في تطبيقها. وهذا النظام يقوم على مبدأ أن أي قاعدة يجب أن تحترم القاعدة التي تعلوها درجة. ويأتي الدستور على رأس هذا الهرم التشريعي.

تَدْرَج القواعد القانونية في الجزائر هو على كالآتي:

1) الدستور: وهو القانون الأساسي للدولة. يحدد حقوق وحریات المواطنين وينظم السلطات العامة (التنفيذية والتشريعية والقضائية). وهو يأتي على رأس هرم القواعد القانونية. ثم تأتي بعده وبترتيب تدرجي تنازلي القواعد الأخرى كما يلي:

2) المعاهدات التي صادق عليها رئيس الجمهورية، التي تسمو على القانون طبقاً للمادة 154 من الدستور.

3) لقوانين العضوية، وهي تسمو على القوانين العادية من حيث أنها يتطلب اعتمادها أغلبية مُعزَّزة في البرلمان، إذ، بعد أن يتم التصويت عليها من قبل المجلس الشعبي الوطني، يتم اعتمادها بالأغلبية المطلقة لأعضاء مجلس الأمة. يحدد النص الدستوري المسائل التي يُشرَّع فيها بموجب القانون العضوي، على سبيل المثال: تم إصدار القانون الأساسي للقضاء بموجب قانون عضوي.

4) القوانين العادية، وهي تلك التي يتم اعتمادها، بعد أن يُصوت عليها المجلس الشعبي الوطني، بالأغلبية البسيطة للأعضاء الحاضرين في مجلس الأمة. وكل مادة لم تُخصَّص دستوريا للقانون العضوي فيُشرَّع فيها بموجب القانون العادي

5) أوامر رئيس الجمهورية، وهذه الأوامر لها طابع تشريعي. يتم اتخاذها من قبل رئيس الجمهورية في الفترة ما بين جلسات البرلمان.

6) المراسيم الرئاسية. وهي المراسيم التي يصدرها رئيس الجمهورية لممارسة الصلاحيات التي يعترف له بها الدستور.

7) المراسيم التنفيذية، وهي المراسيم التي يوقعها رئيس

Hiérarchie des normes

LLa hiérarchie des normes ou la pyramide des règles de droit est un classement hiérarchisé de l'ensemble des normes qui composent le système juridique d'un Etat pour en garantir la cohérence et la rigueur. Elle est fondée sur le principe qu'une norme doit respecter celle du niveau supérieur et la mettre en œuvre. La Constitution se situe à la tête de cette pyramide normative.

En Algérie, la hiérarchie des normes se présente comme suit :

1) La Constitution : C'est la loi fondamentale de l'Etat. Elle définit les droits et les libertés des citoyens et organise les pouvoirs publics (exécutif, législatif et judiciaire). Elle est la norme supérieure. Viennent ensuite dans l'ordre hiérarchique décroissant les normes suivantes :

2) Les traités ratifiés par le Président de la République. Ces traités sont supérieurs à la loi conformément à l'article 150 de la Constitution.

3) Les lois organiques. Elles sont supérieures aux lois ordinaires en ce qu'elles requièrent une majorité renforcée pour être adoptée : Après qu'elles aient été votées par l'Assemblée populaire nationale, elles doivent être adoptées à la majorité absolue des membres du Conseil de la Nation. Les matières relevant de la loi organique sont délimitées par le texte constitutionnel, par exemple le statut de la magistrature a été promulgué par une loi organique.

4) Les lois ordinaires sont celles, après avoir été votées par l'Assemblée nationale populaire, sont adoptées à la majorité simple des membres présents du Conseil de la Nation. Toute matière qui n'est constitutionnellement réservée à la loi organique relève de la loi ordinaire.

5) Les ordonnances du Président de la République. Ces ordonnances ont valeur de lois. Elles sont prises par le Président de la République entre les sessions du Parlement.

6) Les décrets présidentiels. Ce sont les actes que promulgue le Président de la République pour l'exercice des prérogatives qui lui sont reconnues par la Constitution.

7) Les décrets exécutifs ce sont les actes que signe le

ا) مهام أمين الضبط

يُعتبر أمين الضبط عنصرا أساسيا في تسيير الجهة القضائية. لقد جرت العادة على تسميته «بالعمود الفقري للجهة القضائية». فهو الذي يسجل القضايا، ويخطر الأطراف بتاريخ الجلسات، ويعد الملفات للقضاة، ويسجل مجريات المناقشات بالجلسة، ويكتب المحاضر، ويطبّع الأحكام والقرارات، ويضمن إدارة وحفظ المحفوظات القضائية، ويرتب أصول الأحكام والقرارات ويسلم نُسخها العادية والتنفيذية، ويساعد القضاة في الإجراءات القضائية. فهو شاهد ممتاز، بحيث يضمن وجوده صحة الأعمال القضائية المنجزة، ويجوز اعتبار العمل المنجز في غيابه باطلاً.

تركيبة موظفي أمانة الضبط

يتكون موظفو أمانة الضبط من سلكين:

1) سلك أمناء قسم الضبط ويشمل ثلاث (3) رتب:

- رتبة أمين قسم ضبط؛
- رتبة أمين قسم ضبط رئيسي؛
- رتبة أمين قسم الضبط الرئيسي الأول.

2) سلك أمناء الضبط ويتكون من أربع (4) رتب:

- رتبة عون أمانة الضبط؛
- رتبة معاون أمين ضبط؛
- رتبة أمين ضبط؛
- رتبة أمين ضبط رئيسي.

على الرغم من التعريف الدقيق لمهام كل رتبة في نص القانون الأساسي، إلا أن مهام الرتب المختلفة متداخلة في الممارسة الميدانية.

مَأْخَذ، مَطْعَن

هو العتاب الموجه إلى عمل إداري أو قضائي. يتضمن القرار الإداري مأخذا إذا غيّر من الوضعية القانونية لشخص ما، وتسبب له، بذلك، في ضرر. في هذه الحالة، يجوز له منازعة هذا القرار أمام القاضي الإداري.

a) Missions du greffier

Le greffier est un organe essentiel dans le fonctionnement d'une juridiction. On a l'habitude de l'appeler « cheville ouvrière de la juridiction ». C'est lui qui enregistre les affaires, prévient les parties des dates d'audience, prépare les dossiers pour les magistrats, prend note du déroulement des débats, rédige les procès-verbaux, met en forme les décisions de justice, assure la gestion et la conservation des archives judiciaires, procède au classement des minutes des arrêts et jugements et en délivre copies et expéditions, assiste le magistrat en matière de procédure judiciaire, etc. C'est un témoin privilégié ; sa présence garantit l'authenticité des actes accomplis, et l'acte accompli en son absence peut être frappé de nullité.

Composition des personnels du greffe

Le personnel du greffe comprend deux corps;

1) Le corps des greffiers divisionnaires qui comprend trois (3) grades:

- le grade de greffier divisionnaire;
- le grade de greffier divisionnaire en chef;
- le grade de premier greffier divisionnaire en chef.

2) Le corps des greffiers qui comprend quatre (4) grades:

- le grade d'agent de greffe;
- le grade de commis greffier;
- le grade de secrétaire greffier;
- le grade de secrétaire greffier principal.

En dépit d'une définition précise dans le texte statutaire des tâches de chaque grade, dans la pratique leurs missions s'entremêlent.

Grief

Un grief est un reproche fait à un acte administratif ou judiciaire. Une décision administrative fait grief si elle modifie la situation juridique d'une personne et, conséquemment, lui porte préjudice. Dans ce cas, elle peut faire l'objet d'une contestation devant le juge administratif.

Premier ministre (ou le chef du gouvernement selon le cas) et qui lui permettent d'exercer ses attributions constitutionnelles.

8) Les arrêtés interministériels. Ce sont les arrêtés qui règlent des matières relevant de la compétence de plusieurs ministres. C’est la loi qui dit que telle matière est organisée par un arrêté interministériel. Exemple : L'arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre de l’intérieur désignant les inspecteurs de police ayant acquis la qualité d'officier de police judiciaire est un arrêté interministériel, pris en application de l'article 15 du code de procédure pénale qui est consacré par une loi.

9) Les arrêtés ministériels. Ce sont les arrêtés que prend chaque ministre, dans le cadre de la gestion de son département ministériel.

Honoraires

Le mot « honoraires » (toujours au pluriel) désigne la rémunération que perçoivent les avocats et les autres auxiliaires de justice, y compris les experts, en contrepartie des services fournis.

Huis clos

Le « huis clos » est l'expression qui signifie que le public est exclu de la salle d’audience. Seules les parties intéressées et leurs avocats assistent aux débats. Le huis clos est décidé par le juge qui préside l’audience pour des raisons d’ordre public ou pour préserver l’intimité des parties. Le huis clos est propre à la procédure pénale. En procédure civile, on parle de « chambre du conseil », qui, le plus souvent, est le bureau du juge. Il en est ainsi de l’audience de tentative de conciliation entre les époux lors d’un procès en divorce. Quand on parle de ces deux concepts, on dira, au pénal, que les débats ont lieu « à huis clos », et au civil, « en chambre du conseil ».

Impartialité

L'impartialité du juge consiste en sa neutralité *vis-à-vis* des parties au procès. C’est une condition essentielle pour la régularité du procès. Chaque partie au procès doit être certaine que son juge n'y a ni parti pris ni intérêt personnel. L'impartialité permet aux plaideurs d’avoir confiance en leur juge.

الوزراء (او رئيس الحكومة حسب الحال) وتسمح له بممارسة سلطاته الدستورية.

8) القرارات الوزارية المشتركة، وهي القرارات التي تنظم المسائل التي تدخل في اختصاص وزيرين فأكثر. والقانون هو الذي ينص على المسائل التي تُنظَم بموجب قرار وزاري مشترك. مثال: القرار المشترك بين وزير العدل ووزير الداخلية بتعيين مفتشي الشرطة الذين حصلوا على صفة ضابط الشرطة القضائية هو قرار وزاري مشترك، واتخاذة كان تطبيقاً للمادة 15 من قانون الإجراءات الجزائية الذي هو قانون.

9) القرارات الوزارية، وهي القرارات التي يتخذها كل وزير في إطار إدارة قطاعه الوزاري.

أتعاب

تعني كلمة أتعاب (دائماً بصيغة الجمع) المكافأة التي يتلقاها المحامون والمساعدون القضائيون الآخرون، بما فيهم الخبراء، مقابل الخدمات التي يقدمونها.

جلسة سرية (محكمة في جلسة سرية أو مغلقة)

الجلسة السرية أو المغلقة معناها أن الجمهور مستبعد من قاعة المحاكمة. فالأطراف المعنية بالخصومة هم ومحاموهم وحدهم المسموح لهم بحضور المناقشات. تتقرر المحاكمة في جلسة مغلقة من قبل القاضي الذي يرأس الجلسة، وذلك لاعتبارات تتعلق بالنظام العام أو من أجل الحفاظ على خصوصية الأطراف. والمحاكمة في جلسة مغلقة لصيقة بالإجراءات أو المحاكمات الجزائية. في الإجراءات المدنية، يكون الحديث عن «غرفة المشورة» والتي عادة ما يأويها مكتب القاضي. ذلك هو الأمر مثلاً بالنسبة لجلسة محاولة الصلح بين الزوجين في خصومة تتعلق بالطلاق. عندما يكون الحديث بصدد هذين المفهومية، يُقال، في المادة الجزائية، أن المناقشات تمت في «جلسة سرية أو مغلقة»، وفي المادة المدنية، في «غرفة المشورة».

حياد، تجرّد

تَجَرَّد القاضي هو حياده تجاه أطراف الخصومة، وهو شرط أساسي لاستقامة المحاكمة. يجب أن يكون كل طرف في الخصومة على يقين من أن قاضيه ليس لديه تحيُّز أو مصلحة ذاتية. فتجرّد القاضي هو الذي يسمح للمتقاضين باكتساب ثقتهم فيه.

In limine litis (Expression d’origine latine)

«In limine litis» est une expression utilisée pour signifier que les moyens de forme doivent être soulevés dès l'ouverture du procès, et avant tout débat sur le fond du litige. S'ils sont soulevés au cours de l'instance, le juge n'en tiendra pas compte, et il les rejettera automatiquement dans la décision à rendre. Ainsi, par exemple, si le défendeur veut s'attaquer à la régularité de la requête introductive d'instance au motif qu'elle ne contient pas toutes les mentions prévues par la loi, il doit le faire avant de présenter ses moyens de défense sur le fond du litige, sinon ceux-ci ne seront pas reçus, car l'article 15 du code de procédure civile et administrative prévoit que cette requête doit, sous peine d'irrecevabilité en la forme, contenir les mentions qu'elle exige.

Inculpé

L'inculpé est la personne contre laquelle le juge d’instruction dirige une procédure à la suite de son implication dans un crime ou un délit. Il est ainsi qualifié à partir du moment où le juge d’instruction lui signifie qu’une information judiciaire est ouverte contre lui pour son implication dans la commission de l’infraction qui lui est reprochée.

Infra petita / Ultra petita

(Expressions d'origine latine)

L'expression «infra petita» est utilisée pour dire que le juge a omis de prendre une décision sur un ou plusieurs chefs de demandes. On dit alors qu'il a statué Infra petita.

Lorsqu'une partie engage un procès, elle présente une demande qui détermine les limites du litige qu'il pose au juge. Si le juge franchit ces limites et statue au-delà de ce qui lui a été demandé, il aura statué «Ultra petita».

Infraction

L'infraction est un comportement interdit par la loi et sanctionné par une peine prévue par celle-ci. On distingue trois catégories d'infractions dont la nature détermine la sanction qui lui est applicable : la

قبل مناقشة الموضوع

« قبل مناقشة الموضوع» تعبير يُستخدم للدلالة على أنه يجب إثارة الدفوع الشكلية في بداية المحاكمة، وقبل أية مناقشة في موضوع النزاع. إذا أثّرت هذه الدفوع الشكلية أثناء سير الخصومة، فلا يُعتدّ بها القاضي، بل يرفضها تلقائيًا عند الحكم. وهكذا، وعلى سبيل المثال، إذا كان المدعى عليه يرغب في الطعن في قانونية عريضة افتتاح الدعوى على أساس أنها لا تحتوي على جميع البيانات التي ينص عليها القانون، فيجب عليه القيام بذلك قبل تقديمه للد فوع المتعلقة بموضع النزاع، وإلا فلن يتم قبولها، لأن المادة 15 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية تنص على أن هذه العريضة ينبغي أن تتضمن، تحت طائلة عدم قبولها في الشكل، البيانات التي تشترطها المادة ذاتها

متهم أمام جهة تحقيق

هو الشخص الذي يوجه قاضي التحقيق ضده إجراءات التحقيق بعد تورطه في جناية أو جنحة. ينسب إليه هذا الوصف منذ اللحظة التي يبلغه فيها قاضي التحقيق أن تحقيقًا قضائيا مفتوح ضده بسبب تورطه في ارتكاب الجريمة المنسوبة إليه.

قضاء بأقل من الطلب / قضاء بأكثر من الطلب

يقال إن القاضي قد حكم بأقل من الطلب للدلالة على أنه أغفل الفصل في طلب او اكثر من الطلبات المقدمة له. وحينئذ نقول عنه إنه قضى بأقل من الطلب.

عندما يرفع أحد الأطراف دعوى قضائية، يقدم طلبًا يحدد من خلاله حدود النزاع الذي يطرحه على القاضي. إذا تجاوز القاضي هذه الحدود وقضى بما يتجاوز ما طُلب منه، فسيكون قد حكم بأكثر مما طلب منه.

جريمة

الجريمة سلوك يحظره القانون ويعاقب عليه. هناك تمييز بين ثلاثة أنواع من الجرائم تحدّد طبيعة كل نوع منها والعقوبات التي تُطبّق عليها: المخالفة والجنحة

contravention, le délit et le crime, selon l'ordre croissant dans la gravité.

Pour que l'infraction soit constituée, il faut qu'elle réunisse ses trois éléments constitutifs : l'élément légal, l'élément matériel et l'élément moral :

L'élément légal: L'infraction n'existe que si elle est prévue par un texte de loi. C'est le principe de la légalité des délits (au sens large, comprenant toutes les infractions) et des peines.

Seule la loi peut prévoir les infractions et les peines qui leur sont applicables. Il s'ensuit qu'un règlement ou tout autre texte ne peut créer d'infractions ni de peines.

L'élément matériel: L'élément matériel de l'infraction se traduit par le comportement réprimé par la loi. Souvent le comportement répréhensible porte atteinte à une valeur sociale protégée par la loi. (Exemple : la protection légale de la vie humaine). Mais parfois, l'infraction est caractérisée par le seul fait de s'abstenir de faire ce que la loi enjoint de faire. Cela correspond à la distinction que l'on fait entre les infractions de commission et les infractions d'omission

L'infraction de commission: Elle se manifeste par un comportement positif, une action, de l'auteur de l'infraction. (Exemple : le vol qui est le fait positif de soustraire frauduleusement une chose appartenant à autrui - art. 350 du code pénal).

L'infraction d'omission: C'est l'abstention de faire ce que la loi oblige de faire sous peine de sanction pénale. (Exemple : abstention volontaire de porter assistance à une personne en péril, art. 182/2 du code pénal).

L'infraction, selon qu'elle se commet en un seul trait de temps ou se prolonge dans le temps, est dite instantanée ou continue :

L'infraction instantanée: C'est celle qui se commet en un seul moment. Le fait positif réprimé se réalise en une seule fois. (Exemple : une injure, art 299 du code pénal).

L'infraction continue: C'est celle dont l'exécution se prolonge dans le temps. (Exemple : le recel de choses provenant d'un crime ou d'un délit, art. 387 du code pénal).

والجناية، حسب درجة التصاعد في الخطورة.

لكي تتكون الجريمة، يجب أن تجتمع أركانها الثلاثة وهي: الركن الشرعي أو القانوني والركن المادي والركن المعنوي.

الركن الشرعي أو القانوني: لا وجود لجريمة إلا إذا نص عليها القانون. تسمى هذه القاعدة بمبدأ شرعية الجرائم والعقوبات.

والقانون وحده هو الذي يمكنه أن ينشئ الجرائم والعقوبات المطبقة عليها. ويترتب على ذلك أن التنظيم أو أي نص آخر لا يمكنه أن ينشيء جرائم ولا عقوبات.

الركن المادي: يكمن الركن المادي للجريمة في سلوك يعاقب عليه القانون، غالبًا ما يمس السلوك المجرّم قيمة اجتماعية يحميها القانون. (مثال: الحماية القانونية لحياة الإنسان). في بعض الأحيان تكون الجريمة قائمة بفعل الامتناع عن القيام بما يفرضه القانون. ومن هنا التمييز بين جرائم القيام بأفعال إيجابية وجرائم الامتناع عن القيام بأفعال أمر بها القانون.

الجريمة بفعل إيجابي: تتجلى في السلوك الإيجابي المُجرّم الذي يرتكبه المذنب. (مثال: السرقة التي تتمثل في فعل إيجابي وهو اختلاس شيء مملوك للغير) (المادة 350 من قانون العقوبات).

جريمة الامتناع: تكمن في الامتناع عن فعل ما يفرضه القانون تحت طائلة عقوبة جزائية. (مثال: الامتناع الإرادي عن مساعدة شخص في خطر، المادة 182/2 من قانون العقوبات).

تكون الجريمة آنية أو مستمرة، حسب ما إذا كانت قد ارتكبت في ظرف زمن واحد أو امتدت على مرور الوقت.

الجريمة الآنية: هي الجريمة المرتكبة في وقت واحد، بحيث يتم تحقيق الفعل المجرّم دفعة واحدة. (مثال: سب أحد الأشخاص، المادة 299 من قانون العقوبات).

الجريمة المستمرة: هي التي يمتد تنفيذها في الوقت. (مثال: إخفاء أشياء آتية من جنابة أو جنحة، المادة 387 من قانون العقوبات).

Cette distinction est importante en ce qu'elle détermine le point de départ du délai de la prescription de l'action publique qui est fixé, pour les infractions instantanées, au jour de la commission du fait délictueux, et pour les infractions continues, au jour où la continuité de l'infraction s'arrête (Exemple : Pour le receleur, ce délai commence à partir du jour où il se dessaisit de la chose recelée).

Du point de vue de sa constitution, l'infraction peut être simple, complexe ou d'habitude :

L'infraction simple: c'est celle qui se commet par un seul acte. (Exemple : jet d'immondices sur une personne, art. 463 du code pénal).

L'infraction complexe est celle qui est constituée par plusieurs actes de nature différente. (Exemple : le délit d'abus de confiance commence d'abord par la remise au délinquant d'une chose à titre de louage, dépôt, mandat, nantissement... Vient ensuite le détournement ou la dissipation de la chose remise, au préjudice du propriétaire, dépositaire ou détenteur. C'est la réunion de ces actes qui constitue le délit d'abus de confiance (art. 376 du code pénal).

L'infraction d'habitude est celle qui est constituée par la répétition de plusieurs actes de même nature (Exemple : l'exercice illégale de la médecine, art. 186/3 de la loi n° 18-11 du 2/7/2018 relative à la santé). Il faut avoir accompli le fait délictueux plus d'une fois pour que le délit soit caractérisé. Toujours dans le cadre de l'élément matériel de l'infraction, on parle de l'infraction consommée et de l'infraction tentée :

L'infraction consommée: L'institution même de l'infraction vise à la protection d'une valeur sociale protégée. Cela suppose une atteinte portée à cette valeur pour que l'élément matériel de l'infraction soit caractérisé. Mais, parfois l'atteinte de cette valeur n'est pas requise pour que l'infraction soit caractérisée ; elle est simplement susceptible d'être atteinte. (Par exemple : le crime d'association de malfaiteurs est caractérisé par la seule résolution d'agir arrêtée en commun entre les membres du groupe, sans même qu'il soit nécessaire que les malfaiteurs passent à l'acte réprimé (art. 176 et suivants du code pénal).

L'infraction tentée: L'infraction tentée est celle qui a commencé, mais n'a pas abouti au résultat délictuel envisagé, pour des raisons indépendantes de la volonté de l'auteur. C'est toute la théorie de la tentative punissable qui est abordée ici. Le code pénal, qui traite

هذا التمييز مهم لأنه يحدد نقطة البداية لفترة التقادم في الدعوى العمومية، والتي تحدد، بالنسبة للجرائم الآنية (أو الفورية)، بيوم ارتكاب الفعل المجرّم، وبالنسبة للجرائم المستمرة، باليوم الذي يتوقف فيه استمرار الجريمة (مثال: بالنسبة للمخفي – **receleur**، يبدأ سريان هذا الأجل من اليوم الذي تَخْلَى فيه عن حيازة الشيء المخفي).

من وجهة نظر تكوينها، يمكن أن تكون الجريمة بسيطة أو مركبة أو جريمة اعتياد.

الجريمة البسيطة: هي التي ترتكب بفعل واحد. (مثال: رمي أقدار على أحد الأشخاص، المادة 463 من قانون العقوبات).

الجريمة المركبة: هي الجريمة التي تتكون من عدة أفعال ذات طبيعة مختلفة. (مثال: تبدأ جريمة خيانة الأمانة أولاً بتسليم الشيء إلى المذنب بعنوان الإيجار، أو الإيداع، أو التفويض، أو الرهن ... ثم يقوم المذنب باختلاس أو تبديد هذا الشيء إضراراً بمالكة أو حائزهِ أو أمن أودعه. فجمع هذه الأفعال هو الذي يشكل جريمة خيانة الأمانة (المادة 376 من القانون الجنائي).

جريمة الاعتياد هي الجريمة التي تتكون من تكرار عدة أعمال من نفس الطبيعة (مثال: الممارسة غير القانونية للطب، المادة 186/3 من القانون رقم 11-18 من 2/7 / 2018 المتعلقة بالصحة). يجب أن يرتكب الفعل المجرّم أكثر من مرة واحدة لتكون الجريمة قائمة. دائماً في سياق الركن المادي للجريمة، يكون الحديث عن الجريمة الناجزة وجريمة المحاولة.

الجريمة الناجزة: يهدف التجريم إلى حماية قيمة اجتماعية معينة، والجريمة المرتكبة تفترض أنها أحدثت مساساً بهذه القيمة ليكون الركن المادي متوفراً حتى تكون الجريمة قائمة. ولكن، في بعض الحالات لا يشترط أن تكون هذه القيمة قد مُسّت لتكون الجريمة قائمة، فالمساس بها يكون محتملاً فقط. (على سبيل المثال: تقوم جريمة تكوين جمعية أشرار بمجرد التصميم المشترك لأعضاء المجموعة للقيام بأفعال مجرمة، دون أن يكون من الضروري القيام بأي عمل محرم (المادة 176 وما يليها من قانون العقوبات).

الجريمة التي تم الشروع فيها: المحاولة أو الشروع في الجريمة هو البدء في تنفيذها ولكنه لم يؤد إلى النتيجة المجرمة المقصودة بسبب ظروف خارجة عن إرادة المجني. يتعلق الأمر هنا بنظرية المحاولة المجرّمة. يتناول قانون العقوبات

الجريمة إلا محل تدابير الحماية والتهديب (المادة 57 من القانون رقم 12-15 المؤرخ في 15 يوليو سنة 2015، المتعلق بحماية الطفل)؛

- على من اضطرته إلى ارتكاب الجريمة قوة لا قبل له بدفعها، والإكراه قد يكون ماديا أو معنويا.

• **مدى قيام الذنب:** يفترض قيام الذنب ثبوت قيام الإسنادية. يتعلق الأمر بحالة الفرد الذي يواجه إسنادا له للركن المعنوي للجريمة. فهنا تتحدد طبيعة القصد الجرمي للفاعل، ما إذا كان قصدا عمديا ومتوجها بكيفية حرة إلى المساس بالقيمة الاجتماعية التي يحميها القانون أو لأنه تصرف فقط بلامبالاة نحو تلك القيمة. وهنا يقع التمييز بين الخطأ المتعمد، الذي يرتكب بنية متعمدة (مثال: السرقة) أو غير متعمد، بحيث ارتكب عن طريق الرعونة أو الإهمال (مثال: حادث مرور).

حجر قضائي

الحجر هو الاسم المعطى لتدابير الحماية المتخذة لصالح بعض المصابين الكهول الذين يحميهم المشرع، خاصة بسبب حالتهم الذهنية.

تدبير غير معتاد في مجتمعنا، فالحجر القضائي المقرر لحماية عديمي الأهلية البالغين، صار على درجة من الخطورة ينبغي معالجته بحذر. أحيانا، ولأسباب مادية بحت، يلجأ إلى إجراءات الحجر لمنع «المسن» من التصرف في أمواله كما يحلو له، أو بالعكس من أجل تصرف الغير بحرية في ماله. لذلك فمن المفيد أن ينتبه القاضي المكلف بشؤون الأسرة وكذلك ممثل النيابة العامة إلى مثل هذه الظاهرة الاجتماعية. ومن الأحسن أن يسعف الشخص المطلوب وضعه تحت الحجر بمحام، يعين، عند الاقتضاء، تلقائيا.

ينظم قانون الأسرة الحجر في مواده من 101 إلى 108.

ا) أسباب الحجر

وفقا لأحكام المادة 101 من قانون الأسرة، يحجر من بلغ سن الرشد وهو مجنون أو معتوه أو سفيه أو طرأت إحدى الحالات المذكورة بعد رشده.

de protection et de rééducation (art. 57 de la loi n° 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant) ;

- les personnes contraintes à l'infraction par une force à laquelle ils n'ont pu résister, la contrainte pouvant être d'ordre matériel ou moral.

• **La culpabilité:** La culpabilité, qui suppose acquise l'imputabilité, est la situation de l'individu qui se voit reprocher l'élément moral d'une infraction. La culpabilité détermine l'étendue de l'intention coupable de l'auteur, à savoir s'il a agi avec l'intention délibérée de porter atteinte à une valeur sociale pénalement protégée ou simplement par indifférence à cette valeur. Il s'agit alors de distinguer entre la faute intentionnelle, commise avec une intention délibérée (Exemple : vol) ou non-intentionnelle, commise par imprudence ou négligence (Exemple : accident de la circulation).

Interdiction judiciaire

L'interdiction est le nom donné aux mesures de protection prises en faveur de certains malades majeurs que le législateur veut protéger, en raison particulièrement de leur état mental.

Mesure inhabituelle dans notre société, l'interdiction qui est prévue pour protéger des incapables majeurs, est devenue si grave qu'il convient de l'aborder avec circonspection. Parfois, pour les raisons purement matérielles, on a recours à la procédure de l'interdiction pour éviter que le « vieux » ne dispose de ses biens comme bon lui semble, ou au contraire pour disposer librement de ses biens. Il est utile que le magistrat en charge des affaires familiales aussi bien que le représentant du ministère public tiennent compte de cette réalité sociologique. Aussi, est-il nécessaire qu'il y ait toujours un avocat pour défendre l'intérêt de la personne objet de la procédure d'interdiction, au besoin par désignation d'office.

L'interdiction est régie par le code de la famille dans ses articles 101 à 108.

a) Causes de l'interdiction

Selon les termes de l'article 101 du code de la famille, est interdite toute personne majeure atteinte de démence, d'imbécillité ou de prodigalité ou sujette à l'un de ces états.

مسألة المحاولة أو الشروع في مادتيه 30 و31. وقد وضع القانون مبدأ أنه لا يُعاقب على الشروع في مادة الجنج إلا بنص قانوني صريح. أما المحاولة في المخالفات فلا يعاقب عليها أبداً. في حين يعاقب دائما على الشروع في الجنايات.

تتطلب المحاولة التي يعاقب عليها القانون، من أجل إثباتها، شرطين:

• يجب أولاً أن تبتدئ بالشروع في التنفيذ أو بإنجاز أعمال لا لبس فيها تؤدي مباشرة إلى ارتكاب الجريمة.

• يجب، بعد ذلك، ألا يكون الجاني قد تخلى طوعاً عن محاولته لارتكاب الجريمة. إذا تخلى عن مشروعه الجرمي طوعاً فلن تكون هناك محاولة يعاقب عليها القانون. أمّا إذا أوقفت المحاولة أو خاب أثرها نتيجة لظروف مستقلة عن إرادته، فتكون جريمة المحاولة قائمة (مثال: تدخل الشرطة الذي منع نجاح المحاولة).

• عندما تثبت المحاولة التي يعاقب عليها القانون، فإن العقوبة التي تطبق على الجريمة الناجزة هي التي تطبق على محاولة ارتكاب ذات الجريمة.

• **الركن المعنوي:** يكمن في الحالة المعنوية أو النفسية لصاحب السلوك المجرم. حسب الحالة، يكون الجاني قد تصرف بقصد متعمد أو عن طريق الخطأ غير العمدي.

• لا يكفي أن تكون الجريمة قد ارتكبت ليتحمل الجاني المسؤولية. يجب أن تستوفي شروط المسؤولية الجزائية. هذا هو موضوع الركن المعنوي للجريمة، والذي يتشكل من مكونين: الإسناد (imputabilité) ومدى قيام الذنب: (culpabilité).

• **الإسناد :** ومعناها أن صاحب السلوك المجرم لم يكن في حالة من الحالات التي تنفي عنه الإسنادية أي الحالات التي تنفي عنه المسؤولية الجزائية. بموجب أحكام المواد 47 إلى 49 من قانون العقوبات والمادة 57 من القانون المتعلق بحماية الطفل، لا مسؤولية جزائية:

- على من كان في حالة جنون وقت ارتكاب الجريمة؛

- لا يكون الطفل الذي يتراوح سنه من عشر (10) سنوات إلى أقل من ثلاث عشرة (13) سنة عند تاريخ ارتكابه

la question de la tentative punissable, dans ses articles 30 et 31, pose comme principe que la tentative du délit n'est punissable qu'en vertu d'une disposition expresse de la loi. Quant à la tentative de contravention, elle n'est jamais punissable. La tentative en matière criminelle est toujours punissable.

La tentative punissable requiert, pour qu'elle soit établie, deux conditions :

• Il faut d'abord un commencement d'exécution ou l'accomplissement d'actes non équivoques tendant directement à commettre l'infraction.

• Il faut ensuite que l'auteur n'ait pas renoncé volontairement à sa tentative de commettre l'infraction. S'il y renonce, il n'y aura pas de tentative punissable. En revanche, si sa tentative a échoué par des circonstances indépendantes de sa volonté, il y a tentative punissable. (Exemple : l'intervention de la police qui a empêché la tentative de réussir).

• Lorsque la tentative punissable est établie, la sanction est celle prévue pour le crime ou le délit dont la commission a été projetée.

• **L'élément moral :** Il s'agit de l'attitude psychologique de l'auteur du comportement réprimé par la loi. Selon le cas, l'auteur peut avoir agi avec l'intention délibérée de commettre l'infraction ou par imprudence.

• Il ne suffit pas d'avoir commis une infraction pour que la responsabilité de son auteur soit engagée. Il faut que celui-ci réponde aux conditions de responsabilité pénale. C'est l'objet de l'élément moral de l'infraction, qui comprend deux composantes : l'imputabilité et la culpabilité.

• **L'imputabilité:** L'imputabilité consiste en ce que l'auteur du comportement punissable ne se trouvait pas en présence de l'une des causes de non-imputabilité, des causes d'irresponsabilité. Aux termes des articles 47 à 49 du code pénal et 57 de la loi relative à la protection de l'enfant, ne sont pas pénalement responsables :

- les personnes en état de démence (troubles mentaux) au moment de l'infraction ;

- L'enfant dont l'âge est de dix (10) ans et à moins de treize (13) ans le jour de la commission de l'infraction, ne peut faire l'objet que de mesures

b) Procédure d’interdiction	
L’interdiction est prononcée à la demande de l’un des parents, d’une personne y ayant intérêt ou du ministère public. L’action en interdiction est introduite devant la section des affaires familiales du tribunal, matériellement compétente.	
L’interdiction est prononcée par jugement. Le juge saisi peut faire appel à des experts pour en établir les motifs.	
c) Désignation d’un curateur à défaut de tuteur légal ou testamentaire.	
Si la personne frappée d’interdiction est dépourvue de tuteur légal ou de tuteur testamentaire, le juge doit désigner, par le même jugement d’interdiction, un curateur qui assurera l’administration de l’interdit et de ses affaires.	
La personne ayant fait l’objet d’interdiction doit être mise à même d’assurer la défense de ses intérêts. Le tribunal lui désigne un défenseur s’il le juge utile.	
d) Jugement d’interdiction	
Le jugement d’interdiction est susceptible de toutes les voies de recours et doit être rendu public.	
e) Sort des actes passés par l’interdit	
Tous les actes de l’interdit postérieurs au jugement l’ayant interdit sont réputés nuls. Les actes antérieurs à ce jugement le sont également si les causes de l’interdiction sont évidentes et notoires au moment de leur accomplissement.	
f) Actes permis à l’interdit	
L’interdit peut demander lui-même la levée de l’interdiction par jugement si les causes l’ayant motivée ont disparu.	
Aucun texte ne fait défense à une personne sous interdiction d’exercer une activité, ni à se marier. Par contre son curateur ne peut l’obliger à se marier sans son consentement.	
Les biens de l’interdit sont protégés. Même son curateur ne peut y faire que des actes d’administration.	

ب) إجراءات الحجر	
يكون الحجر بناء على طلب أحد الأقارب أو ممن له مصلحة، أو من النيابة العامة. ترفع دعوى الحجر أمام قسم شؤون الأسرة بالمحكمة، وهي الجهة المختصة موضوعيا.	
يتقرر الحجر بموجب حكم. ويمكن القاضي المخاطر أن يستعين بأهل الخبرة في إثبات أسباب الحجر.	
ت) تعيين مقدم في غياب ولي أو وصي	
إذا لم يكن للمحجور عليه ولي أو وصي، وجب على القاضي أن يعين في نفس الحكم مقدا لرعاية المحجور عليه والقيام بشؤونه.	
يجب أن يُمكن الشخص الذي يراد التحجير عليه من الدفاع عن حقوقه وللمحكمة أن تعين له مساعدا إذا رأت في ذلك مصلحة.	
ث) حكم الحجر	
الحكم بالحجر قابل لكل طرق الطعن، ويجب نشره للإعلام.	
ج) مآل التصرفات التي أبرمها شخصيا المحجور عليه	
تعتبر كل تصرفات المحجور عليه بعد الحكم باطلة، وقبل الحكم إذا كانت أسباب الحجر ظاهرة وفاشية وقت صدورها.	
ح) الأعمال المسموح للمحجور عليه للقيام بها	
يمكن المحجور عليه أن يطلب هو ذاتيا رفع الحجر عليه إذا زالت أسبابه.	
ليس هناك أي نص يمنع المحجور عليه بممارسة نشاط معين أو أن يتزوج. وعلى العكس من ذلك لا يمكن لقيمه أن يجبره على الزواج بدون رضاه.	
تعتبر أموال المحجور عليه محمية. وحتى قيمه لا يستطيع أن يقوم إلا بأعمال الإدارة. أما أعمال التصرف (بيع)	

Pour les actes de disposition (vente) nécessaires, il a besoin de l’autorisation du juge.	
b) Reddition de compte du tuteur légal ou testamentaire ou du curateur	
Lorsque la levée de l’interdiction est prononcée par jugement, l’interdit peut demander que son tuteur ou curateur lui rende compte de la gestion de ses biens.	
Intimé	
L’intimé est le défendeur à l’instance d’appel, autrement dit la partie contre laquelle l’appel a été interjeté. L’intimé n’est pas la partie qui se contente uniquement de se défendre contre l’appelant. Le législateur a mis à sa disposition un mécanisme qui lui permet de réagir au niveau de la Cour pour défendre ses prétentions non reconnues par le jugement objet de l’appel. Ce mécanisme, c’est l’appel incident.	
L’appel incident est formé en réplique à l’appel principal, celui initié la première fois. L’appel incident est dirigé contre l’appelant ou les autres intimés, le cas échéant.	
L’appel incident est lié à l’appel principal. L’article 337 du code de procédure civile et administrative définit ses spécificités. En voici les principales caractéristiques :	
- « L’intimé peut interjeter appel incident, en tout état de cause, même s’il a signifié la décision sans réserve, et même s’il est forclos pour interjeter appel principal ».	
- « L’appel incident ne sera pas reçu si l’appel principal n’est pas lui-même recevable ».	
- « Le désistement de l’appelant principal entraîne l’irrecevabilité de l’appel incident, lorsqu’il intervient après ce désistement ».	
Juge	
Un juge est un magistrat investi du pouvoir de trancher les actions judiciaires intentées devant lui. Il fait partie de la magistrature du siège (ou magistrature assise) par opposition au magistrat du ministère public (ou parquet) qui, lui, relève de la « magistrature debout » et a pour	

الضرورية، فيحتاج للقيام بها إلى إذن القاضي.	
خ) تقديم الحساب من الولي، الوصي أو المقدم	
بعد الحكم برفع الحجر، يمكن المحجور عليه أن يطلب ممن كان وليه أو وصيه أو قيمه أن يقدم له حسابا عن كيفية إدارة أمواله.	
مستأنف عليه	
المستأنف عليه هو المدعى عليه في الاستئناف، أي الطرف الذي تم تقديم الاستئناف ضده أول مرة. ليس المستأنف عليه طرفا يكفي فقط بالدفاع عن نفسه ضد المستأنف، ولكن يمكنه أيضا الدفاع على مستوى المجلس القضائي عن طلباته التي لم يعترف له بها الحكم المستأنف، وهذا بفضل الآلية القانونية التي وضعها المشرع تحت تصرفه. وهذه الآلية القانونية هي «الاستئناف الفرعي».	
يُرفع الاستئناف الفرعي ردا على الاستئناف الأصلي (المبادر به أول مرة)، وهو موجه ضد المستأنف الأصلي والمستأنف عليهم الآخرين، عند الاقتضاء.	
يرتبط الاستئناف الفرعي بالاستئناف الأصلي. لقد حدّدت المادة 337 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية خصائصه، وأهمّها هي:	
- « يجوز للمستأنف عليه، استئناف الحكم فرعيا في أية حالة كانت عليها الخصومة، ولو بُلِّغ رسميا بالحكم دون تحفظ وحتى في حالة سقوط حقه في رفع الاستئناف الأصلي.».	
- « لا يقبل الاستئناف الفرعي إذا كان الاستئناف الأصلي غير مقبول.»	
- « يترتب على التنازل في الاستئناف الأصلي عدم قبول الاستئناف الفرعي إذا وقع بعد التنازل.»	
قاض	
القاضي هو من حُوِّل سلطة البت في الدعاوى القضائية المرفوعة أمامه. وهو ينتمي إلى قضاء الحكم (أو القضاء الجالس) على عكس قاضي النيابة العامة (أو الادعاء العام) الذي، من جهته، ينتمي إلى (القضاء الواقف)،	

العقوبات السالبة للحرية، والعقوبات البديلة، عند الاقتضاء، وعلى ضمان التطبيق السليم لتدابير تفريد العقوبة.

من بين مهامه، يرأس قاضي تطبيق العقوبات لجنة تطبيق العقوبات المنشأة لدى كل مؤسسة وقاية، كل مؤسسة إعادة التربية، وكل مؤسسة إعادة التأهيل، وفي المراكز المخصصة للنساء.

تتكون هذه اللجنة من بعض المسؤولين المكلفين بإعادة تربية المحبوسين واختصاصيين لهم علاقة بميدان السجون (طبيب، نفسياني، مربي، مساعدة اجتماعية). وتتوسع إلى قاضي الأحداث عندما يتعلق الأمر بدراسة طلبات الإفراج المشروط المقدمة من قبل الأحداث المحبوسين، إضافة إلى مدير مركز إعادة التربية للأحداث.

تتولى لجنة تطبيق العقوبات تحت رئاسة قاضي تطبيق العقوبات بما يلي :

1) ترتيب وتوزيع المحبوسين، حسب وضعيتهم الجزائية، وخطورة الجريمة المحبوسين من أحلها، وجنسهم، وسنهم وشخصيتهم، ودرجة استعدادهم للإصلاح؛

2) متابعة تطبيق العقوبات السالبة للحرية والبديلة عند الاقتضاء؛

3) دراسة طلبات إجازات الخروج، وطلبات التوقيف المؤقت لتطبيق العقوبة، وطلبات الإفراج المشروط لأسباب صحية؛

4) دراسة طلبات الوضع في الوسط المفتوح، والحرية النصفية، والورشات الخارجية؛

5) متابعة تطبيق برامج إعادة التربية وتفعيل آلياتها.

حكم

على الصعيد التقني البحث، تدلّ كلمة الحكم على العمل القضائي الذي يصدره قسم من أقسام المحكمة أو تصدره التشكيلة الجماعية للمحكمة الإدارية. في مدلوله العام، يُقصد

de l’application des peines privatives de liberté et des peines de substitution, le cas échéant, ainsi qu’à la mise en œuvre saine des mesures d’individualisation de la peine.

Entre autres missions, le juge d’application des peines préside la Commission de l’application des peines instituée auprès de chaque établissement de prévention, de chaque établissement de rééducation, de chaque établissement de réadaptation et de chaque centre spécialisée pour femmes.

Cette commission est composée de responsables en charge de la rééducation des détenus et de spécialistes en rapport avec le monde carcéral (médecin, psychologue, éducateur, assistante sociale). Elle est élargie au juge des mineurs lorsqu’il s’agit d’étudier les demandes de libération conditionnelle de détenus mineurs et au directeur du centre de rééducation des mineurs.

La Commission de l’application des peines, qui est présidée par le juge de l’application des peines, est chargée :

1) du classement et de la répartition des détenus suivant leur situation pénale, la gravité de l’infraction pour laquelle ils sont détenus, leur sexe, leur âge, leur personnalité et leur aptitude à l’amendement ;

2) du suivi de l’application des peines privatives de liberté et des peines de substitution, le cas échéant ;

3) dde l’examen des demandes de permission de sortie, de suspension provisoire de l’application de la peine, de libération conditionnelle ou de libération conditionnelle pour raison de santé ;

4) de l’examen des demandes de placement en milieu ouvert, en semi-liberté et en chantiers extérieurs ;

5) du suivi de l’application des programmes de rééducation et de dynamisation de leurs mécanismes.

Jugement

Au plan technique, le mot jugement désigne une décision prise par une section du tribunal ou par un tribunal administratif. Au sens général, c’est toute ordonnance,

والذي تتمثل مهمته في المطالبة بتطبيق القانون باسم المجتمع الذي يمثله.

بالمعنى العام، يمكن لكلمة «القاضي» أن تُدلّ على جهة قضائية. على سبيل المثال، عندما نقول: إن المحكمة العليا هي قاضي القانون، فإننا نعني المحكمة العليا بأكملها، بصرف النظر عن تشكيلتها البشرية.

قاضي التحقيق

قاضي التحقيق هو قاض من قضاة الحكم يقوم بتحقيقات قضائية. لا يستطيع قاضي التحقيق أن يخطر نفسه بنفسه، ولكن يتم إخطاره من قبل وكيل الجمهورية، وأحياناً، وفي ظل ظروف معينة، من قبل الأطراف المدنية. يمكنه طلب مساعدة ضباط الشرطة القضائية عن طريق الإنابات القضائية. وهو الذي يقرر توجيه الاتهام إلى شخص مطلوب منه التحقيق بشأن قضيته، أو وضعه رهن الحيس المؤقت، أو إخضاعه للرقابة القضائية أو تركه قيد الإفراج المؤقت.

يقال إن قاضي التحقيق يحقق لإثبات أو لإبعاد التهمة عن المتابع، أي بدون أي تحيز. في نهاية التحقيق، إذا كانت هناك دلائل كافية ضد المتهم، فإنه يأمر بإحالته على جهة الحكم المختصة لمحاكمته، وإذا لم تكن دلائل كافية ضده، فيتّخذ أمراً بانقضاء وجه الدعوى.

قاضي تطبيق العقوبات

هو قاض من قضاة المجلس القضائي، أي قاض له أقدمية تفوق عشر سنوات في الممارسة القضائية. يعتبر قاضي تطبيق العقوبات عنصرا أساسيا في نظام إعادة تربية المحبوسين وإعادة إدماجهم الاجتماعي.

تبعاً لعدد المحبوسين على مستوى اختصاص المجلس القضائي، يعين بموجب قرار من وزير العدل، حافظ الأختام، قاض واحد أو أكثر تسند له مهام قاضي تطبيق العقوبات. يختار قاضي تطبيق العقوبات من بين القضاة المصنفين في رتب المجلس القضائي على الأقل، وممن يولون عناية خاصة بمجال السجون.

إضافة إلى المهام المسندة إليه بموجب أحكام القانون المتعلق بتنظيم السجون وإعادة الإدماج الاجتماعي للمحبوسين، يسهر قاضي تطبيق العقوبات على مراقبة مشروعية تطبيق

mission de requérir l’application de la loi au nom de la société qu’il représente.

Dans un sens générique, le mot juge peut désigner une juridiction. Ainsi, par exemple, lorsqu'on dit que la Cour suprême est juge de Droit, on vise la haute juridiction dans son ensemble, abstraction faite de sa composition humaine.

Juge d’instruction

Le juge d’instruction est un magistrat du siège qui dirige les informations judiciaires, autrement dit les enquêtes judiciaires. Il ne peut pas se saisir d’office, mais par le Procureur de la République, et parfois, et à certaines conditions, par les parties civiles. Il peut demander l’aide des officiers de police judiciaire au moyen de commissions rogatoires. C’est lui qui décide d’inculper une personne, de la placer en détention provisoire, de la mettre sous contrôle judiciaire ou de la laisser en liberté provisoire.

On dit qu’il instruit à charge et à décharge, c’est-à-dire sans parti pris. A la fin de l’instruction, et s’il y a des charges suffisantes contre l’inculpé, il prend une ordonnance de le renvoyer devant la juridiction compétente pour être jugé. S’il n’y a pas de charges suffisantes congre lui, il prend une ordonnance de non-lieu.

Juge de l’application des peines

Le juge de l’application des peines, qui est un magistrat de la Cour, c’est-à-dire un magistrat comptant une ancienneté dans la pratique judiciaire de plus de dix années, est un organe des plus essentiels dans le système algérien de la rééducation et de la réinsertion sociale des détenus.

En fonction de l’importance de la population carcérale dans le ressort d’une Cour, un ou plusieurs magistrats désignés par arrêté du ministre de la justice, garde des sceaux, sont investis des missions de juge de l’application des peines. Le juge d’application des peines est choisi parmi les magistrats ayant au moins le grade de magistrat à la Cour et manifestant un intérêt particulier au monde carcéral.

Outre les attributions qui lui sont dévolues par les dispositions du code de l’organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus, le juge de l’application des peines veille au contrôle de la légalité

tout jugement et tout arrêt rendu par une juridiction. On distingue différentes sortes de jugements.

a) Distinction selon la matière ou l'objet

a.1.) Les jugements gracieux

Dans un jugement gracieux, il n'y a pas de véritable litige. La personne saisit le juge parce que le cas qu'elle soumet nécessite qu'il soit contrôlé par un juge. Ce sont les cas, par exemple, de rectification des actes de l'état civil, de l'attribution d'une Kafala (recueil légal) ou de la déclaration d'absence etc.

Pour rendre un jugement pareil, le juge se contente des éléments présentés par les parties et, éventuellement, les observations du représentant du ministère public lorsque son intervention est requise par la loi. Dès lors que la demande répond aux conditions exigées par la loi, le juge prononce sa décision sans discussion par les parties des éléments de l'affaire et hors la présence du public.

a. 2.) Les jugements contentieux

Un jugement contentieux est un jugement qui a pour un objet une matière contentieuse. Deux conditions doivent y être réunies : la présence d'une contestation et la présence d'au moins deux parties dans le litige soulevé, au moins le défendeur qui a initié l'affaire et le défendeur auquel le demandeur s'est attaqué.

b) Distinction selon le contenu

b.1.) Les jugements sur le fond

Un jugement sur le fond est un jugement qui tranche le litige soulevé ; il emporte dessaisissement du juge qui a statué sur l'affaire.

b.2.) Les jugements avant-dire droit

Le jugement avant-dire-droit est un jugement qui ne tranche pas encore le litige. Il est rendu au cours du procès pour ordonner une mesure d'instruction telle la désignation d'un expert en vue de la préparation d'un jugement sur le fond qui interviendra après la reprise de l'instance.

بالحكم القضائي: الأمر أو الحكم أو القرار الصادر عن جهة قضائية. هناك تمييز بين عدة أنواع من الأحكام.

أ) التمييز حسب المادة أو الموضوع

أ.1.) الأحكام الولائية

في الحكم الولائي، لا يُوجد نزاع حقيقي، فالشخص يخطر القاضي لأن الحالة التي يطرحها عليه تقتضي أن تكون مراقبة من قبل قاض، تلك، مثلا، هي حالات تصحيح عقود الحالة المدنية أو منح الكفالة، أو التصريح بالغياب الخ.

ولإصدار مثل هذا الحكم، يكتفي القاضي بالعناصر التي يقدمها له الأطراف، واحتمالا، ملاحظات النيابة العامة، عندما يكون تدخلها مطلوباً بموجب القانون. وبمجرد أن يكون الطلب مستوفياً للشروط القانونية يصدر القاضي أمره دون مناقشة الأطراف لعناصر القضية وبغير حضور الجمهور.

أ.2.) الأحكام الخلافية

الحكم الخلافية هو الحكم الذي يكون موضوعه مادة متنازع عليها. في هذه الحالة، يتطلب توافر شرطان: وجود نزاع ووجود، على الأقل، طرفين في المنازعة المثارة، أي، على الأقل، المدعي الذي بادر بالقضية والمدعى عليه الذي هو خصمه.

ب) التمييز حسب المضمون

ب.1.) الأحكام الفاصلة في الموضوع

الحكم في الموضوع هو الحكم الذي يفصل في النزاع وبه تنتهي مهمة القاضي الذي فصل في القضية.

ب.2.) الأحكام قبل الفصل في الموضوع

الحكم قبل الفصل في الموضوع هو الحكم الذي لا يفصل في النزاع. يصدر هذا الحكم أثناء سير الخصومة للأمر بإجراء تحقيقي، مثل تعيين خبير لتحضير الحكم الذي سيصدر في الموضوع بعد مواصلة سير الدعوى.

c) Les jugements provisoires

c.1.) Les ordonnances sur requête

L'ordonnance sur requête (ou à pied de requête, comme l'appellent certains) est une ordonnance prise habituellement par le Président du tribunal lorsque les circonstances exigent une décision sans discussion entre les parties et lorsqu'il est nécessaire de prendre une mesure urgente. Exemple : Une ordonnance sur requête en vue d'une sommation interpellative pour permettre à un huissier d'interroger quelqu'un sur un point donné.

c.2.) Les ordonnances de référés

L'ordonnance de référé est une ordonnance prise par le Président du Tribunal lorsque l'urgence l'impose et qu'il existe un litige. Par exemple, la propriété d'un immeuble est contestée devant la section foncière et celui qui se prétend propriétaire annonce son intention de le démolir, il y a donc urgence et il existe un différend. Le président du tribunal peut, dans ce cas, et à la demande de la partie adverse, prendre une ordonnance de référé pour interdire la démolition de la construction jusqu'à ce que le litige entre les deux parties soit tranché définitivement.

d) Les jugements «d'expédient» et les jugements de «donner acte»

d.1.) Les jugements «d'expédient»

Le jugement d'expédient est un jugement qui tranche un litige simulé, mais le juge qui l'a rendu, statuant en toute neutralité, n'avait pas à s'immiscer dans cette simulation. Il s'arrête aux faits tels que présentés par les parties. En réalité, on se trouve en présence de deux parties qui concluent un accord mais qui saisissent quand même le juge en simulant une contestation qui va être aplanie au cours de l'instance par la convergence des prétentions du demandeur et les défenses du défendeur. Le juge n'avait alors qu'à entériner cet accord. En Algérie, l'exemple le plus marquant

ت) الأحكام المؤقتة

ت.1.) الأوامر على عريضة

الأمر على عريضة (أو على ذيل العريضة كما يسميه البعض) هو الأمر الذي يتخذه رئيس المحكمة عندما تتطلب ظروف ما أمراً بدون مناقشة بين الأطراف ويكون هذا الأمر ضروريا لمواجهة حالة استعجالية. مثال: الأمر على عريضة بتعين محضر قضائي لاستجواب شخص ما حول نقطة معينة.

ت.2.) الأوامر الاستعجالية

الأمر الاستعجالي هو الأمر المتخذ من قبل رئيس المحكمة عندما تحدث حالة استعجالية أثناء سير الخصومة في الموضوع. مثال: هناك منازعة حول ملكية عقار مطروحة أمام القسم العقاري بالمحكمة، والقضية على هذه الحالة، يعلن من يدعي أنه هو المالك للعقار برغبته في تهديمه. هنا توجد حالة استعجالية ويوجد نزاع في الموضوع. فرئيس المحكمة يستطيع في هذه الحالة، بناء على طلب الخصم، أن يصدر أمراً استعجالياً بمنع هدم البناية إلى غاية الفصل في النزاع بصفة نهائية.

ث) الأحكام «الاتفاقية» أو أحكام «بالإشهاد»

ث.1.) الاحكام «الاتفاقية»

الحكم الاتفاقي هو الحكم الذي يفصل في نزاع صوري، غير أن القاضي الذي أصدره لا دخل له في هذه الصورية، لأنه يفصل بحيداً وليس له أن يتدخل في ذلك. فهو يتوقف عند الوقائع كما عرضت عليه من قبل الأطراف. والواقع أننا أمام طرفين يتفقان على شيء معين ثم يخطران القاضي بابتكارهما لنزاع صوري لا وجود له في الواقع، ولكن فيما بعد تتلاقى ادعاءات المدعي ودفع المدعى عليه. وفي هذه الحالة لم يكن في وسع القاضي إلا المصادقة على الاتفاق. في الجزائر، فالمثل الأبرز للأحكام الاتفاقية يكمن في الأحكام التي تقضي بصحة البيوع

العناصر التي قدمها المدعي. أما خصمه المدعى عليه، فلم يمثل للجلسة. ففي هذه الحالة، فللمدعى عليه الذي حُكِمَ عليه غيابيا الحق في استعمال طريقة الطعن التي تجعل القاضي يعيد النظر في قضيته. وطريقة الطعن هذه تسمى «المعارضة».

ح) التفرقة بين الأحكام تبعا لما إذا كانت قابلة للاستئناف أو غير قابلة

ج.1.) الأحكام الصادرة ابتدائيا (في أول درجة)

الحكم الصادر ابتدائيا (في أول درجة) هو الحكم القابل للاستئناف أمام جهة قضائية أعلى من التي أصدرته، وهي عادة المجلس القضائي الذي يؤول إليه الاختصاص في الفصل في الاستئنافات.

ح.2.) الأحكام الصادرة ابتدائيا ونهائيا (في أول وآخر درجة)

الحكم الصادر ابتدائيا ونهائيا هو الحكم غير القابل للاستئناف ولكن يمكن أن يكون محل الطعن بالنقض مثل الحكم الفاصل في مسألة الطلاق. في بعض الحالات، فقيمة النزاع الضئيلة هي التي تجعل المشرع لا يسمح بالاستئناف في بعض النزاعات، مثل ما نصت عليه المادة 33 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية التي قرّرت أن المحكمة تفصل بحكم في أول وآخر درجة في الدعوى التي لا تتجاوز قيمتها مئتي ألف دينار (200.000 دج).

مخلفون

المخلفون مواطنون يتم اختيارهم بناء على صفاتهم الأخلاقية ويسحبون بالقرعة من قائمة يتم إعدادها وفقًا للإجراء المنصوص عليه في قانون الإجراءات الجزائية. يجلس المخلفون في محكمة الجنائيات إلى جانب القضاة المحترفين لمحاكمة مرتكبين مفترضين لجنايات (لمزيد من التفصيل، انظر أدناه: ركن «محاكمة جنائية»).

جهة قضائية

الجهة القضائية مؤسسة عامة تتمثل وظيفتها في الفصل في المنازعات المعروضة عليها.

rendu sur les seuls éléments fournis par le demandeur, son adversaire, le défendeur en l'occurrence, n'ayant pas comparu, c'est-à-dire ne s'étant pas présenté à l'audience. Dans ce cas, le défendeur, qui a été condamné « par défaut » dispose d'une voie de recours pour amener le juge à réexaminer l'affaire, Cette voie de recours s'appelle « l'opposition ».

f) La distinction selon qu'ils sont susceptibles d'appel ou non

f.1.) Les Jugements rendus en premier ressort

Le jugement rendu en premier ressort est un jugement susceptible d'appel devant la juridiction du second degré, c'est-à-dire qu'il peut être rejugé une seconde fois par la Cour qui a compétence pour statuer sur les appels qui lui sont déferés.

f.2.) Les Jugements rendus en premier et dernier ressort

Le jugement rendu en premier et dernier ressort est un jugement qui n'est pas susceptible d'appel mais peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation, tel que le jugement prononçant le divorce. Dans certains cas, c'est le peu de valeur du litige qui fait que le législateur décide que le tribunal y statuera en premier et dernier ressort. C'est le cas dans les actions dont le montant n'excède pas deux cent mille dinars -200.000 DA-(art. 33 du code de procédure civile et administrative).

Jurés

Les jurés sont des citoyens choisis en considération de leurs qualités morales et tirés au sort sur une liste établie conformément à une procédure prévue par le code de procédure pénale. Ils siègent au tribunal criminel à côté des magistrats professionnels pour juger les auteurs présumés de crimes (pour plus de détails, voir rubrique « procès criminel»).

Jurisdiction

Une juridiction est une institution publique ayant pour fonction de juger les différends qui lui sont déferés.

العقارية المبرمة بعقود عرفية. فالباعة والمشترون يتفقون على تاريخ بيع سابق للتشريع الذي يشترط، تحت طائلة البطلان إبرام مثل هذه الصفقات بعقود رسمية (توثيقية). فكانت نزاعات صورية تثار من قبل الباعة والمسترين الذين يختارون تاريخ العقد العرفي الذي يفلتهم من صرامة القانون. والقاضي المقيد بمبدأ الحياد لا يمكنه إلا أن يصادق على هذه البيوع ويؤكد بالنتيجة التاريخ الوارد في العقد العرفي الصوري.

ث.2.) أحكام «الإشهاد»

الحكم بالإشهاد هو الحكم الذي يثبت معاينة أو تصريحاً. فالحكم بالإشهاد يحدث عادة أثناء سير الخصومة حيث يطلب أحد الأطراف من القاضي أن يمنحه إشهاداً حول واقعة عاينها القاضي ذاته. مثال: تنازل عن حق معين صرح به أحد الأطراف أمام القاضي أثناء سير الخصومة. ويمكن المطالبة بالإشهاد بدعوى مستقلة.

ج) الأحكام التي لها علاقة بحضور أو غياب المدعى عليه.

ج.1.) الأحكام الحضورية (الوجاهية)

يُوصف الحكم «بالحضوري» عندما تمثل كل الأطراف أمام الجهة القضائية وتمكنت من مناقشة عناصر النزاع.

ج.2.) الأحكام «المعتبرة حضورية»

يقال عن حكم أنه «حضوري اعتباري» عندما لم يحضر المدعى عليه أمام الجهة القضائية ولكن علم (أبلغ) بالخصومة. ففي هذه الحالة لا يمكن منازعة هذا الحكم إلا عن طريق الاستئناف، بمعنى أنه لا يمكن أن يكون موضوع معارضة كما هو الحال بالنسبة للحكم الغيابي.

ج.3.) الأحكام الغيابية

الحكم الغيابي هو الحكم الذي يصدر على مجرد

des jugements d'expédiant, était les homologations par jugements de ventes de terrains par actes sous seing privé. Les vendeurs et les acquéreurs se mettent d'accord sur une date de vente antérieure à celle de la législation qui exigeait, à peine de nullité, la conclusion de pareilles transactions par acte authentique. Des litiges y étaient simulés par les vendeurs et les acquéreurs en choisissant la date qui les faisaient échapper à la rigueur de la loi. Le juge, conditionné par le devoir de neutralité, ne pouvait qu'homologuer ces ventes et officialiser la date indiquée dans l'acte sous seing privé simulé.

d.2.) Les jugements de «donner acte»

Un jugement de « donner acte » est un jugement qui fait état d'une constatation ou d'une déclaration. Le jugement de donner acte intervient soit au cours de l'instance où l'une des parties demande au juge de lui donner acte d'un fait que le juge lui-même constate, par exemple la renonciation à un droit exprimée devant lui par l'une des parties, soit à la suite de sa saisine par une action indépendante.

e) Les jugements en rapport avec la comparution ou le défaut de comparution du défendeur

e.1.) Les jugements contradictoires

Un jugement est dit « contradictoire » lorsque toutes les parties se sont présentées devant la juridiction et qu'elles ont pu discuter les éléments du litige.

e.2.) Les jugements «réputés contradictoires».

Un jugement est dit « réputé contradictoire » quand le défendeur n'a pas comparu devant le tribunal mais a été informé du procès. Dans ce cas, le jugement ne peut être contesté que par la voie de «l'appel», autrement dit, il ne peut pas faire l'objet d'opposition comme le jugement rendu par défaut.

e.3.) Les jugements par «défaut»

Le jugement par défaut est un jugement

مصدرا مهما للقانون، ويقيد القاضي في المستقبل، وهذا ما يسمى «بالسابقة القضائية». في الأنظمة المنيثقة عن القانون الروماني، فالاجتهاد القضائي ليس على هذه الدرجة من الأهمية. في الجزائر يتمتع الاجتهاد القضائي للمحكمة العليا ومجلس الدولة بسلطة معنوية لا نقاش فيها لدى قضاة الجهات القضائية الأقل درجة (مجالس ومحاكم).

مقاض

المتقاضي هو الشخص الذي من المحتمل أن يجد نفسه أمام قاضٍ أو يكون كذلك للمطالبة بأن يعترف له بحق في ذمة الغير أو للإجابة عن مطالبة الغير بحق على ذمته هو، أي يمكن أن يكون مدعيا أو مدعى عليه.

كفالة

الكفالة تدبير قانوني ينظمه قانون الأسرة في مواده 116 إلى 125 وقانون الإجراءات المدنية والإدارية في مواده 492 إلى 497.

الكفالة هي التزام على وجه التبرع بالقيام بولد قاصر من نفقة وتربية ورعايته قيام الأب بابنه. يعطي القانون مثل الأب دون أن يذكر الأم. غير أنه في اللغة العربية عندما نذكر الأب والأم نسميهما «الأبوين». إضافة إلى ذلك، فإنه لا جدوى من هذا النقاش، ذلك أنه بموجب مبدأ المساواة بين الجنسين، فالكفالة يمكن أن تسند للرجل أو للمرأة على قدم من المساواة (وهو ما يطبق عمليا في الممارسة القضائية)، والمهم أن تتوفر الشروط القانونية في من يطلبها، أي يكون مسلما، عاقلا، أهلا للقيام بشؤون المكفول وقادرا على رعايته.

يؤول الاختصاص في الفصل في طلب منح الكفالة إلى القاضي الذي يرأس قسم شؤون الأسرة بالمحكمة. تمنح الكفالة بموجب أمر ولائي (إجراءات غير نزاعية: ليس هناك نزاع ولا خصم، ويصدر الأمر في غرفة المشورة، بعد أخذ رأي ممثل النيابة العامة، عادة في مكتب القاضي المختص). قيل أن يصدر القاضي الأمر بإسناد الكفالة يتأكد من أن الكفيل تتوفر فيه الشروط القانونية، وعند الاقتضاء، يمكنه إجراء تحقيق

L'importance accordée à la jurisprudence varie selon les systèmes juridiques. Dans la tradition juridique anglo-saxonne, la jurisprudence est une source importante du droit, et elle lie les juges dans l’avenir, c’est la règle du précédent. Dans les systèmes issus du droit romain, son importance est moindre. En Algérie, la jurisprudence de la Cour suprême et du Conseil d'Etat a une autorité morale indiscutable sur les magistrats des juridictions inférieures (cours et tribunaux).

Justiciable

Le justiciable est la personne susceptible de se trouver ou se trouve devant un juge pour faire reconnaître un droit qu’il prétend être le sien, ou répondre à une prétention dirigée contre lui. Autrement dit, il peut s'agir d'un demandeur ou d'un défendeur.

Kafala (recueil légal d'un mineur)

La Kafala (recueil légal en français) est une institution juridique régie par le Droit de la famille. Elle est prévue et organisée par les dispositions des articles 116 à 125 du code de la famille et 492 à 497 du code de procédure civile et administrative.

La Kafala est l'engagement de prendre bénévolement en charge l'entretien, l'éducation et la protection d'un enfant mineur, au même titre que le ferait un père pour son fils. La loi donne, ici, l'exemple du père et ne parle pas de la mère. En langue arabe lorsqu'on parle des deux, on les appelle « Al Abawain » (الأبوين) : formule les désignant les deux à la fois, mais dérivant du mot père. Ceci est un faux débat, car en vertu du principe de l'égalité des sexes, la Kafafa peut être attribuée aussi bien à un homme qu'à une femme (ce qui a lieu, d'ailleurs, dans la pratique judiciaire) pourvu que celui ou celle qui la demande remplisse les conditions requises par la loi, savoir : être de confession musulmane, sensé (e), intègre, à même d'entretenir l'enfant recueilli (makfoul) et capable de le protéger.

La compétence pour statuer sur la demande d'attribution de la Kafala revient au juge qui préside la section des affaires familiales du tribunal. Elle est accordée par une ordonnance gracieuse (procédure non contentieuse : pas de litige, pas d'adversaire et réalisée en chambre du conseil, après avis du ministère public, c'est-à-dire réalisée en général dans le bureau du juge compétent). Avant de s'y prononcer, le juge vérifie si le kafil remplit les conditions légales. S'il y a lieu, il

في الجزائر، تَنَتَّظَم الجهات القضائية في نظامين: النظام القضائي العادي والنظام القضائي الإداري. الجهات القضائية الخاضعة للنظام القضائي العادي هي، تصاعدياً: المحاكم، والمجالس القضائية والمحكمة العليا. والجهات القضائية الخاضعة للنظام القضائي الإداري، دائماً في الاتجاه التصاعدي، هي: المحاكم الإدارية ومجلس الدولة. توجد محكمة التنازع، وهي التي تختص في الفصل في منازعات الاختصاص بين الجهات القضائية الخاضعة للنظام القضائي العادي والجهات القضائية الخاضعة للنظام القضائي الإداري.

اجتهاد قضائي

يقصد بتعبير «الاجتهاد القضائي» مجموعة أحكام الجهات القضائية، وعلى وجه الخصوص الجهات القضائية العليا كالمحكمة العليا في الجزائر. ومن بين مهامهما «تضمن المحكمة العليا ومجلس الدولة توحيد الاجتهاد القضائي في جميع انحاء البلاد ويسهران على احترام القانون ».

يُبيّن الاجتهاد القضائي كفية تفسير القوانين من قبل القضاة. عادة لا يشكل الاجتهاد القضائي مصدرا للقانون ذلك أن سن القواعد القانونية هو من اختصاص السلطة التشريعية. غير أنه بفعل تفسير القضاة للقوانين يكاد يكون مصدرا بالنظر إلى الواقع، إذ أنه لا يمكن الاستغناء عن المبادئ التي يستخلصها الاجتهاد القضائي. وبالفعل عادة ما يكون القانون ناقصا أو غير واضح أو صامتا. وعلى اعتبار أن القضاة مطالبون بالفصل في النزاعات المطروحة عليهم، فيجدون أنفسهم مضطرين، عن طريق التفسير، أن يكملوا نقص القانون أو يوضحوه أو «ينطّقه».

في مجال القانون الإداري، يشكل الاجتهاد القضائي بكل وضوح مصدرا للقانون. فأحكام القضاة الإداريين هي التي أسست للقانون الإداري خارج أي تدخل للمشرع، لذلك يقال

في مجال القانون الإداري، يشكل الاجتهاد القضائي بكل وضوح مصدرا للقانون. فأحكام القضاة الإداريين هي التي أسست للقانون الإداري خارج أي تدخل للمشرع، لذلك يقال عن القانون الإداري أنه قانون قضائي، أي قانون من صنع القضاة.

يقال عن الاجتهاد القضائي أنه مستقر عندما يركز تطبيق قاعدة قانونية على تفسير يستقر لوقت ممتد نوعا ما، غير أن الأمور تتطور مع تطور الوقت والعادات، لذلك تظهر أحيانا ضرورة التراجع على تفسير استقر لمدة ما. وهنا نكون بصدد التراجع عن اجتهاد معين. في الجزائر يثبت التراجع عن الاجتهاد القضائي بقرار للمحكمة العليا بكل غرفه المجتمعة. تختلف أهمية الاجتهاد القضائي تبعا للأنظمة القانونية السائدة. في التقاليد القانونية الأنجلو-سكسونية يعتبر الاجتهاد القضائي

En Algérie, les juridictions sont structurées dans deux ordres : l'ordre judiciaire et l'ordre administratif. Les juridictions de l'ordre judiciaire sont, dans l'ordre ascendant : les tribunaux, les cours et la cour suprême. Les juridictions de l'ordre administratif sont, toujours dans l'ordre ascendant, les tribunaux administratifs et le conseil d'Etat. Il existe un tribunal des conflits dont la compétence est de régler les conflits de compétence entre les juridictions relevant de l'ordre judiciaire et les juridictions relevant de l'ordre administratif.

Jurisprudence

Le terme « jurisprudence » désigne l'ensemble des décisions des juridictions, en particulier les juridictions supérieures, telle que la Cour suprême en Algérie. Entre autres missions, «la Cour suprême et le Conseil d'Etat assurent l'unification de la jurisprudence à travers le pays et veillent au respect de la loi».

La jurisprudence reflète la façon dont les juges interprètent les lois. Normalement, elle ne constitue pas une source de droit, l'édiction des règles de droit étant l'apanage du pouvoir législatif. Mais, par l'œuvre d'interprétation des lois par les juges, elle le devient en fait, et en ne peut se passer des principes qu'elle dégage. En effet, la loi est parfois incomplète, imprécise et même muette. Les juges étant tenus de régler les différends qui leur sont posés, se trouvent obligés, par le truchement de l'interprétation, de la compléter, de l'éclaircir et, parfois, de la « faire parler ».

En droit administratif, la jurisprudence est clairement une source de droit. Ce sont les décisions des juges administratifs qui ont construit ce droit en dehors de toute intervention du législateur, c’est pourquoi on dit que c’est un droit prétorien, c’est-à-dire un droit créé par les juges.

On dit qu'une jurisprudence est constante, lorsque l'application d'une règle de droit s'appuie sur une interprétation s'étendant sur un temps plus ou moins long. Mais, les choses évoluant avec l'évolution du temps et des mœurs, il peut apparaître la nécessité de revenir sur une interprétation qui a prévalu pendant un certain laps de temps. On parle alors de revirement de jurisprudence. En Algérie, le revirement de jurisprudence est constaté par un arrêt de la Cour suprême, toutes chambres réunies.

رسمي يصرح فيه، تحت مسؤوليته، أن كل المساعي التي قام بها للاتصال بالأم بقيت دون جدوى.

بغير اللقب العائلي للطفل المكفول بموجب أمر من رئيس محكمة مكان ميلاد الطفل أو مكان إقامة الشخص الكافل، بناء على طلب وكيل الجمهورية لنفس المحكمة، الذي يمكنه، عند الاقتضاء، استطلاع رأي قاض الأحداث لدى نفس الجهة القضائية.

يصدر الأمر، خلال الثلاثين(30) يوما الموالية لتاريخ تقديم الطلب، ويكون بسعي من وكيل الجمهورية، محل تسجيل وإشارة على هامش سجلات وعقود ومستخرجات عقد الحالة المدنية لمقر ميلاد الطفل المكفول، وإذا كان هذا المقر خارج دائرة اختصاصه، يقوم بإخطار وكيل الجمهورية المختص إقليميا للقيام بذلك.

تشريعي (نعت)

صفة تتعلق بالتشريع، بالقوانين باعتبارها أعمال البرلمان. والنص ذو الطابع التشريعي هو نص من نصوص القانون أو من مستوى القانون مثل الأوامر التي يصدرها رئيس الجمهورية أثناء الفترات بين جلسات البرلمان. مقابل النصوص ذات الطابع التشريعي، هناك نصوص ذات الطابع التنظيمي. هذا هو الحال بالنسبة للمراسيم التنفيذية التي يصدرها الوزير الأول. الفرق بين هذين النوعين من النصوص من حيث البعد القانوني، هو أن النص ذو الطابع التشريعي لا يمكن الطعن فيه أبدا أمام القاضي، في حين أن النص ذو الطابع التنظيمي يمكن منازعته أمام القاضي الإداري عن طريق الطعن لتجاوز السلطة.

إفراج مشروط

تعريف

الإفراج المشروط هو تدبير من تدابير تكييف العقوبة. يتمثل في الإفراج عن المحبوس قبل انقضاء مدة العقوبة التي يقضيها. يمنح الإفراج المشروط، تحت مراقبة قاضي تطبيق العقوبات، للمحكوم عليهم الذين أظهروا مجهودات جدية لإعادة ادماجهم الاجتماعي.

déclare, sous sa responsabilité, que toutes les démarches qu'elle a entreprises pour entrer en contact avec la mère sont restées infructueuses.

Le nom patronymique de l'enfant recueilli est modifié par ordonnance du président du tribunal du lieu de naissance de l'enfant ou du lieu de résidence de la personne l'ayant recueilli, prononcée sur réquisition du procureur de la république auprès du même tribunal. Il peut le cas échéant, requérir l'avis du juge des mineurs auprès de la même juridiction.

L'ordonnance est rendue dans les trente (30) jours suivant la date de l'introduction de la demande. Elle fait l'objet, à la diligence du procureur de la république, de transcription et de mention marginale sur les registres, les actes et les extraits de l'état civil du lieu de naissance de l'enfant recueilli. Si ce lieu est en dehors de son lieu de compétence, il en avise le procureur de la république territorialement compétent pour le faire.

Législatif (adjectif)

Qui a trait à la législation, aux lois en tant qu'actes du parlement. Un texte à caractère législatif, est un texte de loi ou du niveau de la loi, telles que les ordonnances promulguées par le président de la république pendant la période entre les sessions du parlement. Par opposition au texte à caractère législatif, il y a des textes à caractère réglementaire. C'est le cas des décrets exécutifs du premier ministre. La différence quant à la portée juridique de ces deux genres de textes, c'est qu'un texte à caractère législatif ne peut jamais faire l'objet d'un recours devant le juge. Par contre, le recours est ouvert devant le juge administratif lorsqu'il s'agit d'un texte à caractère réglementaire, et ce, par le biais du recours pour excès de pouvoir.

Libération conditionnelle

Définition

La libération conditionnelle est une mesure d'aménagement de la peine. Elle consiste en la mise en liberté d'un détenu avant la date normale de la fin de la peine qu'il purge. Elle est accordée sous le contrôle du juge de l'application des peines aux condamnés qui manifestent des efforts sérieux de réadaptation sociale.

وبوسعه أن يأمر بكل التدابير المفيدة لتحديد ما إذا كان الكفيل قادرا على حماية المكفول ورعايته وتربيته.

يمكن أن تعني الكفالة ولدا معلوم الأبوين أو أحدهما فقط (خاصة الأم) أو مجهول الأبوين.

عندما يكون للولد المكفول أب أو أم فرضا المكفول ضروري لإنجاز الكفالة. ويتعين على القاضي الذي يفصل في طلب الكفالة أن يثبت ذلك.

تخول الكفالة الكافل الولاية القانونية على المكفول وجميع المنح العائلية والدراسية التي يتمتع بها الولد الأصلي.

يدير الكافل أموال الولد المكفول المكتسبة من الإرث والوصية أو الهبة. ويجوز للكافل أن يوصي أو يتبرع للمكفول بماله في حدود الثلث. وإن أوصي أو تبرع بأكثر من ذلك، بطل ما زاد على الثلث إلا إذا أجازَه الورثة.

يحتفظ الولد المكفول بنسبة الأصلي إن كان معلوم الأبوين، وإن كان مجهول النسب، يمنح له ضابط الحالة المدنية مجموعة من الاسماء اخرها يستخدم كلقب عائلي. إذا كان معلوم الأم فقط تحمل شهادة ميلاده لقب واسم الأم. وفي السطر المخصص للأب يسجل بيان: «أب غير معروف».

هناك إجراءات قانونية لمنح المكفول مجهول الأب لقب. فوفقا لهذه الإجراءات، يستبدل الاسم الأخير المعطى من قبل ضابط الحالة المدنية كلقب بلقب كافله. وفقا للتنظيم الساري المفعول

بموجب أحكام المرسوم التنفيذي رقم 223-20 المؤرخ في 8 غشت 2020، يمكن الشخص الذي كفل قانونا طفلاّ مجهول النسب من الأب، أن يقدم باسم هذا الطفل ولفائدته إلى وكيل الجمهورية لمكان إقامته أو لمكان ميلاد الطفل، طلب تغيير اللقب العائلي للطفل ومطابقته مع لقبه.

عندما تكون أم الطفل معلومة وعلى قيد الحياة، فإنه يجب أن يرفق الطلب بموافقتها المقدمة في شكل عقد رسمي. وفي حالة تعذر ذلك، يمكن رئيس المحكمة أن يرخص بمطابقة اللقب العائلي للطفل مع لقب الكافل، بناء على طلب هذا الأخير الذي يرفق به تصريحاً شرفياً، في شكل عقد

fait procéder à une enquête et peut ordonner toutes mesures utiles pour déterminer si le kafil est capable de protéger, entretenir et assurer l'éducation de l'enfant recueilli.

La Kafala peut concerner un enfant dont le père et la mère sont connus, un enfant dont un seul parent (notamment la mère) est connu ou un enfant dans les deux parents sont inconnus.

Lorsque l'enfant à recueillir a un père et une mère, le consentement du mineur à être recueilli par un Kafil (recueillant) est exigé. Il doit être constaté par le juge appelé à statuer sur la demande d'attribution de la kafala.

La Kafala confère à son bénéficiaire (le kafil) la tutelle légale sur le makfoul et lui ouvre droit aux mêmes prestations familiales et scolaires que pour l'enfant légitime.

Le kafil assure l'administration des biens de l'enfant recueilli résultant d'une succession, d'un legs ou d'une donation, au mieux de l'intérêt du makfoul (le recueilli). Il peut même lui faire un legs ou une donation dans la limite d'un tiers de ses biens. Au-delà de ce tiers, la disposition testamentaire ne peut valoir sauf consentement des héritiers.

L'enfant recueilli garde sa filiation d'origine s'il est de parents connus. S'il est de parents inconnus, l'officier de l'état civil lui attribue une suite de prénoms dont le dernier lui sert de nom patronymique. S'il est seulement de mère connue, son acte de naissance porte le nom et prénom de sa mère. Sur la ligne réservée au père il y est indiqué « père inconnu ».

Une procédure légale est prévue pour l'octroi d'un patronyme au Makfoul de père inconnu. Dans, ce cas, le prénom servant de patronyme attribué par l'officier de l'état civil à l'enfant de père inconnu peut être changé et remplacé par celui du Kafil conformément à la réglementation en vigueur.

Aux termes du décret exécutif n°20-223 du 8 août 2020, la personne ayant recueilli légalement un enfant né de père inconnu peut introduire une demande au nom et au bénéfice de cet enfant auprès du procureur de la république du lieu de sa résidence ou du lieu de naissance de l'enfant et le faire concorder avec le sien.

Lorsque la mère de l'enfant est connue et vivante, l'accord de cette dernière, donné en la forme d'acte authentique, doit accompagner la demande. A défaut, le président du tribunal peut autoriser la concordance du nom patronymique de l'enfant avec celui de la personne l'ayant recueilli, sur demande de cette dernière, accompagnée d'une déclaration sur l'honneur, en la forme authentique, dans laquelle elle

La libération conditionnelle est régie par les dispositions du code de l'organisation pénitentiaire et de la réinspection sociale des détenus (loi n° 05-04 du 6 février 2005, JO n° 12 du 13/02/2005). Elle tend à la réinsertion sociale des condamnés et à la prévention de la récidive.

a) Conditions d'octroi de la libération conditionnelle.

Ces conditions sont de deux sortes : celles qui se rapportent à la personne du détenu et celles qui ont trait au temps de détention subie.

a.1.) Les conditions ayant trait au détenu

Le détenu, qui aspire au bénéfice de la libération conditionnelle, doit justifier d'une bonne conduite et présenter des gages réels d'amendement. Ces conditions sont appréciées par la Commission de l'application des peines, appelée à statuer sur sa demande.

a.2.) Les conditions inhérentes au temps d'épreuve

Le détenu prétendant à une libération conditionnelle doit avoir accompli une période d'épreuve de la peine prononcée à son encounter, Cette période d'épreuve varie selon qu'il s'agit d'un détenu primaire ou d'un détenu récidiviste. Le temps d'épreuve du détenu primaire est fixé à la moitié de la peine pour laquelle il est condamné. Ce temps d'épreuve est porté aux deux tiers (2/3) de la peine pour les condamnés récidivistes, sans qu'il ne puisse être inférieur à un (1) an.

Quant aux condamnés à une peine perpétuelle, le temps d'épreuve pour eux est fixé à quinze (15) ans.

A l'exclusion du cas des condamnés à une peine perpétuelle, les remises de peine dont bénéficie le condamné à la faveur d'une grâce présidentielle sont considérées comme étant effectivement purgées et prises en considération pour le calcul du temps d'épreuve.

a.3.) Exemption exceptionnelle du temps d'épreuve

الإفراج المشروط تنظمه أحكام قانون تنظيم السجون وإعادة الإدماج الاجتماعي للمحبوسين (القانون رقم 04-05 بتاريخ 6 فبراير 2005، ج ر رقم 12 بتاريخ 132/2004). ويهدف الإفراج المشروط إلى إعادة الإدماج الاجتماعي للمحكوم عليهم والوقاية من العود.

أ) شروط منح الإفراج المشروط

هذه الشروط نوعان: تلك التي تتعلق بشخص المحبوس وتلك التي لها علاقة بمدة الحبس التي قضاها.

أ.1.) الشروط المتعلقة بالمحبوس

ينبغي على المحبوس الذي يأمل في الاستفادة من الإفراج المشروط أن يثبت أنه حسن السيرة والسلوك ويظهر ضمانات جدية لاستقامته. وهذه الشروط خاضعة لتقييم لجنة تطبيق العقوبات التي تفصل في طلب المحبوس.

أ.2.) الشروط المتعلقة بفترة الاختبار

يجب أن يكون المحبوس الذي يأمل في الاستفادة من الإفراج المشروط قد قضى فترة الاختبار من مدة العقوبة المحكوم بها عليه. وهذه الفترة تختلف تبعا لما إذا كان مبتدئا أو معتادا على الإجرام. تحدد فترة الاختبار بالنسبة للمحبوس المبتدي بنصف (1/2) العقوبة المحكوم بها عليه. وتحدد فترة الاختبار بالنسبة للمحبوس المعتاد الإجماع بثلاثي (1/3) العقوبة المحكوم بها عليه، على ألا تقل مدتها في جميع الأحوال عن سنة (1) واحدة.

أما بالنسبة للمحكوم عليهم بالسجن المؤبد، ففترة الاختبار هي مدة خمسة عشرة (15) سنة.

وفيما عدا حالة المحبوسين المحكوم عليهم بالسجن المؤبد، فتعد المدة التي تم خفضها من العقوبة بموجب عفو رئاسي كأنها مدة حبس قضاها المحبوس فعلا وتدخل ضمن حساب فترة الاختبار.

أ.3.) الإعفاء الاستثنائي من فترة الاختبار

Aux termes de l'article 135 du code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus, le détenu qui fournit aux autorités compétentes des indications ou renseignements de nature à prévenir des faits graves pouvant porter atteinte à la sécurité des établissements pénitentiaires, ou à permettre l'identification et l'arrestation de leurs auteurs ou de façon générale des criminels, peut bénéficier de la libération conditionnelle, sans tenir compte du temps d'épreuve requis.

Dans ce cas, la décision de libération conditionnelle appartient au ministre de la justice, garde des sceaux, lorsqu'il s'agit d'un condamné dont le restant de la peine est supérieur à vingt-quatre (24) mois.

a.4.) Nécessité pour le détenu de s'être acquitté des frais de justice, des amendes et des réparations civiles pour lesquels il a été condamné

Pour qu'il puisse bénéficier de la libération conditionnelle, le détenu condamné doit s'être acquitté des frais de justice et des amendes ainsi que du montant des réparations civiles dont il est condamné. Toutefois, pour les réparations civiles, il peut en être dispensé s'il produit un désistement de la partie civile.

b) Procédure

b.1.) Présentation de la demande

La libération conditionnelle peut être demandée par:

- le détenu en personne ou son représentant légal ;
- le juge de l'application des peines qui en fait spontanément la proposition à la Commission de l'application des peines ;
- le directeur de l'établissement pénitentiaire.

b.2.) Organe habilité à statuer sur la demande d'octroi de la libération conditionnelle.

بموجب أحكام المادة 135 من قانون تنظيم السجون وإعادة الإدماج الاجتماعي للمحبوسين، يمكن أن يستفيد من الإفراج المشروط، دون شرط فترة الاختبار، المحبوس الذي يُبَلِّغ السلطات المختصة عن حادث خطير قبل وقوعه من شأنه المساس بأمن المؤسسة العقابية، أو يقدم معلومات للتعرف على مدبريه، أو بصفة عامة، يكشف عن مجرمين وإيقافهم

وفي هذه الحالة، فوزير العدل، حافظ الأختام، هو الذي يصدر مقرر الإفراج المشروط عن المحبوس الباقي على انقضاء مدة عقوبته أكثر من أربعة وعشرين (24) شهرا.

أ.4.) ضرورة تسديد المصاريف القضائية ومبلغ الغرامات، وكذا التعويضات المدنية، المحكوم بها عليه

وحتى يتمكن المحبوس من الاستفادة من الإفراج المشروط، يتعين عليه أن يسدد المصاريف القضائية ومبلغ الغرامات، وكذا التعويضات المدنية، المحكوم بها عليه. غير أنه بالنسبة للتعويضات المدنية، يمكن المحبوس أن يثبت تنازل الطرف المدني عن التعويضات المدنية المحكوم له بها.

ب) إجراءات

ب.1.) تقديم الطلب

يمكن أن يقدم طلب الإفراج المشروط من:

- المحبوس شخصيا أو ممثله القانوني؛
- قاضي تطبيق العقوبات الذي يقترح ذلك للجنة تطبيق العقوبات؛
- مدير المؤسسة العقابية.

ب.2.) الجهة المختصة للفصل في طلب الإفراج المشروط

تداول اللجنة في الملفات المعروضة عليها بحضور ثلثي (2/3) أعضائها على الأقل. وتتخذ مقرراتها بأغلبية الأصوات، وفي حالة تعادل الأصوات، يكون صوت الرئيس مرجحاً. تدون مداولاتها في محاضر موقع عليها جميع أعضائها. أما المقررات التي تتخذها، فيوقع عليها الرئيس وأمين اللجنة.

يبلغ مقرر الإفراج المشروط إلى النائب العام فور صدوره عن طريق أمانة ضبط المؤسسة العقابية. ولا ينتج أثره إلا بعد انقضاء أجل الطعن.

يجوز للنائب العام أن يطعن في مقرر الإفراج المشروط أمام لجنة تكليف العقوبات المستحقة لدى وزير العدل حافظ الأختام في أجل ثمانية(8) أيام من تاريخ تبليغه به.

للطعن في مقرر الإفراج المشروط أمام هذه اللجنة أثر موقوف.

ب.4.) اختيار مكان الإقامة للمحبوس المفرج عليه شرطياً والالتزامات التي تقع على عاتقه

يجوز لقاضي تطبيق العقوبات أو لوزير العدل حافظ الأختام، حسب الحالة، قبل صدور مقرر الإفراج المشروط، أن يطلب رأي والي الولاية التي يختار المحبوس الإقامة بها. وفي هذه الحالة، يُخبر الوالي ومصالح الأمن المختصة بالمقرر المانح للإفراج المشروط.

عند منحه الإفراج المشروط، يمكن قاضي تطبيق العقوبات أو وزير العدل، حافظ الأختام، حسب الحالة، أن يُضمّن مقرر الإفراج المشروط التزامات خاصة وتدابير مراقبة ومساعدة.

ب.5.) مدة الإفراج المشروط

تكون مدة الإفراج المشروط عن محبوس مساوية للجزء الباقي من العقوبة وقت الإفراج، إذا كانت

Elle statue sur les dossiers qui lui sont présentés en présence des deux tiers (2/3) de ses membres, au moins. Ses décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage égal de voix, celle du président est prépondérante. Ses délibérations sont consignées dans des procès-verbaux signés par l'ensemble de ses membres, et les décisions qu'elle prend sont signées par son président et son secrétaire.

La décision de la libération conditionnelle est immédiatement notifiée par le greffe judiciaire de l'établissement pénitentiaire au procureur général. Cette décision ne produit ses effets qu'après expiration des délais de recours.

Le procureur général peut introduire un recours contre cette décision devant la Commission de l'aménagement des peines instituée auprès du ministre de la justice dans les huit (8) jours de la notification de la décision.

Le recours contre la décision de libération conditionnelle auprès de cette commission a effet suspensif.

b.4.) Lieu d'établissement du libéré conditionnel et obligations mises à sa charge.

Avant de prendre la mesure de libération conditionnelle, le juge de l'application des peines ou le ministre de la justice, garde des sceaux, peut, selon le cas, demander l'avis du wali de la wilaya dans laquelle le condamné entend fixer sa résidence. Dans ce cas, le wali et les services de sécurité compétents sont avisés de la décision accordant la libération conditionnelle.

En accordant la libération conditionnelle, le juge de l'application des peines ou le ministre de la justice, garde des sceaux, selon le cas, peut assortir sa décision d'obligations particulières ainsi que de mesures de contrôle et d'assistance.

b.5.) Durée de la libération conditionnelle

La durée de la libération conditionnelle d'un détenu est égale à la partie restante à subir au moment de sa libération, s'il s'agit d'une peine

يحيل قاضي تطبيق العقوبات طلب الإفراج المشروط على لجنة تطبيق العقوبات للفصل فيه واتخاذ قرار بشأنه.

ب.3.) تركيبة لجنة تطبيق العقوبات (مرسوم رقم 05-180 بتاريخ 17 مايو 2005).

تتكون لجنة تطبيق العقوبات من:

- قاضي تطبيق العقوبات، رئيساً؛
- مدير المؤسسة العقابية، أو مدير المركز المتخصص للنساء، حسب الحالة، عضواً؛
- المسؤول المختص بإعادة تربية المحبوسين، عضواً؛
- رئيس الاحتباس، عضواً؛
- مسؤول أمانة الضبط القضائية للمؤسسة العقابية، عضواً؛
- طبيب المؤسسة العقابية، عضواً؛
- إحصائي في علم النفس للمؤسسة العقابية، عضواً؛
- مرب من المؤسسة العقابية، عضواً؛
- مساعدة اجتماعية من المؤسسة العقابية، عضواً.

عندما يتعلق الأمر بالبت في طلبات الإفراج المشروط للمحبوس من الأحداث، توسع اللجنة إلى عضوية قاضي الأحداث بصفته رئيساً للجنة إعادة تربية الأحداث، وكذا مدير مركز إعادة تربية وإدماج الأحداث.

يعين النائب العام لدى المجلس القضائي أمين ضبط يتولى تسيير أمانة اللجنة تحت سلطة قاضي تطبيق العقوبات.

تجتمع اللجنة بناء على استدعاء من رئيسها أو بطلب من مدير المؤسسة العقابية.

La demande de libération conditionnelle est portée par le juge de l'application des peines devant la commission de l'application des peines pour examen et décision à prendre.

b.3.) Composition de la Commission de l'application des peines (décret n° 05-180 du 17 mai 2005)

La Commission de l'application des peines est composée :

- du juge de l'application des peines, président ;
- du directeur de l'établissement pénitentiaire ou du centre spécialisé pour femmes, selon le cas, membre ;
- du responsable chargé de la rééducation des détenus, membre ;
- du chef de détention, membre ;
- du responsable du greffe judiciaire de l'établissement pénitentiaire, membre ;
- du médecin de l'établissement pénitentiaire, membre ;
- du psychologue de l'établissement pénitentiaire, membre ;
- d'un éducateur de l'établissement pénitentiaire, membre;
- d'une assistance sociale de l'établissement pénitentiaire, membre.

Lorsqu'il s'agit d'étudier les demandes de libération conditionnelle d'un détenu mineur, elle est élargie au juge des mineurs en sa qualité de président de la Commission de rééducation des mineurs et au directeur du centre de rééducation et de réinsertion des mineurs ;

Un greffier est désigné par le procureur général pour assurer le secrétariat de la Commission.

La Commission se réunit sur convocation de son président ou à la demande du directeur de l'établissement pénitentiaire concerné.

فضلا عن تقرير مفصل من طبيب المؤسسة العقابية، تقرير خبرة طبية أو عقلية يعده ثلاثة (3) أطباء اختصاصيين في المرض، يسخرون لهذا الغرض.

يمكن أن يخضع المفرج عنه شرطيا لأسباب صحية، للالتزامات الخاصة والتدابير التي يتضمنها مقرر الإفراج المشروط، ما لم تتناف مع حالته الصحية.

وحدة الموضوع

تقوم وحدة الموضوع عندما يرفع نفس النزاع إلى جهتين قضائيتين مختصتين ومن نفس الدرجة. يجب على الجهة القضائية الأخيرة التي رفع إليها النزاع أن تتخلى لصالح الجهة الأخرى، إذا طلب أحد الخصوم ذلك. ويجوز للقاضي أن يتخلى عن الفصل تلقائيا إذا تبين له وحدة الموضوع.

الحكم الصادر بالتخلي بسبب وحدة الموضوع، ملزم للجهة القضائية أو التشكيلة المحال إليها، وهو غير قابلة لأي طعن.

قضاة (علاقات القضاة فيما بينهم)

البعض، خارج محترفي القانون، يتساءل لمعرفة من هو الرئيس في جهة قضائية ما: وكيل الجمهورية أو رئيس المحكمة على مستوى المحكمة، والنائب العام أو رئيس المجلس على مستوى المجلس القضائي. الذين يطرحون على أنفسهم مثل هذا السؤال يريدون أن يعرفوا من هو «القائد»، أي الذي من بينهما يمكنه إعطاء الأوامر للآخر. مثل هذا التساؤل ينم عن نقص واضح في أبسط أمور الثقافة القانونية. العلاقات بين القضاة الذين يمارسون مهامهم داخل نفس الجهة القضائية لا تشبه البت العلاقات القائمة بين الموظفين في أي إدارة أخرى، حيث تكون الكلمة الرئيسية هي التبعية السُّلمية. العلاقات بين القضاة ليست هكذا، فهناك استقلالية واضحة بين المكلفين بالمتابعات الجزائية (قضاة النيابة) والذين يكمن اختصاصهم في التحقيق (قضاة التحقيق وأعضاء عرفة الاتهام) وكذا الذين يتولون تحضير الأحكام والنطق بها.

formalisé par le juge de l'application des peines sur la base d'un rapport détaillé du médecin de l'établissement pénitentiaire. Il doit comporter un rapport d'expertise médical ou psychiatrique détaillé établi par trois (3) médecins spécialistes requis à cet effet.

Le libéré conditionnel pour cause médicale ou d'infirmité peut être astreint aux obligations particulières et mesures dont est assortie la décision de sa libération conditionnelle, si ces obligations particulières ou ces mesures ne sont pas incompatibles avec son état de santé.

Litispendance

Il y a litispendance lorsque deux juridictions de même degré également compétentes sont saisies du même litige. La juridiction saisie en second lieu doit alors se dessaisir au profit de l'autre si l'une des parties le demande. Le juge peut également se dessaisir d'office s'il lui apparaît qu'il y a litispendance.

La décision rendue sur l'exception de litispendance s'impose à la juridiction ou à la formation de renvoi. Elle n'est pas susceptible de recours.

Magistrats (rapports entre magistrats)

D'aucuns, en dehors des professionnels du droit, se posent la question de savoir qui est le chef dans une juridiction : le procureur de la république ou le président du tribunal dans un tribunal, le procureur général ou le président de la Cour dans une Cour. Les gens qui se posent pareille question veulent savoir qui en est le « patron », celui d'entre les deux qui peut donner des instructions à l'autre. Ce questionnement dénote un manque manifeste d'une culture juridique des plus basiques. Les rapports entre les magistrats exerçant dans une même juridiction ne ressemblent point aux rapports entre fonctionnaires dans n'importe quelle autre administration où le maître mot est la subordination hiérarchique. Entre magistrats, il y a une nette autonomie entre ceux en charge des poursuites pénales (magistrats du parquet), ceux dont la compétence est d'instruire (juges d'instruction et membres de la chambre d'accusation) et ceux qui jugent et prononcent des sentences.

العقوبة مؤقتة، أي عقوبة لوقت معين. تحدد مدة الإفراج المشروط عن المحبوس المحكوم عليه بالسجن المؤبد بخمس (5) سنوات.

إذا لم تقطع مدة الإفراج المشروط عند انقضاء أجلها، اعتبر المحكوم عليه مفرجا عنه نهائيا منذ تاريخ تسريحه المشروط.

ب.6.) الغاء مقرر الإفراج المشروط

يجوز لقاضي تطبيق العقوبات أو لوزير العدل، حافظ الأختام، حسب الحالة، إلغاء مقرر الإفراج المشروط إذا صدر حكم جديد بالإدانة أو لم يحترم الالتزامات التي تضمنها مقرر الإفراج.

في هذه الحالة، يلتحق المحكوم عليه بالمؤسسة العقابية التي كان يقضي فيها عقوبته، بمجرد تبليغه بمقرر الإلغاء من طرف قاضي تطبيق العقوبات. ويمكن النيابة العامة أن تسخر القوة العمومية لتنفيذ هذا المقرر.

يترتب على مقرر إلغاء الإفراج المشروط بالنسبة للمحكوم عليه قضاء ما تبقى من العقوبة المحكوم بها عليه، وتعد المدة التي قضاها في الإفراج المشروط عقوبة مقضية.

ب.7.) الإفراج المشروط لأسباب صحية أو إعاقة

دون مراعاة الشروط المطلوب توافرها في الإفراج المشروط، يمكن المحكوم عليه نهائيا الاستفادة من الإفراج المشروط بموجب مقرر من وزير العدل، حافظ الأختام، لأسباب صحية إذا كان مصابا بمرض خطير أو إعاقة دائمة تتنافى مع بقائه في الحبس، ومن شأنها أن تؤثر سلبا وبصفة مستمرة ومتزايدة على حالته الصحية البدنية والنفسية.

يشكل ملف الإفراج المشروط لأسباب صحية، من طرف قاضي تطبيق العقوبات، ويجب أن يتضمن،

temporaire (peine à un temps déterminé). Elle est égale à cinq (5) ans lorsqu'il s'agit d'une condamnation à une peine perpétuelle.

A l'expiration desdits délais et si le cours de la libération conditionnelle n'est pas interrompu pour cause de révocation, le condamné est réputé avoir été libéré définitivement à la date de sa libération conditionnelle.

b.6.) Révocation de la libération conditionnelle

En cas de nouvelle condamnation ou d'inobservation par le libéré conditionnel des obligations particulières dont est assortie la décision de sa libération conditionnelle, le juge de l'application des peines ou le ministre de la justice, garde des sceaux, selon le cas, peut révoquer la décision de libération conditionnelle.

Dans ce cas, le condamné réintègre l'établissement pénitentiaire dans lequel il purgeait sa peine, sur simple notification de la décision de révocation du juge de l'application des peines. Le ministère public peut requérir la force publique pour l'exécution de cette décision.

La révocation de la libération conditionnelle entraîne, pour le condamné, l'obligation de purger le restant de la peine à laquelle il était condamné, déduction faite du temps passé sous le régime de la libération conditionnelle

b.7.) Libération conditionnelle pour cause de maladie ou d'infirmité

Nonobstant les conditions requises pour bénéficier de la libération conditionnelle, le condamné définitif peut, en vertu d'une décision du ministre de la justice, garde des sceaux, être admis au bénéfice de la libération conditionnelle pour cause médicale s'il est atteint d'une maladie grave ou d'une infirmité permanente incompatible avec sa détention, et de nature à influencer négativement de manière continue et évolutive sur son état de santé physique et psychique.

Le dossier de la libération conditionnelle pour cause médicale ou d'infirmité est

داخل النظام القضائي العادي، هناك فئتان من القضاة: فئة قضاة الحكم وفئة قضاة النيابة العامة، يطلق عليهما على التوالي قضاة القضاء الجالس وقضاة القضاء الواقف. فقضاة الحكم أو الجلوس يتولون الفصل في النزاعات بإقرار وجهة نظر القانون بإصدارهم أحكاما قضائية. وقضاة النيابة العامة يتولون الدفاع عن مصالح المجتمع ويطالبون بتطبيق القانون.

أستاذ

في أوساط القضاء تعبير «الأستاذ» هو لقب المجاملة الذي من خلاله تتم مخاطبة محام، محضر قضائي، موثق، مترجم-ترجمان رسمي، دون نسيان العمود الفقري لكل جهة قضائية، وبالتحديد أمين الضبط، وعلى العموم كل رجل فن تسخره العدالة لإنارتها حول نقطة معينة تنتسب إلى علمه.

وساطة

تعريف

الوساطة هي تقنية إجرائية لحل نزاعات والتي بها يحاول الأشخاص الذين يجعلهم نزاع ما في تعارض، للوصول إلى حل اتفاقي باستخدام المساعي الحميدة لشخص يسمى الوسيط.

الوساطة ممكنة في الأمور الجزائية والمدنية.

أ) الوساطة في المسائل الجزائية

الوساطة في المسائل الجزائية في الجزائر استحدثها الأمر رقم 15-02 المؤرخ في 23 يوليو 2015 المعدل والمتمم لأمر 8 جوان 1966 المتضمن قانون الإجراءات الجزائية.

أ.1.) مجال التطبيق

تطبق الوساطة في جنح حددها القانون على سبيل الحصر، وتتعلق بجرائم:

- السب؛
- القذف؛
- الاعتداء على الحياة الخاصة؛
- التهديد والوشاية الكاذبة؛
- ترك الأسرة؛

Au sein de l'ordre judiciaire, il existe deux catégories de magistrats : les magistrats du siège et les magistrats du parquet, appelées successivement magistrature assise et magistrature debout. Les premiers sont chargés de trancher les litiges en déclarant le droit par des décisions de justice. Les seconds sont chargés de défendre les intérêts de la société et de requérir l'application de la loi.

Maître

Dans les enceintes de la justice, le terme maître est un titre de civilité par lequel on s'adresse à un avocat, un huissier, un notaire, un traducteur-interprète officiel, sans omettre la cheville ouvrière de toute juridiction, en l'occurrence le Greffier, et d'une façon générale à tout homme de l'art requis par la justice pour l'éclairer sur un point relevant de son savoir.

Médiation

Définition

La médiation est une technique procédurale de solution des conflits par laquelle des personnes qu'un différend oppose, tentent de parvenir à une solution transactionnelle en utilisant les bons offices d'une personne dite médiateur.

La médiation est possible en matière pénale et en matière civile.

a) La médiation en matière pénale

En matière pénale, la médiation a été introduite en Algérie par l'ordonnance n° 15-02 du 23 juillet 2015 modifiant et complétant l'ordonnance du 8 juin 1966 portant code de procédure pénale (JO 40 du 23 juillet 2015).

a.1.) Champ d'application

La médiation s'applique à des délits limitative-ment déterminés par la loi. Elle concerne les infractions :

- d'injures ;
- de diffamation ;
- d'atteinte à la vie privée ;
- de menaces ;
- de dénonciation calomnieuse ;

إن الأعمال الإجرائية التي يحددها القانون ويتم تنفيذها كتابة هي التي تحدد العلاقات بين القضاة في مجال القيام بمهامهم، إلى درجة أنهم يستطيعون أن يستغنوا عن التحدث مع بعضهم البعض، لولا حتميات المجاملة والشعور بالانتماء إلى مصير مشترك التي تحثهم على الحفاظ على علاقات التفاهم، ولكن دون التأثير على الممارسة المهنية الجيدة. وهكذا، فإن وكيل الجمهورية، الذي يُخطر قاضي التحقيق لافتتاح تحقيق قضائي ويواجهه الأخير بأمر برفض التحقيق، أي بالامتناع عن إجراء التحقيق، لا يملك وكيل الجمهورية إلا وسيلة واحدة للتعبير عن عدم رضاه، وهي أن يستأنف هذا الأمر أمام غرفة الاتهام. كذلك هو الأمر بالنسبة لح كم القاضي الجزائي الذي لا يستجيب لطلبات ممثل النيابة العامة. فعلى هذا الأخير فقط الاستئناف أمام المجلس. نفس الشيء على مستوى المجلس القضائي: إذا كان النائب العام غير راض بقرار إحدى غرف المجلس، لا يمكنه توجيه أي لوم بصفة مباشرة أو غير مباشرة لقضاة الغرفة الذين أصدروه، وإلا كان مرتكبا للتعسف في استعمال السلطة. كل ما يمكن فعله هنا هو تسجيل طعن بالنقض ضد القرار الذي لم يعجبه.

في التسيير الإداري اليومي للمجلس القضائي، يُطلب من رئيسي المجلس، أي النائب العام ورئيس المجلس التدخل بشكل متلازم. وبصرف النظر عن المسائل المتعلقة بالدعوى العمومية التي تتعلق فقط بالنائب العام، فإن عروض الحال والتقارير الموجهة إلى الإدارة المركزية يُوقع عليها المسؤولان الاثنان (النائب العام ورئيس المجلس).

إذن، بصرف النظر عن العلاقة التدرجية التي تتجلى فقط في العلاقات بين قضاة النيابة العامة (ومع ذلك، لهم الحق في تقديم طلباتهم الشفوية بحرية أمام جهات الحكم)، فهناك استقلالية واضحة بين مختلف القضاة الذين ينتمون إلى جهة قضائية معينة.

قضاء، هيئة القضاء

يوجد نوعان من القضاة: الذين يتبعون النظام القضائي الإداري وهم مختصون في الفصل في المنازعات التي تعني المواطنين في مواجهتهم مع الإدارة، والقضاة الذين يتبعون للنظام القضائي العادي وهم مختصون في الفصل في الخلافات القائمة بين الأفراد.

Ce sont les actes de procédure définis par la loi et réalisés par écrit qui déterminent les relations entre les uns et les autres, sans même qu'ils aient besoin de se parler, si ce n'est les impératifs de courtoisie et le sentiment d'appartenance à une même communauté de destin qui leur suggèrent l’entretien de relations d’entente, sans pour autant affecter les bonnes pratiques professionnelles. Ainsi, si le procureur de la république, qui saisit un juge d’instruction pour l’ouverture d’une information judiciaire, se voit opposer une ordonnance de refus d’informer, c’est-à-dire d’enquêter sur l’affaire, il n'a qu'un seul moyen pour y manifester son désaccord, c’est d’interjeter appel contre cette ordonnance. Il en est de même de la décision du juge pénal qui ne satisfait pas les réquisitions du parquetier. C’est la même chose au niveau de la Cour : Si le procureur général est insatisfait d'un arrêt d’une chambre de la Cour, il ne peut jamais faire de reproches directs ou indirects aux magistrats de la chambre qui l’ont rendu, au risque de commettre un abus d'autorité. Tout ce qu’il peut faire, c’est d’enregistrer un pourvoi en cassation contre l'arrêt qui ne le satisfait pas.

Dans la gestion administrative quotidienne où les deux chefs d'une même Cour, le président de la Cour et le procureur général, sont tenus d’intervenir concomitamment dans la gestion administrative de la Cour. Ainsi, mis à part les questions relatives à l'action publique qui met en rapport uniquement le procureur général et la chancellerie, les comptes rendus ou rapports administratifs adressés à l'administration centrale sont co-signés par les deux responsables (procureur général et président de la Cour).

Donc, en dehors du lien hiérarchique qui se manifeste dans les rapports entre les magistrats du ministère public (encore, faut-il le préciser, qu'ils sont en droit de développer librement leurs réquisitions orales devant les juridictions de jugement), il y a une nette autonomie entre les différents magistrats d'une juridiction.

Magistrature

Deux types de magistrats existent : ceux de l'ordre administratif pour les litiges mettant en cause l'administration, et ceux de l'ordre judiciaire pour les litiges entre personnes privées.

أ.4.) مضمون اتفاق الوساطة

يتضمن اتفاق الوساطة على الخصوص، ما يأتي:

- إعادة الحالة إلى ما كانت عليه ؛

- تعويض مالي، أو عيني عن الضرر؛

- كل اتفاق آخر غير مخالف للقانون يتوصل إليه الأطراف.

أ.5.) القيمة التنفيذية وأثار اتفاق الوساطة

لا يجوز الطعن في اتفاق الوساطة بأي طريقة من طرق الطعن، ويعد محضر اتفاق الوساطة سنداً تنفيذياً طبقاً للتشريع الساري المفعول.

على صعيد المتابعة، يوقف سريان تقادم الدعوى العمومية خلال الأجل المحددة لتنفيذ اتفاق الوساطة.

في حالة ما إذا لم يتم تنفيذ الاتفاق في الأجل المحددة، يتخذ وكيل الجمهورية ما يراه مناسباً بشأن إجراءات المتابعة، أي أنه يستطيع إعادة سير الدعوى العمومية، فضلاً عن التنفيذ الجبري لاتفاق الوساطة طبقاً للتشريع الساري المفعول باعتباره سنداً تنفيذياً.

إضافة إلى ذلك، فإن المادة 37 مكرر 9 تعتبر أن رفض تنفيذ اتفاق الوساطة يشكل جريمة مستقلة عن التي بررت إجراءات الوساطة، وتحيل، بالنسبة للعقوبة، على المادة 147 (§ 2) من قانون العقوبات الذي يعتبر هذا الرفض بمثابة: «الأفعال والأقوال والكتابات... التي يكون الغرض منها التقليل من شأن الأحكام القضائية والتي يكون من طبيعتها المساس بسلطة القضاء أو استقلاله». والعقوبة المقررة لقمع هذه الجريمة هي الحبس من شهرين (2) إلى سنتين (2) والغرامة من 1.000 درج إلى 5.000 د ج أو إحدى هاتين العقوبتين فقط.

a.4.) Contenu de l'accord de médiation

L'accord de médiation porte notamment sur :

- une remise en l'état ;

- des réparations pécuniaires ou en nature du préjudice subi ;

- tout autre accord conclu entre les parties non contraire à la loi.

a.5.) Valeur exécutoire et effet de l'accord de médiation

L'accord de médiation n'est susceptible d'aucune voie de recours. Le procès-verbal constitue un titre exécutoire conformément à la législation en vigueur.

Au plan de la poursuite, la prescription de l'action publique est suspendue durant les délais d'exécution de l'accord de médiation.

En cas de non-exécution de l'accord de médiation dans les délais fixés, le procureur de la république décide des suites utiles à donner à la procédure, c'est-à-dire qu'il peut remettre en marche l'action publique, indépendamment de l'exécution forcée de l'accord de médiation comme titre exécutoire conformément à la législation en vigueur.

En outre l'article 37 bis 9 du code de procédure pénale considère que le refus d'exécution de l'accord de médiation constitue une infraction indépendante de celle qui a motivé la procédure de médiation, et renvoie pour sa sanction à l'article 147 (alinéa 2) du code pénal qui assimile ce refus « aux actes, paroles ou écrits publics qui tendent à jeter un discrédit sur les décisions juridictionnelles et qui sont de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance ». La peine prévue à cet effet est un emprisonnement de deux (2) mois à deux ans et une amende de 1.000 DA à 5.000 d'amende, ou de l'une de ces deux peines seulement.

- الامتناع العمدي عن تقديم النفقة؛

- عدم تسليم طفل؛

- الاستيلاء بطريق الغش على أموال الإرث قبل قسمتها أو على أشياء مشتركة أو أموال الشركة؛

- إصدار شيك بدون رصيد؛

- التخريب أو الإتلاف العمدي لأموال الغير؛

- الضرب والجروح غير العمدية والعمدية المرتكبة بدون سبق الإصرار والترصد أو استعمال السلاح؛

- التعدي على الملكية العقارية والمحاصيل الزراعية؛

- الرعي في ملك الغير؛

- استهلاك مأكولات أو مشروبات أو الاستفادة من خدمات أخرى عن طريق التحايل.

يمكن أن تطبق الوساطة في المخالفات.

أ.2.) الوسيط

وكيل الجمهورية هو الذي يقوم بدور الوسيط، بحيث يجوز له، قبل أي متابعة جزائية، أن يقرر بمبادرة منه أو بناء على طلب الضحية أو المشتكى منه، إجراء وساطة عندما يكون من شأنها وضع حد للإخلال الناتج عن الجريمة أو جبر الضرر المترتب عليها.

أ.3.) الإجراءات

الوساطة التي تتطلب موافقة الضحية والفاعل، تتم بموجب اتفاق مكتوب بينهما (مرتكب الأفعال المجرمة والضحية).

يدون اتفاق الوساطة في محضر يتضمن هوية وعنوان الأطراف وعرضا وجيزاً للأفعال وتاريخ ومكان وقوعها ومضمون اتفاق الوساطة وأجل تنفيذه.

يوقع المحضر من طرف وكيل الجمهورية وأمين الضبط والأطراف وتسلم نسخة منه إلى كل طرف.

- d'abandon de famille ;
- d'abstention volontaire de paiement de pension alimentaire ;
- de non représentation d'enfant ;
- d'appropriation frauduleuse de biens successoraux avant leur partage ou de choses communes ou de fond social ;
- d'émission de chèque sans provision ;
- de dégradation ou destruction volontaire de biens d'autrui ;
- de coups et blessures involontaires et volontaires commis sans préméditation ni guet-apens ou port d'arme ;
- d'atteinte à la propriété immobilière et aux récoltes agricoles ;
- de pâture sur terrain d'autrui ;
- de filouterie d'aliments ou d'autres services.

La médiation peut s'appliquer également aux contraventions.

a.2.) Le médiateur

CC'est le procureur de la république qui fait office de médiateur. Ce magistrat, à son initiative ou à la demande de la victime ou du mis en cause, et avant toute poursuite pénale, peut décider de recourir à la médiation lorsque celle-ci est susceptible de mettre fin au trouble résultant de l'infraction et d'assurer la réparation du préjudice qui s'en est suivi.

a.3.) Procédure

La médiation, qui est subordonnée à l'accord de la victime et du mis en cause, est conclue par un accord écrit entre ces derniers. Ceux-ci peuvent être assistés par un avocat.

L'accord de médiation est consigné dans un procès-verbal mentionnant l'identité et l'adresse des parties, un résumé des faits, la date et lieu de la commission de ces faits, le contenu de l'accord de médiation et le délai de son exécution.

Le procès-verbal établi à cet effet est signé par le procureur de la république, le greffier et les parties. Une copie est remise à chaque partie.

b) La médiation en matière civile

Définition

En matière civile, la médiation est un procédé qui permet de résoudre un conflit à l'amiable. Cette technique a été introduite dans le droit algérien par la loi n° 08-09 du 25 février 2008 portant code de procédure civile et administrative (JO N°21 du 23 avril 2008, p3) qui lui consacre douze (12) articles : 994 à 1005.

b.1.) Champ d'application

La médiation concerne toutes les matières à l'exception des affaires familiales et prud'homales et des affaires susceptibles de porter atteinte à l'ordre public. Elle doit être proposée aux parties par le juge saisi du litige.

b.2.) Caractère consensuel de la médiation

La proposition de médiation faite par le juge doit être acceptée par les parties.

b.3.) Désignation d'un médiateur

b.4.) Qualités requises pour être médiateur

La médiation peut être confiée à une personne physique ou à une association.

Si le médiateur désigné est une association, son président désigne un de ses membres qui assure, en son nom, l'exécution de la mesure et informe le juge de cette disposition.

S'il s'agit d'une personne physique, elle doit être désignée parmi les personnes connues pour leur probité et leur droiture, et doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1 - ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour infraction infamante et ne pas être déchue de ses droits civiques ;
- 2 - jouir de la qualification requise pour l'examen du litige qui lui est soumis ;
- 3 - être impartial et indépendant dans l'exercice de la médiation.

ب) الوساطة في المسائل المدنية

تعريف

في القضايا المدنية، الوساطة هي عملية تمكن من حل النزاع وديا. تم إدخال هذه التقنية في القانون الجزائري بموجب القانون رقم 08-09 بتاريخ 25 فبراير 2008 المتعلق بقانون الإجراءات المدنية والإدارية (ج ر رقم 21 بتاريخ 23 أبريل 2008) الذي خصّص لها اثني عشر (12) مادة: 994 إلى 1005.

ب.1.) مجال التطبيق

تتعلق الوساطة بجميع المواد باستثناء شؤون الأسرة والعمل، والمسائل التي من شأنها أن تقوض النظام العام. تقترح الوساطة وجوبا على الطرفين من قبل القاضي الذي ينظر في النزاع.

ب.2.) الطبيعة التوافقية للوساطة

ينبغي أن يكون الأطراف راضين بالوساطة التي يقترحها القاضي.

ب.3.) تعيين وسيط

ب.4.) الصفات الواجب توافرها في الوسيط

يمكن إسناد الوساطة إلى شخص طبيعى أو إلى جمعية.

إذا كان الوسيط المعين جمعية، يعين رئيسها أحد أعضائها، الذي يكفل نيابة عنه تنفيذ الوساطة لتنفيذ الإجراء باسمها ويخطر القاضي بذلك.

إذا كان الشخص المعني شخصا طبيعيا، يجب أن يعين من بين الأشخاص المعترف لهم بحسن السلوك والاستقامة، وأن تتوفر فيه الشروط الآتية:

- 1) ألا يكون قد تعرض إلى عقوبة عن جريمة مخلة بالشرف، وألا يكون ممنوعا من حقوقه المدنية؛
- 2) أن يكون مؤهلا للنظر في المنازعة المعروضة عليه؛
- 3) أن يكون محايدا ومستقلا في ممارسة الوساطة.

b.5.) Mission du médiateur

Dès que les parties ont accepté la proposition de la médiation faite par le juge, celui-ci désigne un médiateur pour entendre les points de vue des parties et essayer de les rapprocher en vue de leur permettre de trouver une solution au litige.

La mission du médiateur peut porter sur tout ou partie du litige.

La désignation d'un médiateur ne dessaisit pas le juge, qui peut prendre à tout moment les mesures qui lui paraissent nécessaires.

Le médiateur judiciaire est désigné par le juge pour régler un conflit à l'amiable, mais il demeure sous son contrôle.

b.6.) Durée de la médiation

La durée de la médiation ne peut excéder trois (3) mois ; elle peut être renouvelée, le cas échéant, une fois, pour une même durée, à la demande du médiateur et après accord des parties.

b.7.) Contenu de la décision de médiation

La décision qui ordonne une médiation doit mentionner ce qui suit :

- 1 - l'accord des parties;
- 2 - la durée initiale de la mission et l'indication de la date à laquelle l'affaire sera rappelée à l'audience.

b.8.) Procédure

Dès le prononcé de la décision désignant le médiateur, le greffe de la juridiction en notifie copie aux parties et au médiateur.

Le médiateur fait connaître sans délai au juge son acceptation et invite les parties à la première rencontre de la médiation.

Le médiateur peut, avec l'accord des parties, entendre toute personne qui y consent et dont il estime l'audition bénéfique pour le

ب.5.) مهمة الوسيط

بمجرد قبول الأطراف لاقتراح القاضي للوساطة، يعين القاضي وسيطاً للاستماع إلى وجهات نظر الأطراف ويحاول تقريب بعضهم البعض لتمكينهم من إيجاد حل للنزاع.

تمتد الوساطة إلى كل النزاع أو إلى جزء منه.

لا يترتب على الوساطة تخلي القاضي عن القضية، ويمكنه اتخاذ أي تدبير يراه ضروريا في أي وقت.

يعين القاضي الوسيط القضائي لتسوية النزاع وديا، لكنه يبقى تحت مراقبته

ب.6.) مدة الوساطة

لا تتجاوز مدة الوساطة ثلاثة (3) أشهر. ويمكن تجديدها لنفس المدة مرة واحدة بطلب من الوسيط عند الاقتضاء، بعد موافقة الخصوم.

ب.7.) مضمون أمر تعيين الوسيط

يجب أن يتضمن الأمر القاضي بتعيين الوسيط ما يأتي:

- 1- موافقة الخصوم؛
- 2- تحديد الآجال الأولى الممنوحة للوسيط للقيام بمهمته وتاريخ رجوع القضية إلى الجلسة.

ب.8.) الإجراءات

بمجرد النطق بالأمر القاضي بتعيين الوسيط، يقوم أمين الضبط بتبليغ نسخة منه للخصوم والوسيط.

يخطر الوسيط القاضي بقبوله مهمة الوساطة دون تأخير، ويدعو الخصوم إلى أول لقاء للوساطة.

يجوز للوسيط بعد موافقة الخصوم سماع كل شخص يقبل ذلك، ويرى في سماعه فائدة لتسوية النزاع،

التي تتضمن ردّ المدعى عليه على الدعوى المرفوعة ضده.

تدابير تحفظية

هي تدابير يقررها القاضي، في انتظار حكم نهائي، بناء على طلب أحد الأطراف، وتتمثل في وضع مال معين تحت يد العدالة من أجل ضمان فعالية تدابير التنفيذ التي سيتم اتخاذها حال ما يصبح الحكم المتخذ نهائياً. يجعل التدبير التحفظي أو الحجز التحفظي المال موضوع التدبير غير متاح دون أن تسند ملكيته للمحجوز لديه. تتم تسوية كل شيء عندما يصبح الحكم في الموضوع نهائياً.

حدث جانح، طفل جانح، (جنوح الأحداث)

(قانون رقم 12-15 المؤرخ في 15/7/2015 المتعلق بحماية الطفل، ج ر رقم 39 بتاريخ 19/7/2015 ص. 4)

تعريف

الحدث أو الطفل هو كل شخص لم يبلغ الثامنة عشرة (18) سنة كاملة. والحدث الجانح هو الحدث الذي ارتكب جريمة أو حاول أن يرتكبها. يمكن الحدث الجانح أن يكون محل تحقيق ابتدائي من قبل الشرطة القضائية، والتحقيق القضائي من قبل قاضي الأحداث إذا تعلق الأمر بجنحة أو مخالفة ومن قبل قاضي التحقيق الخاص بالأحداث إذا تعلق الأمر بفعل موصوف جنابة.

أ) التحري الأولي (أو التحقيق الابتدائي)

أ.1.) التوقيف للنظر

القواعد المطبقة على الأحداث الجانحين بالنسبة للتوقيف للنظر ليست مقيدة مثل تلك المطبقة على المجرمين البالغين:

- لا يمكن أن يكون محل التوقيف للنظر، الطفل الذي يقل سنه عن ثلاث عشرة (13) سنة والمشتبه في ارتكابه أو محاولة ارتكابه جريمة.

- إذا دعت مقتضيات التحري الأولي ضابط الشرطة القضائية أن يوقف للنظر الطفل الذي

défense qui contient la réponse du défendeur à l'action intentée contre lui.

Mesures conservatoires

Une mesure conservatoire est une mesure par laquelle, dans l'attente d'une décision définitive, un juge, à la demande d'une partie, décide de placer un bien sous-main de justice afin d'assurer l'efficacité des mesures d'exécution qui seront prises une fois le jugement entrepris devient définitif. La saisie conservatoire rend indisponibles les biens qui en sont l'objet sans toutefois en attribuer la propriété au saisissant. Tout se règle lorsque le jugement de fond devient définitif.

Mineur délinquant, enfant délinquant (délinquance juvénile)

(Loi n° 15-12 du 15/7/2015 relative à la protection de l'enfant, JO n° 39 du 19/7/2015, p. 4)

Définition

Le mineur ou l'enfant est toute personne n'ayant pas atteint l'âge de dix-huit (18) ans révolus. Le mineur délinquant est le mineur qui a commis ou tenté de commettre une infraction. Il peut faire l'objet d'une enquête préliminaire par la police judiciaire, d'une instruction par le juge des mineurs s'il s'agit d'un délit ou d'une contravention et d'une information judiciaire par le juge d'instruction spécialement désigné pour les mineurs, s'il s'agit d'un fait qualifié crime.

a) L'enquête préliminaire

a.1.) La garde à vue

Les règles applicables à la garde à vue des mineurs délinquants ne sont pas aussi contraignantes que celles appliquées aux délinquants majeurs :

- L'enfant dont l'âge est inférieur à treize (13) ans présumé avoir commis ou tenté de commettre une infraction ne peut faire l'objet d'une garde à vue.

- Si pour les nécessités de l'enquête préliminaire l'officier de police judiciaire est amené à placer en garde à vue

ويخطر القاضي بكل الصعوبات التي تعترضه في مهمته.

ب.9.) نهاية مهمة الوسيط

عند إنهاء الوسيط لمهمته، يخبر القاضي كتابيا بما توصل إليه الخصوم من اتفاق أو عدمه.

في حالة الاتفاق يحرر الوسيط محضرا يضمنه محتوى الاتفاق، ويوقعه الخصوم والوسيط. إثر ذلك ترجع القضية أمام القاضي في التاريخ المحدد لها مسبقاً.

ب.10.) الطابع التنفيذي لمحضر اتفاق الوساطة

حالما تعود القضية أمامه يقوم القاضي بالمصادقة على محضر الاتفاق بموجب أمر غير قابل لأي طعن، مكرسا بذلك محضر الاتفاق الموقع من قبل الأطراف والوسيط، ويعد هذا المحضر سنداً تنفيذياً كأي حكم نهائي.

ب.11.) قابلية إنهاء الوساطة

يمكن القاضي في أي وقت إنهاء الوساطة، بطلب من الوسيط أو من الخصوم. ويمكنه إنهاء الوساطة تلقائياً، عندما يتبين له استحالة السير الحسن لها. وفي جميع الحالات، ترجع القضية إلى الجلسة، ويستدعى الوسيط والخصوم إليها عن طريق أمين الضبط.

ب.12.) التزام الوسيط بالحفاظ على سر ما اطلع عليه أثناء إجراء الوساطة

يلتزم الوسيط بحفظ السر إزاء الغير.

مذكرة الرد (أو مذكرة الدفاع)

هي الوثيقة المكتوبة التي يجيب من خلالها المدعى عليه على الادعاءات المقدمة ضده في عريضة ما، ولا سيما في عريضة افتتاح الدعوى. ومذكرة الرد هذه هي

règlement du litige, et informe le juge de toutes les difficultés qu'il rencontre dans l'accomplissement de sa mission.

ب.9.) Fin de mission du médiateur

A l'expiration de sa mission, le médiateur informe par écrit le juge de ce que les parties sont ou non parvenues à trouver une solution.

Si les parties arrivent à un accord, le médiateur rédige un procès-verbal dans lequel il consigne la teneur de cet accord. Ce procès-verbal est signé par les parties et le médiateur. Suite à quoi, l'affaire revient devant le juge au jour préalablement fixé.

ب.10.) Caractère exécutoire du procès-verbal de l'accord de médiation

Dès que l'affaire revient devant le juge après l'accord des parties, ce magistrat rend une ordonnance, non susceptible de recours, qui consacre le procès-verbal signé par les parties et le médiateur. Ce procès-verbal constitue un titre exécutoire, comme tout jugement définitif.

ب.11.) Révocabilité de la médiation

Le juge peut mettre fin, à tout moment, à la médiation à la demande du médiateur ou des parties. Le juge peut y mettre fin d'office lorsque son bon déroulement devient impossible. Dans tous les cas, l'affaire est rappelée à l'audience à laquelle sont convoqués le médiateur et les parties par les soins du greffe.

ب.12.) Obligation du médiateur de garder le secret de la procédure de médiation.

Le médiateur est tenu de préserver le secret à l'égard des tiers.

Mémoire en défense

Le mémoire en défense est un acte écrit par lequel un défendeur répond aux prétentions dirigées contre lui et présentées dans une requête, notamment dans la requête introductive d'instance. C'est le mémoire en

- يجب أن ترفق شهادات الفحص الطبي بملف الإجراءات تحت طائلة البطلان.

- أثناء التوقيف للنظر، يكون حضور المحامي لمساعدة الطفل المشتبه فيه بارتكابه أو محاولة ارتكابه جريمة، وجوبيا. وإذا لم يكن للطفل محام، يعلم ضابط الشرطة القضائية فوراً وكيل الجمهورية المختص لاتخاذ الإجراءات المناسبة لتعيين محام له وفقاً للتشريع الساري المفعول.

- غير أنه، وبعد الحصول على إذن من وكيل الجمهورية، يمكن الشروع في سماع الطفل الموقوف بعد مضي ساعتين من بداية التوقيف للنظر حتى وإن لم يحضر محاميه وفي حالة وصوله متأخراً تستمر إجراءات السماع في حضوره.

- إلا أنه إذا كان سن المشتبه فيه ما بين 16 و18 سنة وكانت الأفعال المنسوبة إليه ذات صلة بجرائم الإرهاب والتخريب أو المتاجرة بالمخدرات أو بجرائم مرتكبة في إطار جماعة إجرامية منظمة وكان من الضروري سماعه فوراً لجمع أدلة أو الحفاظ عليها أو للوقاية من وقوع اعتداء وشيك على الأشخاص، يمكن سماع الطفل دون حضور محام، وهذا بعد الحصول على إذن وكيل الجمهورية.

- يجب على ضابط الشرطة القضائية أن يدون في محضر سماع كل طفل موقوف للنظر، مدة سماعه وفترات الراحة التي تخللت ذلك واليوم والساعة اللذين أطلق سراحه فيهما، أو قدم فيهما أمام القاضي المختص وكذا الأسباب التي استدعت توقيف الطفل للنظر.

- يجب أن يوقع على هامش هذا المحضر، بعد تلاوته عليهما، الطفل وممثله الشرعي أو يشار فيه إلى امتناعهما عن ذلك.

- يجب أن تقيّد هذه البيانات في سجل خاص ترقم

- Les certificats médicaux doivent être joints à la procédure sous peine de nullité.

- Lors de la garde à vue, la présence d'un avocat, pour assister l'enfant présumé avoir commis ou tenté de commettre une infraction est obligatoire. Si l'enfant n'a pas d'avocat, l'officier de police judiciaire informe immédiatement le procureur de la République compétent afin de prendre les dispositions nécessaires pour lui en désigner un.

- Néanmoins, après accord du procureur de la République, l'enfant arrêté peut être auditionné après deux (2) heures de garde à vue, même en cas d'absence de son avocat et lorsque celui-ci arrive en retard, les procédures d'audition se poursuivent en sa présence.

- Toutefois, lorsque le mis en cause est âgé entre 16 et 18 ans et que les faits qui lui sont reprochés sont en rapport avec les infractions de terrorisme et de subversion, l'enfant peut être entendu, en présence de son représentant légal s'il est connu. Il en est de même en cas de trafic illicite de stupéfiants ou toute autre infraction commise dans le cadre d'un groupe criminel organisé et qu'il s'avère nécessaire de procéder immédiatement à son audition afin de recueillir ou de préserver les preuves ou de prévenir la commission d'un attentat imminent contre les personnes, et cela, après accord du procureur de la République.

- L'officier de police judiciaire doit mentionner sur le procès-verbal d'audition de tout enfant gardé à vue la durée de l'audition, les repos qui ont séparé cette audition, le jour et l'heure à laquelle il a été, soit libéré, soit présenté devant le magistrat compétent ainsi que les motifs de la garde à vue de l'enfant.

- Doivent être portées en marge du procès-verbal, après lecture, la signature de l'enfant et de son représentant légal ou la mention de leur refus.

- Ces mentions doivent être portées sur

يبلغ سنه ثلاث عشرة (13) سنة على الأقل ويشته أنه ارتكب أو حاول ارتكاب جريمة، عليه أن يطلع فوراً وكيل الجمهورية ويقدم له تقريراً عن دواعي التوقيف للنظر.

- لا يمكن أن تتجاوز مدة التوقيف للنظر أربعاً وعشرين (24) ساعة، ولا يتم إلا في الجرح التي تشكل إخلالاً ظاهراً بالنظام العام وتلك التي يكون الحد الأقصى للعقوبة المقررة فيها يفوق خمس (5) سنوات حبساً وفي الجنايات.

- يتم تمديد التوقيف للنظر وفقاً للشروط والكيفيات المنصوص عليها في قانون الإجراءات الجزائية وتلك المشار إليها أعلاه. كل تمديد للتوقيف للنظر لا يمكن أن يتجاوز أربعاً وعشرين (24) ساعة في كل مرة.

- إن انتهاك الأحكام المتعلقة بآجال التوقيف للنظر، كما هو مبين في الفقرات السابقة، يعرض ضابط الشرطة القضائية للعقوبات المقررة للحبس التعسفي.

- يجب على ضابط الشرطة القضائية، بمجرد توقيف طفل للنظر، إخطار ممثله الشرعي بكل الوسائل، ووضع تحت تصرف الطفل كل وسيلة تمكنه من الاتصال فوراً بأسرته ومحاميه وتلقي زيارتهم له وزيارة محام وفقاً لأحكام قانون الإجراءات الجزائية، وكذا إعلام الطفل بحقه في طلب فحص طبي أثناء التوقيف للنظر، وبحقه في أن يكون مساعداً من قبل محام.

- يجب إجراء فحص طبي للطفل الموقوف للنظر، عند بداية و نهاية مدة التوقيف للنظر، من قبل طبيب يمارس نشاطه في دائرة اختصاص المجلس القضائي، ويعينه الممثل الشرعي للطفل، وإذا تعذر ذلك يعينه ضابط الشرطة القضائية.

- يمكن وكيل الجمهورية، سواء من تلقاء نفسه أو بناء على طلب من الطفل أو من ممثله الشرعي أو محاميه، أن يندب طبيباً لفحص الطفل في أية لحظة أثناء التوقيف للنظر.

l'enfant dont l'âge est de treize (13) ans, au moins, présumé avoir commis ou tenté de commettre une infraction, il doit en informer immédiatement le procureur de la République et lui soumettre un rapport sur les motifs de la garde à vue.

- La garde à vue ne peut excéder vingt-quatre (24) heures. Elle ne peut être décidée que dans les délits qui constituent un trouble manifeste à l'ordre public, ceux dont le maximum de la peine encourue est supérieur à cinq (5) ans d'emprisonnement, et dans les crimes.

- La garde à vue peut être prolongée conformément aux conditions et modalités prévues par le code de procédure pénale et celles énoncées ci-dessus. Toutefois, chaque prolongation de garde à vue ne peut excéder vingt-quatre (24) heures à chaque fois.

- La violation des dispositions relatives aux délais de garde à vue telles que prévues aux alinéas précédents expose l'officier de police judiciaire aux peines encourues pour la détention arbitraire.

- Dès que l'enfant est placé en garde à vue, l'officier de police judiciaire doit aviser, par tous moyens, son représentant légal, et mettre à la disposition de l'enfant tout moyen lui permettant de communiquer immédiatement avec sa famille et son avocat et de recevoir leur visite. Il doit l'informer également de son droit de demander un examen médical lors de la garde à vue, et de son droit d'être assisté par un avocat.

- L'enfant placé en garde à vue doit subir un examen médical au début et à la fin de la garde à vue par un médecin exerçant dans le ressort de la Cour, désigné par le représentant légal de l'enfant, ou à défaut, par l'officier de police judiciaire.

- Le procureur de la République peut, d'office ou sur demande de l'enfant, de son représentant légal ou de son avocat, déléguer un médecin pour examiner l'enfant à tout moment de la garde à vue.

قواعد الاستدعاء المباشر أمام قسم الأحداث.

ب) التحقيق

ب.1.) المبادئ العامة

- لا يكون محلا للمتابعة الجزائية الطفل الذي لم يكمل العشر (10) سنوات. غير أنه يتحمل ممثله الشرعي المسؤولية المدنية عن الضرر الذي ألحقه بالغير.

- لا يكون الطفل الذي يتراوح سنه من عشر (10) سنوات إلى أقل من ثلاث عشرة (13) سنة عند تاريخ ارتكابه الجريمة إلا محل تدابير الحماية والتهديب.

- يمنع وضع الطفل الذي يتراوح سنه من عشر (10) سنوات إلى أقل من ثلاث عشرة (13) سنة في مؤسسة عقابية ولو بصفة مؤقتة.

- ويمنع كذلك وضع الطفل البالغ من العمر ثلاث عشرة (13) سنة إلى ثماني عشرة (18) سنة في مؤسسة عقابية ولو بصفة مؤقتة، إلا إذا كان هذا الإجراء ضروريا واستحال اتخاذ أي إجراء آخر. وفي هذه الحالة، يوضع الطفل بمركز لإعادة التربية وإدماج الأحداث أو بجناح خاص بالأحداث في المؤسسات العقابية عند الاقتضاء.

ب.2.) قاضي الأحداث هو القاضي المحقق في مسائل الجناح والمخالفات المرتكبة من قبل الأحداث.

يخطر قاضي الأحداث من قبل النيابة العامة أو بشكوى مصحوبة بادعاء مدني من طرف الشخص المتضرر.

خلافًا لما يحدث للمذنبين البالغين، لا يوجد فصل بين قاضي التحقيق للأحداث وقاضي الأحداث الذي يرأس قسم الأحداث المختص لمحاكمتهم، فهو نفس القاضي.

يعين في كل محكمة تقع بمقر المجلس القضائي

Sont applicables les règles de la citation directe devant la section des mineurs, aux contraventions commises par l'enfant.

b) L'instruction

b.1.) Principes généraux

- L'enfant âgé de moins de dix (10) ans ne peut faire l'objet de poursuites pénales. Toutefois, son représentant légal est civilement responsable du dommage qu'il a causé à un tiers.

- L'enfant dont l'âge est entre dix (10) ans et moins de treize (13) ans le jour de la commission de l'infraction ne peut faire l'objet que de mesures de protection et de rééducation.

- L'enfant dont l'âge est de dix (10) ans et moins de treize (13) ans ne peut être placé dans un établissement pénitentiaire même à titre provisoire.

- L'enfant de treize (13) ans à dix-huit (18) ans ne peut être placé dans un établissement pénitentiaire même à titre provisoire, sauf si cette mesure est nécessaire ou s'il est impossible de prendre toute autre mesure. Dans ce cas, l'enfant est placé dans un centre de rééducation et de réinsertion des mineurs ou dans un quartier spécial réservé aux mineurs dans les établissements pénitentiaires, le cas échéant.

b.2.) Le juge des mineurs, magistrat instructeur en matière de délits et de contraventions commis par les mineurs.

Le juge des mineurs est saisi par le ministère public ou par plainte avec constitution de partie civile de la personne lésée.

Contrairement à ce qui se passe pour les délinquants majeurs, il n'y a pas de séparation entre le juge des mineurs instructeur et le juge des mineurs président de la section appelée à les juger. Il s'agit du même magistrat.

Un ou plusieurs juges des mineurs sont désignés, pour une durée de trois (3) ans, au

وتختتم صفحاته ويوقع عليه من طرف وكيل الجمهورية، ويجب أن يمسك على مستوى كل مركز للشرطة القضائية يحتمل أن يستقبل طفلا موقوفا للنظر.

- يجب أن يتم التوقيف للنظر في أماكن لائقة تراعي احترام كرامة الإنسان وخصوصيات الطفل واحتياجاته وأن تكون مستقلة عن تلك المخصصة للبالغين تحت مسؤولية ضابط الشرطة القضائية.

- يجب على وكيل الجمهورية وقاضي الأحداث المختصين إقليميا زيارة هذه الأماكن دوريا وعلى الأقل مرة واحدة كل شهر.

أ.2.) المتابعة الجزائية للحدث الجانح

يمارس وكيل الجمهورية الدعوى العمومية لمحاكمة الجرائم التي ارتكبتها الأطفال. إذا تعلق الأمر بجنحة أو بمخالفة يخطر قاضي الأحداث بمجرد طلب. أما إذا تعلق الأمر بجناية، فيخطر قاضي التحقيق بطلب افتتاحي لإجراء التحقيق.

إذا كان مع الطفل فاعلون أصليون أو شركاء بالغون، يقوم وكيل الجمهورية بفصل الملفين ورفع ملف الطفل إلى قاضي الأحداث في حال ارتكاب جنحة مع إمكانية تبادل وثائق التحقيق بين قاضي التحقيق وقاضي الأحداث وإلى قاضي التحقيق المكلف بالأحداث في حال ارتكاب جناية.

يمكن كل من يدعي إصابته بضرر ناجم عن جريمة ارتكبتها طفل أن يدعي مدنيا أمام قسم الأحداث.

وإذا كان المدعي المدني قد تدخل لضم دعواه المدنية إلى الدعوى التي تباشرها النيابة العامة فإن ادعاءه يكون أمام قاضي الأحداث أو قاضي التحقيق المكلف بالأحداث أو قسم الأحداث.

تطبق على المخالفات المرتكبة من طرف الطفل

un registre spécial côté et paraphé par le procureur de la République qui doit être tenu dans chaque centre de police judiciaire susceptible de recevoir un enfant gardé à vue.

- La garde à vue doit se dérouler dans des locaux appropriés et conformes au respect de la dignité humaine et aux spécificités et besoins propres de l'enfant et doivent être indépendants des locaux destinés aux majeurs, sous la responsabilité de l'officier de police judiciaire.

- Le procureur de la République et le juge des mineurs territorialement compétents doivent visiter les lieux affectés à la garde à vue périodiquement et, au moins, une (1) fois chaque mois.

a.2.) La poursuite pénale du mineur délinquant

Le procureur de la République exerce l'action publique pour la poursuite des infractions commises par des enfants. S'il s'agit d'un délit ou d'une contravention, il saisit le juge des mineurs par une simple demande. S'il s'agit d'un crime, c'est le juge d'instruction chargé des mineurs qui est saisi par un réquisitoire aux fins d'informer.

Lorsque dans une même affaire sont inculpés avec l'enfant des majeurs auteurs ou complices, le procureur de la République procède à la disjonction du dossier et soumet celui de l'enfant au juge des mineurs, en cas de délit avec possibilité au juge d'instruction et au juge des mineurs d'échanger les pièces de l'instruction et au juge d'instruction chargé des mineurs en cas de crime.

Toute personne qui se prétend lésée par une infraction qu'elle impute à un enfant peut se constituer partie civile devant la section des mineurs.

Lorsque la partie civile intervient pour joindre son action à celle déjà exercée par le ministère public, cette constitution a lieu devant le juge des mineurs, le juge d'instruction chargé des mineurs ou devant la section des mineurs.

وتربى فيها. ويأمر قاضي الأحداث بإجراء فحص طبي ونفسي وعقلي إن لزم الأمر.

ب.4.) التدابير المؤقتة المتخذة أثناء التحقيق

أثناء التحقيق، يجوز لقاضي الأحداث أو قاضي التحقيق المكلف بالأحداث (إذا كانت الواقعة تشكل جناية) اتخاذ تدبير أو أكثر من التدابير المؤقتة التالية:

- تسليم الطفل إلى ممثله الشرعي أو إلى شخصاً وعائلة جديرين بالثقة؛
- وضعه في مؤسسة معتمدة مكلفة بمساعدة الطفولة؛
- وضعه في مركز متخصص في حماية الطفولة الجانحة.

ويمكنهما، عند الاقتضاء، الأمر بوضع الطفل تحت نظام الحرية المراقبة، وتكليف مصالح الوسط المفتوح بتنفيذ ذلك.

التدابير المؤقتة قابلة للمراجعة والتغيير.

يمكن قاضي الأحداث أن يأمر بالرقابة القضائية وفقاً لأحكام قانون الإجراءات الجزائية، إذا كانت الأفعال المنسوبة للطفل قد تعرضه إلى عقوبة الحبس.

لا يمكن وضع الطفل رهن الحبس المؤقت إلا استثناءً وإذا لم تكن التدابير المؤقتة المذكورة أعلاه كافية، وفي هذه الحالة يتم الحبس المؤقت وفقاً للأحكام المنصوص عليها قانون الإجراءات الجزائية وأحكام القانون المتعلق بحماية الطفل.

لا يمكن وضع الطفل الذي يقل سنه عن ثلاث عشرة (13) سنة رهن الحبس المؤقت.

لا يمكن في مواد الجرح، إذا كان الحد الأقصى للعقوبة المقررة في القانون هو الحبس أقل من ثلاث (3) سنوات أو يساويها، إيداع الطفل الذي يتجاوز سنه ثلاث عشرة (13) سنة رهن الحبس المؤقت.

laire et sur les conditions dans lesquelles il a vécu et a été élevé. Il ordonne, s'il y a lieu, un examen médical, psychologique et mental.

b.4.) Les mesures provisoires au cours de l'instruction

Au cours de l'instruction, le juge des mineurs ou le juge d'instruction chargé des mineurs (s'il s'agit d'un fait qualifié crime) peuvent prendre une ou plusieurs des mesures provisoires suivantes :

- la remise de l'enfant à son représentant légal, à une personne ou à une famille dignes de confiance ;
- le placement dans un établissement agréé, chargé de l'aide à l'enfance ;
- le placement dans un centre spécialisé de protection de l'enfance délinquante.

Ils peuvent, le cas échéant, ordonner le placement de l'enfant sous le régime de la liberté surveillée et charger les services du milieu ouvert de son exécution.

Les mesures provisoires peuvent être révisées et modifiées.

Le juge des mineurs peut ordonner le contrôle judiciaire, si les faits imputés à l'enfant sont passibles d'une peine d'emprisonnement.

L'enfant ne peut être placé en détention provisoire qu'à titre exceptionnel, si les mesures provisoires dont il était l'objet s'avèrent insuffisantes. Dans ce cas, la détention provisoire a lieu conformément aux dispositions prévues au de code de procédure pénale et celles de la loi relative à la protection de l'enfant.

L'enfant de moins de treize (13) ans ne peut être placé en détention provisoire.

En matière de délit, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur ou égal à trois (3) ans d'emprisonnement, l'enfant de plus de treize (13) ans ne peut être placé en détention provisoire.

قاض للأحداث أو أكثر، بقرار من وزير العدل، حافظ الأختام، لمدة ثلاث (3) سنوات.

أما في المحاكم الأخرى، فإن قضاة الأحداث يعينون بموجب أمر من رئيس المجلس القضائي لمدة ثلاث (3) سنوات.

يختار قضاة الأحداث من بين القضاة الذين لهم رتبة نائب رئيس محكمة على الأقل.

ب.3.) قاضي التحقيق هو القاضي المحقق في الجنايات المرتكبة من قبل الأحداث

يُعين في كل محكمة قاضي تحقيق أو أكثر، بموجب أمر لرئيس المجلس القضائي، يكلفون بالتحقيق في الجنايات المرتكبة من قبل الأطفال.

التحقيق إجباري في الجرح والجنايات المرتكبة من قبل الطفل ويكون جوازاً في المخالفات.

لا تطبق إجراءات التلبس على الجرائم التي يرتكبها الطفل.

البحث الاجتماعي إجباري في الجنايات والجرح المرتكبة من قبل الطفل، ويكون جوازاً في المخالفات.

حضور محام لمساعدة الطفل وجوبي في جميع مراحل المتابعة والتحقيق والمحاكمة. وإذا لم يتم الطفل أو ممثله الشرعي بتعيين محام، عيّن له قاضي الأحداث محامياً من تلقاء نفسه.

يخطر قاضي الأحداث الطفل وممثله الشرعي بالمتابعة. ويقوم قاضي الأحداث بإجراء التحريات اللازمة للوصول إلى إظهار الحقيقة والتعرف على شخصية الطفل وتقرير الوسائل الكفيلة بتربيته. ويجري قاضي الأحداث بنفسه أو يعهد إلى مصالح الوسط المفتوح بحثاً اجتماعياً تجمع فيه كل المعلومات عن الحالة المادية والمعنوية للأسرة، وعن طباع الطفل وسوابقه وعن مواظبته في الدراسة وسلوكه فيها وعن الظروف التي عاش

niveau de chaque tribunal siégeant au chef-lieu de la Cour, par arrêté du ministre de la justice, garde des sceaux.

Dans les autres tribunaux, les juges des mineurs sont désignés par ordonnance du président de la Cour, pour une durée de trois (3) ans.

Les juges des mineurs sont choisis parmi les magistrats ayant le grade de vice- président de tribunal, au moins.

b.3.) Le juge d'instruction, magistrat instructeur en matière de crimes commis par les mineurs

Un ou plusieurs juges d'instruction sont désignés, au niveau de chaque tribunal, par ordonnance du président de la Cour; ils sont chargés de l'instruction des crimes commis par les enfants.

L'instruction est obligatoire en matière de délit et de crime commis par l'enfant. Elle est facultative en matière de contravention.

La procédure du flagrant délit n'est pas applicable aux infractions commises par l'enfant.

L'enquête sociale est obligatoire en matière de crime et de délit commis par l'enfant. Elle est facultative en matière de contravention.

La présence d'un avocat est obligatoire pour assister l'enfant dans toutes les étapes de la poursuite, de l'instruction et du jugement. Si l'enfant ou son représentant légal n'ont pas désigné d'avocat, le juge des mineurs procède d'office à la désignation d'un avocat.

Le juge des mineurs avise l'enfant et son représentant légal des poursuites. Il procède aux investigations utiles pour parvenir à la manifestation de la vérité, à la connaissance de la personnalité de l'enfant et à la détermination des moyens propres à son éducation. Il procède par lui-même ou charge les services du milieu ouvert, de procéder à une enquête sociale qui réunit tous les renseignements sur la situation matérielle et morale de la famille, sur le caractère et les antécédents de l'enfant, sur son assiduité et son comportement sco-

إذا رأى قاضي الأحداث أو قاضي التحقيق المكلف بالأحداث أن الوقائع لا تكوّن أي جريمة أو أنه لا توجد دلائل كافية ضد الطفل أصدر أمر بالألا وجه للمتابعة ضمن الشروط المنصوص عليها في قانون الإجراءات الجزائية.

إذا رأى قاضي الأحداث أن الوقائع تكوّن مخالفة أو جنحة، أصدر أمرا بالإحالة أمام قسم الأحداث.

إذا رأى قاضي التحقيق المكلف بالأحداث أن الوقائع تكوّن جنائية، أصدر أمرا بالإحالة أمام قسم الأحداث لمقر المجلس القضائي المختص.

ت) قسم الأحداث كجهة جزائية للأطفال الجانحين

ت.1.) الاختصاص النوعي للقسم

يوجد في كل محكمة قسم للأحداث، يختص بالنظر في الجنب والمخالفات التي يرتكبها الأطفال.

ويختص قسم الأحداث الذي يوجد بمقر المجلس القضائي بالنظر في الجنائيات التي يرتكبها الأطفال.

ت.2.) الاختصاص المحلي (الإقليمي) لقسم الأحداث

يحدد الاختصاص الإقليمي لقسم الأحداث بالمحكمة التي ارتكبت الجريمة بدائرة اختصاصها أو التي بها محل إقامة أو سكن الطفل أو ممثله الشرعي أو محكمة المكان الذي عثر فيه على الطفل أو المكان الذي وضع فيه.

ت.3.) تشكيلة القسم

يتشكل قسم الأحداث من قاضي الأحداث رئيسا، ومن مساعدين محلفين اثنتين (2).

يقوم وكيل الجمهورية أو أحد مساعديه بمهام النيابة العامة.

Lorsque le juge des mineurs ou le juge d'instruction chargé des mineurs (en cas de crime) estime que les faits ne constituent pas une infraction ou qu'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'enfant, il rend une ordonnance de non-lieu.

Lorsque le juge des mineurs estime que les faits constituent une contravention ou un délit, il rend une ordonnance de renvoi devant la section des mineurs.

Lorsque le juge d'instruction chargé des mineurs estime que les faits constituent un crime, il rend une ordonnance de renvoi devant la section des mineurs du chef-lieu de la Cour compétente.

c) La section des mineurs, juridiction pénale des enfants délinquants

c.1.) Compétence matérielle de la section

Chaque tribunal comprend une section des mineurs qui est compétente pour connaître des délits et contraventions commis par les enfants.

La section des mineurs siégeant au tribunal chef-lieu de la Cour est compétente pour connaître des crimes commis par les enfants.

c.2.) Compétence territoriale de la section des mineurs

Est compétente territorialement la section des mineurs du tribunal dans le ressort duquel l'infraction a été commise, celle de la résidence ou du domicile de l'enfant, de son représentant légal, du tribunal du lieu où l'enfant a été trouvé ou du lieu où celui-ci a été placé.

c.3.) Composition de la section

La section des mineurs comprend un juge des mineurs président et deux (2) assesseurs assermentés.

Le procureur de la République ou l'un de ses adjoints assure les fonctions du ministère public.

ب.5.) مدة الحبس المؤقت عندما يقرره القاضي

مدة الحبس المؤقت بالنسبة للحدث هي مبدئيا شهران (2)، قابلة للتجديد أو غير قابلة، حسب الحالة.

إذا كان الحد الأقصى للعقوبة المقررة قانونا هو الحبس أكثر من ثلاث (3) سنوات، فإنه لا يمكن إيداع الطفل الذي يبلغ سن ثلاث عشرة (13) سنة وأقل من ست عشرة (16) سنة رهن الحبس المؤقت إلا في الجنب التي تشكل إخلالا خطيرا وظاهرا بالنظام العام أو عندما يكون هذا الحبس ضروريا لحماية الطفل ولمدة شهرين (2) غير قابلة للتجديد.

ولا يجوز إيداع الطفل الذي يبلغ سن ست عشرة (16) سنة وأقل من ثماني عشرة (18) سنة، رهن الحبس المؤقت إلا لمدة شهرين (2) قابلة للتجديد مرة واحدة.

ب.6.) تمديد الحبس المؤقت

يتم تمديد الحبس المؤقت في الجنب وفقا لأحكام قانون الإجراءات الجزائية والقانون المتعلق بحماية الطفل لمدة شهرين(2)، بالنسبة لبعض الجنب الخطيرة.

مدة الحبس المؤقت في مادة الجنائيات شهران(2) قابلة للتمديد وفقا للشروط والكيفيات المنصوص عليها في قانون الإجراءات الجزائية (انظر الركن المتعلق بالجانحين البالغين) كل تمديد للحبس المؤقت لا يمكن أن يتجاوز شهرين (2) في كل مرة.

يجوز أن يرفع الاستئناف ضد أوامر قاضي الأحداث أو قاضي التحقيق المكلف بالأحداث من قبل الطفل أو محاميه أو ممثله الشرعي أمام غرفة الأحداث بالمجلس القضائي.

ب.7.) انتهاء التحقيق وإحالة القضية على قسم الأحداث

إذا تبين لقاضي الأحداث أن الإجراءات قد تم استكمالها، يرسل الملف، بعد ترقيمه من طرف أمين ضبط التحقيق، إلى وكيل الجمهورية الذي يتعين عليه تقديم طلباته خلال أجل لا يتجاوز خمسة (5) أيام من تاريخ إرسال الملف.

ب.5) La durée de la détention provisoire lorsqu'elle est décidée par le juge

a durée de la détention provisoire du mineur est en principe de deux (2) mois, renouvelable ou non selon le cas.

Lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est supérieur à trois (3) ans d'emprisonnement, l'enfant de treize (13) ans et moins de seize (16) ans, ne peut être placé en détention provisoire que dans les délits qui constituent un trouble grave et manifeste à l'ordre public ou lorsque cette détention est nécessaire pour sa protection, pour une période de deux (2) mois non renouvelable.

L'enfant entre (16) ans et dix-huit (18) ans, ne peut être placé en détention provisoire que pour une durée de deux (2) mois renouvelable une seule (1) fois.

b.6.) Prolongation de la détention provisoire

La prolongation de cette durée en matière de délits s'effectue conformément aux dispositions du code de procédure pénale et pour la durée de deux (2) mois seulement.

En matière criminelle, la durée de la détention provisoire est de deux (2) mois, susceptible de prolongation conformément aux conditions et modalités prévues par le code de procédure pénale. Chaque prolongation de la détention provisoire ne doit pas excéder deux (2) mois à chaque fois.

L'appel contre les ordonnances du juge des mineurs et du juge d'instruction des mineurs peut être interjeté par l'enfant, son avocat ou son représentant légal. Il est porté devant la chambre des mineurs de la Cour.

b.7.) La fin de l'instruction et le renvoi de l'affaire devant la section des mineurs

Lorsque le juge des mineurs estime que la procédure est complète, il communique le dossier coté par le greffier au procureur de la République qui doit lui adresser ses réquisitions dans un délai n'excédant pas cinq (5) jours, à compter de la date de transmission du dossier.

الدرجة الثانية ولشهود القضية والضحايا والقضاة وأعضاء النقابة الوطنية للمحامين، وعند الاقتضاء، ممثلي الجمعيات والهيئات المهتمة بشؤون الأطفال ومندوبي حماية الطفولة المعنيين بالقضية.

ث) الحكم

إذا أظهرت المرافعات أن الوقائع موضوع المتابعة لا تشكل أية جريمة أو أنها غير ثابتة أو غير مسندة إلى الطفل، قضى قسم الأحداث ببراءته.

أما إذا أظهرت المرافعات قيام الذنب في حقه قضى قسم الأحداث بتدابير الحماية والتهديب أو بالعقوبات السالبة للحرية أو بالغرامة وفقا للكيفيات المنصوص عليها في القانون.

ويمكن أن يكون الحكم القاضي بتدابير الحماية والتهديب مشمولا بالنفاذ المعجل رغم المعارضة أو الاستئناف.

لا يمكن في مواد الجنايات أو الجنح أن يُتخذ ضد الطفل إلا تدبير واحد أو أكثر من تدابير الحماية والتهديب الآتي بيانها:

- تسليمه لممثله الشرعي أو لشخص أو عائلة جديرين بالثقة ؛
- وضعه في مؤسسة معتمدة مكلفة بمساعدة الطفولة ؛
- وضعه في مدرسة داخلية صالحة لإيواء الأطفال في سن الدراسة؛
- ضعه في مركز متخصص في حماية الأطفال الجانحين.

يمكن جهة الحكم بصفة استثنائية، بالنسبة للطفل البالغ من العمر من ثلاث عشرة (13) سنة إلى ثماني عشرة (18) سنة، أن تستبدل أو تستكمل تدابير الحماية والتهديب المذكورة أعلاه، بعقوبة الغرامة

proches parents jusqu'au deuxième degré, les témoins, les victimes, les magistrats, les membres de l'ordre national des avocats et, le cas échéant, les représentants des associations et institutions concernées par les questions relatives à l'enfance et les délégués à la protection de l'enfance concernés par l'affaire.

d) Le jugement

Si les débats établissent que les faits objet de poursuite ne constituent pas une infraction, ne sont pas établis ou ne sont pas imputables à l'enfant, la section des mineurs rend un jugement de relaxe

.Si les débats établissent sa culpabilité, la section des mineurs prononce les mesures de protection et d'éducation, des peines d'emprisonnement ou d'amende conformément aux modalités prévues par la loi.

Le jugement ordonnant des mesures de protection et d'éducation peut être exécutoire nonobstant opposition ou appel.

En matière de crime ou de délit, l'enfant ne peut faire l'objet que d'une ou plusieurs mesures de protection et d'éducation ci-après énumérées :

- la remise à son représentant légal, à une personne ou à une famille dignes de confiance ;
- le placement dans un établissement agréé, chargé de l'aide à l'enfance ;
- le placement dans un internat apte à recevoir des enfants en âge scolaire ;
- le placement dans un centre spécialisé de protection de l'enfance délinquante.

Exceptionnellement, à l'égard de l'enfant âgé de treize (13) ans à dix-huit (18) ans, la juridiction de jugement peut, en motivant sa décision, remplacer ou compléter les mesures de protection et d'éducation ci-dessus désignées, par une peine d'amende

يعاون قسم الأحداث بالجلسة أمين ضبط.

يعين المساعدون المحلفون الأصليون والاحتياطيون لمدة ثلاث (3) سنوات بأمر من رئيس المجلس القضائي المختص، ويختارون من بين الأشخاص الذين يتجاوز عمرهم ثلاثين (30) عاما والمتمتعين بالجنسية الجزائرية والمعروفين باهتمامهم وتخصصهم في شؤون الأطفال.

يُختار المساعدون المحلفون من قائمة معدة من قبل لجنة تجتمع لدى المجلس القضائي، تحدد تشكيلتها وكيفية عملها بقرار من وزير العدل، حافظ الأختام.

يؤدي المساعدون المحلفون أمام المحكمة قبل الشروع في ممارسة مهامهم اليمين الآتية: « أقسم بالله العلي العظيم أن أخلص في أداء مهمتي وأن أكتم سر المداولات والله على ما أقول شهيد».

ت.4.) المناقشات

تتم المرافعات أمام قسم الأحداث في جلسة سرية.

يفصل قسم الأحداث بعد سماع الطفل وممثله الشرعي والضحايا والشهود وبعد مراعاة النيابة العامة والمحامي، ويجوز له سماع الفاعلين الأصليين في الجريمة أو الشركاء البالغين على سبيل الاستدلال.

ويمكن قسم الأحداث إعفاء الطفل من حضور الجلسة إذا اقتضت مصلحته ذلك، وفي هذه الحالة ينوب عنه ممثله الشرعي بحضور المحامي ويعتبر الحكم حضوريا. ويمكن الرئيس أن يأمر في كل وقت بانسحاب الطفل في كل المرافعات أو في جزء منها.

يفصل قسم الأحداث في كل قضية على حدة في غير حضور باقي المتهمين. ولا يسمح بحضور المرافعات إلا للممثل الشرعي للطفل ولأقاربه إلى

La section des mineurs est assistée à l'audience d'un greffier.

Les assesseurs et suppléants sont nommés pour une durée de trois (3) ans par ordonnance du président de la Cour compétent. Ils sont choisis parmi les personnes âgées de plus de trente (30) ans, de nationalité algérienne, connues pour l'intérêt qu'elles portent aux questions de l'enfance et leur compétence en la matière.

Les assesseurs sont choisis sur une liste dressée par une commission siégeant auprès de chaque Cour dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par arrêté du ministre de la justice, garde des sceaux.

Avant d'entrer en fonction, les assesseurs prêtent devant le tribunal le serment suivant : « Je jure par Dieu le Tout-Puissant d'être sincère dans l'accomplissement de ma mission et de garder le secret des délibérations, Dieu en est témoin ».

c.4.) Les débats

Les débats devant la section des mineurs se déroulent à huis clos.

La section des mineurs statue après avoir entendu l'enfant, son représentant légal, les victimes, les témoins, et après le réquisitoire du ministère public et de l'avocat de la défense. Elle peut entendre, à titre de simple renseignement, les coauteurs ou complices majeurs.

Elle peut, si l'intérêt de l'enfant l'exige, dispenser ce dernier de comparaître à l'audience. Dans ce cas, l'enfant est représenté par son représentant légal en présence de son avocat. La décision est réputée contradictoire. Le président peut, à tout moment, ordonner que l'enfant se retire pendant tout ou partie des débats.

La section des mineurs juge chaque affaire séparément, en l'absence des autres inculpés. Seuls sont admis à assister aux débats, le représentant légal de l'enfant, les

ولا يكون للطعن بالنقض أثر موقف إلا بالنسبة لأحكام الإدانة الجزائية التي تم الحكم فيها تطبيقاً لأحكام قانون العقوبات.

نيابة عامة

تعريف

يُفهم من تعبير النيابة العامة جميع القضاة المكلفين بمهمة الدفاع عن مصلحة المجتمع ويطالبون باسمه بتطبيق القانون. تسمى هيئتهم «بالقضاء الواقف»، لأن أعضاءها كانوا يقفون على أرضية قاعة المحكمة كما يفعل المحامون اليوم لتقديم طلباتهم، وليس على المنصة المخصصة للقضاة، على عكس قضاة القضاء الجالس أو قضاة الحكم المكلفين بإصدار أحكام، بما فيهم قضاة التحقيق.

تهتم النيابة العامة بجميع الأمور التي تهم المجتمع أو تؤثر على النظام العام، بما في ذلك الشؤون المدنية حيث قد تكون موجودة كطرف رئيسي أو كطرف منظم. لكن دورها يظهر أكثر في مجال الإجرام.

في الجزائر، أعضاء النيابة العامة هم قضاة يتم تعيينهم بمرسوم رئاسي مثل قضاة القضاء الجالس، ومثل هؤلاء، يخضعون لقواعد القانون الأساسي للقضاء والمجلس الأعلى للقضاء. لكن يميزهم فرق كبير عن قضاة الجلوس، وهو أنهم منظمون بشكل تدرجي ويطيعون أوامر رؤسائهم صعوداً إلى وزير العدل، حافظ الاختتام، إلا أنه عندما يقدمون طلباتهم في الجلسة، يمكنهم العمل بالقاعدة التي تقول: «إذا كان القلم عبداً فالكلمة حرة». وبعبارة أخرى، يحق لقاض تابع للنيابة العامة، وإن كان ملزماً بالتعليمات المكتوبة من رؤسائه إلا أنه يحق له أن يقول في الجلسة شفويًا ما يعتقد أنه يتوافق مع القانون وضميره، بدون أن يتعرض للوم من قبلهم. علاوة على ذلك، فمن حيث النصوص، فإن هذا المبدأ مكرس كقاعدة في قانون الإجراءات الجزائية في المادة 31 منه حيث ينص صراحة ما يلي:

«يلزم ممثلو النيابة العامة بتقديم طلبات مكتوبة طبقاً لتعليمات التي ترد إليهم عن الطريق التدرجي».

Le pourvoi en cassation n'a d'effet suspensif qu'à l'égard des condamnations pénales prononcées en application du code pénal.

Ministère public

Définition

L'expression ministère public désigne l'ensemble des magistrats chargés de défendre les intérêts de la société au nom de laquelle ils requièrent l'application de la loi. Ils sont appelés aussi magistrats du parquet parce qu'autrefois ses membres se tenaient sur le parquet de la salle d'audience comme le font actuellement les avocats et non sur l'estrade réservée aux juges. On appelle aussi leur corps la magistrature debout parce que ses représentants se lèvent pour présenter leurs réquisitions, par opposition à la magistrature assise ou de siège, composée de juges prononçant des sentences, y compris les juges d'instruction.

Le ministère public peut être concerné par toutes les affaires qui intéressent la société ou touchent à l'ordre public, y compris les affaires civiles où il peut se trouver comme partie principale (agit d'office) ou partie jointe (mis en cause). Mais son rôle apparait davantage dans le domaine pénal.

En Algérie, les membres du ministère public sont des magistrats nommés par décret présidentiel au même titre que les magistrats du siège, et, comme ceux-ci, obéissent aux règles du statut de la magistrature et soumis au Conseil supérieur de la magistrature. Mais une différence de taille les distingue des magistrats du siège, c'est qu'ils sont organisés hiérarchiquement et obéissent aux ordres de leurs chefs jusqu'au ministre de la justice, garde des sceaux, sauf lorsqu'ils présentent leur réquisition en audience. Là, ils devraient agir conformément à l'adage selon lequel « la plume est servie mais la parole est libre ». Autrement dit, un magistrat du parquet, s'il est lié par les instructions écrites de sa hiérarchie, a le droit, tout de même, de dire oralement ce qu'il pense être conforme au droit et à sa conscience, sans qu'il s'expose normalement aux reproches de sa hiérarchie D'ailleurs, au plan textuel, cet adage est consacré comme règle dans le code de procédure pénale dans son article 31 où il est dit expressément ce qui suit :

« Les représentants du ministère public sont tenus de prendre des réquisitions écrites conformément aux instructions qui leurs sont hiérarchiquement données».

أو الحبس وفقاً لكيفيات التخفيف المحددة في قانون العقوبات، على أن تسبب ذلك في الحكم

ج) غرفة الأحداث للمجلس القضائي

غرفة الأحداث هي الجهة القضائية المختصة بالنظر في الاستئناف في أوامر قضاة الأحداث وأحكام أقسام الأحداث.

- توجد على مستوى كل مجلس قضائي غرفة للأحداث.

ج.1.) تشكيلة غرفة الأحداث

تتشكل غرفة الأحداث من رئيس ومستشارين اثنين (2) يعينون بموجب أمر من رئيس المجلس القضائي من بين قضاة المجلس المعروفين باهتمامهم بالطفولة و/أو الذين مارسوا كقضاة للأحداث.

يحضر الجلسات ممثل النيابة العامة وأمين ضبط.

تفصل غرفة الأحداث وفقاً للأشكال المعمول بها أمام قسم الأحداث.

يخول رئيس غرفة الأحداث في حالة الاستئناف كافة السلطات المخولة لقاضي الأحداث.

ج.2.) استئناف أوامر قاضي الأحداث وأحكام قسم الأحداث

تطبق على استئناف أوامر قاضي الأحداث وأحكام قسم الأحداث، الصادرة في المخالفات والجنح والجنايات المرتكبة من قبل الأطفال، وفقاً لأحكام قانون الإجراءات الجزائية

ج.3.) الطعن بالنقض في الأحكام والقرارات النهائية الصادرة عن الجهات القضائية للأحداث

يمكن الطعن بالنقض في الأحكام والقرارات النهائية الصادرة عن الجهات القضائية للأحداث.

ou d'emprisonnement conformément aux modalités d'atténuation fixées par le code pénal.

e) La chambre des mineurs de la Cour

La chambre des mineurs est la juridiction compétente pour connaître de l'appel des ordonnances des juges des mineurs et des jugements des sections des mineurs

- Dans chaque Cour siège une chambre des mineurs.

e.1.) Composition de la chambre des mineurs

La chambre des mineurs se compose d'un président et de deux (2) conseillers, désignés par ordonnance du président de la Cour, choisis parmi les magistrats de la Cour connus pour l'intérêt qu'ils portent à l'enfance et/ ou ayant exercé en qualité de juge des mineurs.

Le représentant du ministère public et un greffier assistent aux audiences.

La chambre des mineurs statue selon les formes appliquées devant la section des mineurs.

Le président de la chambre des mineurs dispose, en cas d'appel, de tous les pouvoirs attribués au juge des mineurs.

e.2.) L'appel des ordonnances du juge des mineurs et des jugements de la section des mineurs.

Les dispositions prévues au code de procédure pénale relativement à l'appel sont applicables à l'appel des ordonnances du juge des mineurs et des jugements rendus par la section des mineurs en matière de contravention, délit et crime commis par des enfants.

e.3.) Le pourvoi en cassation contre les décisions des juridictions des mineurs.

Peuvent faire l'objet d'un pourvoi en cassation les jugements et arrêts définitifs rendus par les juridictions des mineurs.

« Ils développement librement à l'audience les observations orales qu'ils croient utiles au bien de la justice ».

a) Composition du ministère public

Le ministère public est composé:

- au niveau du tribunal, du procureur de la république et de ses adjoints ;
- au niveau de la Cour, du procureur général près la Cour et de ses adjoints ;
- au niveau de la Cour suprême, du procureur général près la Cour suprême et de ses adjoints et des avocats généraux ;
- au niveau des juridictions administratives : Ici, le rôle du ministère public est assuré par des magistrats appelés « Commissaires d'Etat et Commissaires d'Etat adjoints ».

b) Missions du ministère public

Le ministère public exerce au nom de la société l'action publique et requiert l'application de la loi. Il est représenté auprès de chaque juridiction. Il assiste aux débats des juridictions de jugement. Les décisions doivent être prononcées en sa présence. Il assure l'exécution des décisions de justice. Dans l'exercice de ses fonctions, il a le droit de requérir la force publique ainsi que les officiers et agents de la police judiciaire.

b.1.) Le procureur général

Le procureur général représente le ministère public auprès de la cour et de l'ensemble des tribunaux. L'action publique est exercée par les magistrats du parquet sous son contrôle.

Le procureur général met en œuvre la politique pénale élaborée par le ministre de la justice et lui soumet un rapport périodique.

Au niveau de la Cour, le procureur général est secondé dans sa tâche par des procureurs généraux adjoints.

Le ministre de la justice peut dénoncer au procureur général les infractions à la loi pénale. Il peut en outre lui enjoindre par écrit

«ولهم أن يبدوا بكل حرية ملاحظاتهم الشفوية التي يرونها لازمة لصالح العدالة».

أ) تركيبة النيابة العامة

تتكون النيابة العامة:

- على مستوى المحكمة من وكيل الجمهورية ومساعديه؛
- على مستوى المجلس القضائي من النائب العام لدى المجلس ومساعديه؛
- على مستوى المحكمة العليا من النائب العام لدى المحكمة العليا ومساعديه ومحامين عامين؛
- على مستوى الجهات القضائية الإدارية : هنا، يؤدي دور النيابة العامة قضاة يسمون «بمحافظي الدولة ومحافظي الدولة المساعدين».

ب) مهام النيابة العامة

تباشر النيابة العامة الدعوى العمومية باسم المجتمع وتطلب تطبيق القانون، وهي ممثلة أمام كل جهة قضائية. ويحضر ممثلوها المرافعات أمام الجهات القضائية المختصة بالحكم، ويتعين أن ينطق بالأحكام في حضورهم. كما تتولى النيابة العامة العمل على تنفيذ أحكام القضاء. ولها في سبيل مباشرة وظيفتها أن تلجأ إلى القوة العمومية، كما تستعين بضباط وأعوان الشرطة القضائية.

ب.1.) النائب العام

يمثل النائب العام النيابة العامة أمام المجلس القضائي ومجموع المحاكم. ويباشر قضاة النيابة العامة الدعوى العمومية تحت إشرافه.

يعمل النائب العام على تنفيذ السياسة الجزائية التي يعدها وزير العدل، ويرفع له تقريراً دورياً عن ذلك.

على مستوى المجلس، يساعد النائب العام في مهامه نواب عامون مساعدون.

يجوز لوزير العدل إبلاغ النائب العام بالجرائم المخالفة لقانون العقوبات. بالإضافة إلى ذلك، يجوز

d'engager ou de faire engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites qu'il juge opportunes.

b.2.) Le procureur de la république

Le procureur de la république entreprend ce qui suit :

- représente le procureur général au niveau du tribunal ;
- dirige l'activité de la police judiciaire dans le ressort du tribunal, et à ce titre il a tous les pouvoirs et prérogatives attachés à la qualité d'officier de police judiciaire ;
- contrôle les mesures de garde à vue ;
- visite les locaux de garde à vue chaque fois qu'il l'estime nécessaire et au moins une fois tous les trois (trois) mois ;
- procède ou de faire procéder à tous les actes nécessaires à la recherche et à la poursuite des auteurs des infractions à la loi pénale ;
- reçoit les procès-verbaux, les plaintes et les dénonciations, décide de la suite à leur donner et saisit les juridictions d'instruction de de jugement compétentes pour en connaître ou ordonne leur classement par une décision toujours révocable, à porter à la connaissance du plaignant et/ou de la victime si elle est connue, dans les meilleurs délais, il peut également décider de recourir à la médiation ;
- prend devant les juridictions de jugement toutes réquisitions utiles ;
- exerce, le cas échéant, contre les décisions rendues, les voies de recours légales ;
- assure l'exécution des décisions d'instruction et de jugement ;
- décide d'office ou sur requête de la restitution des objets saisis lorsque la juridiction d'instruction ou de jugement compétente n'a pas statué sur la restitution de ces objets ;

له أن يأمره كتابةً بإجراء متابعات أو بإخطار الجهة القضائية المختصة بطلبات مكتوبة يراها مناسبة.

ب.2.) وكيل الجمهورية

يقوم وكيل الجمهورية بما يأتي:

- تمثيل النائب العام على مستوى المحكمة؛
- إدارة نشاط ضباط وأعوان الشرطة القضائية في دائرة اختصاص المحكمة، وله جميع السلطات والصلاحيات المرتبطة بصفة ضابط الشرطة القضائية ؛
- مراقبة تدابير التوقيف للنظر؛
- زيارة أماكن التوقيف للنظر مرة واحدة على الأقل كل ثلاثة (3) أشهر، وكلما رأى ذلك ضروريا؛
- مباشرة أو الأمر باتخاذ جميع الإجراءات اللازمة للبحث والتحري عن الجرائم المتعلقة بالقانون الجزائي؛
- تلقي المحاضر والشكاوى والبلاغات ويقرر في أحسن الأجل ما يتخذه بشأنها ويخطر الجهات القضائية المختصة بالتحقيق أو المحاكمة للنظر فيها أو يأمر بحفظها بمقرر يكون قابلاً دائماً للمراجعة ويعلم به الشاكي و/أو الضحية إذا كان معروفاً في أقرب الأجل، ويمكنه أيضاً أن يقرر إجراء الوساطة بشأنها ؛
- إبداء ما يراه لازماً من طلبات أمام الجهات القضائية للمحكم؛
- الطعن ، عند الاقتضاء ، في القرارات التي تصدرها بكافة طرق الطعن القانونية؛
- العمل على تنفيذ قرارات التحقيق وجهات الحكم؛
- إمكانية أن يقرر، بصفة تلقائية أو بناء على طلب، إذا لم تخطر أية جهة قضائية بذلك، برد الأشياء المحجوزة ما لم تكن ملكيتها محل نزاع جدي؛

مشتبه فيه

هو مصطلح عام يُعيّن به كل شخص يشتبه في تورطه في ارتكاب جريمة كفاعل أصلي أو شريك، وذلك قبل أن يوجه له أي اتهام رسمي. ينطبق وصف «المشتبه فيه» على الشخص في الوقت الممتدّ بين مساءلته من قبل الشرطة القضائية وإحالته إلى قاضي التحقيق بموجب طلب إجراء التحقيق لوكيل الجمهورية. بمجرد أن يبلغه قاضي التحقيق باتهامه وبأن تحقيقاً قضائياً فُتِحَ ضده، يصبح متهما أمام جهة تحقيق (inculpé).

إدخال الغير في الخصومة

هو تعبير خاص بالإجراءات المدنية. ويتمثل في أن طرفاً ما في الخصومة يجلب غيراً إلى هذه الخصومة من أجل حل كامل للنزاع. يسمى هذا الإجراء «إدخالاً في الخصومة» طبقاً لقانون الإجراءات المدنية والإدارية، المادة 199، «يجوز لأي خصم إدخال الغير الذي يمكن مخاصمته كطرف أصلي في الدعوى للحكم ضده. كما يجوز لأي خصم القيام بذلك من أجل أن يكون الغير ملزماً بالحكم الصادر.

أسباب، تسبیب، تعلیل

الأسباب هي المبررات التي يعلنها القاضي في حكمه لتأسيسه، وهي التي تسمح لكل من يقرأ حكماً بتقدير هذه المبررات. تسبق الأسباب المنطوق الذي يكرس الحكم الحقيقي المُتخذ.

انتفاء وجه الدعوى

انتفاء وجه الدعوى هو القرار الذي تتخذه جهة تحقيق (قاضي التحقيق أو غرفة الاتهام، حسب الحالة) في نهاية التحقيق، والذي يعني بأن المتهم لن يحال على جهة المحاكمة، أي محكمة الجنايات أو قسم الجنج أو قسم المخالفات للمحكمة الابتدائية، لأحد الأسباب التالية:

- عدم وجود أعباء كافية ضد المتهم؛

- الوقائع المنسوبة للمتهم، على فرض أنها ثابتة، لا تُشكّل أي جريمة؛

Mis en cause

C'est un terme générique désignant toute personne soupçonnée d'être impliqué dans la commission d'une infraction comme auteur ou complice avant toute inculpation officielle. Le qualificatif de mis en cause s'applique à un soupçonné entre son interpellation par la police judiciaire et son renvoi devant le juge d'instruction suite à un réquisitoire aux fins d'informer du Procureur de la République. Dès que le juge d'instruction lui signifie qu'une information judiciaire est ouverte contre lui, il devient un inculpé.

Mise en cause

C'est une expression propre à la procédure civile. Elle consiste pour une partie au procès à y faire intervenir un tiers pour une solution complète du litige. Le procédé est dénommé «intervention forcée » dans le code de procédure civile et administrative, art.199 : «Toute partie au procès peut mettre en cause aux fins de condamnation, un tiers contre lequel elle peut agir à titre principal. Elle peut également le faire afin de lui rendre opposable la décision rendue».

Motifs, motivation

Les motifs sont les raisons que le juge annonce dans sa décision pour la fonder et permettre à toute lecture d'en apprécier les justifications. Les motifs précèdent le dispositif qui consacre la vraie décision prise.

Non-lieu

Le « non-lieu » est la décision prononcée par une juridiction d'instruction (juge d'instruction ou chambre d'accusation, selon le cas) à la fin d'une instruction, et qui consiste à dire que l'inculpé ne sera pas renvoyé devant une juridiction de jugement, c'est-à-dire devant la section des délits ou des contraventions du tribunal ou le tribunal criminel pour être jugé, et ce, pour l'un des motifs suivants :

- Absence de charges suffisantes à l'encontre de l'inculpé ;

- Les faits, à les supposés établis, ne constituent aucune infraction ;

- الأمر لضرورة التحريات، وبناء على تقرير مسبب من ضابط الشرطة القضائية يمنع كل شخص توجد ضده دلائل ترجح ضلوعه في جناية أو جنحة من مغادرة التراب الوطني.

يرفع إجراء المنع من مغادرة التراب الوطني بنفس الأشكال.

يساعد وكيل الجمهورية واحد أو أكثر من مساعدي وكيل الجمهورية.

ت) خصائص النيابة العامة

- **النيابة العامة لا تُردُّ** : لأنها طرف في المحاكمة، والعكس صحيح بالنسبة لقضاة الحكم والمحلفين الذين يمكن ردهم؛

- **النيابة العامة غير مسؤولة** : إذا حدث وأن مارس ممثلها الدعوى العمومية على خطأ، فلا يمكن أن يحكم عليه بالمصاريف القضائية ولا بتعويض؛

- **النيابة العامة مستقلة** : أمام جهات التحقيق والحكم، وأمام الأطراف. لا يستطيع أي كان أن يوجه لها أوامر أو يلزمها على اتخاذ أي إجراء؛

- **النيابة العامة متدرجة** : بمعنى أن أعضاءها يخضعون لأوامر رؤسائهم. لكن واجب الطاعة هنا له حدود: فلقاضي النيابة العامة الحرية عندما يقدم طلباته في الجلسة؛

- **النيابة العامة غير قابلة للتجزئة**: أعضاؤها قابلون للتبادل. وبكيفية ما، فإنهم يمثلون كلهم شخصاً واحداً، والفعل الذي يقوم به أي عضو من أعضاء النيابة العامة يقوم به نيابة عن النيابة العامة بأكملها. على عكس قاضي الحكم الذي لا يمكن استبداله بقاضي آخر للحكم في قضية سائرة في طريق الحكم. أما قاضي النيابة، فيمكن استبداله بزميل له من النيابة العامة في نفس القضية.

- peut, pour les nécessités de l'enquête, sur rapport motivé de l'officier de police judiciaire, ordonner l'interdiction de sortie du territoire national de toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices faisant présumer sa probable implication dans un crime ou un délit.

La levée de l'interdiction de sortie du territoire national est ordonnée dans les mêmes formes.

Le procureur de la république est secondé dans sa tâche par un ou plusieurs procureurs de la république adjoints.

c) Caractères du ministère public

- **Le ministère public est irrécusable** parce qu'il est partie au procès. C'est le contraire des magistrats du siège et des jurés qui sont récusables ;

- **le ministère public est irresponsable**: si son représentant vient exercer l'action publique à tort, il ne peut pas être condamné ni aux frais de justice ni à des dommages-intérêts ;

- **le ministère public est indépendant** vis-à-vis des juridictions d'instruction et de jugement et vis-à-vis des parties. Aucune d'elle ne peut lui adresser des injonctions ni l'obliger à engager une quelconque action ;

- **le ministère public est hiérarchisé**, en ce sens que ses sembles obéissent aux ordres de leurs supérieurs. Mais le devoir d'obéissance a une limite : le magistrat du parquet dispose de la liberté lorsqu'il requiert à l'audience ;

- **le ministère public est indivisible**: ses membres ses membres sont interchangeable. En quelque sorte, Ils forment tous une seule et même personne, et l'acte accompli par un membre du ministère public l'est au nom du ministère public tout entier. Contrairement au magistrat du siège qui ne peut se faire remplacer par un autre magistrat du siège dans une affaire en cours de jugement, le magistrat du parquet peut, dans une même affaire, se faire remplacer par un collègue du parquet.

لضابط الشرطة القضائية، تتم بمجرد موافقة شاغل الأماكن، بينما التفتيش يمكن إجراؤه حتى بدون موافقته، إذ يتم بأمر من القضاء.

مرافعة الدفاع

محامو الدفاع هم آخر من يتكلم. فهم يعتمدون على النقاط الايجابية لصالح المتهم. يقع عليهم عبء الدفاع عنه ويبدلون الجهد اللازم لتبرئته أو التقليل من إدانته قصد تخفيف العقوبة التي قد تسلط عليه.

مرافعة الطرف المدني

الطرف المدني، عندما يكون هناك واحد، يكون هو أول من يترافع، لأن الكلمة الأخيرة تعود دائماً إلى الدفاع. الغرض من مرافعة الطرف المدني هو السعي لإدانة المتهم. أمام محكمة الجنايات، بعدما تثبت إدانة المتهم، يجوز للأطراف المدنية طلب تعويض مالي عن الأضرار التي لحقت بهم خلال جلسة استماع ثانية، والتي تتعد مباشرة بعد البت في الجناية، ودون حضور المحلفين.

سجل الجلسات

هو التسجيل الذي يمسكه أمين الضبط أثناء جلسة المحاكمة، والذي يُدوّن فيه مختلف مراحل الجلسة وأساسيات الأحكام التي تصدر.

رئيس أول للمحكمة العليا

الرئيس الأول للمحكمة العليا هو وحده الذي يحمل صفة «الأول»: ليس هناك أي قاض آخر يحمل هذا الوصف. عندما نخطبه، نخطبه بهذه الصفة: «السيد الرئيس الأول».

متهم بجنحة أمام هيئة حكم

هو الشخص الذي يمثل أو يحال على المحكمة لمحاكمته بسبب جنحة أو مخالفة متهم بارتكابها أو بالمشاركة في ارتكابها.

ce que la visite domiciliaire, pour un officier de police judiciaire, est faite sur simple accord de la personne qui occupe les lieux, tandis que la perquisition est effectuée même sans son accord, puisqu'ordonnée par la justice.

Plaidoirie de la défense

Les avocats de la défense sont les derniers à s'exprimer. Ils s'appuient sur les points positifs qui sont en faveur de l'accusé. Ils ont la décharge de le défendre et visent à l'innocenter ou à minimiser sa culpabilité pour réduire sa peine.

Plaidoirie de la partie civile

La partie civile, quand il y en a une, plaide en premier, puisque le dernier mot doit toujours revenir à la défense. Son but est de demander la déclaration de culpabilité du prévenu ou de l'accusé. Devant le tribunal criminel, lorsque l'accusé est reconnu coupable, les parties civiles peuvent demander une réparation pécuniaire des dommages subis lors d'une seconde audience, qui sera tenue immédiatement après celle ayant statué sur le crime, et sans la présence des jurés.

Plumitif

Registre tenu par le greffier pendant l'audience sur lequel il note les diverses phases de l'audience et l'essentiel des décisions rendues.

Premier président de la Cour suprême

Seul « le Chef » de la Cour Suprême porte la dénomination de Premier président de la Cour suprême ; aucun autre magistrat ne porte cette dénomination. Quand on s'adresse à lui, on l'appelle toujours « Monsieur le Premier Président ».

Prévenu

Le prévenu est une personne citée ou renvoyée devant un tribunal pour répondre d'un délit ou d'une contravention dont il est présumé être l'auteur ou le complice.

- الوقائع المنسوبة للمتهم سقطت بالتقادم بموجب القانون؛

- وفاة المتهم.

يختلف انتقاء وجه الدعوى عن براءة المتهم التي تنطق بها محكمة الجنايات أو قسم الجنج أو المخالفات بالمحكمة ويختلف كذلك عن حفظ القضية من قبل وكيل الجمهورية (انظر هذه المفاهيم).

نظام عام

النظام العام مفهوم مُتقلّب ومُتغير تبعا لتغيّر الزمان والمكان وتطور العادات. يتعلّق الأمر، بشكل عام، بالضوابط التي تتعلق بالسلام والأمن والتنظيم المتناغم للحياة في مجتمع ما.

في المجال القضائي، نتحدث عن قواعد النظام العام عندما يتعلّق الأمر بقواعد لا يمكن للأفراد الخروج عنها لأنها سنّت في مصلحة المجتمع بأسره. لذلك يتعين على القاضي إثارتها تلقائيا. وهكذا، وعلى سبيل المثال، فإن جميع قواعد الإجراءات الجزائية تعتبر من النظام العام، بحيث لا يجب على القاضي فقط مراعاتها، ولكن يتعين عليه إثارتها تلقائيا ومجازاة مخالفتها.

طرف مدني

الطرف المدني هو ضحية لجريمة تتأسس بهذه الصفة للمطالبة بالتعويض عن الضرر الذي سببه له مرتكب الجريمة المفترض. من الضروري أن تتأسس الضحية كطرف مدني أمام قاضي التحقيق أو جهة الحكم لكي تتمكن من تقديم طلبها بالتعويض.

تفتيش

التفتيش هو العملية التي يقوم بها ضابط شرطة قضائية بإذن مكتوب من وكيل الجمهورية أو بإنبابة من قاضي التحقيق للدخول، جسديًا، إلى مكان تغطيه الحياة الخاصة، وذلك في إطار البحث عن أدلة على جريمة. ويجوز لوكيل الجمهورية أو للقاضي المحقق أن يقوم بنفسه بتفتيش.

يتميز التفتيش عن الزيارة المنزلية، حيث أن الزيارة المنزلية،

- Les faits reprochés à l'inculpé sont prescrits par la loi ;

- L'inculpé est décédé.

Le non-lieu n'est ni un acquittement par le tribunal criminel, ni une relaxe par le tribunal correctionnel ni un classement de l'affaire par le procureur de la république (voir ces concepts).

Ordre public

L'ordre public est une notion fluctuante et variable en fonction du temps, de l'espace et de l'évolution des mœurs. Il s'agit, d'une façon générale, des normes qui intéressent la paix, la sécurité et l'organisation harmonieuse de la vie au sein d'une société.

Dans le domaine judiciaire, on parle de règles d'ordre public lorsqu'il s'agit de règles dont les particuliers ne peuvent y déroger parce qu'elles sont considérées comme étant instituées dans l'intérêt de la collectivité toute entière. Le juge doit les soulever d'office. Ainsi, par exemple, toutes les règles de procédure pénale sont d'ordre public. Le juge ne doit pas seulement les respecter, mais il doit les soulever d'office et sanctionner leur méconnaissance.

Partie civile

Une partie civile est une victime d'une infraction qui se constitue comme telle pour demander la réparation du préjudice que lui a causé l'auteur présumé d'une infraction. Il est essentiel pour la victime de se constituer partie civile devant le juge d'instruction ou la juridiction de jugement pour pouvoir présenter sa demande en indemnisation.

Perquisition

La perquisition est le fait, pour un officier de police judiciaire sur autorisation écrite du procureur de la république ou mandat du juge d'instruction, de pénétrer, physiquement, au sein d'un lieu relevant de la vie privée, dans le cadre de la recherche d'éléments de preuves d'une infraction. Une perquisition peut être effectuée par le procureur de la république lui-même ou par le magistrat instructeur (entendre juge d'instruction).

La perquisition se distingue de la visite domiciliaire, en

Principes généraux du droit

C'est un ensemble de règles dégagées par la jurisprudence, qui ne sont énoncées dans aucun texte mais que le juge considère comme s'imposant à l'administration et dont la violation est considérée comme une violation de la règle de droit... Exemples : égalité des citoyens devant le service public, égalité devant les charges publiques...

Procès criminel (tenants et aboutissants)

Lorsqu'un fait antisocial se produit, il y a atteinte à l'ordre social et, le plus souvent, à une ou plusieurs personnes privées. Ce fait antisocial, qui est prévu et puni par la loi, est appelé « infraction ». Selon le degré de gravité, l'infraction peut être qualifiée crime (meurtre, association de malfaiteurs, vol qualifié...), délit (abus de confiance, vol simple, émission de chèque sans provision...) ou contravention (stationnement interdit, embarras de la voie publique...). Si, de par leur simplicité, les contraventions ne requièrent pas de procédure particulière, comme la procédure de flagrance, en revanche, la commission de crimes et de délits déclenche la mise œuvre de procédures tendant à l'arrestation des auteurs pour les faire juger. Ces procédures sont canalisées par les dispositions du code de procédure pénale qui tend essentiellement à la protection des innocents et au respect des droits des présumés coupables.

Pour poursuivre et réprimer l'auteur présumé d'une infraction, deux enquêtes sont prévues : l'enquête du crime ou du délit flagrant et l'enquête préliminaire. A titre d'exemple, on traitera ici de l'enquête de crime flagrant et ses suites.

Il y a lieu de noter, tout d'abord, que l'enquête par la police judiciaire et l'instruction par le juge d'instruction sont couvertes par le secret professionnel (art.11 du code de procédure pénale). « Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines prévues au code pénal ».

« Toutefois, afin d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou inexacts, ou pour mettre fin à un trouble à l'ordre public, seul le représentant du ministère public ou l'officier de police judiciaire autorisé par écrit par le procureur de la république peut rendre public des éléments objectifs tirés de la procédure ne comportant aucune appréciation sur le bien-fondé des charges retenues contre les personnes mises en cause ».

مبادئ عامة للقانون

هي مجموعة من القواعد المستخلصة من الاجتهاد القضائي، التي لم يتم تقريرها في أي نص ولكن يعتبرها القاضي أنها ملزمة للإدارة والتي يعتبر انتهاكها انتهاكاً لقاعدة قانونية ... مثالان عن المبادئ العامة للقانون: مبدأ مساواة المواطنين أمام المرفق العام أو مبدأ المساواة أمام الأعباء العامة...

محاكمة جنائية

عندما يحدث فعل غير اجتماعي، هناك مساس بالنظام الاجتماعي، وفي أكثر الأحيان، بشخص واحد أو أكثر. هذه الواقعة المعادية للمجتمع، والتي ينص عليها القانون ويعاقب عليها، تسمى «جريمة». اعتماداً على درجة الخطورة، يمكن تصنيف الجريمة على أنها جنائية (قتل، تكوين جمعية أشرار، سرقة موصوفة، وما إلى ذلك)، أو جنحة (خيانة أمانة، سرقة بسيطة، إصدار شيكات بدون رصيد، إلخ) أو مخالفة (وقوف سيارة محظور، إحراج في الطريق العام ...). إذا كانت المخالفات، بسبب بساطتها، لا تتطلب إجراء معين، مثل إجراءات التلبس، فعلى العكس من ذلك، فإن ارتكاب جنایات وجنح يؤدي إلى القيام بإجراءات توقيف مرتكبيها لتقديمهم للمحاكمة. يتم توجيه هذه الإجراءات بموجب أحكام قانون الإجراءات الجزائية الذي يسعى بشكل أساسي إلى حماية الأبرياء واحترام حقوق الذين يُعتقد أنهم مذنبون.

من أجل متابعة ومعاقبة مرتكب الجريمة المفترض، هناك تحقيقان مقرران: التحقيق في الجناية أو الجنحة المتلبس بها والتحقيق الابتدائي العادي. وكمثال على ذلك، ندرس هنا التحقيق في حالة الجناية المتلبس بها.

تجدر الإشارة، أولاً وقبل كل شيء، إلى أن التحقيق الذي تجريه الشرطة القضائية والتحقيق من قبل قاضي التحقيق مشمولان بالسر المهني (المادة 11 من قانون الإجراءات الجزائية). « كل شخص يساهم في هذه الإجراءات ملزم بكتمان السر المهني بالشروط المبيّنة في قانون العقوبات وتحت طائلة العقوبات المنصوص عليها فيه».

«غير أنه تفادياً لانتشار معلومات غير كاملة أو غير صحيحة أو لوضع حد للإخلال بالنظام العام، يجوز لممثل النيابة العامة أو لضابط الشرطة القضائية بعد الحصول على إذن مكتوب من وكيل الجمهورية أن يطلع الرأي العام بعناصر موضوعية مستخلصة من الإجراءات على ألا تتضمن أي تقييم للأعباء المتمسك بها ضد الأشخاص المتورطين».

a) L'enquête de crime flagrant

a.1.) Notion de flagrance

Aux termes de l'article 41 du code de procédure pénale, est qualifié crime ou délit flagrant le crime ou le délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre.

Il y a aussi crime ou délit flagrant lorsque, dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique, ou est trouvée en possession d'objets, ou s'il existe des traces laissant présumer qu'elle a participé au crime ou au délit.

Le troisième paragraphe dudit article 41 assimile au crime ou délit flagrant, tout crime ou délit qui, même dans les circonstances non prévues aux alinéas précédents, a été commis dans une maison dont le chef vient de le découvrir et requiert immédiatement un officier de police judiciaire pour le constater.

a.2.) Déclenchement d'une enquête de crime flagrant : l'action de la police judiciaire

Lorsqu'un crime flagrant est porté à la connaissance de l'officier de police judiciaire, celui-ci en informe immédiatement le procureur de la république territorialement compétent. Il se transporte alors sans délai sur les lieux et procède à toutes constatations utiles. Il veille à la conservation des indices susceptibles de disparaître et procède à la saisie de tout ce qui peut servir à la manifestation de la vérité.

Le procureur de la république peut se transporter sur les lieux, mais dans la pratique même si ce magistrat se rend sur les lieux pour constater de visu la scène du crime, il charge souvent l'officier de police judiciaire compétent pour accomplir toutes les opérations que requiert un crime flagrant.

Dans ces circonstances, l'officier de police judiciaire procède à des investigations qui se matérialisent par des auditions de témoins, des perquisitions (sur autorisation du

أ) التحقيق في الجناية المتلبس بها

أ.1.) مفهوم التلبس

بموجب أحكام المادة 41 من قانون الإجراءات الجزائية، توصف الجناية أو الجنحة بانها في حالة التلبس إذا كانت مرتكبة في الحال أو عقب ارتكابها مباشرة.

كما تعتبر الجناية أو الجنحة متلبسا بها إذا كان الشخص المشتبه في ارتكابه إياها في وقت قريب من وقت وقوع الجريمة قد تبعه العامة بصياح أو وُجدت في حيازته أشياء أو وُجدت آثار أو دلائل تدعو على افتراض مساهمته في الجناية أو الجنحة.

وفقا للفقرة الثالثة من ذات المادة 41، تتسم بصفة التلبس كل جناية أو جنحة وقعت ولو في غير الظروف المنصوص عليها في الفقرتين السابقتين، إذا كانت قد ارتكبت في منزل وكشف صاحب المنزل عنها عقب وقوعها وبادر في الحال باستدعاء أحد ضباط الشرطة القضائية لإثباتها.

أ.2.) انطلاق التحقيق في جناية متلبس بها: عمل الشرطة القضائية

يجب على ضابط الشرطة القضائية الذي تم تبليغه بجناية في حالة التلبس أن يخطر بها وكيل الجمهورية على الفور ثم ينتقل بدون تمهل إلى مكان وقوع الجناية ويتخذ جميع التحريات اللازمة. وعليه أن يسهر على المحافظة على الآثار التي يخشى أن تختفي، وأن يضبط كل ما يمكن أن يؤدي إلى إظهار الحقيقة.

يمكن وكيل الجمهورية أن ينتقل إلى مكان وقوع الجناية، ولكن من الناحية العملية حتى لو انتقل هذا القاضي إلى مكان الجريمة لمشاهدة مسرحها مباشرة، فإنه يكلف عادة ضابط الشرطة القضائية المختص للقيام بجميع العمليات التي تستلزمها الجناية المتلبس بها.

في هذه الظروف، يقوم ضابط الشرطة القضائية بإجراء التحريات التي تتجلى خاصة في سماع الشهود، وعمليات التفتيش (بإذن من وكيل الجمهورية)،

مصنفة «جناية»، فلا يمكنه إلا إخطار قاضي التحقيق لغرض فتح تحقيق قضائي، ذلك أن التحقيق القضائي في القضايا الجنائية إجراء إجباري. يسمى العمل الذي بموجبه يخطر قاضي التحقيق «طلبًا افتتاحتيا لإجراء التحقيق».

ت) مهمة قاضي التحقيق بعد إخطاره

عندما يتلقى قاضي التحقيق الطلب الافتتاحي لإجراء التحقيق، يكون قد أُخطِرَ بصفة رسمية. وما لم يصرح بعدم اختصاصه أو برفض إجراء التحقيق لأسباب تتعلق بالدعوى العمومية، يبدأ قاضي التحقيق على الفور في الإجراءات التي يستلزمها التحقيق القضائي، بدءًا بالاستجواب عند الحضور الأول.

ت.1.) الاستجواب عند الحضور الأول

يمكن أن تحدث عدة حالات أمام قاضي التحقيق المخطر لفتح تحقيق قضائي: يمكن أن يكون الفاعل في حالة فرار كما يمكن أن يكون حرا، وبالتالي ينبغي استدعاؤه، أو قيد التوقيف. هذه الحالة الأخيرة هي التي ستُعالج هنا.

في مثل هذه الحالة، يكون رجال الشرطة القضائية قد قاموا بتحقيق ابتدائي ويكون الفاعل المفترض بين أيديهم. فيسلم ملف التحقيق إلى وكيل الجمهورية في نفس الوقت الذي يقدم له المشتبه فيه. بعد ذلك يقوم وكيل الجمهورية بإخطار قاضي التحقيق بطلب افتتاحي لإجراء التحقيق ويأمر رجال الأمن أو الدرك الوطني، حسب الحالة، باقتياد المشتبه فيه أمام القاضي المحقق.

يقوم قاضي التحقيق باستجواب المتهم. يسمى هذا الإجراء الذي يقوم به بـ «الاستجواب عند الحضور الأول». وهذا الإجراء المهم ينظر إليه قضاة التحقيق ذوو الخبرة بحذر، ذلك أن المتهم، خاصة عندما يكون في وضعية التوقيف، غالبًا ما يكون مضطربًا. وما لم يكن معتاد الإجرام، يكون مشوشًا ولا يعرف كيفية التصرف أمام قاضي التحقيق. لذلك، فمساعدهته بمحام مهمة.

ici d’une infraction qualifiée «crime», Il ne peut que saisir le juge d’instruction en vue de l’ouverture d’une information judiciaire, l’instruction en matière criminelle étant une mesure obligatoire. L’acte que prendra le procureur de la république à cet effet s’appelle « réquisitoire introductif.

c) L’office du juge d’instruction après sa saisine

Lorsque le juge d’instruction reçoit le réquisitoire introductif du procureur de la république, il est officiellement saisi de l’affaire. A moins qu’il se déclare incompétent ou ne pouvant informer pour des raisons inhérentes à l’action publique, le juge d’instruction entame immédiatement les actes que commande une information judiciaire, à commencer par l’interrogatoire de première comparution.

c.1.) L’interrogatoire de première comparution

Plusieurs situations peuvent se présenter devant le juge d’instruction saisi d’une affaire aux fins d’une information judiciaire : l’auteur pourrait être en fuite, comme il pourrait être libre, donc à convoquer, ou en état d’arrestation. C’est ce dernier cas qui est envisagé ici.

Dans pareille situation, la police judiciaire a procédé à une enquête préliminaire et l’auteur présumé est entre ses mains. C’est avec le dossier de l’enquête (procédure) que celui-ci a été présenté devant le procureur de la république qui a décidé de saisir le juge d’instruction en vue d’une information judiciaire. Le procureur de la république qui transmet son réquisitoire introductif accompagné du dossier de l’enquête au juge d’instruction fait conduire devant lui par les policiers ou les gendarmes, selon le cas, l’auteur présumé de l’infraction.

Le juge d’instruction va procéder à l’interrogatoire de l’auteur. Cet acte du juge d’instruction est appelé « l’interrogatoire de première comparution». C’est un acte important que les juges d’instruction expérimentés abordent avec circonspection. En effet le mis en cause, surtout lorsqu’il est en état d’arrestation, est le plus souvent perturbé et, à moins qu’il ne soit un habitué, se trouve désorienté et ne sait comment agir face au juge d’instruction. C’est pourquoi, son assistance par un avocat est importante.

وتسخير الأشخاص المؤهلين لإجراء المعاينات التي لا يمكن تأجيلها.

يؤدي الأشخاص المسخرين اليمين كتابية، بإبداء رأيهم بما يمليه عليهم شرفهم وضميرهم. كما يحق لضابط الشرطة القضائية اتخاذ قرار التوقيف للنظر بالنسبة للأشخاص المشتبه فيهم، وذلك لأغراض التحقيق (انظر أعلاه ركن «التوقيف للنظر»).

وبالفعل، طبقاً لأحكام المادة 51 من قانون الإجراءات الجزائية، إذا رأى ضابط الشرطة القضائية ولمقتضيات التحقيق أن يوقف للنظر شخصاً أو أكثر ممن توجد ضدهم دلائل تحمل على الاشتباه في ارتكابهم جناية أو جنحة يقرر لها القانون عقوبة سالبة للحرية، فعليه أن يطلع فوراً وكيل الجمهورية بذلك ويقدم له تقريراً عن دواعي التوقيف للنظر. على هذا المستوى من التحقيق، لا يجوز أن تتجاوز مدة التوقيف للنظر ثمان وأربعين (48) ساعة.

كل إجراء يقوم به ضابط الشرطة القضائية يكون موضوع محضر، ومجموع هذه المحاضر المثبتة للعمليات التي قام بها ضابط الشرطة القضائية والملحقة بكل الوثائق والأشياء التي يكون قد جمعها لإظهار الحقيقة، هي التي تشكل ملف التحقيق المنجز والمسمى عادة بملف «الإجراءات» (Procédure) أو ملف التحقيق. بمجرد الانتهاء من التحقيق، يقدم هذا الملف المنجز بهذا الشكل مرفقاً بأدلة الإقناع المختومة، مع الشخص أو الأشخاص المشتبه في مشاركتهم من قريب أو من بعيد في ارتكاب الجريمة، يقدمون لوكيل الجمهورية لاتخاذ الإجراءات التي يراها مناسبة.

ب) توجيه الملف من قبل وكيل الجمهورية

عندما يتلقى وكيل الجمهورية ملف تحقيق الشرطة القضائية، تكون أمامه مجموعة من التدابير التي يمكن أن يتخذها لتحريك الدعوى العمومية. ولما كانت هذه الجريمة

procureur de la république) et des réquisitions de personnes qualifiées pour procéder à des constatations qui ne peuvent être déferées .

Les personnes ainsi appelées prêtent, par écrit, serment de donner leur avis en leur honneur et conscience. L’officier de police judiciaire a également le droit de décider de la garde à vue des personnes pour les besoins de son enquête (voir supra rubrique : « garde à vue»).

En effet, aux termes de l’article 51 du code de procédure pénale, si, pour nécessité d’enquête, l’officier de police judiciaire est amené à garder à sa disposition une ou plusieurs personnes contre lesquelles il existe des indices laissant supposer leur implication dans un crime ou un délit puni d’une peine privative de liberté, il doit en informer immédiatement le procureur de la république et lui soumettre un rapport sur les motifs de la garde à vue. Cette mesure de garde à vue ne peut (pour ce moment-là) excéder quarante-huit (48) heures.

Tout acte accompli par un officier de police judiciaire lors d’une enquête de crime flagrant fait l’objet d’un procès-verbal. C’est l’ensemble des procès-verbaux constatant les opérations accomplies par l’officier de police judiciaire, assortis de tous les documents qu’il a pu réunir pour servir éventuellement à la manifestation de la vérité, qui constituent le dossier de l’enquête effectuée, appelé communément «procédure». Une fois finalisée, « la procédure», assortie des pièces à conviction mises sous scellés, est présentée par l’officier de police judiciaire enquêteur en même temps que la personne ou les personnes soupçonnées d’avoir participé de près ou de loin à la commission de l’infraction, au procureur de la république pour les suites qu’il juge utiles.

b) L’orientation du dossier par le procureur de la république

Lorsqu’il reçoit le dossier de l’enquête de la police judiciaire, le procureur de la république a devant lui un éventail de mesures qu’il peut prendre pour la mise en mouvement de l’action publique. S’agissant

يُخطر قاضي التحقيق «عينيا»، أي فقط بالنظر إلى الوقائع الواردة في الطلب الافتتاحي لإجراء التحقيق لوكيل الجمهورية أو في شكوى مع الادعاء المدني للطرف المدني. لا يستطيع أن يحقق في الوقائع الجديدة التي يكتشفها: فلا يمكن لقاضي التحقيق أن يخطر نفسه بنفسه. إذا اكتشف وقائع جديدة، فعليه إلا أن يدونها في محضر يحيله إلى وكيل الجمهورية الذي سيقدر ما إذا كان سيجري متابعة جزائية في هذه الوقائع الجديدة أم لا. إذا قرر وكيل الجمهورية المتابعة فيها، فعليه أن يخطر قاضي التحقيق بطلب افتتاحي إضافي.

يُحقّق قاضي التحقيق «لإثبات أو لنفي التهمة» على حد سواء، أي أنه يبحث عن الحقائق والأدلة التي من شأنها أن تبرّر قيام الذنب في حق المتهم أو براءته منه.

للقيام بذلك، يقوم قاضي التحقيق بعدة إجراءات التحقيق بنفسه أو يكلف بها أحد ضباط الشرطة القضائية عن طريق إنابات قضائية. من بين أعمال مهمته، يقوم قاضي التحقيق:

- بالاستجابات في الموضوع؛

- بسماع الشهود؛

- بسماع الطرف المدني؛

- بإجراء مواجهات

- بتعيين خبراء؛

- بالانتقال إلى الأماكن عندما يكون ذلك ضروريا؛

- بالتلفّيش أو يعمل على القيام به؛

- بالعمل على إعادة تمثيل مسرح الجريمة؛

- يكلف أشخاص مؤهلين للقيام بتحقيق حول شخصية المتهم ووضعيته المادية والعائلية والاجتماعية؛

- يجوز له أن يأمر بفحص طبي أو طبي – نفسي للمتهم؛

Le juge d’instruction est saisi « in rem », c’est-à-dire uniquement des faits contenus dans le réquisitoire introductif du procureur de la république ou dans la plainte avec constitution de partie civile. Il ne peut instruire sur des faits qu’il viendrait à découvrir : le juge d’instruction ne peut s’autosaisir. S’il découvre des faits, il doit les inscrire dans un procès-verbal qu’il transmet au procureur de la république qui décidera ou non de poursuivre ces faits nouveaux. Si le procureur de la république décide d’engager des poursuites, il en saisit le juge d’instruction par un réquisitoire supplétif.

Le juge d’instruction instruit « à charge et à décharge », c’est-à-dire qu’il doit chercher aussi bien les faits et preuves de nature à justifier la culpabilité de la personne de l’inculpé que ceux de nature à le disculper.

Pour ce faire, le juge d’instruteur procède à de multiples actes d’instruction auxquels il peut procéder lui-même ou les fait faire par un officier de police judiciaire par le biais de commissions rogatoires. Entre autres actes, le juge d’instruction :

- procède aux interrogatoires sur le fond ;

- auditionne les témoins ;

- auditionne la partie civile ;

- procède à des confrontations ;

- désigne les experts ;

- se transporte sur les lieux lorsque cela est nécessaire ;

- procède ou fait procéder à des perquisitions et à des saisies ;

- fait procéder à la reconstitution de la scène du crime ;

- fait procéder par personnes habilitées à une enquête sur la personnalité de l’inculpé ainsi que sur sa situation matérielle, familiale ou sociale ;

- peut prescrire un examen médical ou médico- psychologique de l’inculpé ;

لقد حدّد المشرع ما يجب أن يتبعه قاضي التحقيق عند مثول المتهم أمامه لأول مرة. فالمادة 100 من قانون الإجراءات الجزائية هي التي تحدّد ما يقوم به قاضي التحقيق في هذه الحالة.

بموجب أحكام المادة السالفة الذكر، يتصرف قاضي التحقيق عند المثول الأول للمتهم أمامه على النحو التالي:

- يتحقّق من هوية المتهم؛

- يحيطه علما صراحة بكل واقعة من الوقائع المنسوبة إليه؛

- ينبهه بأنّه حر في عدم الإدلاء بأي إقرار، وينوه عن ذلك التنبية في محضر الاستجواب؛

- إذا أراد المتهم أن يدلي بأقوال تلقاها قاضي التحقيق منه على الفور؛

- يعلمه بأن له الحق في اختيار محام عنه، فإن لم يختّر، عيّّن له قاضي التحقيق محاميا من تلقاء نفسه، إذا طلب منه ذلك، وينوه عن ذلك بالمحضر؛

- إذا قرّر قاضي التحقيق وضع المتهم رهن الحبس المؤقت يبلغ أمر الوضع في الحبس شفاهيا إلى المتهم وينبهه بأن له ثلاثة (3) أيام من تاريخ هذا التبليغ لاستئنافه. ويشار إلى هذا التبليغ في المحضر (المادة 123 مكرر ق إ ج).

ت.2.) الإجراءات اللاحقة للاستجواب عند الحضور الأول

بعد الاستجواب عند الحضور الأول، توجد أمام قاضي التحقيق مجموعة من الإجراءات التحقيقية الواجب اتخاذها لاستكمال التحقيق القضائي الذي أُخطِرَ من أجل القيام به

الغرض من التحقيق هو، من جهة، تحديد وجود الجريمة أو عدمها، ومن جهة أخرى، ما إذا كانت الأعباء الموجهة ضد هذا الشخص كافية وتستدعي محاكمته من قبل جهة قضائية مختصة، أو ينبغي القضاء بانتفاء وجه الدعوى في حقه.

Le législateur a défini la conduite que doit tenir le juge d’instruction face à l’inculpé lors de l’interrogatoire de première comparution. C’est l’article 100 du code de procédure pénale qui en détermine les éléments.

Aux termes de cette disposition légale, lors de la première comparution, le juge d’instruction procède comme suit :

- Il constate (vérifie) l’identité de l’inculpé ;

- il lui fait connaître expressément chacun des faits qui lui sont reprochés ;

- il l’avertit qu’il est libre de ne faire aucune déclaration (mention de cet avertissement est faite au procès-verbal d’interrogatoire) ;

- il reçoit immédiatement les déclarations de l’inculpé, si celui-ci désire en faire ;

- il donne avis à l’inculpé de son droit de choisir un avocat .A défaut de choix, il lui en désigne un d’office, si l’inculpé le demande (mention en est fait au procès-verbal d’interrogatoire) ;

- si le juge d’instruction décide de placer en détention provisoire l’inculpé, il prend une ordonnance de placement en détention provisoire qu’il lui notifie verbalement et l’avertit qu’il dispose, à compter de cette notification, d’un délai de trois (3) jours pour faire appel, mention en est faite au procès-verbal (art. 123 bis CPP).

c.2.) Les actes postérieurs à l’interrogatoire de première comparution

Postérieurement à l’interrogatoire de première comparution, le juge d’instruction a devant lui un éventail d’actes d’instruction à prendre pour mener à sa fin l’information judiciaire dont il est saisi.

L’instruction a pour objectif de déterminer, d’une part, l’existence de l’infraction et d’autre part, si les charges qui pèsent sur telle ou telle personne nécessitent son jugement par la juridiction de jugement compétente, ou doit faire l’objet d’un non-lieu.

ث.1.) تحضير الحكم

مبدئياً، تنعقد دورة محكمة الجنايات الابتدائية كل ثلاثة (3) أشهر، ويجوز تمديدتها بموجب أمر إضافي، كما يجوز، بناء على اقتراح النائب العام، تقرير انعقاد دورة إضافية أو أكثر متى دعت الحاجة إلى ذلك.

يحدد تاريخ افتتاح دورة محكمة الجنايات الابتدائية بأمر من رئيس المجلس القضائي بناء على طلب النائب العام.

يقوم رئيس المجلس القضائي بضبط جدول قضايا كل دورة (يعني قائمة القضايا الجاهزة للفصل) بناء على اقتراح النيابة العامة.

ث.2.) تشكيلة محكمة الجنايات الابتدائية

تتشكل محكمة الجنايات الابتدائية من قاض برتبة مستشار بالمجلس القضائي على الأقل، رئيساً، ومن قاضيين (2) مساعدين وأربعة (4) محلفين.

يعاون محكمة الجنايات بالجلسة أمين ضبط، ويقوم بمهام النيابة العامة أمام محكمة الجنايات النائب العام أو أحد قضاة النيابة العامة. كما يوضع تحت تصرف رئيس المحكمة عون جلسة من بين موظفي المحكمة أو المجلس.

وتتشكل محكمة الجنايات الابتدائية عند الفصل في الجنايات المتعلقة بالإرهاب والمخدرات والتهرب، من القضاة فقط.

يعين القضاة الذين يشكلون تكوين محكمة الجنايات الابتدائية بموجب أمر من رئيس المجلس.

بالنسبة للمحلفين الذين يشاركون في تكوين المحكمة، فتسحب أسماؤهم عن طريق القرعة يوم الجلسة من بين قائمة اثني عشر محلفاً تضبط من القائمة السنوية

d) Le jugement par le tribunal criminel de première instance

d.1.) La préparation du jugement

En principe, la session du tribunal criminel de première instance se tient chaque trimestre. Elle peut être prolongée par une ordonnance supplémentaire. En outre, il peut être décidé, sur proposition du procureur général, de la tenue d'une ou de plusieurs sessions supplémentaires, en cas de besoin.

La date d'ouverture de la session du tribunal criminel de première instance est fixée par ordonnance du président de la Cour, sur proposition du procureur général.

Le rôle (entendre liste des affaires en état d'être jugées) de chaque session est arrêté par le président de la Cour, sur proposition du ministère public.

d.2.) Composition du tribunal criminel de première instance

Le tribunal criminel de première instance est composé d'un magistrat ayant, au moins, le grade de conseiller à la Cour, président, de deux (2) magistrats assesseurs et de quatre (4) jurés.

A l'audience, le tribunal est assisté d'un greffier. Les fonctions de ministère public sont exercées par le procureur général ou par un magistrat du parquet. Un agent de la Cour ou du tribunal y fait office d'huissier d'audience.

Le tribunal criminel de première instance est composé, uniquement de magistrats, lorsqu'il statue sur les crimes de terrorisme, de stupéfiants et de contrebande.

Les magistrats constituant la formation du tribunal criminel de première instance sont désignés par ordonnance du président de la Cour.

Quant aux assesseurs jurés, ils sont tirés au sort le jour de l'audience sur une liste de douze (12) assesseurs jurés, arrêtée à partir de la liste annuelle établie par une commission ad

- يمكنه القيام بأي إجراء من شأنه أن يظهر الحقيقة.

ت.3.) انتهاء التحقيق (المادة 162 وما بعدها من قانون الإجراءات الجزائية)

يقوم قاضي التحقيق بمجرد اعتباره للتحقيق منتهياً بإرسال الملف لوكيل الجمهورية بموجب أمر إبلاغ لتمكين الأخير من الإدلاء برأيه، وعلى وكيل الجمهورية تقديم طلباته خلال عشرة (10) أيام على الأكثر.

بعد ذلك، يحدّد قاضي التحقيق مآل القضية. ويتصرف بموجب أوامر. إذا رأى قاضي التحقيق أن الوقائع لا تكون جنائية أو جنحة أو مخالفة أو أنه لا توجد دلائل كافية ضد المتهم، أصدر أمراً بالآ وجه لمتابعة المتهم. ويخلى سبيله في الحال رغم استئناف وكيل الجمهورية، ما لم يكن محبوساً لسبب آخر. ويبيت قاضي التحقيق في نفس الوقت في شأن رد الأشياء المحجوزة.

إذا رأى قاضي التحقيق أن الوقائع تكون مخالفة أو جنحة امر بإحالة الدعوى على قسم المحكمة المختص.

إذا رأى قاضي التحقيق أن الوقائع تكوّن جنائية يأمر بإرسال ملف الدعوى وقائمة أدلة الإثبات بمعرفة وكيل الجمهورية بغير تمهل إلى النائب العام لدى المجلس القضائي لإخطار عرفة الاتهام للتحقيق على درجة ثانية.

ت.4.) إحالة المتهم أمام محكمة الجنايات الابتدائية

إذا رأت غرفة الاتهام أن الوقائع المنسوبة إلى المتهم تكوّن جنائية، فإنها تقضي بإحالة المتهم أمام محكمة الجنايات الابتدائية، ولها أيضاً أن ترفع إلى تلك المحكمة قضايا الجرائم المرتبطة بتلك الجنائية.

- peut prendre tout acte d'instruction utile à la manifestation de la vérité.

c.3.) La fin de l'instruction (art.162 et suivants du code de procédure pénale)

Aussitôt qu'il estime l'information terminée, le juge d'instruction communique le dossier au procureur de la république par une ordonnance de soit-communiqué pour permettre à ce dernier de donner son avis. Le procureur de la république doit y répondre dans les dix (10) jours au plus tard.

Suite à quoi, le juge d'instruction décide des suites à donner à l'affaire. Il le fait par ordonnance. Si le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou qu'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il rend une ordonnance de non-lieu. L'inculpé provisoirement détenu est mis en liberté immédiatement nonobstant appel du procureur de la République, à moins qu'il ne soit détenu pour autre cause. Le juge d'instruction statue en même temps sur la restitution des objets saisis.

Si le juge d'instruction estime que les faits constituent un délit ou une contravention, il renvoie l'affaire devant la section du tribunal compétente.

S'il estime que les faits constituent une infraction qualifiée crime par la loi, il ordonne que le dossier de la procédure et un état des pièces à conviction soient transmises sans délai, par le procureur de la République au procureur général en vue de saisir la chambre d'accusation pour l'instruction en second degré.

c.4.) Le renvoi de l'accusé devant le tribunal criminel de première instance

Lorsque la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de l'inculpé constituent une infraction qualifiée crime par la loi, elle prononce le renvoi de l'accusé devant le tribunal criminel de première instance. Elle peut saisir également cette juridiction d'infractions connexes.

hoc, présidée par le président de la Cour.

d.3.) Formalités préalables

Au préalable, si l'accusé est détenu, il lui est fait notification de l'arrêt de renvoi par le greffier de l'établissement pénitentiaire, s'il n'en a pas déjà reçu notification. Copie du dit arrêt lui est remise.

Huit (8) jours au moins avant l'ouverture des débats du tribunal criminel de première instance, le président de cette juridiction interroge l'accusé sur son identité, s'assure qu'il a reçu notification de l'arrêt de renvoi et, dans le cas contraire, il lui en remet copie. L'accusé est invité par le président à choisir un avocat pour l'assister dans sa défense. Si l'accusé n'en choisit pas, il lui en désigne un d'office. Du tout, il est dressé procès-verbal qui est signé par le président, le greffier, l'accusé et, le cas échéant, l'interprète. Si l'accusé ne peut ou ne veut signer le procès-verbal, il en fait mention.

La liste des assesseurs jurés de session est notifiée à l'accusé, au plus tard, l'avant-veille de l'ouverture des débats.

d.4.) L'ouverture de la séance (ouverture de la session)

Aux lieu, jour et heure fixés pour l'ouverture des débats, le tribunal criminel de première instance prend séance. Après l'entrée en salle des magistrats et en présence du greffier, le président déclare la séance ouverte. Il fait introduire en salle l'accusé sous garde mais démenotté.

S'il décide de reporter l'affaire pour quelque motif que ce soit, il doit statuer sur la demande de mise en liberté de l'accusé.

S'il décide de poursuivre les débats, il ordonne au greffier de procéder à l'appel des assesseurs jurés inscrits sur la liste. Le président procède ensuite au tirage au sort des quatre assesseurs jurés appelés à siéger aux côtés des magistrats professionnels. Chacune des parties a le droit de récuser le nombre de jurés que la loi lui permet. Au moment où

التي تعدها لجنة خاصة برأسها رئيس المجلس.

ث.3.) الإجراءات الأولية

يبلغ قرار الإحالة على محكمة الجنايات الابتدائية للمتهم المحبوس بواسطة أمانة ضبط المؤسسة العقابية، ما لم يسبق تبليغه بذلك. وبعد تبليغه، تسلم له نسخة من هذا القرار.

ثمانية (8) أيام على الأقل قبل انعقاد الجلسة، يقوم رئيس محكمة الجنايات الابتدائية أو القاضي الذي يفوضه باستجواب المتهم المتابع بجناية عن هويته ويتحقق مما إذا كان قد تلقى تبليغا بقرار الإحالة، فإن لم يكن قد بلغ به سلّمت إليه نسخة منه ويكون لتسليم هذه النسخة أثر التبليغ، ويطلب الرئيس من المتهم اختيار محام للدفاع عنه، فإن لم يقم المتهم باختيار محاميا عين له الرئيس من تلقاء نفسه محاميا. يحرر محضر بكل ذلك يوقع عليه كل من الرئيس والكاّتب والمتهم، وعند الاقتضاء المترجم، فإذا لم يكن في استطاعة المتهم التوقيع أو امتنع عنه، ذكر ذلك في المحضر.

تبلغ للمتهم قائمة المحلفين المعيّنين للدورة في موعد لا يتجاوز اليومين السابقين على افتتاح المرافعات.

ث.4.) افتتاح الجلسة (افتتاح الدورة)

في المكان واليوم والساعة المحددة لافتتاح الجلسة، تتعقد محكمة الجنايات الابتدائية. بعد دخول القضاة قاعة الجلسات حيث يكون أمين الضبط حاضرا، يعلن الرئيس افتتاح الجلسة، ثم يأمر بإدخال المتهم إلى القاعة، فيدخل تحت حراسة ولكن بدون قيد.

إذا قرر تأجيل القضية لأي سبب، فيجب عليه أن يفصل في طلب الإفراج عن المتهم.

إذا قرر مواصلة السير في الدعوى أمر كاّتب الجلسة بالمناداة على المحلفين المقيدين في القوائم المعدة طبقا للقانون. يقوم الرئيس، بعد ذلك، بإجراء القرعة على المحلفين المستدعين للجلوس بجانب قضاة المحكمة. يجوز أولاً للمتهم أو لمحاميّه ثم من بعده للنيابة العامة وقت استخراج أسماء المحلفين

les noms des jurés sortent de l'urne, l'accusé ou son avocat d'abord, le représentant du ministère public ensuite, peuvent récuser, le premier, trois jurés et le second deux jurés. La récusation n'est pas motivée.

Lorsque les assesseurs jurés ont pris place à côté des magistrats, le président leur fait prêter le serment selon la formule suivante :

«Vous jurez et promettez devant Dieu et devant les hommes d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les charges qui seront portées contre X (nom de l'accusé), de ne trahir ni les intérêts de l'accusé, ni ceux de la société qui l'accuse, de ne communiquer avec personne jusqu'à votre déclaration, de n'écouter ni la haine ni la méchanceté, ni la crainte ou l'affection et de décider d'après les charges et les moyens de la défense, suivant votre conscience et votre intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre, et de conserver le secret des délibérations, même après cessation de vos fonctions ».

d.5.) Publicité des débats

Les audiences du tribunal criminel de première instance sont publiques à moins que la publicité ne porte atteinte à l'ordre public ou aux mœurs publiques. Dans ce cas, le tribunal déclare le huis clos par un jugement rendu en audience publique. Toutefois, le président peut interdire l'accès de la salle d'audience aux mineurs. Si le huis clos a été ordonné, le jugement sur le fond doit être prononcé en audience publique.

d.6.) Les débats

L'audience se poursuit sans interruption jusqu'au prononcé du jugement, Elle peut être interrompue pour le repos des magistrats ou des parties.

Le président a la police d'audience, en ce sens qu'il est investi d'un pouvoir absolu pour assurer le bon déroulement de l'audience, imposer le respect du tribunal et prendre toutes mesures qu'il estime utile à la manifestation de la vérité.

من صندوق القرعة، أن يقوم المتهم برد ثلاثة من المحلفين والنيابة برد اثنين. ويكون الرد بغير إبداء أسباب.

عندما يأخذ المحلفون أماكنهم إلى جانب القضاة، يطلب منهم الرئيس أن يؤدوا اليمين القانونية حسب الصيغة التالية:

«تحلفون وتتعهدون أمام الله وأمام الناس بأن تمحصوا بالاهتمام البالغ غاية الدقة ما يقع من دلائل اتهام على عاتق فلان (يذكر اسم المتهم) وألا تبخسوه حقوقه أو تخونوا عهود المجتمع الذي يتهمه، وألا تخابروا أحدا ريثما تصدرون قراركم، وألا تستمعوا إلى صوت الحقد أو الخبث أو الخوف أو الميل، وأن تصدروا قراركم حسبما يستبين من الدلائل ووسائل الدفاع وحسبما يرتضيه ضميركم ويقتضيه اقتناعكم الشخصي بغير تحيز وبالحزم الجدير بالرجل النزيه الحر، وبأن تحفظوا سر المداولات حتى بعد انقضاء مهامكم.

ث.5.) علنية المحاكمة

جلسات محكمة الجنايات الابتدائية علنية، ما لم يكن في علنيّتها مساس بالنظام العام أو الآداب العامة، وفي هذه الحالة تصدر المحكمة حكما علنيا بعقد جلسة سرية غير أن للرئيس أن يحظر على القصر دخول قاعة الجلسة، وإذا تقررّت سرية الجلسة يصدر الحكم في الموضوع في جلسة علنية.

ث.6.) المناقشات

تتواصل جلسة المحكمة دون انقطاع إلى حين صدور الحكم، ويجوز إيقافها لراحة القضاة أو الأطراف.

ضبط الجلسة وإدارة المرافعات منوطان بالرئيس. وللرئيس سلطة كاملة في ضبط حسن سير الجلسة وفرض الاحترام الكامل لهيئة المحكمة واتخاذ أي إجراء يراه مناسباً لإظهار الحقيقة.

2) هل كان المتهم مسؤولاً جزائياً أثناء ارتكابه الفعل المنسوب إليه ؟

ويجب أن تطرح في الجلسة جميع الأسئلة التي تجيب عنها المحكمة ما عدا السؤال الخاص بالظروف المخففة الذي يطرح فقط أثناء المداولة عندما يكون الجواب على سؤال المتعلق بالإدانة بالإيجاب. عندها فقط يطرح السؤال حول ما إذا كان يمكن للمتهم الاستفادة من الظروف المخففة أم لا. إذا كان الجواب بنعم لظروف المخففة، يتم تخفيض العقوبة حسب سلم حدده قانون العقوبات (المادة 53 وما بعدها). أما إذا كان الجواب سلبياً، فستتم معاقبة المتهم دون إفادته بهذا التخفيض.

يتلو الرئيس قبل أن ينسحب من قاعة الجلسة التعليمات الآتية التي تعلق، فضلاً عن ذلك، بحروف كبيرة في أظھر مكان من غرفة المداولة (المادة 307 من قانون الإجراءات الجزائية):

«إن القانون لا يطلب من القضاة أن يقدموا حساباً عن الوسائل التي بها قد وصلوا إلى تكوين اقتناعهم، ولا يرسم لهم قواعد بها يتعين عليهم أن يخضعوا لها على الأخص تقدير تمام أو كفاية دليل ما، ولكنه يأمرهم أن يسألوا أنفسهم في صمت وتدبر، وأن يبحثوا بإخلاص ضمائرهم في أي تأثير قد أحدثته في إدراكهم الأدلة المسندة إلى المتهم وأوجه الدفاع عنها ولم يضع لهم القانون سوى هذا السؤال الذي يتضمن كل نطاق واجباتهم»: «هل لديكم اقتناع شخصي؟»

بعد ذلك، يأمر الرئيس بإخراج المتهم من قاعة الجلسة، ويستدعي المكلف بالمحافظة على النظام (المسؤول الأمني)، ويأمره بحراسة المنافذ المؤدية إلى غرفة المداولة حتى لا يتسنى لأحد أن ينفذ إليها لأي سبب من الأسباب بدون إذن الرئيس.

ج) الحكم

بعدها، يعلن الرئيس رفع الجلسة وتنسحب المحكمة إلى

2) l'accusé était-il pénalement responsable lors de la commission des faits qui lui sont reprochés ?

Toutes les questions auxquelles aura à répondre le tribunal criminel doivent être posées à l'audience, à l'exclusion, de celles portant sur les circonstances atténuantes qui ne sont posées que lorsque la réponse à la question sur la culpabilité de l'accusé a été affirmative lors du délibéré. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'est posée la question pour savoir si l'accusé peut bénéficier ou non des circonstances atténuantes. Si la réponse est affirmative, l'atténuation de la peine est prononcée selon une échelle fixée par le code pénal (art. 53 et suivants). Si la réponse est négative, l'accusé sera condamné sans bénéficier de cette réduction.

Avant que le tribunal ne se retire, le président donne lecture de l'instruction suivante, qui est, en outre affichée en gros caractères, dans le lieu le plus apparent de la chambre des délibérations (art.307 du code de procédure pénale)

«La loi ne demande pas compte au juges des moyens par lesquels ils se sont convaincus ; elle ne leur prescrit pas de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve ; elle leur prescrit de s'interroger eux-mêmes, dans le silence et le recueillement et de rechercher, dans la sincérité de leur conscience, quelle impression ont fait sur leur raison, les preuves rapportées contre l'accusé, et les moyens de sa défense. La loi ne leur fait que cette question, qui renferme toute la mesure de leurs devoirs » : «Avez-vous une intime conviction ? »

Le président fait retirer l'accusé de la salle d'audience. Il invite le chef de service de l'ordre à faire garder les issues de la chambre des délibérations, dans laquelle nul ne pourra pénétrer pour quelle que cause que ce soit sans l'autorisation du président.

e) Jugement

Le président déclare l'audience suspendue et le tribunal se retire dans la salle des délibérations. Au

وله بصفة خاصة أن يأمر بحضور الشهود الذين لم يسبق استدعاؤهم إذا تبيّن من خلال المناقشة أن سماعهم ضروري لإظهار الحقيقة، وإذا اقتضى الأمر باستعمال القوة العمومية لهذا الغرض. ولا يحلف اليمين الشهود الذين يُستدعون بموجب السلطة التقديرية لرئيس الجلسة، والذين يُسمعون على سبيل الاستدلال.

يُحظر المتهم بالجلسة مطلقاً من كل قيد ومصحوباً بحارس فقط. يأمر الرئيس كاتب الجلسة بأن ينادي الشهود الذين يتعين انسحابهم إلى القاعة المخصصة لهم. ولا يخرجون منها إلاّ للإدلاء بشهادتهم. بعد ذلك يأمر الرئيس كاتب الجلسة بتلاوة قرار الإحالة، ثم يستجوب المتهم ويتلقى تصريحاته.

بمجرد انتهاء التحقيق بالجلسة، يتم الاستماع إلى الطرف المدني أو محاميه. ثم يقدم ممثل النيابة العامة طلباته. وأخيراً، يأتي دور المتهم، من خلال محاميه، لتقديم وسائل دفاعه.

يسمح للطرف المدني ولممثل النيابة العامة بالرد، ولكن تبقى الكلمة الأخيرة للمتهم ومحاميه دائماً.

ث.7.) إقفال باب المرافعة

بعد انتهاء التحقيق بالجلسة، وكانت كل الأطراف قد أخذت الكلمة، كل فيما يخصه، يقرر الرئيس إقفال باب المرافعات ويتلو الأسئلة الموضوعية، ويضع سؤالاً عن كل واقعة معينة في منطوق قرار الإحالة، ويكون هذا السؤال في الصيغة الآتية: هل المتهم مذنب بارتكاب الواقعة كذا؟

كل ظرف مشدد، وعند الاقتضاء، كل عذر وقع التمسك به، يكون محل سؤال مستقل.

إذا تم الدفع بانعدام المسؤولية الجزائية، أو تبين للرئيس ذلك، يستبدل السؤال الرئيسي بالسؤالين الآتيين:

1) هل قام المتهم بارتكاب هذه الواقعة ؟

Il peut, notamment, ordonner la comparution de témoins qui n'ont pas été antérieurement convoqués et dont la comparution s'avère, au vu des débats, nécessaire à la manifestation de la vérité, au besoin par la force publique. Les témoins appelés dans ces conditions ne prêtent pas serment. Ils sont entendus à titre de simple renseignements.

L'accusé comparait à l'audience libre de tout lien et seulement accompagné de gardes. Le président ordonne au greffier de faire l'appel des témoins qui doivent se retirer dans la salle qui leur est destinée. Ils n'en sortent que pour déposer. Le président ordonne ensuite au greffier de faire lecture de l'arrêt de renvoi. Après quoi, il procède à l'interrogatoire de l'accusé et reçoit ses déclarations

Une fois l'instruction à l'audience terminée, la partie civile ou son avocat est entendue. Ensuite, le représentant du ministère public prend ses réquisitions. Enfin, c'est au tour de l'accusé, par le biais de son avocat, de présenter ses moyens de défense.

La réplique est permise à la partie civile et au ministère public, mais l'accusé et son avocat auront toujours la parole les derniers.

d.7.) Clôture des débats

Dès que l'instruction à l'audience est terminée et toutes les parties ont pris la parole, chacun en ce qui le concerne, Le président déclare les débats clos et donne lecture des questions à poser. Une question est posée sur chaque fait spécifié dans le dispositif de l'arrêt de renvoi. Cette question est posée sous la forme suivante : « l'accusé est-il coupable d'avoir commis tel fait ? ».

Chaque circonstance aggravante et, le cas échéant, chaque excuse invoquée font l'objet d'une question distincte.

Lorsque l'irresponsabilité pénale est invoquée, ou lorsqu'elle est retenue par le président, la question principale est remplacée par les deux questions suivantes :

1) l'accusé a-t-il commis tel fait?,

العود قد يكون عاما أو خاصا، دائما أو مؤقتا:

- عاما : يوجد في حالة الجريمتين غير المماثلتين، أي ولو كانتا ذات طبيعة مختلفة.

- خاصا : يوجد إذا كانت الجريمتان مماثلتين ، أي من نفس الفئة.

- دائما : موجود مهما كانت المدة بين الجريمتين.

- مؤقتا : لا يوجد إلا إذا ارتكبت الجريمة الثانية خلال فترة معينة تبدأ من تاريخ انقضاء العقوبة الأولى.

يتناول قانون العقوبات كيفية تطبيق هذه الحالات المختلفة، وقد خصص ذات القانون قسما كاملا لمسألة العود (المواد 54 مكرر وما بعدها).

رد اعتبار المحكوم عليهم

رد الاعتبار هو شكل من أشكال الصفح الذي يسمح للشخص المحكوم عليه بسبب ارتكابه لجريمة بعدم مواجهته بإدانته واستعادته لجميع حقوقه. ويُترجم ذلك في محو إدانته من صحيفة السوابق القضائية الخاصة به.

بموجب أحكام المادة 676 من قانون الإجراءات الجزائية، يجوز رد اعتبار كل شخص محكوم عليه لجناية أو جنحة من جهة قضائية بالجزائر.

يمحو رد الاعتبار، بالنسبة للمستقبل كل آثار الإدانة العادلة وما نجم عنها من حرمان الأهلية.

هناك شكلان من رد الاعتبار:

- **رد الاعتبار بقوة القانون**، الذي يتم تلقائيا بعد مدة معينة تبعا لطبيعة الإدانة، شريطة ألا تكون عقوبات جديدة قد صدرت ضد المعني بسبب جنحة أو جناية.

- **رد الاعتبار القضائي**، وهو الذي يصدر عن غرفة الاتهام، على العموم، بطلب من المحكوم عليه، وذلك لتقليص مدة رد الاعتبار بقوة القانون.

La récidive peut être générale ou spéciale, perpétuelle ou temporaire :

- **Générale**: elle existe pour les deux infractions, même de nature différente.

- **Spéciale**: elle existe si les deux infractions sont similaires, c'est-à-dire de la même catégorie.

- **Perpétuelle**: elle existe quel que soit le délai qui sépare les deux infractions.

- **Temporaire**: elle existe seulement si la seconde infraction est commise dans un certain délai qui court depuis l'expiration de la première peine.

Les applications de ces différents cas sont traitées par le code pénal qui a consacré toute une section à la question de la récidive (art. 54 bis et suivants).

Réhabilitation des condamnés

La réhabilitation est une forme de pardon qui permet à une personne condamnée pénalement de ne plus se voir opposer sa condamnation et d'être rétablie dans tous ses droits. Cela se traduit par l'effacement de la condamnation du casier judiciaire.

Aux termes de l'article 676 du code de procédure pénale, toute personne condamnée pour crime ou délit par une juridiction d'Algérie peut être réhabilitée.

La réhabilitation efface, pour l'avenir, les effets d'une juste condamnation et les incapacités qui en résultent.

Il y a deux formes de réhabilitation :

- **la réhabilitation de plein droit** qui a lieu automatiquement après un laps de temps qui dépend de la nature de la condamnation, sous réserve de l'absence de nouvelles condamnations correctionnelles ou criminelles ;

- **la réhabilitation judiciaire**, prononcée par la chambre d'accusation, qui résulte d'une demande, en général du condamné, pour abréger le délai de réhabilitation automatique de plein droit.

غرفة المداولة. وخلال المداولة، تكون أوراق الدعوى تحت تصرف المحكمة.

يتداول أعضاء محكمة الجنايات الابتدائية، وبعد ذلك يصوتون بأوراق تصويت سرية وبواسطة اقتراع على حدة عن كل سؤال من الأسئلة الموضوعة، وعن الظروف المخفة التي يلتزم الرئيس بطرحها عندما تكون قد ثبتت إدانة المتهم، وتعد في صالح المتهم أوراق التصويت البيضاء أو التي تقرر أغلبية الأعضاء بطلانها.

تصدر جميع الأحكام بالأغلبية.

في حالة الإجابة بالإيجاب على سؤال إدانة المتهم، تتداول محكمة الجنايات في تطبيق العقوبة، وبعد ذلك تؤخذ الأصوات بواسطة أوراق تصويت سرية بالأغلبية البسيطة.

بعد المداولة، تعود المحكمة إلى قاعة الجلسة، وينادي الرئيس على الأطراف ويستحضر المتهم، ويتلو الإجابات التي أعطيت عن الأسئلة، يشير إلى مواد القانون التي طبقت والتي ينوه عنها في الحكم ثم ينطق بالحكم.

بعد أن ينطق رئيس محكمة الجنايات بالحكم ينبه المحكوم عليه بأن له مدة عشرة (10) أيام كاملة، منذ اليوم الموالي للَنطق بالحكم، للطعن فيه بالاستئناف.

إذا تم تقديم الاستئناف وقُبل، تُستأنف القضية وتعاد محاكمة المتهم من جديد أمام محكمة الجنائية الاستئنافية.

عود، انتكاس

العود هو العودة إلى الإجرام، أي تكرار ارتكاب جريمة مماثلة أو وثيقة الصلة بالجريمة التي ارتكبها المذنب سابقا، وتكون من نفس فئة الجريمة التي سبقت إدانته بها بشكل نهائي. والعود هو سبب في تشديد العقوبة على المذنب الذي يعود لارتكاب الجريمة ثانية بعد إدانته النهائية الأولى.

لتحديد العود، صنفّت المادة 57 من قانون العقوبات جرائم مماثلة في ست فئات. وهكذا، وعلى سبيل المثال، فقد صنفّت في نفس الفئة: اختلاس الأموال العمومية أو الخاصة، السرقة، الإخفاء، النصب، خيانة الأمانة والفساد.

cours de la délibération, les pièces de la procédure sont mises à la disposition du tribunal.

Les membres du tribunal criminel de première instance délibèrent, puis votent par bulletins secrets et par scrutin distinct sur chacune des questions posées, et sur les circonstances atténuantes que le président est tenu de poser chaque fois que la culpabilité de l'accusé a été reconnue. Les bulletins blancs ou déclarés nuls par la majorité sont comptés favorables à l'accusé.

Toutes les décisions se forment à la majorité.

En cas de réponse affirmative sur la question de culpabilité, le tribunal criminel délibère sur l'application de la peine, puis vote par bulletin secret à la majorité simple.

Après délibération, le tribunal reprend la salle d'audience. Le président fait appeler les parties, fait comparaître l'accusé, donne lecture des réponses faites aux questions, cite les textes de loi dont il est fait application et prononce la sentence.

Après avoir prononcé le jugement et si l'accusé a été condamné, le président du tribunal criminel de première instance avertit le condamné qu'à compter du jour suivant le prononcé, il dispose d'un délai de dix (10) jours francs pour interjeter appel.

Si l'appel est interjeté et qu'il est accepté, l'affaire est reprise et l'accusé est jugé à nouveau par le tribunal criminel d'appel.

Récidive

La récidive est la réitération d'une infraction similaire ou proche, c'est-à-dire de la même catégorie qu'une infraction pour laquelle la personne concernée a été précédemment et définitivement condamnée. La récidive est une cause d'aggravation de la peine pour un délinquant qui commet une seconde infraction après une première condamnation définitive.

Pour la détermination de la récidive, l'article 57 du code pénal a réuni les infractions similaires dans six catégories. Ainsi, par exemple, sont de la même catégorie : le détournement de deniers publics ou privés, le vol, le recel, l'escroquerie, l'abus de confiance et la corruption.

أو المجلس القضائي، أي المكان الذي تتم فيه المناقشات النهائية قبل المداولة في الحكم الذي سيصدر. فهي مساحة مرتبة بحيث يجد كل واحد مكانه. هناك حاجز(بار) يرسم الحدود بين الجمهور وهيئة الحكم، وهو الحاجز الفاصل بين المكان الذي يجلس فيه القضاة والجمهور. توجد على المنصة طاوولات مثبتة: الطاولة الخاصة بقضاة الحكم وهي طويلة نسبيا ومستطيلة الشكل، وتلك الخاصة بممثل النيابة العامة وطاولة أخرى لأمين الضبط. في أسفل المنصة وعلى اليسار، تم تثبيت طاوولات ومقاعد محامي الأطراف المدنية، أولئك الذين يدافعون عن مصالح الضحايا أو ذوي حقوقهم، وعلى اليمين تلك المخصّصة لمحامي الدفاع أي الذين يدافعون عن المتهمين سواء أمام محكمة الجنج أو محكمة الجنايات. وفي خلف كل ذلك توجد مقاعد الجمهور على جانبي الرواق الذي يؤدي إلى فضاء المحاكمة. كل هذا منظم حول محور التناظر: كرسي الرئيس / حاجز الفصل(بار) / والرواق الذي يتوسط مقاعد الجمهور. فالمقعد الذي يجلس فيه المتهم هو وحده المعزول بمحاذاة مقاعد محامي الدفاع، بحيث يسهل التواصل بينهم. هناك كرسي غير مثبت مخصّص لحاجب الجلسة، وهو موظف تابع للمحكمة أو للمجلس القضائي، حسب الحال، يتم وضعه تحت تصرف رئيس الجلسة لغرض أي عمل. عادة، يتم تخصيص مقعد للصحافة. إذا لم يكن الأمر كذلك، فيجب على الإعلامي أن يتقدم إلى الأمام ليجد مكانا في الصفوف الأمامية الأولى المخصّصة للجمهور.

الأخلاقيات داخل قاعة الجلسات

قاعة الجلسات لها طقوسها ويتعيّن مراعاتها. لا ينبغي الدخول إليها بشكل متهور. عندما يُطلب من شخص ما حضور جلسة من جلسات المحاكمة، يجب عليه أن يذهب إليها مرتديا برداء لائق. على سبيل المثال، من غير المحبذ ارتداء صدار داخلي بلا أكمام (débardeur)أو سروال قصير (short). فهذا يعطي انطباعا سيئا عن الشخص. إذا كنت ترتدي نظارة شمسية أو قبعة، يجب عليك إزالتها قبل دخول قاعة الجلسات، باستثناء النظرات الطبية. قبل الدخول، يجب عليك إيقاف تشغيل هاتفك الخلوي. لا يجوز وضعه حتى في وضع الاهتزاز أو الوضع الصامت. إذا رأى الرئيس أنك تتسلى بهاتفك، فإنه سيأمر بطردك من القاعة. يحظر مضغ العلكة أو الأكل أو الشرب في قاعة الجلسات. بمجرد دخولك إلى القاعة، عليك أن تجلس على مقعد من المقاعد المخصص للجمهور وتنتظر بهدوء وصبر واهتمام حتى تتم المنادة على اسمك. فالقضايا مرتبة ترتيبا رقميا، فمن الضروري الانتظار حتى

Cour tient séance, c’est-à-dire le lieu où l’on mène les derniers débats avant le délibéré sur la décision à prendre. C’est un espace aménagé où chacun trouve sa place. Une barrière dessine la frontière entre le public et les membres de la juridiction, c’est la barre de séparation entre l’espace où siègent les magistrats et le public. Sur l’estrade sont installées des tables : celle des juges, relativement longue et de forme rectangulaire, celle du parquetier et celle du greffier. En bas de l’estrade et à gauche, sont installées les tablettes et les bancs des avocats des parties civiles, ceux qui défendent les intérêts des victimes ou de leurs ayants droit, et à droite celles des avocats de la défense, ceux qui défendent les prévenus devant le tribunal correctionnel ou les accusés devant le tribunal criminel. Derrière, d’un côté et de l’autre d’un couloir conduisant vers l’espace des débats, sont installés les bancs du public. Tout cela est organisé autour de l’axe de symétrie : président/barre/couloirs séparant les rangées du public. Le banc où s’assoit le prévenu ou l’accusé est seul isolé du côté des tablettes des avocats de la défense, de sorte que la communication entre eux soit facile. Une chaise amovible est réservée à l’huissier d’audience, un fonctionnaire du tribunal ou de la cour, selon le cas, mis à la disposition du président de l’audience pour une quelconque diligence. Normalement, un banc est réservé aux gens de la presse. S’il n’en est pas ainsi, il faut s’arranger pour avancer et s’asseoir aux premières rangées réservées au public.

L’éthique à l’intérieur de la salle d’audience

La salle d’audience a ses rites. On n’y entre pas frivolement. Lorsqu’on est tenu de se présenter à une audience, on doit être habillé de façon correcte. On ne doit pas, par exemple, porter de débardeur ou de short. Cela donne une mauvaise impression sur la personne concernée. Si l’on porte des lunettes de soleil ou un chapeau, on doit les enlever avant d’entrer dans la salle d’audience, sauf les lunettes de vue. Avant d’y entrer, il faut éteindre son téléphone portable. Il n’est pas permis de le mettre même en mode de vibration ou silencieux. Si le président vous voit tripoter votre téléphone, il ordonnera sûrement votre expulsion de la salle. Il est interdit de mâcher du chewing-gum, de manger ou de boire dans la salle d’audience. Une fois à l’intérieur de la salle, il faut s’asseoir sur un banc réservé au public et attendre tranquillement, patiemment et attentivement que son nom soit appelé. Les affaires sont classées par ordre numérique, il faut attendre que l’on annonce

براءة أو تبرئة أمام محكمة الجنج أو المخالفات

تعبير يدل على حكم محكمة جزائية غير محكمة الجنايات الذي صرح بأن المتهم بجنحة أو بمخالفة الذي مثل أمامها غير مذنب بارتكابه الأفعال المنسوبة إليه. وبالتبرئة يصبح الشخص المتابع خارج الاتهام.

عريضة افتتاح دعوى

هي، في القضايا المدنية والإدارية، الوثيقة المكتوبة التي بموجبها يقوم الشخص المسمى «المدعي» برفع دعوى قضائية ضد شخص آخر (أو أكثر) يُسمى «المدعى عليه» (أو المدعى عليهم)، من أجل أن يُعترف له بحق أو، حسب الحال، أن يحصل على تعويض.

جبة الجلسة أو الجبة المهنية

جبة الجلسة أو الجبة المهنية هي الرداء المتّسع والطويل الذي يرتديه القضاة والمحامون وأمناء الضبط أثناء جلسات المحاكمة.

جبة القاضي، وجبة المحامي وتلك التي يرتديها أمين الضبط تتميز إحداها عن الأخرى: فجبة المحامي المعتمد لدى المجلس سوداء اللون ومُزَيّنة بباقة بيضاء؛ عندما يُعتمد لدى المحكمة العليا ومجلس الدولة، يتغيّر لون باقة جبته، فيتحول إلى اللون الأحمر. جيب قضاة المحاكم سوداء اللون ومزينة بباقات خضراء، وتلك التي يرتديها قضاة المجلس تحمل باقات بيضاء. جيب أمناء الضبط هي مثل التي يرتديها قضاة المحاكم، لكن لا تحمل باقات. أما تلك التي بلبسها قضاة المحكمة العليا ومجلس الدولة، فهي حمراء اللون وتتألف من أربعة عناصر: التوجة Toge ، وهي الرداء الوافر، والكثفية، وهي سببية من قماش مُزَيّنة بوبر أبيض وثابتة على الكتف الأيسر من الجبة، تزينها الباقة التي هي عبارة عن ربطة واسعة وحمراء اللون، وأخيرا مطويان بلون أسود على كلا الجانبين.

قاعة الجلسات

تعريف وترتيب

قاعة الجلسات هي القاعة التي تتعقد فيها جلسات المحكمة

Relaxe

La relaxe est une décision prise par une juridiction répressive, autre que le tribunal criminel, qui déclare non coupable le prévenu traduit devant elle Par la relaxe, la personne poursuivie est mise hors de cause.

Requête introductive d’instance

En matière civile et administrative, la requête introductive d’instance est le document écrit par lequel une personne, demandeur introduit une action en justice contre une personne (ou plusieurs), appelé(s) le(s) défendeur(s), afin de faire reconnaître un droit et, selon le cas, obtenir un dédommagement.

Robe d’audience ou robe professionnelle

La robe d’audience ou la robe professionnelle est le vêtement ample et long que portent les magistrats, les avocats et les greffiers au cours des audiences.

La robe du magistrat, celle de l’avocat et celle du greffier sont des habits qui se distinguent l’un de l’autre : la robe de l’avocat près la Cour est de couleur noire et ornée d’un rabat blanc. Quand il est agréé à la Cour suprême et au Conseil d’Etat, le rabat de sa robe change de couleur ; il devient rouge. Les robes des magistrats des tribunaux sont de couleur noire et ornées de rabats verts, celles des magistrats des Cours portent des rabats blancs. Les robes des greffiers sont comme celles des magistrats des tribunaux mais ne portent pas de rabats. Les robes des magistrats de la Cour Suprême, du Conseil d’Etat et du Tribunal des conflits sont de couleur rouge et composées de quatre éléments : la toge, qui est le grand habit, l’épitoge, qui est une bande d’étoffe garnie de poils blancs, fixée à l’épaule gauche de la robe, le rabat qui est une large cravate, et deux revers de part et d’autre, de couleur noire.

Salle d’audience

Définition et agencement

La salle d’audience est la salle où un tribunal ou une

le numéro de son affaire suivi des noms des parties. Il faut prendre soin de ne pas aller s’asseoir sur les bancs réservés aux avocats des parties civiles ou de la défense, même avant l’ouverture de l’audience, sinon on est vite rappelé à l’ordre par l’huissier de salle.

Saisine des juridictions

La saisine est la formalité par laquelle une partie porte son différend à la connaissance d’une juridiction pour examiner sa prétention et dire si elle est fondée ou non. C’est aussi une formalité pour requérir l’accomplissement d’une procédure, Exemple : un réquisitoire introductif du procureur de la république est une formalité de saisine nécessaire pour que le juge d’instruction puisse entamer l’information judiciaire dont il est saisi. De même, un appel interjeté contre une décision d’une section du tribunal est une formalité nécessaire pour saisir la chambre compétente de Cour

Les modes de saisine de chaque juridiction sont définies par la loi, par le code de procédure pénale en matière pénale, et par le code de procédure civile et administrative en matière civile et administrative.

On distingue quatre niveaux de saisine :

a) La saisine des tribunaux (judiciaires et administratifs)

a.1.) La saisine du tribunal de l’ordre judiciaire

Elle a lieu par le dépôt au greffe d’une requête écrite, signée et datée du demandeur, de son mandataire ou de son avocat. La requête est assortie d’autant de copies qu’il y a de parties. Cette requête est appelée «requête introductive d’instance». A peine d’irrecevabilité en la forme, elle doit contenir les mentions prévues par l’article 15 du code de procédure civile et administrative.

Immédiatement après le dépôt au greffe, elle est inscrite sur un registre ad hoc suivant l’ordre de réception avec indication des noms et prénoms des parties, le numéro de l’affaire et la date de la première audience qui est

إعلان رقم قضيتك متبوعاً بأسماء أطرافها. يجب الحرص على عدم الجلوس على المقاعد المخصصة لمحامي الأطراف المدنية أو الدفاع، حتى قبل افتتاح الجلسة، وإلا فسوف تُذكر إلى جادة الصواب بسرعة من قبل حاجب الجلسة.

إخطار الجهات القضائية

الإخطار هو الشكليّة التي بموجبها يرفع طرف ما خلافه أمام جهة قضائية لفحص ادعائه والقول ما إذا كان مؤسسا أو غير ذلك. وقد يكون الإخطار لالتماس عمل معيّن. على سبيل المثال، فالطلب الافتتاحي لإجراء التحقيق المقدم من قبل وكيل الجمهورية هو الشكليّة اللازمة ليتمكن هذا القاضي من مباشرة التحقيق في القضية التي أخطر بها. كذلك هو الأمر بالنسبة للاستئناف المرفوع ضد حكم صادر عن أحد أقسام المحكمة، فتسجيل الاستئناف هو الشكليّة الضرورية لإخطار الغرفة المختصة على مستوى المجلس.

يُحدّد القانون شكليات إخطار كل جهة قضائية. ففانون الإجراءات الجزائية هو الذي يُحدّد الشكليات التي بها تخطر الجهات القضائية الجزائية، وقانون الإجراءات المدنية والإدارية يضبط شكليات إخطار الجهات القضائية المختصة في المواد المدنية وكذا تلك المختصة بالفصل في المواد الإدارية.

هناك أربعة مستويات للإخطار:

أ) إخطار المحاكم (القضائية والإدارية)

أ.1.) إخطار المحكمة العادية

يتم ذلك عن طريق رفع الدعوى أمام المحكمة بعريضة مكتوبة، موقعة ومؤرخة، تودع بأمانة الضبط من قبل المدعي أو وكيله أو محاميه، بعدد من النسخ يساوي عدد الأطراف، وتسمى هذه العريضة بعريضة افتتاح الدعوى. يجب أن تتضمن عريضة افتتاح الدعوى، تحت طائلة عدم قبولها شكلاً، البيانات الواردة في المادة 15 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية.

تقيد العريضة حالاً في سجل خاص تبعا لترتيب ورودها، مع بيان أسماء وألقاب الخصوم ورقم القضية وتاريخ أول جلسة. يسجل أمين الضبط رقم القضية وتاريخ أول جلسة على نسخ العريضة

fixée dans un délai d’au moins vingt (20) jours à compter de la date de remise de la citation, délai augmenté de trois (3) mois si la personne citée réside à l’étranger. Le numéro de l’affaire et la date de la première audience sont portées par le greffier sur les copies à signifier au(x) défendeur(s).

Sous peine d’irrecevabilité en la forme, la requête introductive d’instance portant sur des immeubles et/ou des droits réels immobiliers doit être publiée à la conservation foncière et présentée à la première audience à laquelle l’affaire est appelée.

Le ou les défendeurs reçoivent, par voie d’huissier, la citation à comparaître qui doit comporter obligatoirement les mentions énumérées par l’article 18 du code de procédure civile et administrative. Chaque citation à comparaître est assortie d’une copie de la requête introductive d’instance.

A la date fixée dans la citation à comparaître, les parties comparaissent en personnes ou par leurs mandataires ou avocats. A partir de cette première audience, l’affaire est pilotée par le magistrat qui préside la section matériellement compétente, qui décide de toute mesure à prendre jusqu’à la mise en délibéré de l’affaire et du prononcé du jugement.

a.2.) La saisine du juge d’instruction

Le juge d’instruction est saisi:

- soit par un réquisitoire introductif (appelé aussi réquisitoire aux fins d’informer) du procureur de la république

- soit par une plainte avec constitution de partie civile de toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit.

a.3.) La saisine du Tribunal administratif

Le règlement du contentieux devant le Tribunal administratif est régi par les articles 800 à 900 du code de procédure civile et administrative.

Rappelons que les tribunaux administratifs sont les juridictions de droit commun en matière de

الافتتاحية، ويسلمها للمدعي بغرض تبليغها رسميا للخصوم. يجب احترام أجل عشرين (20) يوما على الأقل بين تاريخ تسليم التكليف بالحضور، والتاريخ المحدد لأول جلسة، ما لم ينص القانون على خلاف ذلك، ويمدد هذا الأجل أمام جميع الجهات القضائية إلى ثلاثة (3) أشهر، إذا كان الشخص المكلف بالحضور مقيما في الخارج. ويسجل أمين الضبط رقم القضية وتاريخ أول جلسة على نسخ العريضة الافتتاحية، ويسلمها للمدعي بغرض تبليغها رسميا للمدعى عليه(م).

تحت طائلة عدم قبولها شكلاً، يجب إشهار عريضة رفع الدعوى لدى المحافظة العقارية، إذا تعلقت بعقار و/أو حق عيني عقاري مشهر طبقاً للقانون، وتقديمها في أول جلسة ينادى فيها على القضية.

يستلم المدعى عليه أو المدعى عليهم، عن طريق محضر قضائي، التكليف بالحضور الذي ينبغي أن يتضمن البيانات الواردة في المادة 18 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية. ويرفق كل تكليف بالحضور بنسخة من عريضة افتتاح الدعوى.

يحضر الخصوم في التاريخ المحدد في التكليف بالحضور شخصياً أو بواسطة محاميهم أو وكلائهم. ابتداء من الجلسة الأولى، يتابع النازلة القاضي الذي يرأس القسم المختص نوعياً، والذي يقرر أي إجراء يتم اتخاذه إلى غاية المداولة في القضية وإصدار الحكم فيها.

أ.2.) إخطار قاضي التحقيق

’خطر قاضي التحقيق:

- إما بطلب إجراء التحقيق من قبل وكيل الجمهورية؛

- إما بشكوى مع الادعاء المدني من طرف كل شخص متضرر من جنة أو جنابة

أ.3.) إخطار المحكمة الإدارية

تخضع تسوية المنازعات أمام المحكمة الإدارية لأحكام المواد من 800 إلى 900 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية.

للتذكير، فإن المحاكم الإدارية هي جهات الولاية العامة في المنازعات الإدارية، وتختصّ بالفصل في

تقديم تظلم إلى الجهة الإدارية مصدر القرار في الأجل المنصوص عليه، ويعد سكوت الجهة الإدارية المتظلم أمامها عن الرد، خلال شهرين (2)، بمثابة قرار بالرفض ويبدأ هذا الأجل من تاريخ تبليغ التظلم.

وفي حالة سكوت الجهة الإدارية، يستفيد المتظلم من أجل شهرين (2)، لتقديم طعنه القضائي، الذي يسري من تاريخ انتهاء أجل الشهرين (2) المشار إليه في الفقرة أعلاه، وفي حالة رد الجهة الإدارية خلال الأجل الممنوح لها، يبدأ سريان أجل شهرين (2) من تاريخ تبليغ الرفض. يثبت إيداع التظلم أمام الجهة الإدارية بكل الوسائل المكتوبة، ويرفق مع العريضة

بمجرد الانتهاء من هذه الإجراءات وتسجيل عريضة افتتاح الدعوى وتبليغها إلى السلطة الإدارية المدعى عليها، يعين رئيس تشكيلة الحكم، القاضي المقرر الذي يحدّد، بناء على ظروف القضية، الأجل الممنوح للخصوم من أجل تقديم المذكرات الإضافية والملاحظات وأوجه الدفاع والردود، ويجوز للقاضي المقرر أن يطلب من الخصوم كل مستند أو أية وثيقة تفيد في فض النزاع، ويتابع القضية حتى تكون جاهزة للفصل.

ب) إخطار المجلس عن طريق الاستئناف

إجراءات إخطار المجلس عن طريق الاستئناف تحدّدتها احكام قانون الإجراءات المدنية والإدارية في مواده من 537 إلى 542.

تتم الإجراءات أمام المجلس القضائي بالكتابة أساسا، غير أنه يمكن للخصوم تقديم ملاحظات شفوية إضافية، ويكون تمثيل الخصوم أمام المجلس القضائي من طرف محام وجوبيا تحت طائلة عدم قبول الاستئناف، ما لم ينص قانون الإجراءات المدنية والإدارية على خلاف ذلك، كما هو الحال في مادة شؤون الأسرة والمادة الاجتماعية بالنسبة للعمال. كما تعفى الدولة والولاية والبلدية والمؤسسات العمومية ذات الصبغة الإدارية من التمثيل الوجوبي بمحام.

peut adresser une réclamation à l'autorité administrative qui l'a rendu au cours du délai susmentionné. Le silence gardé par l'autorité administrative saisie, pendant deux mois, sur une réclamation, vaut décision de rejet ; ce délai court à compter de la notification de la réclamation à cette autorité.

En cas de silence de l'autorité administrative saisie, l'intéressé dispose, pour introduire un recours contentieux d'un délai de deux (2) mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux (2) mois susmentionnée. En cas de réponse à la réclamation dans le délai qui est imparti à l'autorité administrative, le délai de deux (2) mois ne commence à courir qu'à compter de la notification du rejet. Le dépôt de la réclamation auprès de l'autorité administrative peut être établi par écrit et doit être présenté à l'appui de la requête.

Une fois ces formalités accomplies et la requête introductive d'instance enregistrée au greffe et signifiée à l'autorité administrative défenderesse, le président de la formation de jugement désigne un rapporteur qui fixe, eu égard aux circonstances de l'affaire, le délai accordé aux parties pour produire mémoires complémentaires, observations, défenses ou répliques. Il peut demander aux parties toutes pièces ou tous documents utiles à la solution du litige. Il suivra l'affaire jusqu'à ce qu'elle soit en état d'être jugée.

b) La saisine de la Cour par voie d'appel

Elle est régie par les dispositions du code de procédure civile et administrative, notamment ses articles 537 à 542.

La procédure y est essentiellement écrite, mais les parties peuvent présenter oralement des observations additionnelles. Le ministère d'avocat devant la Cour est obligatoire sous peine d'irrecevabilité de l'appel, sauf dispositions contraires prévues par le CPCA. C'est le cas, par exemple, des affaires familiales et en matière sociale lorsqu'il s'agit des travailleurs. Dans ces affaires-là, le ministère d'avocat n'est pas obligatoire. Il en est de même de l'Etat, la wilaya, la commune et les établissements publics à caractère administratif. Ces entités publiques sont également dispensées de l'obligation de représentation par avocat.

أول درجة، بحكم قابل للاستئناف في جميع القضايا، التي تكون الدولة أو الولاية أو البلدية أو إحدى المؤسسات العمومية ذات الصبغة الإدارية طرفا فيها، باستثناء مخالفات الطرق والمنازعات المتعلقة بكل دعوى خاصة بالمسؤولية الرامية إلى طلب تعويض الأضرار الناجمة عن مركبة تابعة للدولة، أو لإحدى الولايات أو البلديات أو المؤسسات العمومية ذات الصبغة الإدارية التي يؤول الاختصاص فيها إلى المحكمة العادية.

تحت طائلة عدم القبول، ترفع الدعوى امام المحكمة الإدارية بعريضة مكتوبة وموقعة من محام، ما عدا إذا تعلق الأمر بجماعة عمومية أو مؤسسة عمومية ذات الصبغة الإدارية المعفاة من التمثيل بمحام.

على غرار المحكمة العادية، ينبغي أن تتضمن عريضة افتتاح الدعوى على البيانات المنصوص عليها في المادة 15 من ق.إ.م.إ. تودع العريضة بأمانة ضبط المحكمة الإدارية مقابل دفع الرسم القضائي، ما لم ينص القانون على خلاف ذلك، وتقيد عند إيداعها بسجل خاص يمسك بأمانة ضبط المحكمة الإدارية وترقم حسب ترتيب ورودها.

يسلم أمين الضبط للمدعي وصلا يثبت إيداع العريضة، كما يؤشر على إيداع مختلف المذكرات والمستندات.

يتم التبليغ الرسمي لعريضة افتتاح الدعوى عن طريق محضر قضائي، ويتم تبليغ المذكرات ومذكرات الرد مع الوثائق المرفقة بها إلى الخصوم عن طريق أمانة الضبط تحت إشراف القاضي المقرر.

على عكس المحكمة العادية، فإن تقديم الدعوى أمام المحكمة الإدارية مشروط باحترام بعض المواعيد.

يحدد أجل الطعن أمام المحكمة الإدارية بأربعة (4) أشهر، يسري من تاريخ التبليغ الشخصي بنسخة من القرار الإداري الفردي، أو من تاريخ نشر القرار الإداري الجماعي أو التنظيمي.

يجوز للشخص المعني بالقرار الإداري،

contentieux administratif. Ils connaissent, en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat de toutes les affaires où est partie l'Etat, la wilaya, la commune ou un établissement public à caractère administratif, à l'exception des contraventions de voirie et des actions en responsabilité tendant à la réparation des dommages causés par un véhicule appartenant à l'Etat, à la wilaya, à la commune ou à un établissement public à caractère administratif, qui relèvent de la compétence du tribunal de l'ordre judiciaire.

La saisine du tribunal administratif a lieu, sous peine d'irrecevabilité, par une requête signée par un avocat, sauf lorsqu'il s'agit d'une collectivité publique ou d'un établissement public à caractère administratif, dispensés par la loi du ministère d'avocat.

Comme devant le tribunal de l'ordre judiciaire, la requête introductive d'instance doit contenir les mentions prévues à l'article 15 du CPCA. Elle est déposée au greffe du tribunal administratif contre paiement de la taxe judiciaire, sauf les cas où la loi en dispose autrement. Elle est inscrite, dès son dépôt, sur le registre dédié à cet effet suivant l'ordre de réception, et reçoit un numéro d'ordre.

Le greffier délivre au demandeur un récépissé qui constate le dépôt de la requête et vise les différents mémoires et pièces déposés.

La requête introductive d'instance est signifiée au défendeur par le demandeur par voie d'huissier, les mémoires et les répliques sont notifiés aux parties avec les pièces jointes par le greffier, sous la direction du magistrat rapporteur.

A la différence du tribunal de l'ordre judiciaire, l'introduction d'une action devant le tribunal administratif est conditionnée par le respect de certains délais.

Le délai de recours devant le tribunal administratif est de quatre (4) mois à compter de la date de la notification à personne d'une copie de l'acte administratif individuel ou de la publication de l'acte administratif collectif ou réglementaire.

La personne concernée par l'acte administratif

ت) إخطار المحكمة العليا عن طريق الطعن بالنقض

بموجب الدستور، تمثل المحكمة العليا الهيئة المقومة لأعمال المجالس القضائية والمحاكم، وتضمن توحيد الاجتهاد القضائي في جميع أنحاء البلاد وتسهر على احترام القانون. والمحكمة العليا محكمة قانون، ولكن يمكن أن تكون محكمة موضوع في الحالات المحددة في القانون، كما هو الحال بالنسبة لما هو منصوص عليه في المادة 374/4 من ق.إ.م.إ. التي تنص على أنه يجب على المحكمة العليا، أن تفصل من حيث الوقائع والقانون عند النظر في طعن ثالث بالنقض. وفي هذه الحالة، يكون قرارها قابلاً للتنفيذ.

تمارس المحكمة العليا الرقابة على الأوامر والأحكام والقرارات القضائية من حيث تطبيقها السليم للقانون واحترامها لأشكال وقواعد الإجراءات. وتبت في الطعون بالنقض ضد القرارات والأحكام الفاصلة في موضوع النزاع والصادرة في آخر درجة عن المحاكم والمجالس القضائية. وتفصل كذلك في الطعون بالنقض ضد الأحكام والقرارات الصادرة في آخر درجة، والتي تنهي الخصومة بالفصل في أحد الدفوع الشكلية أو بعدم القبول أو أي دفع عارض آخر.

يرفع الطعن بالنقض بتصريح أو بعريضة أمام أمانة ضبط المحكمة العليا، ويجوز أيضا أن يرفع الطعن بالنقض بتصريح أو بعريضة أمام أمانة ضبط المجلس القضائي الذي صدر في دائرة اختصاصه الحكم موضوع الطعن. تسجل تصريحات وعرائض الطعن بالنقض في سجل يسمى «سجل قيد الطعون بالنقض»، حسب تاريخ وصولها. ويكون هذا السجل موضوعا تحت مسؤولية أمين الضبط الرئيسي، مرقما وموقعا من طرف الرئيس الأول للمحكمة العليا، أو رئيس المجلس القضائي، حسب الحالة، الذي يراقب مسكه دوريا.

يتم التصريح بالطعن بالنقض من طرف الطاعن أو محاميه، في محضر يعده أمين الضبط الرئيسي لدى المحكمة العليا أو المجلس القضائي أو أمين الضبط الذي يفوضه لهذا الغرض، ويجب أن يتضمن المحضر البيانات الواردة في المادة 562 من ق.إ.م.إ. والتي تتعلق بهوية الأطراف وتاريخ وطبيعة القرار أو الحكم المطعون فيه.

يوقع المحضر حسب الحالة، من طرف أمين الضبط الرئيسي أو أمين الضبط الذي يفوضه لهذا الغرض لدى المحكمة العليا أو المجلس القضائي والقائم بالتصريح، وتسلم نسخة منه إلى القائم بالتصريح، بغرض تبليغه الرسمي للمطعون ضده.

c) La saisine de la Cour suprême par voie du pourvoi en cassation

En vertu de la Constitution, la Cour suprême constitue l'organe régulateur de l'activité des cours et tribunaux et assure l'unification de la jurisprudence à travers le pays et veille au respect de la loi. La Cour suprême est juge de droit. Mais elle peut être juge de fond dans les cas déterminés par la loi, telle est la situation prévue par l'article 374/4 du CPCA qui lui enjoint de statuer en fait et en droit lors de l'examen du troisième pourvoi en cassation. Dans ce cas, l'arrêt de la Cour suprême emporte exécution.

La Cour suprême exerce aussi le contrôle sur la bonne application de la loi par les ordonnances, jugements et arrêts et leur respects des formes et règles de procédures. Elle statue sur les pourvois en cassation formés contre les jugements et arrêts rendus en dernier ressort par les tribunaux et les cours qui tranchent l'objet du litige. Il en est de même des jugements et arrêts rendus en dernier ressort qui mettent fin à l'instance en statuant sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir, ou toute autre demande incidente.

Le pourvoi en cassation est formé par déclaration ou par requête faite au greffe de la Cour suprême. Il peut être également formé par déclaration ou par requête déposée au greffe de la Cour dans le ressort de laquelle la décision dont pourvoi a été rendue. Les déclarations et requêtes de pourvois en cassation sont enregistrées par ordre d'arrivée dans un registre spécial, appelé «registre d'enregistrement des pourvois en cassation» placé sous la responsabilité du greffier en chef, ou du greffier délégué à cet effet. Il est coté et paraphé selon le cas, par le premier président de la Cour suprême ou par les présidents des Cours qui en contrôlent périodiquement la tenue.

La déclaration de pourvoi en cassation est effectuée sur procès-verbal établi par les greffiers en chef de la Cour suprême ou des Cours, ou les greffiers délégués à cet effet, et par le demandeur ou son avocat. Le procès-verbal doit contenir les mentions obligatoires prévues par 562 du CPCA, à savoir l'identité des parties, la date et la nature de la décision attaquée.

Le procès-verbal est signé, selon le cas, par le greffier en chef de la Cour suprême ou de la Cour, ou le greffier délégué à cet effet, et le déclarant. Copie en est remise au déclarant à l'effet de la signifier au défendeur.

يرفع الاستئناف بعريضة تودع بأمانة ضبط المجلس القضائي الذي صدر الحكم المستأنف في دائرة اختصاصه، ويجوز أن يسجل الاستئناف بأمانة ضبط المحكمة التي أصدرت الحكم. تقيد عريضة الاستئناف حالا في سجل خاص، مرقم ومؤشر عليه من قبل رئيس المجلس القضائي، تبعا لترتيب ورودها مع بيان أسماء وألقاب الخصوم ورقم القضية وتاريخ أول جلسة. يسجل أمين الضبط رقم القضية وتاريخ أول جلسة على نسخ عريضة الاستئناف، وتبلغ رسميا من قبل المستأنف للمستأنف عليه.

يجب مراعاة أجل عشرين (20) يوما على الأقل بين تاريخ تسليم التكليف بالحضور والتاريخ المحدد لأول جلسة، مع تمديد هذا الاجل لمدة شهرين (2) بالنسبة للأشخاص المقيمين خارج الإقليم الوطني.

كما يجب أن تتضمن عريضة الاستئناف، تحت طائلة عدم قبولها شكلا، البيانات الواردة في المادة 540 من قانون الإجراءات المدنية والإدارية، ويجب إرفاق عريضة الاستئناف، تحت طائلة عدم قبولها شكلا، بنسخة مطابقة لأصل الحكم المستأنف.

يجب على المستأنف القيام بالتبليغ الرسمي لعريضة الاستئناف إلى المستأنف عليه وإحضار نسخة من محضر التبليغ الرسمي والوثائق المدعمة للاستئناف في أول جلسة. في حالة عدم القيام بذلك يمنح له أجل لذات الغرض، وإذا لم يقدم محضر التبليغ الرسمي والوثائق المطلوبة بعد فوات هذا الأجل دون مبرر مقبول، تشطب القضية بأمر غير قابل للطعن.

يترتب على الشطب إزالة الأثر الموقوف للاستئناف، ما لم يعاد تسجيل القضية في الجدول خلال آجال الاستئناف المتبقية.

يعين رئيس المجلس الغرفة التي توزع عليها القضية. ثم يسند رئيس الغرفة القضية إلى مستشار مقرر لغرض تقديم تقرير. المستشار المقرر هو الذي سيقوم بعد ذلك بإدارة الملف حتى المداولة في القضية والنطق بالقرار ضمن التشكيلة الجماعية.

L'appel est formé par requête déposée au greffe de la Cour dans le ressort de laquelle la décision attaquée a été rendue. Il peut être porté au greffe du tribunal qui a rendu le jugement. Il est inscrit immédiatement sur un registre ad hoc, coté et paraphé par le président de la Cour, suivant l'ordre de réception avec indication des noms et prénoms des parties, du numéro de l'affaire et de la date de la première audience. Mention du numéro de l'affaire et de la date de la première audience est portée par le greffier sur les copies de la requête d'appel, qu'il remet à l'appelant aux fins de signification à l'intimé.

Un délai d'au moins vingt (20) jours doit être observé entre la remise de la citation à comparaître et la date de la première audience, délai augmenté de deux mois pour les personnes qui résident en dehors du territoire national.

La requête d'appel doit contenir, sous peine d'irrecevabilité, en la forme, les mentions énumérées dans l'article 540 du CPCA. Elle doit être accompagnée, sous peine d'irrecevabilité, d'une copie certifiée conforme à l'original de la décision attaquée.

L'appelant doit signifier à l'intimé la requête d'appel par huissier et produire à la première audience, le procès-verbal de signification et les pièces à l'appui de l'appel A défaut, un délai lui est octroyé à l'effet de satisfaire à cette exigence. Si au terme de ce délai, le procès-verbal de signification et les pièces dont s'agit ne sont pas produits, et si l'appelant ne présente pas d'excuse valable, l'affaire est radiée du rôle par une ordonnance non susceptible de recours.

Cette radiation prive l'appel de tout effet suspensif, sauf si l'affaire est rétablie au rôle dans les délais d'appel restants.

Le président de la Cour désigne la chambre à laquelle l'affaire est distribuée. L'affaire est ensuite confiée par le président de la chambre à un conseiller rapporteur à l'effet de présenter un rapport. C'est le conseiller rapporteur qui pilotera ensuite le dossier jusqu'à la mise en délibéré de l'affaire et au prononcé de l'arrêt par le président dans le cadre de la formation collégiale.

بالفصل في دعاوى الإلغاء والتفسير وتقدير المشروعية في القرارات الإدارية الصادرة عن السلطات الإدارية المركزية والهيئات العمومية الوطنية والمنظمات المهنية الوطنية.

- يختص بالفصل في استئناف الأحكام والأوامر الصادرة عن الجهات القضائية الإدارية.

- يختص كذلك بالنظر في الطعون بالنقض في الأحكام الصادرة في آخر درجة عن الجهات القضائية الإدارية.

- يختص أيضا بالفصل في القضايا وفي الاستئنافات وفي الطعون بالنقض المخولة له بموجب نصوص خاصة.

ث.2.) مجلس الدولة كهيئة استشارية

- يخطر من قبل الحكومة لإعطاء رأيه حول مشاريع القوانين التي ترسل إليه، ويقدم كل التعديلات التي يراها ضرورية.

- يتم إخطار مجلس الدولة بمشاريع القوانين من قبل الأمين العام للحكومة بعد مصادقة الحكومة عليها، وتكون مرفقة بجميع عناصر الملف المحتملة.

- تتخذ مداولات الجمعية العامة واللجنة الدائمة بأغلبية أصوات الأعضاء الحاضرين، وفي حالة تعادل الأصوات، يكون صوت الرئيس مرجحا.

يدون رأي مجلس الدولة في شكل تقرير نهائي يرسل إلى الأمين العام للحكومة من قبل رئيس مجلس الدولة.

ث.3.) إخطار مجلس الدولة بغرض الفصل في منازعة إدارية

إجراءات رفع الدعوى أمام مجلس الدولة تكاد تكون شبيهة بالتطبيق أما المحكمة الإدارية. فباستثناء الأشخاص المعنويين العموميين المعفيين من التمثيل بواسطة محام، يجب أن تقدم العرائض والطعون ومذكرات الخصوم، تحت طائلة عدم القبول، من طرف محام معتمد لدى مجلس الدولة.

recours en annulation, en interprétation ou en appréciation de la légalité formés contre les actes administratifs émanant des autorités administratives centrales, des institutions publiques nationales et des organisations professionnelles nationales.

- Il est compétent pour statuer en appel contre les jugements et ordonnances rendus par les juridictions administratives.

- Il statue sur les pourvois en cassation contre les jugements rendus par les juridictions administratives en dernier ressort.

- Il connaît également des affaires, des appels et des pourvois en cassation que lui confèrent des textes particuliers.

d.2.) Le Conseil d'état, organe consultatif

- Il est saisi par le gouvernement pour donner son avis sur les projets de loi qui lui sont soumis et propose toutes les modifications qu'il juge nécessaire.

- Le Conseil d'état est saisi des projets de lois et de toutes les pièces éventuelles du dossier par le secrétaire général du Gouvernement, après leur adoption par le Gouvernement.

- Il délibère en assemblée générale et en commission permanente, et la décision est prise à la majorité. En cas de partage égal de voix, celle du président est prépondérante.

L'avis du Conseil d'état est consigné dans un rapport final, qui est transmis au secrétaire général du Gouvernement.

d.3.) La saisine du Conseil d'Etat en vue du règlement d'un contentieux administratif

La procédure d'introduction d'instance devant le Conseil d'Etat est analogue à celle appliquée devant le tribunal administratif. Exception faite des personnes dispensées par la loi du ministère d'avocat, tel qu'indiqué ci-dessus, la requête, les recours et les mémoires des parties doivent l'être à peine d'irrecevabilité,

يجب على الطاعن أن يبلغ رسميا المطعون ضده خلال أجل شهر واحد (1) من تاريخ إيداع عريضة الطعن بأمانة ضبط المحكمة العليا أو المجلس القضائي، بنسخة من هذه العريضة مؤشر عليها من طرف أمين الضبط الرئيسي لدى المحكمة العليا أو المجلس القضائي.

وللطاعن أجل شهرين (2)، ابتداء من تاريخ التصريح بالطعن بالنقض، لإيداع العريضة بأمانة ضبط المحكمة العليا أو المجلس القضائي، يعرض فيها الأوجه القانونية لتأسيس طعنه، وذلك تحت طائلة عدم قبول الطعن بالنقض شكلا.

لا يمكن تمثيل الخصوم أمام المحكمة العليا بمناسبة الطعن بالنقض إلا من قبل محامين معتمدين لدى المحكمة العليا، وذلك تحت طائلة عدم قبول الطعن بالنقض، ويجب أن تحمل عريضة الطعن بالنقض وتحت طائلة عدم قبولها شكلا وتلقائيا، التوقيع الخطي وختم محام معتمد لدى المحكمة العليا وعنوانه المهني.

عند انتهاء الآجال القانونية المحددة للأطراف لإيداع مذكراتهم، يرسل أمين الضبط الرئيسي للمجلس القضائي الملف مشكلا ومرفقا بملف القضية إلى أمين الضبط الرئيسي للمحكمة العليا، الذي يحيله بدوره إلى رئيس الغرفة المعنية، كما يفعل ذلك بالنسبة للطعون التي تم التصريح بها أمامه.

يعين رئيس الغرفة مستشارا مقررا يكلف بإعداد تقرير كتابي، وإرسال ملف القضية إلى النيابة العامة لتقديم طلباتها الكتابية حول أوجه النقض. وعندما يرى المستشار المقرر أن القضية مهيأة للفصل، يودع تقريره الكتابي، ويصدر أمرا بإبلاغ النيابة العامة.

ث) إخطار مجلس الدولة

زوّد القانون العضوي رقم 01-08 المؤرخ في 30 ماي 1998، المعدل والمتمم، المتعلق باختصاصات مجلس الدولة وتنظيمه وعمله، زوّد هذه الجهة القضائية باختصاص مضاعف، فهو من ناحية جهة حكم، ومن ناحية أخرى هيئة استشارة.

ث.1.) مجلس الدولة كجهة حكم

- يختص مجلس الدولة كدرجة أولى وأخيرة

Le demandeur au pourvoi doit, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date du dépôt de la requête de pourvoi en cassation au greffe de la Cour suprême ou de la cour, en signifier copie visée par le greffier en chef de la Cour suprême ou de la cour, au défendeur au pourvoi.

Le demandeur au pourvoi dispose, à peine d'irrecevabilité en la forme, d'un délai de deux (2) mois, à compter de la déclaration de pourvoi en cassation, pour déposer au greffe de la Cour suprême ou de la Cour, une requête dans laquelle il développe les moyens de droit au soutien de son pourvoi.

La représentation des parties au pourvoi en cassation ne peut être assurée sous peine d'irrecevabilité, que par des avocats agréés près la Cour suprême. La requête de pourvoi en cassation doit, à peine d'irrecevabilité en la forme prononcée d'office, porter la signature manuscrite et le timbre d'un avocat agréé près la Cour suprême ainsi que son adresse professionnelle.

Au terme des délais légaux fixés aux parties pour déposer leur mémoire, le greffier en chef de la Cour transmet le dossier ainsi constitué accompagné du dossier de l'affaire au greffier en chef de la Cour suprême qui le transmet à son tour au président de la chambre concernée, comme il le fait pour les pourvois déclarés devant lui.

Le président de la chambre désigne alors un conseiller rapporteur qui est chargé de préparer un rapport écrit et de communiquer le dossier de l'affaire au ministère public, pour présenter ses réquisitions écrites sur les moyens de pourvoi. Lorsqu'il estime que l'affaire est en état d'être jugée, le conseiller rapporteur dépose son rapport écrit et rend une ordonnance de soit-communiqué au ministère public.

d) La saisine du Conseil d'Etat

La loi organique n°98-01 du 30 mai 1998, modifiée et complétée par la loi organique n° 11-13 du 26 juillet 2011, relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'Etat a doté cette juridiction d'une double compétence : Il est, d'une part, organe judiciaire, et d'autre part, organe consultatif.

d.1.) Le Conseil d'Etat, organe judiciaire

- Il connaît en premier et dernier ressort des

ج.3.) إخطار محكمة الجنايات الابتدائية

يتمّ بقرار الإحالة لغرفة الاتهام.

ج.4.) محكمة الجنايات الاستئنافية

على غرار الغرفة الجزائية بالمجلس، تخطر محكمة الجنايات الاستئنافية عن طريق استئناف المتهم أو النيابة العامة، أو الطرف المدني أو المسؤول المدني.

إيقاف تنفيذ العقوبة

تعريف

يعني إيقاف التنفيذ، في المسائل الجزائية، التدبير الذي تمنحه محكمة جزائية (قسم الجنج أو المخالفات للمحكمة والغرفة الجزائية للمجلس القضائي). ويَعفي إيقاف التنفيذ الشخص المدان من تنفيذ كل أو جزء العقوبة الصادرة بالجلسة في حقه. ويمكن أن يتعلق الأمر بعقوبة حبس (يكون الحديث حينذاك عن «حبس مع إيقاف التنفيذ») ولكن أيضًا بعقوبة غرامة، وهنا نكون بصدد «غرامة مع إيقاف التنفيذ».

لا يجوز الخلط بين إيقاف تنفيذ العقوبة الجزائية ووقف الفصل في قضية مدنية، الذي هو إرجاء الفصل في قضية قائمة (انظر أدناه إرجاء الفصل).

تحدد المواد 592 إلى 594 من قانون الإجراءات الجزائية نظام إيقاف التنفيذ في المسائل الجزائية، وأهم قواعدها هي الآتية:

ب) منح إيقاف التنفيذ مُخَصَّصٌ للجانحين المبتدئين أو لأولئك الذين استوفوا فترة الاختبار

1) إذا لم يكن المحكوم عليه قد سبق الحكم عليه بالحبس لجناية أو جنحة من جرائم القانون العام.

2) يجب على الجهة القضائية التي قضت بإيقاف التنفيذ أن تسبب حكمها.

3) يمكن أن يعني إيقاف التنفيذ كل العقوبة الأصلية أو جزءا منها.

e.3.) La saisine du tribunal criminel de première instance

Elle a lieu par arrêt de renvoi de la chambre d'accusation.

e.4.) La saisine du tribunal criminel d'appel

Comme devant la Chambre pénale, le tribunal criminel d'appel est saisi par l'appel de l'accusé, du ministère public, de la partie civile ou du civilement responsable.

Sursis à exécuter la peine

Définition

Le sursis désigne, en matière pénale, une mesure accordée par une juridiction pénale (la section pénale du tribunal ou la chambre pénale de la Cour) qui dispense une personne condamnée d'exécuter pour tout ou partie la peine prononcée à l'audience. Le sursis peut porter sur une peine d'emprisonnement (on parle alors « d'emprisonnement avec sursis ») mais également sur une amende, Il s'agit alors d'une « amende avec sursis ».

Il ne faut pas confondre le sursis à l'exécution d'une peine pénale avec le sursis à statuer en matière civile qui est le report de statuer sur une affaire pendante (voir infra sursis à statuer).

Le sursis en matière pénale est régi par les articles 592 à 594 du code de procédure pénale dont les règles essentielles sont les suivantes :

a) L'octroi du sursis à exécution est réservé aux délinquants primaires ou à ceux ayant satisfait au délai d'épreuve.

1) Ne peut bénéficier du sursis à exécution que le condamné qui n'a pas auparavant fait l'objet de condamnation à l'emprisonnement pour crime ou délit de droit commun.

2) La juridiction qui octroie le sursis à exécution doit motiver sa décision.

3) Le sursis à exécution peut porter sur la totalité de la peine principale ou seulement sur une partie.

وبالفعل، فإن التمثيل أمام هذه الجهة القضائية بواسطة محام إلزامي، وتوقع العرائض ومذكرات الدفاع ومذكرات التدخل المقدمة باسم الدولة أو باسم الأشخاص العموميين المشار إليهم أعلاه، من طرف الممثل القانوني (وزير، والي، رئيس بلدية، ممثل قانوني للمؤسسة العمومية ذات الصيغة الإدارية).

يتم التحقيق في الملف على النحو الذي يتم عليه أمام المحكمة الإدارية: إيداع العريضة والمذكرات والوثائق أمام أمانة الضبط، تبليغ رسمي، تعيين مستشار مقرر، مداولة ثم حكم.

ج) إخطار الجهات القضائية الجزائية

ج.1.) إخطار المحكمة (قسم الجنج وقسم المخالفات)

يتمّ إخطارها عن طريق:

- استدعاء مباشر من وكيل الجمهورية؛

- المثلث الفوري من وكيل الجمهورية، وهو الإجراء الذي حلّ محلّ إجراءات التلبس المعمول بها سابقا. يتمثل المثلث الفوري في إحالة المتهم مباشرة أمام قاضي الحكم بعد تقديمه أمام وكيل الجمهورية؛

- إحالة من قبل قاضي التحقيق بعد تحقيق قضائي بناء على طلب افتتاحي من وكيل الجمهورية؛

إحالة من قبل قاضي التحقيق بعد تحقيق قضائي إثر شكوى مع ادعاء مدني؛

- استدعاء مباشر من قبل طرف مدني في بعض الحالات (ترك الأسرة، عدم تسليم الطفل، انتهاك حرمة منزل، قذف، إصدار شيك بدون رصيد، م. 337 من ق.إ.ج.).

ج.2.) إخطار الغرفة الجزائية بالمجلس

تخطر عن طريق استئناف المتهم أو النيابة العامة، أو الطرف المدني أو المسؤول المدني؛

par un avocat agréé au Conseil d'Etat. En effet, le ministère d'avocat est obligatoire devant cette juridiction, sous peine d'irrecevabilité de la requête. Les requêtes, les mémoires en défense et les mémoires en intervention présentés au nom de l'Etat et des personnes visées ci-dessus sont signés par leur représentant légal (ministre, wali, maire, représentant légal de l'établissement public à caractère administratif).

L'instruction du dossier a lieu comme devant le tribunal administratif : dépôt au greffier de la requête, des mémoires et des pièces, assignation, désignation d'un conseiller rapporteur, délibéré, jugement.

e) La saisine des juridictions répressives

e.1.) La saisine du tribunal correctionnel (section des délits et section des contraventions)

Le tribunal peut être saisi par:

- citation directe par le procureur de la république ;

- comparution immédiate, procédure qui a remplacé celle de flagrance qui consiste à faire déférer le prévenu devant un juge de siège immédiatement après sa présentation devant le procureur de la république ;

- renvoi par le juge d'instruction après une information judiciaire sur réquisitoire du procureur de la république ;

- renvoi par le juge d'instruction après une information judiciaire suite à une plainte avec constitution de partie civile ;

- citation directe par la partie civile dans certains cas (abandon de famille, non représentation d'enfants, violation de domicile, diffamation et chèque sans provision, art.337 du code de procédure pénale).

e.2.) La saisine de la chambre pénale de la Cour

Elle est saisie par l'appel du prévenu, du ministère public de la partie civile, et du civilement responsable.

المدنية مرتبط بحكم سيصدر عن محكمة جزائية، يتعين على القاضي المدني أن يوقف الفصل في القضية المطروحة أمامه إلى غاية صدور الحكم الجزائي، ولا تستأنف المحاكمة المدنية إلا بعد أن يكون الحكم الجزائي قد اكتسب حجية الشيء المقضي فيه.

مترجم ترجمان رسمي

المترجم الترجمان الرسمي ضابط عمومي يقوم بالترجمة الكتابية او الشفاهية من لغة الى أخرى.

أنشئت مهنة المترجم الترجمان الرسمي بموجب الأمر رقم 95-13 المؤرخ في 11 مارس سنة (ج ر. رقم 17 مؤرخة في 29 مارس 1995).

يتم تعيين المترجم الترجمان الرسمي بموجب قرار من وزير العدل، حافظ الأختام. يؤدي اليمين القانونية. ويمارس مهنته في مكتب عمومي للترجمة لحسابه الخاص وتحت مسؤوليته.

المترجم -الترجمان الرسمي هو وحده المؤهل للتصديق والمصادقة على ترجمة كل وثيقة أو سند كيفما كانت طبيعته.

تثبت الترجمة الرسمية المصادق عليها قانونا من قبل مترجم – ترجمان رسمي ما لم يثبت تحريفها. ويتم إثبات هذا التحريف برأي ثلاثة (3) مترجمين – ترجمة رسميين تعينهم الجهة القضائية التي رفع امامها النزاع.

يجب على المترجمين الترجامة الرسميين ارتداء اللباس الرسمي في نفس شروط أمناء الضبط عندما يدعون لتقديم خدماتهم في الجلسات القضائية.

عندما لا يتكلم الأطراف أو الشهود إلا بلغة أجنبية فقط لا يكون أي عقد يتسلمه الموثقون وغيرهم من الضباط العموميين ذا أثر قانوني دون مساعدة مترجم ترجمان رسمي يوقع عليه كشاهد إضافي.

إضافة إلى ذلك، تنص المادة 91 من قانون الإجراءات الجزائية على أنه يجوز لقاضي التحقيق استدعاء مترجم، غير كاتبه والشهود، وإذا لم يكن المترجم قد سبق له أن أدى اليمين، فإنه يحلف أمامه بأن يترجم بإخلاص الأقوال المتلفظ بها أو المتبادلة بين الأشخاص المعنيين بلغات مختلفة.

civile dépend du jugement qui sera rendu par le tribunal correctionnel, il appartiendra au juge civil de surseoir à statuer sur l'affaire civile pendante devant lui jusqu'au prononcé du jugement pénal, et la reprise de la procédure dans cette affaire n'aura lieu qu'après que le jugement pénal ait acquis l'autorité de la chose jugée.

Traducteur-Interprète officiel

C'est un officier public qui assure la traduction ou l'interprétation d'une langue à une autre.

La profession de traducteur–interprète officiel a été créée par l'ordonnance n° 95 –13 du 11 mars 1995(JO n° 17 du 29 mars 1995).

Le traducteur-interprète officiel est nommé par arrêté du ministre de la justice, garde des sceaux. Il prête le serment légal et exerce sa profession dans un office public de traduction officielle pour son propre compte et sous sa responsabilité.

Le traducteur-interprète officiel a seul qualité pour authentifier et certifier la traduction de tout document ou pièce de quelque nature que ce soit.

Les traductions officielles certifiées par un traducteur-interprète officiel, font foi de leur contenu jusqu'à preuve d'infidélité. La preuve de cette infidélité résultera de l'avis de trois traducteurs –interprètes officiels désignés par la juridiction saisie.

Les traducteurs-interprètes officiels doivent porter la robe dans les mêmes conditions que les greffiers lorsqu'ils sont appelés à prêter leurs services lors des audiences judiciaires.

Nul acte, reçu par les notaires ou autres officiers publics, n'est valable, lorsque les parties ou témoins ne s'expriment qu'en langue étrangère uniquement sans l'assistance d'un traducteur-interprète Officiel qui le signe comme témoin additionnel.

Par ailleurs, l'article 91 du code de procédure pénale prévoit que le juge d'instruction peut faire appel à un interprète, à l'exclusion de son greffier et des témoins. L'interprète, s'il n'est pas assermenté prête serment de traduire fidèlement les propos qui vont être tenus ou échangés par les personnes s'exprimant en des langues différentes.

4) استيفاء فترة الاختبار بالنسبة لمن سبقت إدانتهم بعقوبة حبس أو أشد: «إذا لم يصدر ضد المحكوم عليه خلال مهلة خمس سنوات من تاريخ الحكم الصادر قضى عليه بعقوبة حبس أو عقوبة أشد منها لارتكابه جنابة أو جنحة من القانون العام اعتبر الحكم بإدانتته غير ذي أثر».

ب) فترة الاختبار

فترة الاختبار خمس سنوات من تاريخ صدور الحكم أو القرار. غير أنه تحدد مدة الاختبار بسنتين فقط بالنسبة للجانحين المبتدئين المحكوم عليهم بستة أشهر حبسا غير نافذ و / أو غرامة تساوي 50.000 دج أو تقل عنها.

ت) إنذار المحكوم عليه المستفيد من إيقاف تنفيذ العقوبة

يتعين على القاضي، بعد النطق بحكم الإدانة، أن ينذر المحكوم عليه بأنه في حالة صدور حكم جديد عليه بالإدانة فإن العقوبة الأولى ستنفذ عليه دون أن يكون من الممكن أن تلتبس بالعقوبة الثانية، كما يمكن أن يكون محل عقوبات العود طبقا لنصوص قانون العقوبات.

ث) إلغاء إيقاف التنفيذ

يمكن إلغاء إيقاف التنفيذ عندما يكون الشخص الذي استفاد من إيقاف التنفيذ وقُضيَ عليه من جديد بالحبس بسبب جريمة جديدة ارتكبت خلال فترة الاختبار المنصوص عليها في القانون. تضاف حينها العقوبة القديمة موقوفة التنفيذ إلى العقوبة المحكوم بها بسبب الجريمة الجديدة.

وفي هذه الحالة، تباشر النيابة العامة تنفيذ العقوبة الأولى المحكوم بها دون أن تلتبس بالعقوبة الثانية.

إرجاء الفصل

هو القرار الذي يتخذه القاضي لوقف سريان الإجراءات في القضية المطروحة أمامه إلى غاية إتمام الشكلية التي سينبغي عليها حكمه المرتقب. على سبيل المثال: هناك قاعدة تقول «إن الجزائي يوقف المدني». تطبيقا لهذه القاعدة، إذا كان حل القضية

4) La satisfaction au délai d'épreuve pour un condamné qui a déjà subi une peine d'emprisonnement ou d'une peine plus grave: «Si pendant le délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera sans effet.»

b) Délai d’épreuve

Le délai d'épreuve est de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt. Toutefois, ce délai est fixé à deux ans seulement pour les délinquants primaires condamnés à une peine de six (6) mois d'emprisonnement avec sursis et/ou une amende égale ou inférieure à 50.000 DA».

c) Avertissement du condamné bénéficiaire du sursis à exécution

Le juge qui a prononcé la décision de condamnation avec octroi de sursis à exécution doit avertir le condamné qu'en cas de nouvelle condamnation la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde et que les peines de récidive seront encourues en application des dispositions du code pénal.

d) Révocation du sursis

Un sursis peut être révoqué lorsque la personne qui a bénéficié du sursis est à nouveau condamnée à une peine d'emprisonnement pour une nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve prévu par la loi. L'ancienne peine de sursis vient alors s'ajouter à la nouvelle peine sanctionnant la nouvelle infraction.

Dans ce cas, le ministère public procède à l'exécution de la première peine d'abord sans qu'elle soit confondue avec la seconde.

Sursis à statuer

Il s'agit de la décision d'un juge de suspendre la procédure d'une affaire dont il est saisi jusqu'à l'accomplissement d'une formalité dont dépendra sa décision future. A titre d'exemple : il existe une règle selon laquelle «le pénal tient le civil en l'état ». En application de cette règle, si la solution d'une affaire

Visas

Le mot «visas» (au pluriel) désigne la partie figurant en tête d'un texte à caractère législatif ou réglementaire ou au début d'une décision de justice (ordonnance, jugement ou arrêt). Les visas servent à annoncer les références des textes auxquels s'est référé le rédacteur du nouveau texte. On reconnaît le visa par la locution «*Vu...*» qui précède l'énoncé de tout texte de référence.

تأشيرات

كلمة «تأشيرات» تدل على الجزء الذي يظهر، حسب الحالة، في بداية النصوص التشريعية أو التنظيمية أو في بداية الأعمال القضائية (أوامر، أحكام، قرارات) والتي تتم الإشارة بموجبها إلى النصوص المرجعية التي اعتمد عليها منشئ النص الجديد أو العمل القضائي الجديد. يمكن التَّعرّف على التأشيرة من حيث أن صياغة كل من النصوص المرجعية تكون مسبقة بعبارة: «بعد الاطلاع على...».

مصادر Sources

بالعربية En arabe

- التحقيق القضائي، د. أحسن بوسقيعة، منشورات دار حومة، الجزائر 2006.
- المنازعات الجمركية، د. أحسن بوسقيعة، الطبعة الرابعة، منشورات دار حومة، الجزائر 2009.
- مجلة المحكمة العليا، الاجتهاد القضائي لغرفة الأحوال الشخصية، عدد خاص، ديوان المطبوعات للأشغال التربوية، الجزائر 2001.

بالفرنسية En français

- Dictionnaire-formulaire des Parquets, Gustave LE POITTEVIN, Rousseau et Cie EDITEURS, Paris 1916.
- Droit Pénal Spécial, Robert Vouin, 4ème édition par Michèle Laure RASSAT, Dalloz, Paris 1976.
- Procédure Pénale, Corinne RENAULT-BRAHINSKY, 7ème édition, Gualino éditeur, Paris 2006.
- Les erreurs judiciaires, René FLORIOT, Editions Flammarion, Paris 1968.
- Dictionnaire Juridique de Serge Braudo : <https://www.dictionnairejuridique.com/> : 2020.
- Lexique « Justice En ligne » : <https://www.justice-en-ligne.be/>. 2020
- Lexique de termes juridiques, sous la direction de Raymond GUILIEN et Jean VINCENT, quatrième édition, Dalloz, Paris 1978.

Bilingues: Français – Arabe

- AL-MANHAL, Dictionnaire Français-Arabe par Dr Souheil Idriss et Dr Jabbour Abdel- Nour Libanais Ahlia Press, Beyrouth 1970 ;
- Lexique de l'expert judiciaire, réalisé sous la supervision de la Direction du Projet du Programme d'appui au secteur de la justice en Algérie 2019 ;
- Recueil d'instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme, Publications de l'ONU ;
- Code civil, Ministère de la justice, ONTE, 2009;
- Code de procédure civile et administrative, Ministère de la justice, ONTE, 2008 ;
- Code de procédure pénale, Ministère de la justice, ONTE, 2010 ;
- Code pénal, Ministère de la justice, ONTE, 2009
- Code de commerce, Ministère de la justice, ONTE, 2009 ;
- Code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion des détenus, Ministère de la justice, ONTE, 2007 ;
- Code de la famille, Ministère de la justice, ONTE, 2007.
- Loi n° 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'Enfant (SORA n° 39 du 19/07/2015).

ثنائية اللغة : عربي – فرنسي

- المنهل، قاموس فرنسي-عربي، تأليف د. سهيل إدريس و د. جبور عبد النور، مطابع الأهلية اللبنانية، بيروت 1970؛
- منجد الخبير القضائي، مُعد تحت إشراف مديرية برنامج دعم قطاع العدالة في الجزائر، 2019.
- مجموعة الصكوك الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، منشورات منظمة الأمم المتحدة.
- القانون المدني، وزارة العدل، الديوان الوطني للأشغال التربوية، 2009؛
- قانون الإجراءات المدنية والإدارية، وزارة العدل، الديوان الوطني للأشغال التربوية، 2008؛
- قانون الإجراءات الجزائية، وزارة العدل، الديوان الوطني للأشغال التربوية، 2010؛
- قانون العقوبات، وزارة العدل، الديوان الوطني للأشغال التربوية، 2009؛
- القانون التجاري، وزارة العدل، الديوان الوطني للأشغال التربوية، 2009؛
- قانون تنظيم السجون وإعادة الاندماج الاجتماعي للمحبوسين، وزارة العدل، الديوان الوطني للأشغال التربوية، 2007؛
- قانون الأسرة، وزارة العدل، الديوان الوطني للأشغال التربوية، 2007؛
- قانون رقم 15-12 مؤرخ في يوليو 2015، يتعلق بحماية الطفل (جريدة رسمية رقم 39 بتاريخ 2015/07/19).

50	عقد غرر
29	عمل تجاري
29	عمل جهة قضائية، عمل صادر عن جهة قضائية
29	عمل غير قضائي، عمل شبه قضائي
30	عمل قانوني
29	عمل قضائي
28	عمل، تصرف، قرار، عقد
186	عود، انتكاس
21	غائب / مفقود
43	غير مضمون (دائن غير مضمون)
27	فرع / أصل
79	فقه
131	قاض
132	قاضي التحقيق
132	قاضي تطبيق العقوبات
188	قاعة الجلسات
125	قبل مناقشة الموضوع
34	قرار (قضائي)
28	قرار إداري (هذا هو المصطلح المكرس)
34	قرار مبدئي
125	قضاء بأقل من الطلب /قضاء بأكثر من الطلب
148	قضاء، هيئة القضاء
147	قضاة (علاقات القضاة فيما بينهم)
139	كفالة
40	كفيل / كفالة – ضامن/ ضمان
122	مَأْخَذٌ، مَطْعَنٌ

174	مبادئ عامة للقانون
201	مترجم ترجمان رسمي
139	متقاض
125	متهم أمام جهة تحقيق
27	متهم بجناية
173	متهم بجنحة أمام هيئة حكم
48	مَثول فوري (م. 339 مكرر وما بعدها من ق إ ج)
51	مجلس (مجلس قضائي، مجلس استئناف)
174	محاكمة جنائية
37	محام عام
37	محام
137	محلّفون
51	مخالفة
53	مداولة
53	مُدَّعى عليه
74	مُدَّعي
173	مرافعة الدفاع
173	مرافعة الطرف المدني
36	مساعدو القضاء (أو مساعدو العدالة)
131	مستأنف عليه
34	مستأنف
49	مستشار مُحَقِّق
49	مستشار مقرر
49	مستشار
171	مشتبه فيه
51	مناقشات

199	إيقاف تنفيذ العقوبة
28	براءة أو تبرئة أمام محكمة الجنايات
188	براءة أو تبرئة أمام محكمة الجنج أو المخالفات
202	تأشيرات
123	تدرج القواعد القانونية، هرم تشريعي
20	ترك الأسرة، إهمال عائلي
109	تسليم المجرمين
141	تشريعي (نعت)
26	التصاق بعقار
26	تعسف في استعمال الحق
25	تعسُّف في استعمال السلطة
172	تفتيش
44	تكليف بالحضور
45	تكليف مباشر
109	تنفيذي (سند تنفيذي)
117	توقيف للنظر
188	جبة الجلسة أو الجبة المهنية
125	جريمة
124	جلسة سرية (محاكمة في جلسة سرية أو مغلقة)
51	جناية
54	جنحة
54	جُنْح الصحافة
137	جهة قضائية
104	حالة الأشخاص
82	حبس / سجن (الفرق بينهما؟)
74	حبس مؤقت

فهرس حسب الترتيب الأبجدي العربي - يدل الرقم على الصفحة المشروح فيها المصطلح

أُتْعَاب	124
إثبات حال / معاينة	50
أثر موقف	82
اجتهاد قضائي	138
إخطار الجهات القضائية	190
أخلاقيات المهنة	74
إدخال الغير في الخصومة	171
إرجاء الفصل	200
إساءة استعمال أموال الشركة	26
أساس قانوني	38
أسباب، تسبيب، تعليل	171
أستاذ	149
استئناف	33
إعفاء (من العقوبة) / أذار قانونية / ظروف مُخَفِّفة	22
أعمال إدارة	30
أعمال التصرف	31
إفراج مشروط	141
إلغاء / إبطال	20
أمانة الضبط (مرسوم رقم 409-08 بتاريخ 2008/12/24)	121
امتناع جرمي (امتناع عن تقديم مساعدة إلى شخص في حالة خطر)	25
امتناع	24
إنابات قضائية	46
انتفاء وجه الدعوى	171
إنكار العدالة (امتناع القاضي عن الحكم)	74

منجد قانوني - قضائي فرنسي - عربي

مخصّص لعالم الصحافة ووسائل الإعلام

منجد منجز في إطار برنامج دعم قطاع العدالة في الجزائر

إعداد : محمد بن بوزة ، خبير حقوقي

تم إنشاء هذا المُوَلَّف بدعم مالي من الاتحاد الأوروبي. و تقع مسؤولية محتواه على عاتق مُوَلِّفه فقط و لا يعكس بالضرورة وجهات نظر الاتحاد الأوروبي

جميع الحقوق محفوظة

منجد قانوني - قضائي فرنسي - عربي

مخصّص لعالم الصحافة ووسائل الإعلام